

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°26

avril-juin 2022

Politique, économie



Humour de Siné mensuel

Table des matières

Laurent Mucchielli nous décrit l'état du monde à partir de la crise Covid.....	3
FFA : Le greenwashing des vendeurs de pesticides au coeur de l'Europe	11
L'AgriTech : une révolution contre la paysannerie.....	13
50 ans de lutte pour le commerce équitable.....	16
Non à la cellule de gendarmerie Demeter.....	18
Le ministère de l'Intérieur va devoir réduire les activités de la cellule Déméter.....	22
L'agro-industrie avale la terre	24
Sans sol et sans soleil : le boom des fermes verticales	27
La chaîne d'approvisionnement est le talon d'Achille du mondialisme.....	31
Halte aux méga-bassines.....	34
Politique Agricole Commune (PAC) : les mauvaises règles du jeu.....	35
Coup de théâtre dans la majorité : les avanies postales d'Ottignies-LLN.....	37
François, pape des pauvres et de l'écologie ? Ou pape de l'élite globale ?.....	39
Humour de Siné mensuel.....	45
« Cette stratégie est le dernier recours du gouvernement israélien ».....	46
Des personnalités d'Hollywood derrière Emma Watson, accusée d'antisémitisme.....	48
Procès Olivia Zémor	50
Israël et son gant de velours.....	51
« Il est temps d'admettre votre échec » : le Pr Ehud Qimron charge les autorités israéliennes	53
Google, Microsoft, Alibaba : « technoféodalisme » à la belge.....	55
Zimbabwe. L'exploitation minière est désormais interdite dans toutes les réserves naturelles.....	59
Enquête exclusive censurée en Roumanie et dans l'Union européenne sur Ursula von der Leyen.....	60
BlackRock : discret fossoyeur de votre épargne ET de votre santé.....	74
Humour de Kroll.....	83
« Vous n'emmerdez pas vos amis les milliardaires ».....	84
Les effets de la marchandisation du care dans les maisons de repos et de soins en Belgique	86
Algorithmes et démocratie (France).....	92
Relocaliser ne suffit pas.....	93
Argent sale et secret bancaire	105
Capital humain ou le visage hideux du capitalisme.....	106
Du risque industriel clés en mains, as soon as possible.....	110
Imaginaire capitaliste.....	115
La guerre néolibérale contre la dissidence en Occident	116
Le pillage de la communauté des logiciels libres.....	121
Le hantement du monde	124
Quelle coalition face au bloc bourgeois ?.....	131
Le secteur du bois scié par la mondialisation !	134
Malgré les promesses, l'austérité continue sur le rail	135
Les États-Unis : une poussée vers le déclin moral, l'extrémisme politique, etc.	136
Pakistan - L'austérité toxique fait suite à une pandémie.....	140
L'orchestre du chaos (OMC).....	142
Narration et réalité de la crise libyenne.....	143
Le club des « cinq » face à la Chine	145
Le Chili amorce la sortie du néolibéralisme	149
Argentine. Le gouvernement d'Alberto Fernández a conclu un accord avec le FMI.....	153
République démocratique du Congo : le hold-up permanent	154
L'exploitation de l'Afrique continue d'alimenter le capitalisme mondialisé.....	156
Amérique Latine en Résistance: Victorie de la gauche en Honduras.....	160
Amérique Latine en Résistance : victoires et nouveaux défis	165
Amérique Latine en Résistance : la pandémie continue.....	170
Amérique Latine en Résistance : les défis de Xiomara Castro	175
Amérique Latine en Résistance : instabilité au Pérou	179
Essor et ruine de la classe moyenne.....	184

Laurent Mucchielli nous décrit l'état du monde à partir de la crise Covid



Il fallait s'y attendre, quand un immense sociologue formé à l'histoire, de surcroît parfaitement imperméable aux pressions extérieures, décide de publier un ouvrage sur la crise de la Covid-19, les révélations et les mises en accusations pleuvent dru. Toutes y sont disséquées, démontrées, évidemment parfaitement sourcées, on plaint presque tous ceux qui apparaissent au fil du livre car on comprend que, quand la justice se penchera enfin sur leurs implications diverses et variées,

leurs projets d'avenir s'en verront radicalement modifiés. Merci à Laurent Mucchielli d'avoir accepté de revenir avec nous sur ce premier tome empli de si désastreuses vérités, mais qui en dit tellement long sur l'état désespérant de nos démocraties : bonne lecture.

Vincent RELIQUET (V.R.) – Cher Laurent, il faut d'abord te présenter à notre public bien que probablement ce préalable ne soit plus d'une très grande utilité aujourd'hui. Tu es chercheur au CNRS depuis 1997, médaillé par lui, élevé au grade de directeur de recherche en 2006, tu as participé à la réalisation d'une foule énorme d'ouvrages et d'articles (*). Depuis le début de la crise sanitaire, tu as publié toute une enquête sur ton blog chez Mediapart mais hélas ta liberté de parole, qu'on aurait attendu comme plutôt encouragée sur ce type de site, t'a valu de découvrir la censure en août 2021, poussé par un collectif de « bien-pensants » qui souhaitait laisser toute la place au récitatif covid officiel. Tu leur as pardonné depuis ?

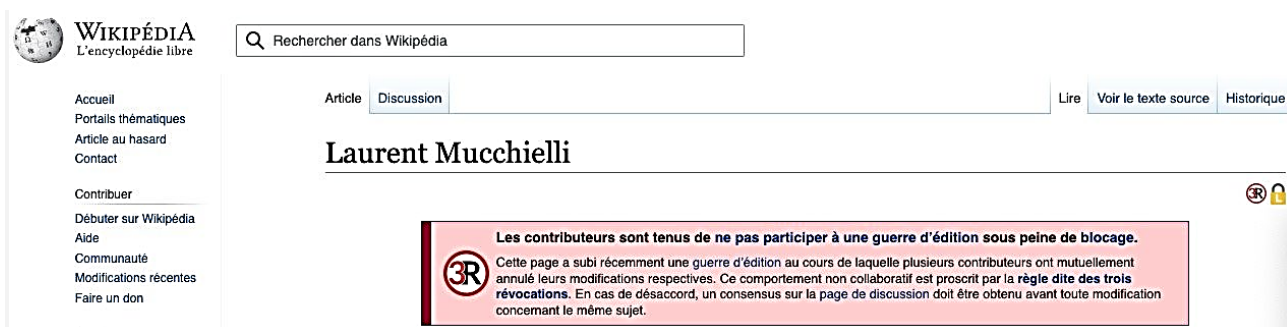
Laurent MUCCHIELLI (L.M.) – Non, j'estime que ce que fait Mediapart depuis le début de cette crise est impardonnable. Je peux évidemment comprendre toutes les personnes qui doutent et qui hésitent, ou encore celles qui ont suivi le discours officiel au début mais le regrettent aujourd'hui. J'en connais beaucoup, y compris dans mon entourage. Nous avons tous été victimes d'une propagande industrielle et politique massive. Mais je ne peux pas oublier celles et ceux qui ont joué un rôle aussi actif et nocif dans le débat public que Mediapart. La chasse à l'homme qu'ils ont décidé d'orchestrer (avec d'autres journalistes parisiens, au Monde, à Libération, à l'Express, à Marianne notamment) au détriment de Didier Raoult est une faute à la fois intellectuelle et morale car, derrière le personnage qui a évidemment ses qualités comme ses défauts, des questions majeures de stratégie sanitaire étaient en jeu. Questions qu'ils ont fortement contribué à rendre invisibles et incompréhensibles en concentrant l'attention sur une seule personne, déchaînant contre elle cette espèce de *cancel culture* qui a envahi les réseaux sociaux et où tous les coups sont permis dans le but de tuer symboliquement les personnes. Et ils ont fait le même coup à d'autres comme le Dr Louis Fouché. Loin d'aider à réfléchir collectivement et d'apporter du débat contradictoire, ils ont parfaitement servi la propagande industrielle et politique du moment. Ceci s'est illustré jusqu'à la caricature vis-à-vis des nouvelles thérapies géniques improprement appelées « vaccins ». Leur positionnement pro-vax (pour reprendre ces raccourcis ordinaires du débat public) est confondant de simplisme et de naïveté. Ils ont ainsi joué un rôle important dans le naufrage de la gauche politique durant cette crise. Pire encore, ils ont joué un rôle dans la dérive autoritariste d'un gouvernement qui n'a trouvé aucun contre-pouvoir capable de lui rappeler les limites à ne pas franchir. Leur attitude à mon égard participe de cet ensemble. Pour faire court, en transformant mon blog en une sorte de mini-revue en ligne où j'ai publié près de 70 articles et 46 auteurs (universitaires et/ou médecins pour la plupart), je leur amenais une véritable contre-enquête, un véritable débat contradictoire et accessoirement des lecteurs. Ils auraient pu s'en réjouir, nous aurions même pu travailler en collaboration plus étroite. J'ai

tenté à plusieurs reprises de dialoguer en écrivant à *Edwy Plenel*, à *Fabrice Arfi* ainsi qu'à la rédaction de la partie blog du journal. Je n'ai reçu en retour qu'un grand silence méprisant. Eux qui prétendent défendre la liberté d'expression, valoriser les lanceurs d'alerte et faire alliance avec les intellectuels critiques, ont pourtant fait exactement le contraire. Ils m'ont d'abord invisibilisé le plus possible sur leur propre site (via des procédés de shadow-banning), et finalement ils m'ont censuré à quatre reprises. Et pas simplement moi mais aussi les universitaires et les médecins que je publiais, *nous traitant de complotistes et de propagateurs de « fake news », en chœur avec des lobbies liés aux industries pharmaceutiques*, se réclamant de la « vraie science » et qui sont spécialisés dans le harcèlement en ligne, l'attaque *ad hominem* et la dénonciation calomnieuse. On a connu mieux que ce parti-pris superficiel digne d'une chaîne d'information en continu. *Edwy Plenel se vante d'avoir sorti l'affaire Cahuzac, il devrait se souvenir que cette affaire était aussi celle de mallettes qui transitaient entre la Suisse et Paris, ayant pour origine un grand industriel de la pharmacie qui est devenu milliardaire grâce à la gestion calamiteuse de cette épidémie.*

Se faisant, Mediapart s'est mis au même niveau que tous ces petits sites de prétendu « fact-checking » que l'on voit fleurir sur Internet et qui permettent à quelques *influenceurs à la mode de propager leur médiocrité intellectuelle dans le débat public*. Je pense à « *Fact and furious* » créé par un ancien militaire (*Antoine Daoust*) qui se fait manifestement un devoir de protéger le gouvernement contre toute critique de sa politique de santé. Je pense à « *Conspiracy watch* », dont le fondateur (*Rudy Reichstadt*) est un proche des milieux de pensée extrême-droitisant, dont on se souvient de la façon dont, après un sondage de l'IFOP, il se moquait des « pauvres gens » qui pouvaient penser que le virus avait pour origine un accident de laboratoire à Wuhan. Ce ridicule ne l'empêche pas d'être invité jusque sur les plateaux de télévision du service public, à la place des chercheurs qui ont de véritables compétences sur ce sujet. Je pense encore à « *La Tronche en biais* », alias *Thomas Durand*, un influenceur qui utilise YouTube et des outils de « co-financement » anonymes comme *Tipeee* pour faire commerce de la propagande, qui est aussi accueilli comme rédacteur par le magazine de l'*Association Française pour l'Information Scientifique (AFIS)*, un lobby aux positions pro-OGM, pro-glyphosate, pro-big-pharma, pro-nucléaire et j'en passe, tout en se permettant de se proclamer « indépendant » (quelle farce !).

Alors oui, *c'est bien un naufrage pour Mediapart*, et cela m'attriste beaucoup car j'étais un soutien et un abonné de la première heure, qui donc s'en ira désormais proposer ailleurs son travail de chercheur désintéressé et d'intellectuel engagé.

V.R. – Quand on veut savoir « à qui on a affaire » aujourd'hui s'agissant d'un personnage public, c'est très simple : on regarde d'abord ce qui s'écrit d'officiel sur le web et en général on est vite renseigné sur la façon dont l'establishment le considère. Par exemple ta page Wikipédia [1] nous fait comprendre immédiatement que tu sens depuis peu franchement le soufre, regarde :



Wikipedia, capt. écran

Tu as suscité « une guerre d'édition » ! Espérons que tu ne vas pas faire sauter le serveur de leur site et quelques lignes plus loin la catastrophe se confirme : tu serais l'auteur de « propos controversés et propagateur de fausses nouvelles sur la dangerosité du virus.../... participant à la désinformation sur la pandémie de la Covid-19 ». On pourrait pleurer de tristesse devant tant d'imbéciles accusations, dont la puérilité et l'absence de fond démontre toute la nullité partisane de tes détracteurs chez Wikipedia. Sérieusement, de tels écrits t'ont-ils blessé voire gênés dans l'exercice de ton travail quotidien de chercheur ?

L.M – Tu connais le dicton sur la bave du crapaud et la blanche colombe... Non, sincèrement, je ne suis pas atteint par le torrent d'imbécilités plus ou moins malveillantes qu'on peut trouver sur Internet aujourd'hui me concernant. Cela ne fait que confirmer et exemplifier mon analyse du fonctionnement du débat public.

L'un des volets de mon enquête consiste précisément à essayer de comprendre comment un ensemble d'acteurs (parmi lesquels la plupart des journalistes) se sont de facto associés pour organiser la clôture du débat public, *l'érection de frontières entre ce qu'il est permis ou non de penser et de dire*, contribuant massivement à imposer comme seule légitime la narration globale que j'appelle la Doxa du Covid. Quant à *Wikipedia*, chacun comprend désormais que cette entreprise collective au départ pleine de promesses démocratiques (comme Internet et les réseaux sociaux de manière générale) et animée par des bénévoles enthousiastes, est devenue le lieu d'une lutte d'influence où les trolls et les lobbyistes se déchainent pour imposer la vision du monde découlant de leurs intérêts politiques ou commerciaux. C'est triste là encore, mais c'est la réalité. Tous les chercheurs et tous les enseignants doivent en tirer les leçons et expliquer notamment aux jeunes qu'ils ne doivent pas manipuler ce site naïvement. *Wikipedia* n'est pas une « encyclopédie en ligne » où l'on pourrait se faire une connaissance minimale de l'état des savoirs sur n'importe quelle question. Beaucoup de contenus sont utilement informatifs, mais ils perdent toute neutralité dès que les questions posées prennent une dimension politique ou économique. Ils deviennent alors au mieux l'expression du point de vue dominant dans le débat public d'un pays, à un moment donné de son histoire, au pire l'expression de la petite propagande des influenceurs qui ont réussi provisoirement à gagner la « guerre d'édition » dont tu parles.

V.R. – Avant d'aborder le fond de ton dernier ouvrage, je souhaiterais que tu visionnes ce sujet diffusé pendant le JT de TFI en février 2010 par Corinne Lalo (aimsib) [2] et Etienne Bourbotte, au sujet de la grippe porcine de 2009 :

L.M. – Ce rappel est salutaire. *L'espèce d'amnésie qui a frappé un peu tout le monde en février-mars 2020 est l'une des choses qui m'a le plus étonné.* L'affaire de la pandémie de grippe H1N1 en 2009-2010 a en effet de nombreux points communs cruciaux avec ce que nous venons de vivre. Cela ressemble à une sorte de premier essai non transformé pour les industries pharmaceutiques, le philanthrocapitalisme de la galaxie Bill Gates et tous leurs affidés que l'on trouve dans les organisations supranationales comme l'OMS et la Commission européenne, ainsi que dans la haute administration sanitaire et parmi les politiques dans de nombreux pays du monde, à commencer bien sûr par les riches pays occidentaux. Le drame est que nous n'avons pas su tirer les leçons d'H1N1. La raison fondamentale, à mon avis, est la *sous-estimation de l'ampleur et de l'efficacité des trafics d'influence et de la corruption organisée par ces industries et par ce philanthrocapitalisme.* Les quelques outils de contrôle supplémentaires mis en place après 2009 ont montré leurs terribles limites. *À quoi cela sert-il d'obliger les médecins à déclarer leurs liens d'intérêts avec les industries si, le moment venu, aucun d'entre eux n'a l'honnêteté d'en faire état quand il intervient dans les médias ou même dans une enceinte parlementaire ? Et si aucun journaliste n'a ni la présence d'esprit de faire trois clics sur son ordinateur pour chercher ces liens d'intérêt, ni le courage de les signifier à son interlocuteur lorsque celui-ci s'exprime publiquement sur les stratégies sanitaires à adopter ?*

Voyez aussi le déni de la pharmacovigilance en matière d'effets indésirables des nouvelles thérapies géniques. Cette affaire trahit globalement un échec cuisant pour la démocratie sanitaire à laquelle beaucoup travaillent depuis des décennies. Nos instruments de contrôle de l'industrie et de protection des populations sont clairement sous-calibrés. Ils n'ont pas pesé lourd face à la déferlante de la communication biaisée de l'OMS et des gouvernements, suscitée par les puissances financières qui leur murmurent aux oreilles.

Entendons-nous bien : l'épidémie de 2020-21 est clairement plus redoutable que celle de 2009. Cela semble dû essentiellement à la contagiosité et la mutagénicité plus fortes du Sars-CoV-2 dont il est presque certain désormais qu'il est le produit accidentel d'expériences virologiques de laboratoire menées en Chine avec le soutien financier massif des États-Unis. Or, précisément, les corrupteurs sont allés jusqu'à tenter d'interdire même ce questionnement sur l'origine du virus, le qualifiant de « complotiste ». Et la plupart des gens sont tombés dans le panneau.

V.R. – Tu portes à notre connaissance une nouvelle proprement inouïe et qui a échappé à nombre d'entre nous : En 2020 le vrai patron de l'OMS, à savoir son financier Bill Gates, a réussi à publier un article dans le New England Journal of Medicine ! [3] On y lit qu'il veut sauver des vies, ce qui demeure pour le moins suspect quand on connaît sa position résolument « réductionniste » qu'il souhaite appliquer à la population du monde. Mais le meilleur est à venir, il écrit : « .../... Scientists sequenced the genome of the virus and developed several promising vaccine candidates in a matter of days, and the Coalition for Epidemic Preparedness Innovations is already preparing up to eight promising vaccine candidates for clinical trials . [4] Ton avis sur l'intrusion de Gates l'informaticien dans la médecine des épidémies ? »



14 studies that impacted
the practice of medicine



EDITORIAL
Molnupiravir — A Step toward
Orally Bioavailable Therapies for
Covid-19

ORIGINAL ARTICLE
Cemented or Uncemented
Hemiarthroplasty for
Intracapsular Hip Fracture



**IMAGES IN CLINICAL
MEDICINE**
Molluscum Contagiosum

Editor's Note: This article was published on February 28, 2020, at NEJM.org.

Perspective Responding to Covid-19 — A Once-in-a-Century Pandemic?

Bill Gates



Article

Metrics

April 30, 2020
N Engl J Med 20:
DOI: 10.1056/NE
Chinese Translati

5 References 454 Citing Articles

<https://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMp2003762>

L.M. – Pendant longtemps, j'ai vécu sur le souvenir de mes cours de fac en droit international (j'ai fait du droit avant de faire de l'histoire et de la sociologie) où l'on présentait à juste titre l'OMS comme une organisation financée par les pays occidentaux. Mais c'était à la fin des années 1980... En 2019, mon attention avait été attirée par le petit livre d'un journaliste français (Lionel Astruc, *L'art de la fausse générosité*. La fondation Bill et Melinda Gates, Actes Sud). Et en 2020, dès que j'ai compris que l'OMS était en train de créer une nouvelle panique mondiale, comme en 2009, j'ai commencé à chercher des informations sur les enjeux financiers sous-jacents. J'ai, entre autres, fait une chose très simple : regarder le financement de l'OMS. J'ai fait alors cette « découverte » : *Le premier financeur de l'OMS n'est plus le gouvernement américain, c'est un financeur privé : Bill Gates*. J'ai poursuivi en essayant d'objectiver le réseau de fondations et d'associations philanthropiques, de partenariats et de systèmes de dons (défiscalisés bien entendu), mis en place ces vingt dernières années par celui qui fut longtemps l'homme le plus riche du monde (avant d'être détrôné par Jeff Bezos, propriétaire d'Amazon, et Elon Musk, propriétaire de Tesla). J'ai alors compris que le Sars-CoV-2 était l'occasion rêvée, l'aubaine tant attendue, de déployer le grand projet de vaccination intégrale du monde dont Bill Gates ne se cache pas, et ce depuis des années. Sa présence dans le champ des politiques mondiales de santé est devenue tellement banale que l'on peut en effet assister, médusé, à ce que je raconte page 77 de mon livre, à savoir le fait que Bill Gates peut se permettre et se voir autorisé, par une rédaction soi-disant scientifique et indépendante, à publier un article dans une des plus prestigieuses revues médicales du monde (le *New England Journal of Medicine*) en avril 2020. Article dans lequel on trouve un concentré de la doxa : *c'est la « pandémie du siècle », le virus est hyper-dangereux même pour les gens « en bonne santé », mais tout va bien car la science va fabriquer un vaccin sûr et efficace « en quelques jours », là où il fallait des années jusque-là. On croit rêver, et pourtant ce n'est pas le cas.*

V.R. – À partir de la page 79, tu nous brosse un portrait glaçant de l'expansion financière des firmes pharmaceutiques et parallèlement tu cites Jean-Dominique Michel, un autre de nos membres d'élite, qui ne cesse jamais de dénoncer la « corruption systémique » [5] régulièrement utilisée par ces entreprises. Quelques exemples consternants sont relatés dans ton ouvrage. Sans tout révéler, peux-tu nous en dire un mot ici ?

L.M. L'essentiel tient en trois constats :

1) Le premier est celui de l'importance de ce secteur économique et financier. Avec près de 1 200 milliards de dollars américains de chiffre d'affaires en 2019, soit une multiplication par 3 depuis le début du 21^{ème} siècle, l'industrie pharmaceutique est devenue l'un des plus grands secteurs industriels du monde et peut-être le plus rentable de tous. Les grands groupes pharmaceutiques qui se sont constitués rivalisent désormais avec l'industrie pétrolière, les groupes bancaires, les GAFAM, l'industrie du luxe, l'industrie automobile et les cigarettiers. Ils font partie de ces multinationales interconnectées par le jeu des participations croisées dans l'actionariat, qui dominent le monde et y imposent leurs intérêts. Ils développent également les mêmes stratégies de maximisation des profits que la plupart de ces multinationales (rachats d'entreprises, licenciements dans les pays d'origine, délocalisation dans les pays pauvres, tricherie sur les prix, évasion fiscale, lobbying intense, détournement des aides publiques à leur profit, etc.). Les patrons de ces firmes sont parmi les mieux payés du monde et les dividendes qu'elles reversent à leurs actionnaires sont parmi les plus

importants du monde. Ils sont donc devenus un acteur central du nouveau capitalisme financier dominant la planète.

2) Le second constat est que ces gigantesques groupes pharmaceutiques dominent non seulement le marché mondial des médicaments, mais ils influencent aussi de plus en plus la recherche médicale, au point de la contrôler en grande partie dans certains domaines. Les fameux essais cliniques (ou essais thérapeutiques) sont financés et réalisés très majoritairement par ces industriels, parfois à la demande des agences publiques comme la *Food and Drug Administration* aux USA ou l'*Agence Européenne du Médicament*. C'est dans cette mouvance politico-industrielle que s'est fixée une sorte d'ersatz de l'Evidence Based Medicine (« médecine fondée sur des preuves ») avec ces méthodes statistiques de randomisation donnant l'illusion d'une démonstration mathématique infalsifiable, à grand renfort de données collectées à l'aide de moyens financiers que seule l'industrie peut généralement s'offrir, créant ainsi des standards artificiels souvent inaccessibles pour la recherche publique indépendante. Le principe est de substituer le calcul statistique à l'expérience clinique, la démonstration mathématique à la pratique médicale. Conséquence d'un tel système : un nombre croissant de médecins-chercheurs multiplient les publications sur les maladies et les médicaments, lors même qu'ils n'en ont pas de pratique médicale. *Les malades sont devenus de simples unités statistiques.*

3) Et le troisième constat est relatif au trafic d'influence et à la corruption, qui est plus forte que jamais. Les laboratoires payent des études à ces médecins-chercheurs testant leurs médicaments, ils en déterminent les protocoles et vont jusqu'à payer plusieurs milliers d'euros par patients inclus dans l'étude. Ils organisent également des boards et autres « réunions stratégiques » dans lesquels les médecins-chercheurs sont associés à la détermination des projets des laboratoires et pour lesquels ils sont fréquemment payés entre 1 000 et 2 000 euros la journée. Les laboratoires financent également les voyages et tous les frais de ces médecins-chercheurs pour qu'ils aillent présenter leurs résultats dans des colloques internationaux dont l'organisation est elle-même très largement financée par les industriels. Dans certains cas, ces derniers vont jusqu'à réaliser eux-mêmes les études dans leurs laboratoires et proposer ensuite à des médecins universitaires plus ou moins renommés de les signer de leurs noms. Cela s'appelle le *ghostwriting* et a donné lieu à de nombreuses fraudes ces dernières années, à l'image du *Lancet Gate* en mai 2020.

Mais la question de la corruption ne se limite pas à l'univers médical. Ce qui donne à la corruption une ampleur démesurée, c'est aussi la transformation des rapports entre organisations publiques et privées. En cause, la circulation des mêmes personnes entre ces deux univers aux logiques de fonctionnement et aux finalités pourtant théoriquement opposées (le bien public pour les unes, l'enrichissement personnel pour les autres). Au-delà même du phénomène que l'on appelle en France le « pantouflage », le problème majeur qui se pose désormais est celui du changement de la nature de ces relations. Nous avons été habitués à penser un monde dans lequel les puissances publiques (États et organisations supranationales) sont un peu les gendarmes du monde économique privé. Or, ce monde est en train de disparaître sous nos yeux. *Nous entrons dans un monde où les puissances publiques deviennent des partenaires des groupes commerciaux privés dont certains ont de fait acquis autant de pouvoir qu'un État.* Ceci se voit très bien dans plusieurs pays, dont la France. Ceci devrait faire l'objet de grandes discussions politiques. Je n'en vois guère pour le moment.

V.R. – De Gilead à Air France, tu me vois venir ? Qu'est-ce qu'il faut retenir en peu de mots sur cette énorme boîte américaine méconnue en France qu'est Gilead ?

L.M. – Le groupe américain Gilead Sciences emploie près de 12 000 personnes et a fait un chiffre d'affaires de 22,5 milliards de dollars en 2019. Parmi ses actionnaires, figurent certains des plus gros fonds d'investissement américains. Le premier est *The Vanguard Group*, concurrent direct de *Black Rock* (le plus gros gestionnaire d'actifs du monde et l'un des plus importants actionnaires du CAC40). Vanguard est par ailleurs le premier actionnaire d'Apple, possède 5% d'Amazon et est entré au capital de nombre de grandes entreprises françaises. Même chose pour le second actionnaire de Gilead, *Capital Research and Management*, qui possède des parts du capital de la Caisse des Dépôts et Consignations, de Veolia, de Bouygues, de Schneider, de la Société Générale, de Pernod et d'Air France. Nous sommes donc bien ici au cœur du capitalisme financier actuel, c'est-à-dire celui qui est entièrement dominé par les banques et autres fonds d'investissements contrôlant l'actionnariat des grandes entreprises et ayant pour logique fondamentale la maximisation de la valeur pour l'actionnaire.

Au demeurant, la suite n'aurait pas dû surprendre tant *Gilead* était déjà connu pour pratiquer une exagération des prix à des fins d'enrichissement maximum. Je rappelle dans mon livre *l'affaire du Sovaldi dans la lutte contre l'hépatite C*, affaire qui a fait la fortune de Gilead. Dès le tout début de la crise du Covid, ce dernier a voulu refaire le coup en faisant acheter par tous les pays du monde un antiviral pour traiter le Covid : le Remdesivir. L'industriel y travaille depuis l'épidémie du virus Ebola qui traversa l'Afrique de l'Ouest en 2014-2015. Les

recherches montreront pourtant par la suite que ce médicament était déjà inefficace sur Ebola. Mais qu'à cela ne tienne, face à la nouvelle pandémie de coronavirus, tout l'enjeu pour cet industriel était de convaincre que son produit était le plus efficace pour traiter les personnes infectées, et lancer ainsi sa production industrielle de masse. Il a en ce sens déployé toute sa puissance de lobbying et de trafic d'influence, au point que, dès le départ, l'OMS et un certain nombre de chercheurs importants dans plusieurs pays occidentaux (tels Yazdan Yazdanpanah et Franck Chauvin en France, tous deux membres du Conseil scientifique Covid-19, le second étant aussi le président du Haut Conseil de la Santé Publique qui fera d'emblée barrage à la proposition de l'IHU de Marseille au profit du Remdesivir) annonçaient déjà que l'antiviral de Gilead était la solution la plus prometteuse. Étrangement, tandis qu'elle bloquera l'hydroxychloroquine, l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) délivrera très rapidement une autorisation de mise sur le marché (AMM) pour le Remdesivir.

On sait aujourd'hui que ce médicament est inefficace et même dangereux. Il n'est quasiment plus utilisé dans les pays occidentaux. Mais si Gilead est passé une fois encore à côté du jackpot mondial, il s'est quand même enrichi grâce à la seconde grande stratégie des nouvelles industries capitalistiques : la *spéculation boursière*. Enfin, son intense lobbying lui permettra de parvenir tout de même à fourguer pour 1,2 milliard de son produit à l'Union Européenne fin 2020, avant que cette dernière ne s'en débarrasse vers les pays pauvres en ayant de surcroît l'indécence de présenter la chose comme de la générosité. La chose se reproduira du reste avec le « vaccin » d'AstraZeneca. Je note toutefois que certains pays africains (comme le Nigeria) ont bien compris l'arnaque et répondent « non merci » à cette fausse générosité.

V.R. – Le délire corruptif qui règne à l'Agence Européenne du Médicament (EMA) semble t'avoir particulièrement intéressé, je te remercie d'ailleurs d'avoir cité un de mes articles dans ta démonstration. Ce passage de ton livre est vraiment sidérant...

L.M. – L'affaire Ursula Von der Leyen est un révélateur du *trafic d'influence et de la corruption* qui sévissent en effet au sein de la Commission européenne et d'agences comme l'EMA. Madame négocie personnellement avec le PDG de Pfizer des contrats dont le contenu est étrangement tenu top secret, tout en ayant un mari travaille dans l'industrie des biotechs et un fils qui travaille chez Mc Kinsey, le cabinet de conseil qui s'enrichit démesurément en organisant la communication (i.e. la propagande) des campagnes vaccinales de nombreux pays (dont la France). Et quand on demande des comptes à madame, elle répond qu'elle a malencontreusement effacé ses conversations avec monsieur Bourla, avec lequel on la voit s'enlacer à la cérémonie de l'Atlantic Council récompensant les meilleurs business-leaders du moment. On nous prend vraiment pour des imbéciles et c'est gros comme le nez au milieu du visage. Et pourtant, à une ou deux exceptions près (comme Étienne Campion à Marianne), aucun journaliste ne s'en est inquiété. Voilà typiquement le sujet d'intérêt public majeur dont un journal comme Mediapart aurait dû s'emparer, plutôt que de s'enfermer dans sa haineuse petite entreprise de démolition de Didier Raoult. Et les intellectuels ne valent guère mieux hélas. Où sont passés tous les universitaires et les journalistes dits « d'investigation » qui ont travaillé ces dernières années sur ces phénomènes de lobbying et de corruption organisée par les industriels, comme sur les nouvelles formes de marketing, de propagande et autres méthodes de *story telling* ? Toute cette affaire est une dramatique défaite de la pensée.

V.R. – Tu abordes ensuite le point le plus crucial de ton livre, à mon avis, et c'est ce que tu appelles le « viol des foules », qui ne comprend pas cette manipulation mentale abominable se met immédiatement en position de se faire à nouveau duper lors de la prochaine crise, le Dr Pascal Sacré avait déjà abordé ce phénomène chez nous, il y a un an [6]...

L.M. – J'ai intitulé ce chapitre « *Le viol des foules par la propagande politique* », reprenant le titre d'un vieux livre de Serge Tchakhotine, paru en 1939, interdit en France et même brûlé ensuite par la Gestapo. Les dictatures n'aiment pas que l'on objective leurs stratégies d'endoctrinement des masses. Mais il faut croire que les démocraties ne l'aiment pas non plus. À moins qu'elles ne soient déjà plus vraiment des démocraties. Quoi qu'il en soit, j'analyse effectivement les formes et les contenus de l'intense propagande que le gouvernement français (parmi d'autres) a déployé pour faire croire à la population que le vaccin était la fin de l'histoire, qu'il fallait d'urgence injecter à tout le monde (adultes, personnes âgées, enfants, femmes enceintes) ces produits prétendus « totalement sûrs », qui allaient « nous débarrasser de l'épidémie » (en bloquant la contagion) et qui étaient « efficaces à 95% » pour empêcher les formes graves de Covid. Ah, la magie des chiffres...

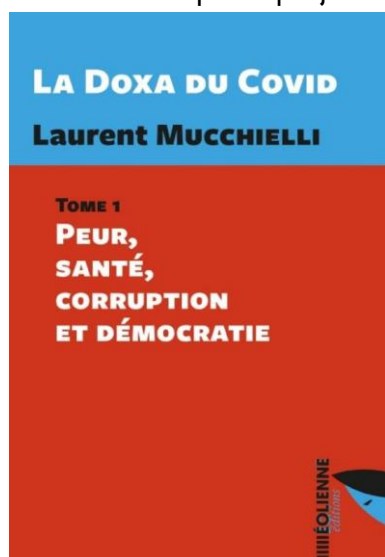
Je montre que, pour réaliser cette grande manipulation, le gouvernement a usé de toutes les ficelles et tout le registre de la propagande : technique de « la blouse blanche » consistant à envoyer dans les médias des

médecins triés sur le volet pour vanter les mérites de la nouvelle politique vaccinale, *technique du « choix truqué »* consistant à placer les citoyens devant un prétendu choix entre la solution qu'on veut leur imposer et une fausse alternative en réalité inacceptable (du genre : préférez-vous être vaccinés ou reconfinés ?), et enfin bien entendu *la technique de « la grenouille ébouillantée »* consistant à amener progressivement les gens vers le point d'arrivée prévu en réalité dès le départ, mais en y allant par étapes, à coups de demi-mensonges successifs, afin de faire accepter très progressivement quelque chose qui, si il avait énoncé d'emblée, aurait été jugé inacceptable pour beaucoup. *En l'occurrence, il fallait amener doucement les citoyens à renoncer à une de leurs libertés fondamentales en acceptant l'idée que seule une vaccination intégrale et forcée de la population s'imposait pour nous « libérer » de l'épidémie.*

V.R. – L'heure de nous quitter est venue. Nous ne sortons pas de ton interview beaucoup plus optimiste qu'au moment où nous l'avons abordée, mais avec une envie bien plus grande de dévorer ton passionnant bouquin. Vivement le tome II, on s'y prépare avec délectation. Ton mot de la fin ?

L.M. – D'abord je te remercie de me donner ainsi la parole et de traiter mon travail avec sérieux. *Le tome 2 paraîtra en mars*, il reprendra les meilleurs « épisodes » de ma série initiée en mars 2020, avec 40 chapitres et 30 auteurs. C'est un travail collectif qui n'est certainement pas parfait mais dont je suis fier et qui me donne le sentiment d'avoir fait ce que je devais faire.

Ensuite un mot pour dire que *j'avais depuis longtemps l'habitude d'être attaqué, essentiellement par l'extrême droite*, du fait de mes travaux sur la sécurité (qui montrent notamment comment on passe là aussi son temps à effrayer la population pour mieux vendre de l'idéologie sécuritaire et des technologies très coûteuses comme la vidéosurveillance). Mais depuis le début de la crise du Covid, j'ai été couvert d'insultes et de calomnies à un point que je n'avais jamais connu. Et surtout, indépendamment des affidés des industriels et



des intellectuels de cour (comme le très macroniste Gerald Bronner qui a publié contre moi en août 2021, dans *Le Monde*, une tribune aussi agressive que dénuée de contenu, avant d'être nommé par l'Élysée à la tête d'une commission), la plupart de ces insultes sont venues de gens qui disent appartenir à la gauche intellectuelle et politique. Certains sont même allés jusqu'à m'accuser de complicité avec l'extrême droite, moi qui la combats depuis 30 ans et qui y avais consacré tout mon dernier livre paru juste avant le premier confinement (*La France telle qu'elle est. Pour en finir avec la complainte nationaliste*, Fayard, 2020). C'est dire à quel point *nous sommes en pleine confusion mentale. Il faudra du temps pour en sortir et essayer de rebâtir quelques digues intellectuelles et éthiques.* La chose est essentielle car l'histoire est loin d'être terminée. D'autres crises sécuritaires, sanitaires et écologiques sont à venir. Et si nous ne sommes pas mieux armés pour les affronter, j'ai peur que les dégâts individuels et collectifs soient plus importants encore, notamment que l'idéal démocratique finisse par disparaître au profit d'une gestion autoritaire des biens publics par des intérêts privés.

Crédit photo : © Editions Eolienne

(*) Ouvrages de Laurent MUCCHIELLI :

- *La Découverte du social : naissance de la sociologie en France, 1870-1914*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1998, 571 p. (ISBN2-7071-2826-0, notice BnF n° FRBNF36700604)
- *Violences et insécurité : fantasmes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, coll. « Sur le vif », 2001, 141 p. (ISBN2-7071-3408-2, notice BnF n° FRBNF37743563)
- *Mythes et histoire des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 2003 (ISBN 2707142050)
- *Le Scandale des « tournantes » : dérives médiatiques, contre-enquête sociologique*, La Découverte, 2005 (ISBN 2707145424)
- *L'Invention de la violence*, Fayard, 2011, 344 p. (ISBN9782213636603)
- *Vous avez dit sécurité ?*, Nîmes, Champ social, 2012
- *Délinquance et criminalité à Marseille : fantasmes et réalités*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, coll. « Les Essais », 2013, 63 p. (ISBN978-2-36244-066-3, notice BnF n° FRBNF43741862)
- *La France telle qu'elle est : Pour en finir avec la complainte nationaliste*, Fayard, 2020 (ISBN9782213716800)

- *La Doxa du Covid / Tome I : Peur, santé, corruption et démocratie*, Bastia, Éolienne, 2022 (ISBN978-2-37672-039-3)

•

Direction d'ouvrage

- *Histoire de la criminologie française*, Paris, L'Harmattan, 1995, 535 p. (ISBN2-7384-3136-4, notice BnF n° FRBNF36685469)
- Avec Massimo Borlandi, *La Sociologie et sa méthode : les règles de Durkheim un siècle après*, Paris, L'Harmattan, 1995, 415 p. (ISBN2-7384-4033-9, notice BnF n° FRBNF35804890)
- Avec Dominique Duprez, *Les Désordres urbains : regards sociologiques*, Chêne-Bourg-Genève, Médecine et hygiène, 2000, 440 p. (ISBN2-8257-0726-0, notice BnF n° FRBNF37733537)
- Avec Philippe Robert, *Crime et sécurité : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2002, 438 p. (ISBN2-7071-3620-4, notice BnF n° FRBNF38811277)
- *Gendarmes et voleurs : de l'évolution de la délinquance aux défis du métier*, Paris, L'Harmattan, 2007
- Avec Véronique Le Goaziou, *Quand les banlieues brûlent : retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2^e édition 2007
- Avec Marwan Mohammed, *Les Bandes de jeunes : des blousons noirs à nos jours*, Paris, La Découverte, 2007
- *La Frénésie sécuritaire : retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, 2008
- Avec Pieter Spierenburg, *Histoire de l'homicide en Europe, de la fin du Moyen Âge à nos jours*, Paris, La Découverte, 2009
- Avec Xavier Crettiez, *Les Violences politiques en Europe : un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010, 336 p. (ISBN9782707164582)
- Avec Christian Mouhanna, *La police contre les citoyens ?*, Nîmes, Champ social, coll. « Question de société », 2011, 182 p. (ISBN978-2-35371-105-5)

•

En collaboration

- Laurent Mucchielli et Daniel Becquemont, *Le Cas Spencer : religion, science et politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, IX-358 p. (ISBN2-13-049107-3, notice BnF n° FRBNF36704468)
- René Lévy, Laurent Mucchielli et Renée Zauberman, *Crime et insécurité, un demi-siècle de bouleversements : mélanges pour et avec Philippe Robert*, Paris, L'Harmattan, 2006, 461 p. (ISBN978-2-296-01776-4, notice BnF n° FRBNF40966407)
- Nacira Guénif-Souilamas(dir.), Laurent Mucchielli, Christine Delphy et Joëlle Marelli, *La République mise à nu par son immigration*, Paris, La Fabrique, 2006, 220 p. (ISBN 2-913372-50-3)³⁵
- Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou, *La Violence des jeunes en question*, Nîmes, Champ social, 2009, 419 p. (ISBN978-2-35371-069-0, notice BnF n° FRBNF42499608)
- *Altergouvernement*, ouvrage collectif réunissant Paul Ariès, Geneviève Azam, Marc Dufumier, Marie Duru-Bellat, Claude Egullion, Jean-Baptiste Eyraud, Susan George, Franck Lepage, Jean-Marie Harribey, Philippe Leymarie, Aline Pailler, Nathalie Péré-Marzano, Fabien Piasecki, Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, Clarisse Taron, et Jacques Testart, éditions Le Muscadier, 2012

Notes et sources:

[1] https://fr.wikipedia.org/wiki/Laurent_Mucchielli

[2] <https://www.aimsib.org/2021/12/09/encore-des-hormones-mais-pour-combien-de-temps/>

[3] Gates B, Responding to Covid-19 — A Once-in-a-Century Pandemic? N Engl J Med 2020; 382:1677-1679 DOI: 10.1056/NEJMp2003762 <https://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMp2003762>

[4] Traduction : Les scientifiques ont séquencé le génome du virus et développé plusieurs vaccins candidats prometteurs en quelques jours, et la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations prépare déjà jusqu'à huit vaccins candidats prometteurs pour des essais cliniques.

[5] Michel JD, Covid : anatomie d'une crise sanitaire, Paris, HumenSciences, 2020, p.109

[6] Pascal Sacré, « Pavlov ou la Covid-19, comprendre l'inhibition transmarginale » <https://www.aimsib.org/2021/01/17/pavlov-ou-la-covid-19-comprendre-linhibition-transmarginale/>

Auteur de l'article : LA RÉDACTION de l'AIMSIB, 13 février 2022

FFA : Le greenwashing des vendeurs de pesticides au coeur de l'Europe

Ce 15 mars à Bruxelles, Syngenta, multinationale de l'industrie des pesticides, ELO, lobby des grands propriétaires terriens, et divers acteurs de l'agrobusiness (Cargill, Nestlé, Pepsico, John Deere, etc.) organisent le Forum pour le futur de l'agriculture (FFA). Derrière une façade de dialogue ouvert entre l'agriculture et l'environnement se déroule en réalité une grande opération de lobbying et de greenwashing. Une coalition d'organisations paysannes (membres du mouvement La Via Campesina), d'organisations de la société civile et de citoyen-ne-s dénoncent cet événement et invitent à se mobiliser contre.

Comme chaque année, le FFA est un moment privilégié pour l'agrobusiness pour promouvoir ses fausses solutions (numérisation de l'agriculture, pesticides, nouveaux OGM, financiarisation de l'agriculture, marché carbone, etc.), consolider sa place dans le système alimentaire et renforcer son influence politique auprès des décideurs et des invités issus directement des institutions européennes. Parmi les orateurs déjà confirmés, on retrouve notamment le Vice-Président de la Commission européenne en charge du Green Deal, Frans Timmermans, et la Commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire, Stella Kyriakides. Il faut dire que depuis l'adoption du Green Deal, les acteurs de l'agrobusiness ont intensifié leurs efforts de lobbying auprès des responsables politiques européens. Ils ont notamment mené une série d'attaques coordonnées contre les objectifs des stratégies « de la ferme à la fourchette » et « biodiversité ». Ces manœuvres de lobbying ont été exposées et dénoncées par la société civile : « *We strongly condemn the coordinated efforts of some industrial agri-food lobbies to discredit, delay, and weaken the Farm to Fork Strategy. The tactics deployed by these actors amount to disinformation and scaremongering and must be exposed as such* ».

Cette édition du FFA arrive à point nommé pour les acteurs de l'industrie agro-chimique. La Commission européenne peaufine en ce moment même sa cible de réduction des pesticides. Une proposition de directive est attendue pour la fin du mois de mars. Syngenta et son lobby-group CropLife Europe multiplient les efforts afin d'éviter une législation qui entraînera la diminution de l'utilisation de leurs produits et l'atteinte à leurs profits. Dans ce sens, l'organisation de lobbying des pesticides CropLife (présidé par le CEO de Syngenta Erik Fyrwald), ainsi que d'autres lobbies de l'agrobusiness ont directement financé des études d'impact visant à discréditer les objectifs de réduction des pesticides de la stratégie « de la ferme à la fourchette ». Et CropLife a organisé plusieurs événements médiatiques pour diffuser largement les résultats de ses études et d'autres études biaisées, brandissant la menace d'une réduction catastrophique de la production agricole européenne. On sait par ailleurs que Syngenta et les autres producteurs d'agrotoxiques sont particulièrement inquiets par les initiatives visant à interdire l'exportation des pesticides très dangereux. Depuis la publication d'une enquête de Public eye et Unearthed, qui a révélé que plus de 81 000 tonnes de pesticides interdits d'utilisation en Europe étaient encore produits et exportés dans des pays en développement ou émergents, la pression publique augmente sur l'industrie pour mettre fin à ces pratiques dangereuses pour l'environnement et la santé des populations locales. La France a notamment adopté une loi interdisant la production et l'exportation de ces pesticides et elle entend profiter de sa présidence tournante pour faire avancer le dossier au niveau européen. Une situation inacceptable pour Syngenta et les autres groupes agro-chimiques qui tirent d'importants bénéfices de ce commerce juteux.

Avec une coalition d'organisations, nous nous mobilisons donc contre la tenue du FFA.

Nous dénonçons la tenue d'un événement de greenwashing visant à renforcer l'influence de l'industrie chimique et agroalimentaire dans la conception de politiques publiques.

Nous ne pouvons pas accepter que des responsables politiques européens préfèrent passer la journée avec Syngenta et ses comparses plutôt que de préparer une politique juste et ambitieuse pour la réduction des pesticides que nous attendons toutes et tous.

Nous dénonçons les manœuvres antidémocratiques de l'agro-industrie pour imposer son agenda et ses produits, sans égard pour la santé, l'environnement et les conditions de travail de toute la population, en Europe comme dans le Sud global. Ces manœuvres sapent les efforts des mouvements sociaux et de la société civile pour une réelle gouvernance démocratique et inclusive des systèmes alimentaires et la réalisation des droits humains.

Nous regrettons la participation d'ONG environnementales, comme le WWF et The Nature Conservancy, à cet événement, car elle permet aux industriels de se prétendre ouverts aux enjeux environnementaux, tout en détruisant l'agriculture et la nature.

No FFA ! No Future for Agrobusiness, No Future for Agrotoxics !

Nous construisons dès à présent une transition vers des systèmes alimentaires justes, durables, démocratique et solidaires.

Afin de garantir aux agriculteurs et agricultrices du Nord comme du Sud des conditions de vie dignes, une alimentation de qualité accessible et des pratiques agricoles qui prennent soin de la nature, nous défendons l'agroécologie, l'agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire, qui sont en rupture avec les modèles et solutions défendues par l'agro-industrie. Pour atteindre ces objectifs, celles et ceux « qui mettent des bottes » doivent être les premières personnes conviées aux réflexions sur le futur de leur secteur et de leur métier, et non les multinationales proposant des solutions axées sur leur seuls intérêts économiques. Puisqu'un forum sur l'agriculture qui ne donne pas une place centrale aux agriculteurs et agricultrices et à celles et ceux qui en sont solidaires n'a aucune légitimité, nous imposerons notre présence ce mardi 15 mars.

Soutiens actuels :

Brigades d'Actions Paysannes, Friends of the Earth Europe, FUGEA, Mouvement d'Action Paysanne, Boerenforum, Quinoa asbl, FIAN Belgium, Entraide et Fraternité, Le Réseau des GASAP, Fabriek paysanne, Autre Terre, SOS Faim, le Début des Haricots, Greenpeace, Corporate Europe Observatory

**No Future for Agrobusiness
No Future for Agrotoxics
No Future for Pesticides
We want a Toxics Free Politics !**

L'AgriTech : une révolution contre la paysannerie

L'agriTech, c'est le rêve d'une agriculture connectée à la Terre par drones et satellites. Cultiver par ordinateur : la nouvelle corne d'abondance ?

« Pour réussir cette nouvelle révolution de l'alimentation saine, durable et traçable, [...] nous devons investir dans trois révolutions [...] : le numérique, la robotique, la génétique. Ce sont les trois transformations essentielles. » (Emmanuel Macron, Chief Executive Officer de la République, plan « France 2030 »)

Le 12 octobre dernier, Emmanuel Macron présentait le plan France 2030. Plus précisément la version du futur qui s'imposera à nous, lestée d'un budget de 50 milliards sous le doux nom de transition écologique. Son objectif numéro 6 : nous nourrir. Et pour cela une révolution est en cours qu'il s'agirait d'accélérer en investissant dans le numérique, la robotique, la génétique. Pour mieux manger.

Les drones dans les champs, la numérisation satellitaire, les nouveaux OGM, les tracteurs-robots, les emballages comestibles, la traçabilité numérique, l'optimisation numérique des intrants chimiques. Accélérer l'avènement de l'agriTech et de la foodTech, a-t-il martelé. Accélérer...

Accélérer et répéter les mêmes erreurs

En 1945, dans une Europe en ruines et au bord de la famine, le plan Marshall avait accéléré la généralisation des plantes et des animaux « améliorés » par les firmes industrielles. Remplaçant les milieux naturels par la chimie et les emplois paysans par la mécanisation.

Accélération encore dans les années 60, avec les lois d'orientation agricole qui ont canalisé l'agriculture vers plus de spécialisation, la monoculture, l'élevage « hors sol » et l'industrialisation. Organisant le départ de centaines de milliers de paysans.

Une accélération jamais freinée, éliminant des centaines de milliers de paysans, prolétarisant ceux qui survivent en les rendant de plus en plus dépendants des grands groupes de l'agro-industrie. Accélérer dans la même direction et faire comme si la « révolution verte » n'avait pas mené à la destruction des insectes pollinisateurs et à l'effondrement de la biodiversité. Comme si les maladies auto-immunes, les cancers, la maladie de Parkinson n'étaient pas liées aux pesticides ingérés quotidiennement. Comme si la malbouffe n'était pas générée par la nourriture industrielle à qualité nutritive toujours plus merdique.

Comme si le réductionnisme génétique n'était pas le problème fondamental du rapport occidental au vivant, toujours pas débarrassé du discours de l'amélioration eugéniste des espèces. Comme si l'agro-industrie ne s'était pas suffisamment gavée sur le dos de tous, paysans, travailleurs, consommateurs.

Accélérer et ne rien changer. Avec la même foi dans l'automatisation de la machine, dans les progrès de la financiarisation de la science et de la génétique brevetable, qui nous sauveraient cette fois de la catastrophe environnementale, de la trop forte croissance démographique mondiale et corrigeraient les effets néfastes de la précédente « révolution verte ».

Cultiver par ordinateur : la nouvelle corne d'abondance

L'agriTech reprend à son compte le fantasme, certes répandu, d'un don d'omniscience octroyé par la numérisation du monde. Réduire chaque parcelle de terre, chaque nappe phréatique, chaque zone de chaleur à de simples données numériques. Surveiller la présence de « nuisibles » ou de « mauvaises herbes ». Modéliser et prédire par analyses de données pour une robotisation optimisée. L'agriTech, c'est le rêve d'une agriculture connectée à la Terre par drones et satellites, dans laquelle intempéries, besoins en eaux et cycles des plantes sont paramétrés dans des logiciels vendus « comme un service ». Un modèle d'affaires qui fera du fric sur le dos des derniers agri-managers devant assumer les « erreurs » des modélisations informatiques incapables d'appréhender le vivant.

Ce modèle avide de biomasse destinée à nourrir les fermenteurs de l'agriculture cellulaire fera définitivement disparaître la paysannerie et alourdira encore la facture environnementale de l'informatique ainsi que la destruction de tous les végétaux disponibles.

Transfert de compétence

Au détour des plaquettes de Bayer-Monsanto et des start-ups récemment incubées, il n'est pas rare de rencontrer d'autres chimères salvatrices. Comme ces Intelligences Artificielles (IA) qui éviteraient aux

agriculteurs de mal faire, les aideraient à mieux doser tel produit polluant, à être plus économes. Ces IA à qui l'humanité industrialisée voudrait transférer le soin d'éviter de nouvelles erreurs. Mais ni le problème ni sa solution ne sont là. Ce ne sont pas des logiciels d'aide à la décision qui changeront les cadres de pensée qui nous ont mené au désastre : extractivisme et destruction de la nature.

La solution technologique est partout. Irrésistiblement, le savoir-faire dans l'agriculture est transféré aux ingénieurs et scientifiques de l'agro-industrie. C'est aux firmes de biotechnologie de désigner les plantes, les animaux et la nourriture cellulaire de demain plutôt qu'à l'agroécologie d'adapter, avec le temps et l'expérience de chaque terroir, les modes de culture.

Plutôt que laisser la place à l'expérience paysanne pour appréhender la diversité du monde vivant et évoluer avec lui, c'est la réduction de l'expérience humaine aux gènes, atomes et autres bits qui prend définitivement le dessus. Et de devoir subir l'insulte de ces prétentieux, amoureux de la Silicon Valley, sûr qu'un savoir viable agricole sortira des hackathons et autres méthodes de stress cognitif, accélératrices d'idées. Une des idées accélérées de la foodTech ? L'emballage bioComestible. Moins de déchets, c'est nous la poubelle !

On ne peut pas faire confiance à ces start-uppeurs comme aux grosses firmes pour qui le seul animal digne d'intérêt semble être la poule aux œufs d'or. Et qu'ils ne viennent pas nous expliquer, avant de nous revendre le savoir pillé, que la combine c'est de nourrir les IA avec du bon savoir paysan pour les rendre bio et responsables.

Une aubaine communicationnelle pour Bayer-Monsanto

Belles promesses technologiques que ces géants se sont empressés de reprendre à leur compte : réduction des pesticides, lutte contre le réchauffement climatique grâce à l'agriculture « intelligente de précision ».

Imaginez ces drones et tracteurs avec caméras intelligentes dotées de capteurs hyperspectraux pouvant déclencher avec précision la pulvérisation du Round'up. Frappe chirurgicale et délire de la guerre propre dans les champs. Ou encore, remplacer les derniers insectes pollinisateurs par quelques nano-drones pour faire le travail de pollinisation. Mais surtout, pour Bayer-Monsanto, continuer à vendre du Round'up. Mais avec un bonus. Vendre la caméra intelligente qui va avec. Et son logiciel connecté aux satellites. Et les nouveaux OGM prêts pour le climat. Et leurs pesticides de « biocontrôle » spécifiques. Au passage, continuer de produire des pesticides à bas coûts, toujours aussi toxiques, pour l'exportation dans les pays aux législations plus conciliantes.

Pour les géants du secteur, reste à savoir s'il faut incuber ces nouvelles start-ups, les acheter quand elles seront matures ou créer des partenariats ? En attendant de trancher, Bayer-Monsanto a passé un accord cadre avec John Deere. Pour garder la main. Entre grands.

Monoculture et dépendance

Le paysan, déjà devenu exploitant agricole, sera désormais « connecté » agricole, solitaire au milieu de son fatras cybernétique, abreuvé de données, assistant les robots et exécutant les modélisations de production mises à jour depuis sa tour de contrôle digne de la Batmobile. Ah ça, le goût pour la grosse machine rutilante sera flatté. Et puis on pourra affubler d'une médaille du mérite agricole ceux qui auront survécu à cette escalade technologique avec des endettements encore plus conséquents avant d'être définitivement remplacés par les robots et les micro-organismes génétiquement modifiés de l'agriculture cellulaire. Mais de souveraineté alimentaire, non. Pour accuser le coût de toutes ces machines et leurs paramétrages, les exploitations seront toujours plus grandes, moins diversifiées et plus dépendantes des importations dévastatrices pour les pays du Sud.

Quiconque s'est déjà penché sur les coûts environnementaux de la mise en œuvre de ces technologies à grande échelle se rendra vite compte de l'absurdité écologique d'un tel programme. La dépendance aux grandes firmes de biotechnologies est, elle, assurée de s'aggraver.

La standardisation industrielle menant à des produits toujours plus insipides et faiblement nutritifs, l'agriculture bio restera une niche pour approvisionner les plus aisés, jamais pressés de se nourrir en grande surface.

La culture du délire

Une fois chaque donnée captée par des serveurs à l'autre bout du monde, chaque tracteur branché aux satellites d'Elon Musk et au réseau GPS étasunien, chaque semence brevetée et numérisée aux mains des multinationales et chaque startup rachetée par les GAFAM, il sera temps d'écouter tous ces visionnaires s'alarmer à propos de la souveraineté technologique de la France, cette blague. Le rouleau compresseur est en marche, et il va droit dans le mur du délire. Il nous reste à le désarmer.

La solution, pour manger, se nomme paysannerie. Sans brevet sur le vivant, sans mise à jour à payer. Pas de centre de données à construire ni d'usine de robot à monter. Et en route pour la souveraineté alimentaire.

L'agroécologie paysanne, pas la technologie

La seule voie est dans la connaissance fine des milieux, dans les échanges de savoir-faire et dans un lien sensible au vivant. De là les techniques agricoles naissent. Pas celles qui visent à entrer en concurrence avec les paysans de l'autre bout du monde.

Celles qui visent à nourrir localement, sans détruire les sols pour les générations futures et qui préservent la biodiversité. La seule et véritable innovation, c'est de permettre l'installation d'un million de paysans sur des territoires vivants, au cœur des systèmes alimentaires qui bénéficient à tous.

Nous avons besoin de bras et d'imagination collective, pas de drones et d'algorithmes.

Écriture collective de faucheurs et faucheuses volontaires et de syndicalistes de la Confédération paysanne Rhône-Alpes

[...] PS : voir aussi les travaux de Lucile Leclair : <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/02/LECLAIR/64330>

De la ferme familiale à la firme internationale

L'agro-industrie avale la terre

De l'Union européenne aux Nations unies, toutes les institutions préconisent le maintien d'une agriculture familiale durable. Pourtant, ce modèle apparaît plus que jamais menacé par l'irruption de firmes géantes de l'agroalimentaire, qui investissent de plus en plus dans le foncier. Loin d'être cantonné aux pays en développement, l'accaparement des terres par les industriels concerne aussi la France. par Lucile Leclair

En avril 2016, le groupe pékinois Reward, spécialisé dans l'agroalimentaire, faisait la « une » des journaux. Ses achats mettaient au jour les failles du système français de protection des ressources agricoles. La société du milliardaire Hu Keqin venait d'acquérir 1 700 hectares de terre céréalière dans l'Indre et l'Allier – soit plus de vingt fois la surface moyenne d'une exploitation. Les farines françaises devaient fournir la chaîne chinoise de boulangeries Chez Blandine. Si le groupe a fait faillite en 2019, les fermes continuent d'être exploitées par Ressources Investment, filiale française qui a échappé à la procédure. L'affaire a surtout révélé une évolution majeure dans l'agriculture : l'arrivée d'investisseurs d'un genre nouveau démontre que l'accaparement des terres cultivables ne concerne pas seulement les pays du Sud.

En toile de fond se joue un affrontement déterminant sur le marché foncier. Des industriels d'envergure internationale tentent de prendre l'avantage sur les producteurs. Ils se lancent dans l'agriculture pour maîtriser l'ensemble de la chaîne de production, et plus seulement le maillon commercial. Cette évolution remonte aux années 2010, selon les agronomes Geneviève Nguyen et François Purseigle : « L'exploitation agricole devient une entité parmi d'autres dans un groupe industriel », observent ceux qui furent parmi les premiers à s'intéresser à ce phénomène de concentration verticale (alors qu'on pensait celle-ci reléguée au profit d'une concentration horizontale, agglomérant des activités distinctes). Dans leur ouvrage sur le nouveau capitalisme agricole. Les agronomes estimaient en 2017 que « les exploitations agricoles aux allures de firme représentent 10 % des exploitations, 28 % de l'emploi, 30 % de la production brute standard ». Cette acception large du terme « firme » comprend aussi des domaines familiaux ou des combinaisons d'unités productives. La part des firmes de type holding, contrôlées par de grands groupes, demeure difficile à quantifier faute (...)

<https://basta.media/Neopaysans-A-defaut-d-avoir-change-le-monde-nous-a...>

<https://basta.media/Le-succes-d-une-cooperative-qui-aide-les-paysans-a...>

<https://basta.media/Location-de-vaches-eleveur-laitier-placement-gesti...>

<https://reporterre.net/Qui-sont-les-neo-paysans-et-vont-ils-changer-l-...>

<https://reporterre.net/Peste-porcine-grippe-aviaire-L-elevage-industri...>

<https://reporterre.net/Enquete-sur-les-dangers-sanitaires-causes-par-l-...>

<https://reporterre.net/Pourquoi-tant-de-jeunes-deviennent-ils-paysans>

<https://reporterre.net/Avec-les-Amap-Bois-une-autre-foret-est-possible>

<https://reporterre.net/Les-industriels-se-jettent-sur-les-terres-agricoles>

Lucile LECLAIR, 11 février 2022 (Faucheurs Volontaires)

<http://www.faucheurs-volontaires.fr/lagritech-une-revolution-contre-la-...>

URL de cet article 37738 : <https://www.legrandsoir.info/l-agritech-une-revolution-contre-la-paysannerie.html>

50 ans de lutte pour le commerce équitable



Depuis 50 ans, Oxfam dénonce les injustices du commerce international. En 1971, nous avons introduit le café équitable dans notre premier magasin. Depuis, nous commercialisons 206* produits équitables en Belgique, mais le commerce équitable reste plus une niche que la norme. Les responsables politiques et les grandes entreprises sont à la traîne dans ce domaine. Pourtant, le

commerce équitable impacte directement et positivement des milliers de personnes dans le monde.

Les premiers bénévoles belges des magasins d'Oxfam faisaient partie d'un vaste mouvement international créé au Royaume-Uni. En commercialisant des produits équitables, ils ont montré à quel point les modèles commerciaux dominants étaient déséquilibrés et imparfaits d'un point de vue structurel. Il s'agissait d'une déclaration politique incontournable contre l'ordre établi. Son slogan ? *Trade, not aid*. Il a été reconnu en 1965 et repris par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Tout a commencé avec du café et du sucre

Le café et le sucre de canne ont été les premiers produits du commerce équitable à être commercialisés en 1971. Leur vente poursuivait deux objectifs : générer davantage de revenus pour les producteurs et attirer l'attention sur leur situation déplorable dans les chaînes commerciales conventionnelles. Ce sont encore nos objectifs aujourd'hui. Un bel exemple est notre projet de coopération en Côte d'Ivoire avec la coopérative de cacao *CPR Canaan* : outre la prime du commerce équitable, les producteurs et les productrices reçoivent directement une prime supplémentaire. Celle-ci est investie dans des activités durables au profit de la coopérative. De cette façon, leur revenu leur permet de vivre et non pas de survivre. D'un seul élan, nous avons donc attiré l'attention des responsables politiques sur la nécessité d'un revenu décent.

En partenariat avec une coalition de la société civile, nous œuvrons également en faveur d'une législation sur le devoir de diligence qui oblige les entreprises à prendre des mesures bienveillantes à l'égard des individus et de l'environnement tout au long de leur chaîne de production. Trop souvent, des entreprises produisent délibérément dans des pays à bas salaires afin de contourner les lois sur les droits humains et les dommages environnementaux. Elles y parviennent car il n'existe aucun cadre juridique en la matière.

« Le commerce équitable consiste non seulement à offrir un meilleur prix aux producteurs et aux productrices mais également à condamner les pratiques commerciales déloyales. »

Trois quarts des Belges approuvent

Nos efforts constants pour commercialiser des produits équitables en Belgique ont incité un nombre croissant de Belges à choisir de plus en plus des produits issus du commerce équitable**. Par conséquent, la prime de développement générée par la vente de produits du commerce équitable sur le marché belge a triplé en 10 ans.

Pendant le confinement, la vente de produits du commerce équitable a encore progressé, à tel point que Johan Vrancken, directeur général du bureau d'études Nielsen, parle d'un changement de comportement chez le consommateur belge : « Alors que les ventes de café ont augmenté de 19,8 % depuis le début du confinement, les ventes de café équitable ont progressé de 29,5 %. Nous observons la même tendance pour le thé et le chocolat. » ***

En outre, d'après un sondage d'opinion réalisé par Enabel en septembre dernier auprès de 1 515 Belges, plus de huit citoyens.ne.s sur dix sont favorables à une législation (européenne) sur le devoir de diligence.

Plus qu'un prix équitable

Le commerce équitable ne se limite pas à payer un prix équitable aux producteurs et aux productrices. Notre vision est plus large et nous adoptons une approche structurelle. Où se situe le problème et comment le

résoudre ? En créant une économie juste est au service de l'être humain, et non l'inverse.

Au service de l'être humain

L'économie doit rester dans les limites écologiques de notre planète, respecter les droits humains universels et garantir l'accès à des mesures sociales de base (nourriture, eau, santé, éducation, revenu...) pour tout le monde. À cet effet, nous privilégions la collaboration avec des coopératives organisées démocratiquement. En effet, elles tiennent compte des personnes, de leurs besoins et de leurs droits. De plus, elles n'ont pas d'effet délétère sur l'environnement.

Agriculture durable

La crise climatique influence négativement l'agriculture et les récoltes. Inversement, l'industrialisation du secteur agricole et alimentaire va de pair avec la déforestation et l'utilisation de pesticides, ce qui est désastreux pour le climat. Voilà pourquoi Oxfam investit dans des pratiques agro-écologiques capables de nourrir le monde de manière durable sans épuiser la terre. Par exemple, la coopérative congolaise de café Muungano est passée à l'agriculture biologique avec des techniques agro-écologiques qui empêchent notamment l'érosion des sols.

Grâce à la prime du commerce équitable, Mungaano a également pu acheter une nouvelle installation de lavage pour ses grains de café. « Auparavant, nous devions louer de vieilles installations de lavage qui étaient très chronophages », explique le directeur Daniel Habamungo. « L'argent que nous économisons grâce à cette installation, nous l'investissons dans la coopérative. En outre, elle améliore la qualité de nos grains de café. »

L'exemple venu des femmes

À l'échelle internationale, ce sont les femmes qui assurent 60 à 80 % de la production alimentaire locale. Toutefois, en temps de crise, par exemple lorsque la récolte est mauvaise en raison du changement climatique, elles sont les premières à souffrir de la faim. La cause réside dans les systèmes discriminatoires et patriarcaux de nombreuses communautés agricoles. La coopérative de cacao ivoirienne CPR Canaan adopte une approche différente. Les femmes y jouent un rôle de premier plan, assurent la diversification des cultures et gèrent la caisse d'épargne.

50 ans et plus de 200 produits commercialisés plus tard, le commerce équitable reste l'un des piliers de nos activités. Nous soutenons ainsi des personnes qui se battent chaque jour pour un revenu équitable et pour vivre décemment plutôt que de devoir lutter pour leur survie. Vous pouvez nous soutenir de plusieurs manières, notamment en achetant un produit issu du commerce équitable.

**Le nombre de produits issus du commerce équitable évolue chaque année.*

***Une étude de Fairtrade Belgium de 2019 montre que plus de trois quarts des Belges achètent des produits certifiés. En outre, 70 % d'entre eux souhaitent trouver un plus large assortiment de produits équitables dans les magasins.*

****Source : De Morgen du 8 mai 2020.*

Marion MEYVIS, 13/01/2022 (Oxfam)

Marion Meyvis est responsable de l'Assortiment chez Oxfam Fair Trade

« Des prix plus élevés rendent la situation beaucoup plus supportable. »

Cuba et la Palestine sont « confinées » depuis des décennies. En raison de circonstances politiques et du labyrinthe de règles commerciales internationales, ces pays n'ont que peu, voire aucun, accès au marché international. Cuba fait face à un embargo commercial, l'accès de la Palestine aux ports dépend du bon vouloir d'Israël et leurs terres agricoles se trouvent en territoire occupé.

« La valeur ajoutée du commerce équitable réside principalement dans les prix plus élevés que les agriculteurs reçoivent pour leurs marchandises et dans la prime du commerce équitable. En raison des barrières commerciales imposées à Cuba et à la Palestine, tous les coûts s'envolent, mais l'augmentation des prix permet de supporter plus facilement ces coûts pour les coopératives et les agriculteurs. »

« Les primes ont permis aux agriculteurs palestiniens de la coopérative Farkha de contracter un emprunt commun avec trois autres coopératives, avec lequel ils ont pu acheter une presse pour produire de l'huile d'olive. La vente de dattes, d'huile d'olive et de couscous maftoul issus du commerce équitable permet à la coopérative Al Reef de percevoir chaque année environ 200 000 USD de revenus grâce aux primes du commerce équitable. À Cuba, nous résistons obstinément à l'embargo commercial qui n'est pour nous qu'une difficulté supplémentaire ! »



Non à la cellule de gendarmerie Demeter

Les groupes agro-industriels mènent la guerre aux défenseurs des abeilles et de la nature. Grâce à la complicité du ministère de l'Intérieur, ils ont obtenu une cellule de gendarmerie, nommée Déméter, chargée de criminaliser toute action ou opinion contraires à leurs intérêts.

Pour empêcher cette privatisation insupportable des forces de l'ordre, dans le seul objectif de maintenir un système agricole destructeur du vivant, POLLINIS a engagé la riposte devant les tribunaux.

Apportez votre soutien à cette bataille déterminante pour les libertés, et aidez-nous à défendre les journalistes, les citoyens et les militants qui ont à cœur de sauvegarder l'environnement.

Madame, Monsieur,

Les géants de l'agro-industrie se sont dotés d'une nouvelle arme pour réduire au silence les défenseurs de la nature et s'assurer pour de longues années encore de pouvoir commercialiser sans entrave des pesticides qui déciment les abeilles et la biodiversité, avec la complicité du ministère de l'Intérieur !

Le nom de cette arme : Déméter.

Une cellule de gendarmerie née d'un *pacte illégal* (1) qui lie le ministère de l'Intérieur à la FNSEA et aux Jeunes agriculteurs, deux syndicats qui défendent un modèle agricole conforme aux intérêts financiers de l'industrie et catastrophique pour la biodiversité (2).

Ses objectifs sont clairs :

- museler les voix des défenseurs d'une agriculture durable, libérée des pesticides et de l'emprise de l'industrie...
- traduire toute forme de critique de l'agriculture industrielle en infraction, et toute action militante en association de malfaiteurs, punie de 10 ans de prison et jusqu'à 150 000 euros d'amende (3).
- faire pression sur les journalistes et les citoyens qui exposent les dérives de notre modèle agricole et la vitesse alarmante d'extinction des insectes et de leurs services écosystémiques inestimables (4) !

Pour y parvenir, tous les moyens sont bons : surveillance abusive, visites musclées et interrogatoires à rallonge sont utilisés pour étouffer la critique de l'industrie des pesticides, dont les produits contaminent déjà 100 % des sols (5) et 80 % des masses d'eau souterraine (6).

Nous devons impérativement couper court à l'emprise terrifiante de l'agrobusiness sur les moyens de police, au mépris des libertés démocratiques inaliénables du citoyen !

POLLINIS a saisi la justice aux côtés de l'association Générations Futures, et déposé un recours devant le tribunal administratif de Paris pour obtenir la suppression immédiate de la cellule Déméter.

La première audience au tribunal aura lieu cette semaine.

Et nous avons besoin d'un élan de soutien massif de tous les citoyens pour nous permettre de tenir bon face aux géants que nous attaquons !

Pour faire contrepoids à l'alliance illégale du gouvernement et des syndicats liés à l'industrie contre les libertés de penser et de s'exprimer, nous avons besoin de votre voix et de celle de centaines de milliers de citoyens qui refusent cette dérive autoritaire.

Ajoutez votre signature dès maintenant à notre lettre ouverte au gouvernement, pour l'appeler à *dissoudre immédiatement Déméter* et à rétablir le droit et la démocratie.

Alors que l'agriculture intensive *continue d'exposer massivement l'ensemble des organismes vivants* à ses produits toxiques et cancérigènes (7), l'État s'allie à l'agrochimie – contre ses propres citoyens ! – en lui offrant une police dédiée à la défense de ses intérêts.

Selon le dossier de presse publié à sa création (8), Déméter est compétente pour punir les « *actions de nature idéologique* » et les « *simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole* ».

Un cadre d'intervention identique à celui d'une véritable police de l'opinion !

De récents événements rapportés par France Inter (9) l'ont démontré, et nous alertent sur les activités inquiétantes de cette cellule :

>> Pour avoir donné son opinion sur l'implantation de serres de tomates hors-sols sur plusieurs hectares de zones humides lors d'un reportage de France 3 Nouvelle-Aquitaine, le porte-parole de Sources et Rivières du Limousin a été convoqué par la gendarmerie et a fait l'objet d'une enquête à *la propre initiative des forces de l'ordre*.

>> Le président d'une petite association de riverains opposés à l'épandage massif de pesticides aux alentours des habitations a également subi de *multiples pressions de la cellule Déméter* : appels répétés pour connaître le contenu et les participants des réunions locales, visites des gendarmes en armes et gilet pare-balle à son domicile...

>> *Une journaliste allemande a été purement et simplement empêchée de faire son travail*, et contrainte, hors de tout cadre légal, de supprimer l'enregistrement de son entretien avec un agriculteur !

Tous ces cas concrets sont extrêmement alarmants pour la démocratie :

Ce ne sont pas seulement les opposants à l'agriculture intensive qui sont dans le viseur de Déméter, mais tous ceux qui expriment une opinion contraire aux intérêts de l'agro-industrie !

Il faut à tout prix empêcher cet engrenage totalitaire autorisé par le ministère de l'Intérieur pour le seul profit des tenants du modèle agricole industriel (10).

Rejoignez dès maintenant notre mobilisation pour montrer aux autorités gouvernementales que :

- Nous défendrons quoi qu'il en coûte la liberté de chaque citoyen à protéger le vivant ;
- Nous continuerons à dénoncer *les conséquences dramatiques de l'agriculture intensive* qui ravage les insectes, épuise les chaînes alimentaires et pousse les écosystèmes au bord de la rupture ;
- Nous mobiliserons systématiquement les citoyens et refuserons de participer *par nos impôts* à la guerre inique de l'agro-industrie contre nos libertés.

Si rien n'est fait pour exposer cette dérive autoritaire, des centaines d'autres associations pourraient à leur tour être considérées comme délinquantes.

POLLINIS, en finançant des études démontrant la nocivité intolérable des pesticides et leurs dégâts sur la biodiversité (11), et en publiant leurs résultats, s'expose inévitablement aux *foudres de l'industrie* !

Le simple fait de citer des études scientifiques qui alertent sur l'urgence du combat en faveur de la protection de la biodiversité et de dénoncer...

- Par exemple, que les fongicides SDHI tuent davantage les abeilles et les vers de terre que les champignons contre lesquels ils sont utilisés (12).
- Qu'ils s'attaquent à la respiration des cellules humaines, qu'on en retrouve dans les *cheveux des bébés et de leurs mamans* (13) ; qu'ils risquent fort de provoquer des hécatombes de cancers et de maladies épigénétiques dans les 20 ans à venir (14).
- Que les néonicotinoïdes tueurs d'abeilles risquent d'être réautorisés sur des milliers d'hectares de betteraves en 2022 alors que les scientifiques de l'INRAE et les agronomes alertent sur le fait qu'il n'y aura que très peu de pucerons cette année (15).
- Qu'on retrouve des traces de ces *pesticides neurotoxiques dans le plasma et le liquide cébrospinal de 100 % des enfants suisses étudiés*, et dans l'urine de 93 % d'entre eux (16).
- Que notre environnement est massivement contaminé par les pesticides déversés par milliers de tonnes chaque année depuis plus de 50 ans (17).
- Qu'on en retrouve dans TOUS LES SOLS, agricoles ou non, traités ou non, jusque dans les aires protégées qu'on croyait épargnées jusque-là (18).
- Qu'on en retrouve dans chaque nappe phréatique, chaque cours d'eau et rivière, où ils tuent les insectes, les arthropodes et les micro-organismes indispensables ... et les batraciens, les reptiles, les poissons qui en dépendent (19).
- Qu'1 abeille sur 4 a déjà disparu en 30 ans (20) ;
- Et que 100 % des *pollinisateurs pourraient disparaître d'ici 100 ans* si l'on ne fait rien aujourd'hui (21),

pourra-t-il bientôt être considéré comme de l'« agribashing » et nous valoir un rappel à l'ordre ou une arrestation ?

Cette situation ne doit pas être tolérée !

Pour sauver nos libertés, et empêcher l'industrie de mettre définitivement la main sur les moyens répressifs de l'État, POLLINIS a fait appel à Maître Corinne Lepage, la puissante avocate spécialiste des questions environnementales (22).

Ensemble, nous dénonçons l'illégalité de la convention passée entre les syndicats de l'agriculture industrielle (FNSEA et JA) et le ministère de l'agriculture, pour créer Déméter, sur trois fondements :

>> Atteinte à la liberté de communication, au secret de l'instruction et des enquêtes ;

>> Rupture de l'égalité entre les syndicats agricoles représentatifs ;

>> Délégation grave des missions de police administrative à des acteurs privés.

Mais pour que cette lutte ait des chances d'aboutir, et que la menace d'une police de la pensée au service de l'industrie agrochimique soit fermement écartée, nous avons besoin que l'alerte soit entendue jusqu'aux plus hautes autorités de l'État.

Aidez-nous à peser de toutes nos forces sur les institutions publiques censées garantir les libertés d'expression et d'information.

Ensemble, opposons un barrage salutaire face aux manœuvres délétères des firmes agrochimiques.

Le travail de milliers d'associations et de militants écologistes est menacé par les pratiques scandaleuses et autoritaires de Déméter, alors même qu'ils n'ont pas mené d'action violente ou illégale.

Pour empêcher à tout prix l'industrie de profiter de la complaisance de l'État pour imposer par la force ses dangereux pesticides, nous devons être plusieurs centaines de milliers, voire des millions, à soutenir ceux qui se battent pour vivre dans un environnement sain, pour respirer un air sans pesticides, et pour sauvegarder les services essentiels que les insectes rendent à l'Homme et à la nature.

Plus nous serons nombreux à signer la lettre ouverte au Premier ministre et au ministre de l'Intérieur, et plus nous serons légitimes à exiger la dissolution de Déméter et à priver définitivement l'agro-industrie du recours à la surveillance, l'intimidation, et à la criminalisation de ses opposants.

Pouvons-nous compter sur votre soutien ?

Merci d'avance pour votre action déterminante.

L'équipe de POLLINIS

Références

1. Ministère de l'agriculture, « Déméter », une cellule nationale pour lutter contre l'agribashing et les intrusions dans les exploitations agricoles, 24 décembre 2019.
2. Arnaud Sacleux, Extinction de masse : les insectes disparaissent à une vitesse alarmante, National Geographic
3. Code Pénal, Article 450-1, 01 janvier 2002.
4. Bruno David : « La vitesse d'extinction des espèces est inédite », Les Echos.
5. Agriculture, Ecosystems & Environment, Residues of currently used pesticides in soils and earthworms: A silent threat?, Volume 305, 1 January 2021, 107167.
6. Rapport gouvernemental sur l'état de l'environnement, Les pesticides dans les eaux souterraines, 2019.
7. Public Eye, Les géants de l'agrochimie gagnent des milliards grâce à des pesticides cancérigènes ou néfastes pour les abeilles, 20 février 2020.
8. Ministère de l'Intérieur, Dossier de presse sur la présentation de Déméter, 13 décembre 2019.
9. France Inter, Les opposants à l'agriculture intensive dans le viseur de la cellule Demeter, 29 octobre 2021.
10. Cellule Déméter : l'inquiétant bras armé au service de l'agriculture conventionnelle - POLLINIS 09 avril 2021.
11. POLLINIS, Insecticide et fongicide : un mélange encore plus toxique pour les pollinisateurs, 12 avril 2021.
12. Bénit, P., Kahn, A., Chretien, D., Bortoli, S., Huc, L., Schiff, M., & Rustin, P., Evolutionarily conserved susceptibility of the mitochondrial respiratory chain to SDHI pesticides and its consequence on the impact of SDHIs on human cultured cells, 2019, PLoS one.
- Fisher A 2nd, DeGrandi-Hoffman G, Smith BH, Johnson M, Kaftanoglu O, Cogley T, Fewell JH, Harrison JF. Colony field test reveals dramatically higher toxicity of a widely-used mito-toxic fungicide on honey bees (*Apis mellifera*). Environ Pollut. 2021 Jan 15;269:115964. doi: 10.1016/j.envpol.2020.115964. Epub 2020 Nov 23. PMID: 33261965.
13. Beranger, R., Hardy, E. M., Dexet, C., Guldner, L., Zaros, C., Nougadere, A., Metten, M. A., Chevrier, C. and Appenzeller B. M. (2018). Multiple pesticide analysis in hair samples of pregnant French women: Results from the ELFE national birth cohort. Environ Int 120 : 43-53.

14. Une révolution urgente semble nécessaire dans l'usage des antifongiques. Libération, 15 avril 2018.
15. Lettre ouverte au PDG de l'INRAE sur la ré-autorisation des néonicotinoïdes pour les betteraves. Branche INRAE de SUD Recherche EPST, 11/01/2022.
16. Laubscher, B., Diezi, M., Renella, R. *et al.* Multiple neonicotinoids in children's cerebro-spinal fluid, plasma, and urine. *Environ Health* 21, 10 (2022).
17. C. Pelosi, C. Bertrand, G. Daniele, M. Coeurdassier, P. Benoit, S. Nélieu, F. Lafay, V. Bretagnolle, S. Gaba, E. Vulliet, C. Fritsch, Residues of currently used pesticides in soils and earthworms: A silent threat?, *Agriculture, Ecosystems & Environment*, Volume 305, 2021, 107167, ISSN 0167-8809
- J. Stolte, M. Tesfai, L. Øygarden, S. Kværnø, J. Keizer, F. Verheijen, *et al.* Soil Threats in Europe: Status, Methods, Drivers and Effects on Ecosystem Services (2016).
18. Brühl, C.A., Bakanov, N., Köthe, S. *et al.* Direct pesticide exposure of insects in nature conservation areas in Germany. *Sci Rep* 11, 24144 (2021).
19. Matthias Liess, Liana Liebmann, Philipp Vormeier, Oliver Weisner, Rolf Altenburger, Dietrich Borchardt, Werner Brack, Antonis Chatzinotas, Beate Escher, Kaarina Foit, Roman Gunold, Sebastian Henz, Kristina L. Hitzfeld, Mechthild Schmitt-Jansen, Norbert Kamjunke, Oliver Kaske, Saskia Knillmann, Martin Krauss, Eberhard Küster, Moritz Link, Maren Lück, Monika Möder, Alexandra Müller, Albrecht Paschke, Ralf B. Schäfer, Anke Schneeweiss, Verena C. Schreiner, Tobias Schulze, Gerrit Schüürmann, Wolf von Tümpling, Markus Weitere, Jörn Wogram, Thorsten Reemtsma, Pesticides are the dominant stressors for vulnerable insects in lowland streams, *Water Research*, Volume 201, 2021, 117262, ISSN 0043-1354.
- Säterberg *et al.*, 2013. High frequency of functional extinctions in ecological networks. *Nature*
- Schäfer RB, *et al.* (2007) Effects of pesticides on community structure and ecosystem functions in agricultural streams of three biogeographical regions in Europe. *Sci Total Environ* 382(2–3):272–285.
20. Zattara, Eduardo E. *et al.* Worldwide occurrence records suggest a global decline in bee species richness. *One Earth*, Volume 4, Issue 1, 114 – 123.
21. Le Monde, Les insectes pourraient disparaître de la planète d'ici 100 ans, 11 février 2019.
22. POLLINIS dépose un recours contre la cellule de gendarmerie Déméter - POLLINIS 14 avril 2020.

Le ministère de l'Intérieur va devoir réduire les activités de la cellule Déméter

Une victoire de courte durée pour les associations demandant la dissolution de Demeter. La cellule de gendarmerie, dénoncée pour réprimer les militants s'opposant au système agricole industriel, pourra poursuivre certaines activités.

« Une erreur de droit. » C'est finalement ce que reproche assez platement le tribunal administratif de Paris au ministère de l'Intérieur. Dans un jugement rendu mardi 1^{er} février, il s'est prononcé concernant les recours déposés par les associations L214, Pollinis et Générations futures contre la cellule de gendarmerie Déméter. Il a refusé la dissolution demandée par les associations : elles dénonçaient une cellule visant à réprimer les militants s'opposant au système agricole industriel. Il a en revanche estimé que cette cellule luttant contre « les atteintes au monde agricole » doit cesser de viser les activités militantes, et s'en tenir aux missions habituelles de la gendarmerie. Le ministère de l'Intérieur a deux mois pour appliquer la décision, sans quoi il devra payer une astreinte de 10 000 euros par jour de retard.

Les trois associations ont d'abord salué une « victoire pour la liberté d'expression ». « On est très contents de cette décision symbolique, se réjouit auprès de Reporterre Brigitte Gothière, porte-parole de L214. Cela vide la cellule Déméter de son objet principal, qui se focalisait sur ce qu'ils appellent "l'agribashing". » Le terme prétend désigner le dénigrement du monde agricole, c'est-à-dire les critiques des conséquences environnementales et éthiques de l'agriculture et l'élevage intensifs. « C'est une victoire pour la démocratie [...]. La lettre de mission de Déméter visait explicitement à verrouiller le débat sur les pratiques agricoles conventionnelles et l'usage des pesticides, et menaçait directement la liberté d'expression », a déclaré dans un communiqué Nicolas Laarman, délégué général de Pollinis.

Mais ce sentiment de victoire a été de courte durée. Après analyse, maître Corinne Lepage, avocate des associations Pollinis et Générations futures, constate un jugement « décevant ». Lors de l'audience qui s'est tenue le 18 janvier, la rapporteuse publique (la magistrate chargée de conseiller les juges) avait demandé la dissolution de la cellule Demeter. La décision du tribunal est donc « très en retrait », regrette l'avocate. Le jugement est pour elle difficilement applicable. La cellule n'étant pas dissoute, « comment va-t-on pouvoir vérifier qu'elle ne mène effectivement plus d'actions de police idéologique », s'interroge-t-elle.

« Il n'a pas examiné les grands problèmes que nous soulevions »

Par ailleurs, le tribunal s'est contenté d'un jugement de forme. Il a simplement estimé que la surveillance des « actions de nature idéologique » consistant en « de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole » ne relèvent pas des compétences de la gendarmerie », définies dans la loi. « Il a répondu de la manière la moins politique et la plus juridique », déplore Julie Pêcheur, directrice du plaidoyer chez Pollinis. Le tribunal n'a pas relevé l'argumentaire des associations, qui estimaient notamment que la cellule Déméter constitue une entrave à la liberté d'expression. Il n'évoque même pas le concept dans sa décision. « Il n'a pas examiné les grands problèmes que nous soulevions concernant la liberté d'expression, d'association, de secret de l'instruction, etc. Le tribunal ne se prononce pas, car il se focalise sur une erreur de droit », poursuit Julie Pêcheur.

Enfin, seul le recours de L214, qui demandait la dissolution, a été jugé recevable. Celui de Pollinis et Générations futures demandait aussi l'annulation de la convention de partenariat entre le ministère de l'Intérieur et les deux syndicats agricoles majoritaires, la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs, défenseurs de l'agriculture conventionnelle. Il a été rejeté. Le tribunal a estimé que cette convention était un « contrat administratif », et donc que les associations n'étaient pas concernées par ce type de contrat et ne pouvaient pas le contester en justice.

« Que la délégation de pouvoirs régalien de police à des intérêts privés soit considérée comme un simple contrat administratif est inquiétant, estime Julie Pêcheur. L'article 12 de la Déclaration des droits de l'Homme précise bien que la police doit servir des intérêts publics, c'est l'un des piliers de l'État de droit. » Résultat : « Ce jugement ne gêne pas le ministère de l'Intérieur, estime M^e Lepage. Pour preuve, il n'a pas fait appel. »

D'autres missions vont poursuivre

Dans un communiqué publié mercredi 2 février au matin, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, et celui de l'Agriculture, Julien Denormandie, ont « pris acte de la décision du tribunal administratif de Paris ». « La mission de Déméter sera [...] précisée et cadrée dans un nouveau texte d'organisation interne qui prendra en compte les termes de la décision », ont-ils précisé. Ils ont aussi vanté les résultats de la cellule : « Les vols de véhicules dans les exploitations agricoles en 2021 ont ainsi reculé de 8 % et les dégradations de 7 % par rapport à 2020 », précise le texte.



Julien Denormandie

@J_Denormandie

Avec @GDarmanin, nous confirmons l'efficacité de la cellule DEMETER pour lutter contre les atteintes au monde agricole



Mercredi 2 février 2022

COMMUNIQUE DE PRESSE

Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur
Julien DENORMANDIE, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Décision du tribunal administratif relative au dispositif DEMETER

Gérald DARMANIN, ministre de l'intérieur, et Julien DENORMANDIE, ministre de l'agriculture et de l'alimentation, ont pris acte de la décision du tribunal administratif de Paris, qui enjoint le ministère de l'intérieur à mettre fin aux activités de la cellule DEMETER de la gendarmerie qui se rattachent à l'objectif de prévention et de suivi des « actions de nature idéologique ».

Les deux ministres confirment l'efficacité de la cellule DEMETER pour lutter contre les atteintes au monde agricole. Elle a en effet permis d'obtenir de très bons résultats : les vols de véhicules dans les exploitations agricoles en 2021 ont ainsi reculé de 8% et les dégradations de 7% par rapport à 2020. Par ailleurs, des enquêtes judiciaires d'importance ont été couronnées de succès, en particulier à l'encontre d'un réseau criminel international spécialisé dans les vols de GPS agricoles ou des auteurs présumés d'un incendie volontaire d'un hangar agricole dans l'Ain. Cette activité n'est donc pas remise en question.

La mission de DEMETER sera néanmoins précisée et cadrée dans un nouveau texte d'organisation interne qui prendra en compte les termes de la décision du tribunal administratif de Paris. Le dossier de presse visé par cette décision sera donc considéré sans valeur car ne correspondant plus à la mission explicitement confiée désormais à la cellule DEMETER.

« Sur le fond rien n'est remis en cause, se félicite Étienne Gangneron, vice-président de la FNSEA. Le jugement ne change rien à la lutte contre les gens qui font des infractions, pénètrent dans les élevages, transgressent la loi. »

La cellule va pouvoir poursuivre le reste de ses missions, c'est-à-dire la lutte contre tout ce qui relève d'« infractions pénales (vols, dégradations, cambriolages, violations de domiciles, occupations illégales de terrains) », précise bien le jugement. Autrement dit, toutes les actions militantes pouvant correspondre à des infractions pourraient rester dans le périmètre de Déméter. Comme par exemple les intrusions dans les élevages permettant à L214 d'obtenir ses vidéos. Ou les dégradations légères que sont les tags de militants animalistes, qui étaient jugés au Mans vendredi 28 janvier, après une lourde enquête de la cellule Déméter.

« Le contexte est de plus en plus compliqué, reconnaît Brigitte Gothière. Mais symboliquement, ce jugement reste fort. Il y avait une volonté de criminaliser le mouvement pour les animaux et les militants écologistes. Là, on a une indication donnée aux magistrats qui est de traiter ces affaires "normalement". »

Pollinis et Générations futures ne se déclarent pas vaincues non plus. Elles réfléchissent à des suites juridiques.

REPORTERRE, 6 février 2022

De la ferme familiale à la firme internationale

L'agro-industrie avale la terre

De l'Union européenne aux Nations unies, toutes les institutions préconisent le maintien d'une agriculture familiale durable. Pourtant, ce modèle apparaît plus que jamais menacé par l'irruption de firmes géantes de l'agroalimentaire, qui investissent de plus en plus dans le foncier. Loin d'être cantonné aux pays en développement, l'accaparement des terres par les industriels concerne aussi la France.

En avril 2016, le groupe pékinois Reward, spécialisé dans l'agroalimentaire, faisait la « une » des journaux. Ses achats mettaient au jour les failles du système français de protection des ressources agricoles. La société du milliardaire Hu Keqin venait d'acquérir 1 700 hectares de terre céréalière dans l'Indre et l'Allier – soit plus de vingt fois la surface moyenne d'une exploitation. Les farines françaises devaient fournir la chaîne chinoise de boulangeries Chez Blandine. Si le groupe a fait faillite en 2019, les fermes continuent d'être exploitées par Ressources Investment, filiale française qui a échappé à la procédure. L'affaire a surtout révélé une évolution majeure dans l'agriculture : l'arrivée d'investisseurs d'un genre nouveau démontre que l'accaparement des terres cultivables ne concerne pas seulement les pays du Sud.

En toile de fond se joue un affrontement déterminant sur le marché foncier. Des industriels d'envergure internationale tentent de prendre l'avantage sur les producteurs. Ils se lancent dans l'agriculture pour maîtriser l'ensemble de la chaîne de production, et plus seulement le maillon commercial. Cette évolution remonte aux années 2010, selon les agronomes Geneviève Nguyen et François Purseigle : « *L'exploitation agricole devient une entité parmi d'autres dans un groupe industriel* », observent ceux qui furent parmi les premiers à s'intéresser à ce phénomène de concentration verticale (alors qu'on pensait celle-ci reléguée au profit d'une concentration horizontale, agglomérant des activités distinctes). Dans leur ouvrage sur le nouveau capitalisme agricole (1), les agronomes estimaient en 2017 que « *les exploitations agricoles aux allures de firme représentent 10 % des exploitations, 28 % de l'emploi, 30 % de la production brute standard* ». Cette acception large du terme « firme » comprend aussi des domaines familiaux ou des combinaisons d'unités productives. La part des firmes de type holding, contrôlées par de grands groupes, demeure difficile à quantifier faute d'outils statistiques pour les identifier.

Il faut dire que ces fermes passent souvent inaperçues. En Camargue, de grandes plaines irriguées voisinent avec la célèbre réserve naturelle méditerranéenne. Dans ce décor de carte postale, Euricom, qui se présente comme le premier en Europe pour la transformation et le négoce du riz, a racheté en 1998 la Société française des riz de choix. La société mère d'origine italienne commerce avec une quarantaine de pays. À l'entrée de la propriété – un immense corps de ferme planté devant des rangées de riz qui s'étirent à l'infini –, rien n'indique que nous sommes sur les terres d'Euricom. C'est pourtant là, à Port-Saint-Louis-du-Rhône, que le groupe possède 1 300 hectares, en plus d'autres acquisitions foncières dans le monde.

Les terres et les céréales françaises ont particulièrement la cote. La France jouit d'une bonne réputation sur le marché intérieur, mais aussi international, en raison de normes environnementales et sociales plus exigeantes que dans d'autres pays. Euricom a acquis des terres au moment où le riz de Camargue obtenait une indication géographique protégée (IGP) garantissant au consommateur une origine et le respect d'un cahier des charges – qui n'interdit pas l'usage de pesticides ou d'herbicides.

Les dessous du marché

Détenir la terre présente trois atouts majeurs. D'abord, Euricom assure lui-même son approvisionnement sans passer par les autres producteurs. Ensuite, le contrôle des matières premières apporte plus de flexibilité pour répondre aux attentes changeantes du consommateur. Enfin, l'exploitation directe lui permet de se passer d'intermédiaires coûteux : agriculteurs, coopératives, négociants, etc.

Pour s'imposer, les industriels recherchent par tous les moyens la baisse de leurs coûts de production. Le jeu de la concentration se voit renforcé par les subsides publics. Euricom réclame sa part. Dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), l'entreprise a reçu 680 000 euros d'aides en 2020 (2), quand le montant moyen perçu par ferme en France s'élève à 30 000 euros environ. Le système européen ne limite pas les regroupements : plus on possède d'hectares, plus on bénéficie d'aides. Pensée à l'origine pour garantir un revenu aux agriculteurs, la PAC favorise aujourd'hui l'irruption et la domination d'un modèle agro-industriel avec l'émergence d'acteurs sans aucun rapport avec les paysans d'hier.

Les nouvelles fermes reposent sur le salariat. Des ouvriers agricoles dirigés par des agromanagers en col blanc font désormais les travaux des champs. Dans la ferme camarguaise d'Euricom, les consignes viennent d'en haut. Programmation des cultures, matériel, horaires, les décisions sont prises au siège du groupe, situé à plus de cinq cents kilomètres de la Camargue, en Lombardie, en Italie. « *La liberté de décision est bridée par la commande de celui qui est propriétaire des terres, cela ne correspond pas à notre définition du métier* », résume amèrement M. Henri Bies-Péré, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), syndicat professionnel majoritaire. Fait rare, les quatre principales organisations d'agriculteurs partagent la même position sur ce sujet : accepter l'intégration toujours plus forte des fermes au complexe industriel signifierait la fin des agriculteurs.

Les entreprises agroalimentaires étaient déjà souvent accusées de faire la pluie et le beau temps en matière de prix. Un autre glissement s'opère, un saut de plus dans la concentration des décisions et des richesses produites. En cohérence avec l'histoire récente, celui-ci n'en constitue pas moins une évolution à rebours d'une « *lutte de quatre cents ans* », « *lentement victorieuse* », dont Émile Zola donnait l'écho : celle des travailleurs de la terre pour devenir maîtres chez eux (3). Les dernières mutations remettent en cause les batailles remportées par des générations de paysans.

Pourquoi la terre voit-elle arriver des investisseurs auxquels elle avait échappé jusque-là ? Le secteur agricole connaît une crise sans fin qui nourrit le malaise des acteurs du monde paysan, contraints bien souvent de travailler soixante heures par semaine pour quelques centaines d'euros de revenu en accumulant des montagnes de crédit. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les fortunes de l'industrie soient bienvenues, d'autant que les garde-fous ne jouent plus leur rôle.

En France, pour acheter une terre agricole, les candidats doivent obtenir l'aval de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) locale. Ces sociétés anonymes sans but lucratif – il en existe une par département – exercent une mission d'intérêt général, celle de redistribuer le foncier agricole en faveur des agriculteurs. Une mission de plus en plus dévoyée (4), comme en témoignent plusieurs exemples. Ainsi, en 2019, dans la Sarthe, le groupe Fleury Michon cherche à acquérir une vingtaine d'hectares pour faire son propre élevage de cochons, géré par trois salariés : la Safer accepte la vente. En 2020, la société Chanel se porte acquéreuse de huit hectares et demi dans la plaine de Grasse dans le but de cultiver les fleurs qui entrent dans la composition de ses parfums : la Safer ne s'y oppose pas. Contacté au sujet de ces deux opérations, M. Emmanuel Hyst, le président de la Fédération nationale des Safer (FNSafer), ne souhaite pas s'exprimer. Fondées en 1960 pour pérenniser un modèle de fermes indépendantes, les Safer, désormais, servent parfois de marchepied aux compagnies en quête de terres.

Cette dérive s'explique par la baisse drastique de leurs moyens. À leur création dans les années 1960, les Safer étaient financées à 80 % par des fonds publics. Depuis 2017, cette proportion a chuté à 2 %. Les subventions de l'État n'ont cessé de fondre dans leurs budgets. Aujourd'hui, la majeure partie de leurs recettes provient des transactions qu'elles réalisent. Elles sont ainsi incitées à enchaîner les ventes pour maintenir leurs finances en bonne santé. « *Leurs moyens d'action ne sont pas à la hauteur de leurs missions d'intérêt général* », remarque Benoît Grimonprez, spécialiste en droit rural à l'université de Poitiers.

« *L'efficacité de ces outils, bâtis sur le modèle de l'exploitation familiale détenue par des personnes physiques, est amoindrie face à la structuration et au développement des exploitations sous forme sociétaire* », constatent également les parlementaires à l'origine d'une proposition de loi, déposée en février 2021, pour réguler ce marché foncier (5). Gestion optimisée, transmission progressive : s'ils reconnaissent les avantages de ces structures qui « *exploitent désormais en France près des deux tiers de la surface agricole utile* », les parlementaires notent qu'elles « *sont malheureusement de plus en plus souvent utilisées aussi pour s'affranchir des règles* ».

Sans stratégie politique globale pour freiner leurs appétits, les firmes progressent dans les campagnes. L'exemple d'Aqualande frappe par son étendue. La société française appartient à Labeyrie Fine Foods, numéro un du foie gras, du saumon fumé, de la truite et des produits de la mer en France. Aqualande possède désormais le plus grand élevage de l'Hexagone, avec trente-sept fermes piscicoles, réparties dans une dizaine de départements. L'agriculture des firmes provoque une concentration sans précédent en suivant le sort de nombreux secteurs de l'économie alors que nous arrivons à un point de bascule : un agriculteur sur quatre a plus de 60 ans. Si tous ceux qui obtiendront leurs annuités dans les trois prochaines années prennent leur retraite, 160 000 exploitations devront trouver un successeur. Tout est prêt pour un transfert massif.

Une loi insuffisante

La médiatisation des investissements chinois masque les vrais enjeux. On ne comptait que 2 % d'acheteurs étrangers en 2017, selon un rapport de la FNSafer (6). L'accaparement des terres est d'abord une histoire française. Les entreprises nationales ou régionales jouent les premiers rôles, comme Altho, le numéro un de

la chips française, dans le Morbihan, ou l'entreprise de cosmétiques Pierre Fabre dans le Tarn. « *Le moment est venu pour l'État de prendre la mesure des conséquences de la progression des transactions portant sur des parts de sociétés agricoles* », affirmait déjà, en 2020, le premier président de la Cour des comptes, dans un référé adressé au premier ministre (7). Ces transactions représentaient 1,1 milliard d'euros en 2018, soit l'équivalent de 18 % du marché foncier agricole.

Pressé par la Cour des comptes, le Parlement français a finalement adopté le 13 décembre 2021 la loi « *portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétares* ». Le texte prévoit la mise en place de nouveaux contrôles par les Safer, sous l'autorité du préfet, qui devra donner son accord dans deux situations : dès lors qu'une vente est supérieure à 40 % des parts de la société, sauf cessions intrafamiliales si les membres de famille s'engagent à poursuivre l'exploitation ; quand la surface totale détenue après l'acquisition de la société dépasse un seuil d'« *agrandissement significatif* », fixé par région, et compris entre une fois et demie et trois fois la surface agricole utile moyenne dans celle-ci.

Mais cette loi autorise de nombreuses dérogations, qui la rendent en partie inefficace. Les Safer devront notamment apprécier le « *développement du territoire* » au regard « *des emplois créés et des performances économiques, sociales et environnementales* ». Présentée par le gouvernement comme une étape, cette loi ne peut remplacer la grande loi foncière que les organisations agricoles appellent de leurs vœux. La FNSEA indique poursuivre la « *réflexion en interne* » pour protéger plus durablement les agriculteurs. « *Il faut un changement de politique publique pour répartir autrement la terre* », affirme la Confédération paysanne. Le Mouvement de défense des exploitants familiaux (Modéf) demande, quant à lui, qu'une loi « *encadre les prix des terres agricoles de sorte qu'ils soient en corrélation avec le revenu (...) qui peut être dégagé sur [celles-ci]* ».

La mission d'information parlementaire inaugurée en décembre 2018 évoquait la création d'un outil centralisé de régulation du foncier agricole confié à une autorité administrative indépendante. La Commission européenne a d'ores et déjà autorisé des mesures significatives, comme le droit de préemption en faveur des agriculteurs, un plafonnement de la taille des propriétés foncières ou des dispositions contre la spéculation. Il manque encore la volonté d'agir contre les grands groupes et une prise de conscience plus large, afin que la terre demeure un « *espace politique* », comme le définissait le sociologue et philosophe Henri Lefebvre. Autrement dit, un espace façonné par les décisions de tous et non de quelques-uns.

Lucile LECLAIR (Monde diplomatique)

Journaliste, auteure de *Hold-up sur la terre*, à paraître au Seuil, Paris, en février 2022.

(1) François Purseigle, Geneviève Nguyen et Pierre Blanc, *Le Nouveau Capitalisme agricole. De la ferme à la firme*, Presses de Sciences Po, Paris, 2017.

(2) Source : Telepac, ministère de l'agriculture.

(3) Cf. Émile Zola, *La Terre*, 1887.

(4) Lire « La bagarre de l'hectare », *Le Monde diplomatique*, juillet 2019.

(5) Exposé des motifs de la proposition de loi n° 3853, portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétares, 9 février 2021.

(6) « Le prix des terres. L'essentiel des marchés fonciers ruraux en 2017 (PDF) », FNSafer, Paris, mai 2018.

(7) « Les leviers de la politique foncière agricole », référé du premier président au premier ministre, Cour des comptes, Paris, 28 juillet 2020.

Sans sol et sans soleil : le boom des fermes verticales



Au Danemark, on cultive de la salade dans un immense hangar grâce aux LED et aux robots. Énergivores mais peu gourmandes en eau, les fermes verticales sont-elles le futur de l'agriculture ?

Taastrup (Danemark), reportage

Pénétrer dans ce hangar de 7 000 m² – l'un des plus grands d'Europe –, c'est plonger dans l'ambiance des films de science-fiction qui ont bercé notre jeunesse. Ce qu'on découvre semble improbable, inattendu et décalé. Protégée par d'imposantes portes métalliques et des caméras de surveillance sur une zone logistique de Taastrup, en banlieue de Copenhague, la ferme verticale du groupe Nordic Harvest produit chaque année 1 000 tonnes de légumes et de plantes alimentaires standardisées, destinées aux humains.

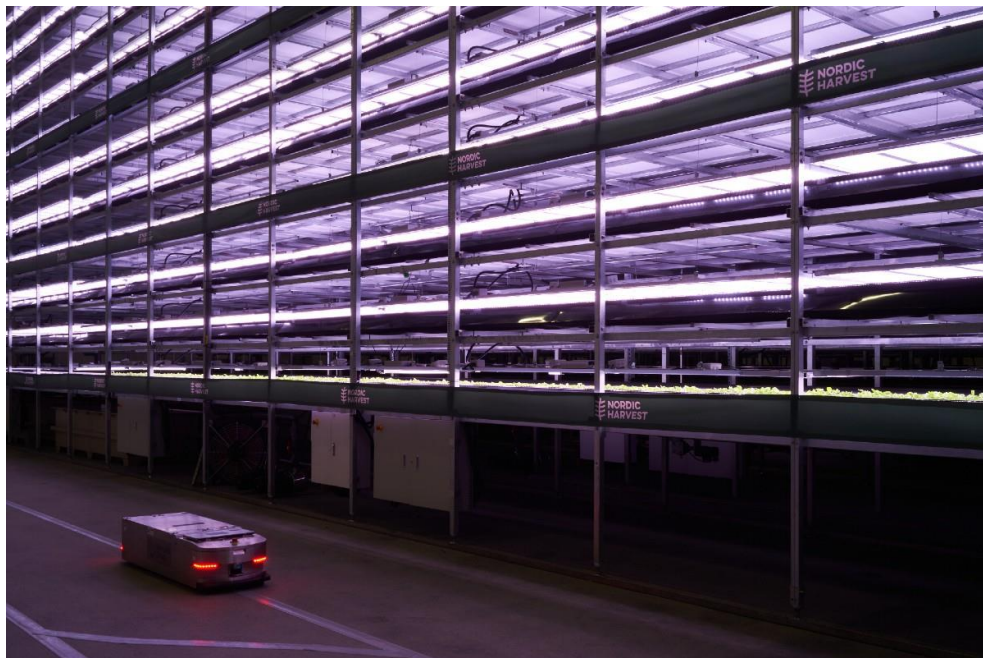
Quatorze étages d'armatures métalliques sur la superficie d'un terrain de football baignent dans une atmosphère humide, à une température constante de 24 °C. Ils rappellent les vastes entrepôts d'un célèbre vendeur de meubles en kit chez le voisin suédois, de l'autre côté du pont de l'Øresund.



La salade produite dans la ferme verticale de Nordic Harvest. ©Thibault Savary/Reporterre

12 000 lampes LED tamisées et à dominante mauve (alimenté à 100 % par les éoliennes en mer) irradient douze heures par jour de futures salades en sachet et autres herbes aromatiques qui peupleront les rayons des principaux distributeurs nationaux.

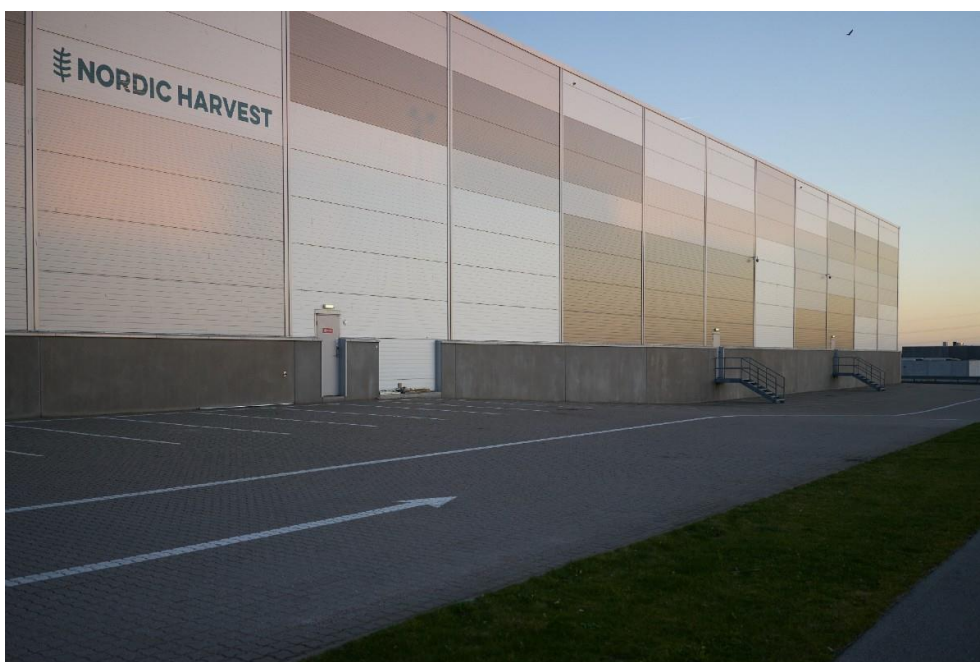
Des robots autonomes, ressemblant à de gros aspirateurs domestiques, ont pour objectif de semer, planter, assister et optimiser inlassablement et sans revendications une production dépourvue d'aléas saisonniers, sans pertes, sans sol et sans le moindre rayon de soleil. Les plantes captives sont sous le contrôle d'une intelligence artificielle, régulée par des logiciels de calcul et des instruments de mesure.



L'un des robots autonomes. © Thibault Savary/Reporterre

Pas d'insecte, pas de chimie

Dans une salle attenant au cœur de l'usine, de petites mains positionnent et optimisent en cadence des bacs en plastique (contenant les plants) sur de plus grands réceptacles longitudinaux (contenant eau et nutriments) destinés à être intégrés sous les projecteurs. Dans cet espace d'une hygiène irréprochable, la technologie, le temps et des humains en blouses blanches s'agencent autour des pousses de salades. La main du paysan – guidée par sa connaissance séculaire, l'imperfection humaine et le bon sens –, éprouvée par les éléments, est reléguée, écartée et remplacée par la technoagriculture, le manager et la machine.



Le procédé est dit hydroponique, c'est-à-dire qu'il consiste à faire tremper hors sol des racines dans des bassins d'eau stagnante imprégnés d'éléments nutritifs jusqu'à maturité et récolte. Ce fonctionnement permet de réduire la consommation d'eau jusqu'à 95 %, comparativement à l'agriculture classique. Aucun pesticide n'est nécessaire puisque les produits ne sont pas au contact des « nuisibles ». Pas d'insecte, pas de chimie et un bénéfice indéniable pour la préservation des sols. Par ailleurs, la production ne connaît pas la saisonnalité ou les aléas de production. En empilant verticalement des bacs sur le modèle des étagères de stockage, l'espace est optimisé. Ce caractère vertical permet de produire à grande échelle sans avoir à occuper des espaces urbains, chers ou protégés. Ainsi, pour produire 1 kg de laitue par jour en ferme verticale, 9 m² sont nécessaires, contre 93 au sein d'une culture traditionnelle.

Dans cette ferme *high tech*, pas de place pour le circuit court, ou la petite production locale : on parle d'*output* en tonnes, on voit grand et à long terme pour un marché intérieur de 30 millions d'habitants (projection pour la Scandinavie à l'horizon 2030, selon Nordic Cooperation), rayonnant sur la vente au détail, la restauration collective ou encore l'hôtellerie.



Anders Riemann, fondateur de Nordic Harvest. © Thibault Savary/Reporterre

Vers un contrôle total du marché intérieur ?

Si la ferme verticale de Taastrup est pionnière au Danemark, le concept n'est pas nouveau. Déployées aux États-Unis, aux Émirats arabes unis ou en Asie, notamment à Singapour, les fermes verticales répondent à un objectif de production en milieux hostiles ou sous contrainte d'espace. Le Danemark, qui n'est pas une terre pauvre comparativement aux déserts émiratis ou à certaines mégapoles asiatiques, est néanmoins soumis à différentes contraintes qui ont permis au projet de Nordic Harvest de voir le jour à l'été 2020.

Tout d'abord, la superficie agricole est bornée par la taille du territoire : 60 % des terres sont déjà dédiées à la production agricole, il y a mécaniquement un frein au développement de nouvelles fermes. Ensuite, la main-d'œuvre nécessaire à la récolte et au conditionnement des produits agricoles est peu nombreuse et les vocations agricoles rares. Puis, la pression urbaine et la nature des sols, rocheux et soumis aux rigueurs du climat, limitent les possibilités de diversification du secteur agricole au Danemark. Enfin, les consommateurs scandinaves sont de plus en plus réticents vis-à-vis des importations en provenance des pays du sud de l'Europe, les productions géantes d'Andalousie n'étant pas populaires.



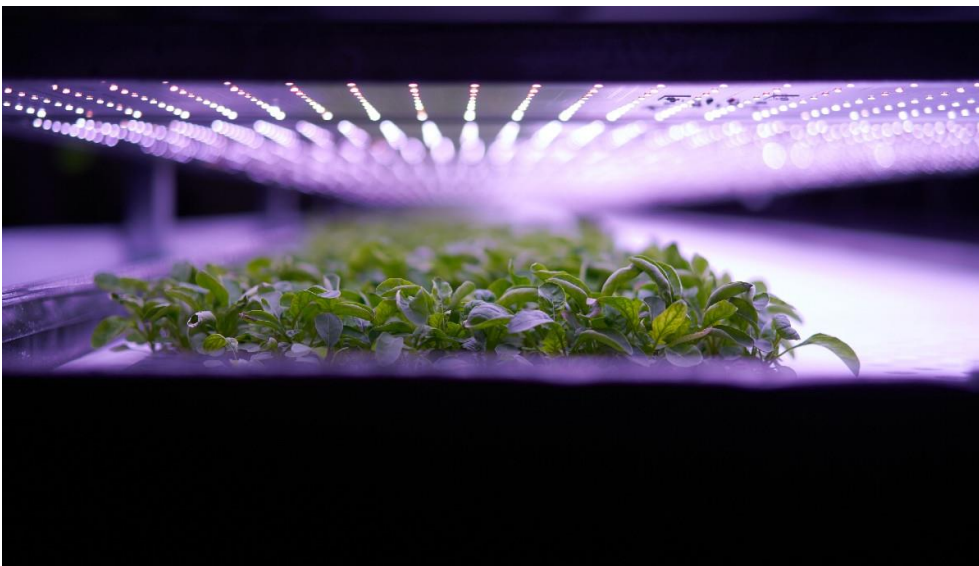
© Thibault Savary/Reporterre

Dans ce contexte, les fermes verticales peuvent être très profitables. Régularité de la production, gestion automatisée et marché local demandeur assurent la stabilité du plan de développement et la rentabilité d'un investissement de 10 millions de dollars en moyenne par ferme. La production d'un entrepôt pouvant fournir 5 % du marché danois, vingt unités identiques, réparties astucieusement sur le territoire pour limiter les coûts logistiques, pourraient permettre un contrôle total du marché intérieur des salades, des plantes aromatiques, de la stevia et des baies (fraises, myrtilles) d'ici à 2030. C'est l'ambition de Nordic Harvest, comme son directeur général, Anders Riemann, l'a expliqué lors d'une journée portes ouvertes aux journalistes.

Laitue, label et subventions publiques

Les arguments « verts » des dirigeants de Nordic Harvest (économies d'eau, énergie renouvelable, zéro pesticide) sont pesés, bien maîtrisés et difficiles à contester. Ils répondent à un certain nombre d'enjeux du moment, et pourraient donner lieu à un vrai soutien institutionnel.

Pour autant, et comme le déplore Anders Riemann, ces caractéristiques ne suffisent pas pour obtenir les labels européens et les subventions qui les accompagnent : si, aux États-Unis, la culture hors sol est considérée comme écologique, sur le vieux continent, les productions hydroponiques et aéroponiques (brume nutritive en suspension) ne font pas partie des critères d'éligibilité aux subventions européennes.



© Thibault Savary/Reporterre

Sur le marché national, des productions « *écologiques* », libres de pesticides, peu gourmandes en eau et *made in Denmark* pourraient répondre aux cahiers des charges du ministère de l'Agriculture, de la Nourriture et de la Pêche. Or, si le ministre danois Rasmus Prehn a visité des fermes verticales au Danemark et au Royaume-Uni, s'enthousiasmant pour les potentiels et l'ingéniosité technique de ce nouveau procédé, il n'a pas clairement engagé de politique en leur faveur, même si deux fonds publics participent financièrement au projet, mais sous forme de prêt. Les autorités hésitent, notamment pour une question de consommation énergétique. L'enjeu des labels est important, car les consommateurs scandinaves sont attachés aux labels et les suivent volontiers. Raison pour laquelle Anders Riemann communique beaucoup sur la nécessité de création de nouveaux labels et de nouvelles appellations nationales.

Le régime fiscal danois étant structurellement très incitatif pour encourager la prise de risque des sujets de la couronne et des investisseurs étrangers, Nordic Harvest a misé sur le secteur privé pour lever 62 millions de couronnes danoises (environ 8 millions d'euros) afin de démarrer son projet. L'un des fonds d'investissement, Yes Health, est basé à Taiwan et dédié à l'agrotechnologie. Les sommes levées sont nécessaires pour assurer l'investissement de départ de la ferme alpha, pour poser les bases de la recherche-développement et afin de disposer d'une capacité de financement suffisante le temps que les partenariats déjà conclus avec les distributeurs soient rentables et que les pouvoirs publics se décident.

Au Danemark, le concept de ferme verticale n'est pas encore à maturité, mais son marché dispose d'un grand potentiel de croissance. Si la technologie est en apparence séduisante pour répondre à certains enjeux futurs en matière de production agricole, ses ambitions, faute de soutien public immédiat, reposent uniquement sur l'adhésion des consommateurs. Son caractère dystopique pourrait cependant générer des craintes ou du rejet, *a fortiori* si les labels de confiance sont dénaturés par ce nouveau procédé s'en revendiquant. Nordic Harvest aura besoin de convaincre pour réussir à s'imposer, avant de peut-être s'exporter vers d'autres horizons.

Fermes verticales : et en France ?

En France, les fermes verticales sur le même principe que Nordic Harvest existent déjà. C'est le cas d'un site à Château-Thierry, dans l'Aisne, lancé par la *start up* Jungle. Installées sur un ancien site industriel de près de 5 000 m², une vingtaine de personnes produisent 50 000 plantes sur douze étages, et proposent leurs débouchés aux distributeurs de la région.

Depuis janvier 2021, de grandes enseignes comme Intermarché et Monoprix ont passé des accords avec ce qui constitue la plus grande ferme verticale de France, sur une soixantaine de magasins. Un bon test pour voir comment se comportent les consommateurs, car c'est bien l'enjeu : l'acceptation d'un produit qui pourrait générer du scepticisme ou du rejet.

L'entreprise prévoit de s'implanter dans le Grand Ouest, puis d'embaucher une centaine de personnes d'ici à 2024.

https://reporterre.net/Sans-sol-et-sans-soleil-le-boom-des-fermes-verticales?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_hebdo

La chaîne d'approvisionnement est le talon d'Achille du mondialisme

Les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement n'ont pas été résolues, et on ne sait pas quand elles le seront [si tant est qu'elles le soient un jour - NdT]. On peut constater les effets de ces perturbations dans nos commerces sous la forme de pénuries et de prix plus élevés.

Pourtant, la chaîne d'approvisionnement est un sujet peu familier à la plupart au-delà d'une connaissance superficielle. La plupart des gens pensent que la chaîne d'approvisionnement fait simplement partie de l'économie mondiale. Ce n'est pas tout à fait vrai. La chaîne d'approvisionnement EST l'économie mondiale.

Il n'existe pas un seul bien ou service de quelque nature que ce soit qui ne passe pas par une chaîne d'approvisionnement. Pas un seul. Si la chaîne d'approvisionnement mondiale est rompue, alors l'économie mondiale est rompue. Ce qui semble être de plus en plus le cas. Les dysfonctionnements de la chaîne d'approvisionnement vont s'aggraver. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que la mise en œuvre des remèdes prendra des années, voire des décennies.

Les raisons de cette situation sont liées à l'augmentation des délais de livraison eux-mêmes dus aux délocalisations. Par exemple, les États-Unis pourraient réduire leur dépendance vis-à-vis des importations de semi-conducteurs asiatiques en construisant leurs propres usines de fabrication de semi-conducteurs. Le problème est que la construction de ces usines prend de trois à cinq ans et que le nombre d'unités nécessaires est énorme. Il existe des obstacles au redressement de la chaîne d'approvisionnement qui ne sont pas directement liés à des chaînes d'approvisionnement particulières, mais qui nuisent néanmoins au processus d'adaptation et de substitution.

Par exemple, une pénurie de main-d'œuvre sévit déjà aux États-Unis. Les causes en sont complexes.

Ce n'est pas tant le réservoir de main d'œuvre qui est limité que le fait que de nombreux travailleurs préfèrent rester à la maison en raison d'une combinaison d'avantages sociaux, de responsabilités liées à la garde des enfants ou de salaires insuffisants offerts par les employeurs – *qui ne peuvent pas eux-mêmes se permettre de payer plus sous peine de faire faillite*. Une grande partie de cette pénurie de main-d'œuvre concerne les emplois à bas salaire tels que les serveurs, les employés de magasin, les employés de fast-food et les assistants de bureau. Mais une pénurie de main-d'œuvre sévira bientôt dans des domaines plus qualifiés tels que les ingénieurs, les pilotes, les machinistes et le personnel médical.

Cette pénurie ne sera pas due aux bas salaires, mais aux obligations « vaccinales ».

Le président Biden a ordonné que tous les contractants fédéraux soient entièrement injectés d'ici le 18 janvier 2022 – ce qui s'ajoute aux employés fédéraux et aux militaires qui sont déjà soumis à l'obligation de se faire injecter et n'ont pas le choix. Le taux de vaccination parmi les contractants fédéraux est en fait inférieur à celui du pays dans sa globalité. Le taux de vaccination national avoisine les 70 %, tandis que celui des contractants fédéraux est plus proche de 60 %. Il est encore plus faible dans certaines spécialités comme l'avionique.

Ces travailleurs savent que le [soi-disant - NdT] vaccin est disponible, comprennent les risques – dans les deux sens en raison des effets secondaires – et ont choisi de ne pas se faire injecter. À ce stade, *il est presque impossible de les faire changer d'avis*. Même si les tribunaux ont bloqué cette obligation [dite - NdT] vaccinale, l'administration Biden ne fait pas marche arrière. La main-d'œuvre des contractants fédéraux constitue un groupe énorme, ils sont des millions. *Si l'administration parvient à ses fins, nous nous attendons à une vague massive de démissions et de licenciements parmi les travailleurs hautement qualifiés. Les professionnels et les ouvriers à forte valeur ajoutée de Boeing à Textron et de centaines de milliers d'autres entreprises seront licenciés ou démissionneront*.

L'économie des États-Unis est déjà en mauvaise posture. La chaîne d'approvisionnement est déjà désorganisée. Ce licenciement massif d'entrepreneurs qualifiés pourrait plonger l'économie dans une récession. Certains analystes ont même suggéré que la chaîne d'approvisionnement mondiale est sabotée par les principaux participants, comme la Chine, dans le but de *nuire aux économies occidentales pour des raisons géopolitiques*. Il est difficile de dire si la chaîne d'approvisionnement est intentionnellement sabotée ou si elle s'effondre simplement sous son propre poids. *Peut-être les deux*. D'une certaine manière, cela n'a pas d'importance, car *tout ce qui est aussi complexe et à aussi grande échelle que la chaîne d'approvisionnement mondiale finira toujours par s'effondrer ; il s'agit simplement de savoir quand*.



© Inconnu

Chaîne logistique mondiale

Depuis 30 ans, l'objectif de la gestion de la chaîne d'approvisionnement est l'efficacité, généralement définie comme l'élimination de la redondance, des stocks et de la latence (voir ci-dessous). C'est une bonne chose à court terme, mais le résultat est un système fragile qui ne tolère aucune perturbation, même minime. *La nature des systèmes complexes est telle que de petites causes ont un impact énorme, jusqu'à l'effondrement total. Il est possible qu'une ou plusieurs parties aient choisi de perturber intentionnellement le système sans se rendre compte de la vulnérabilité réelle de l'ensemble du système. Cette combinaison d'actes intentionnels et de conséquences involontaires est un classique de l'histoire, y compris le déclenchement de la Première Guerre mondiale.*
[...]

James RICKARDS – Daily Reckoning
Sott.net
13 janvier 2022

Source de l'article initialement publié en anglais le 13 décembre 2021 : *Daily Reckoning*
Traduction et emphases : *Sott.net*

<https://fr.sott.net/article/39187-La-chaîne-d-approvisionnement-est-le-talon-d-Achille-du-mondialisme>

Halte aux méga-bassines

Le 22 septembre 2021, des centaines d'agriculteurs et d'agricultrices et d'autres manifestants se sont mobilisés avec tracteurs et moutons, pour dire non aux méga-bassines du marais poitevin. Le blocage toute une journée d'une future réserve d'eau géante à Mauzé-sur-le-Mignon dans les Deux-Sèvres était organisé par la Confédération paysanne, les Soulèvements de la terre et le collectif Bassines non merci. Ces immenses bassines de 10 à 15 mètres de profondeur (un immeuble de 4 étages) et de la taille de 12 terrains de football,

Rendues étanches par une couche de plastique, sont prévues pour être remplies d'eau pompée dans la nappe phréatique en hiver, afin de servir aux cultures géantes de culture intensive telles que le maïs. « Un véritable Hold-up sur l'eau au bénéfice d'une minorité », estime Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne. 16 de ces bassines devraient être construites dans le marais poitevin d'ici 2024.

L'association Bassines non merci organise tous les mardis et vendredis à partir de 17 h un « ApérEau'lutte » devant le chantier de la bassine de Mauzé-sur-le-Mignon, dans la descente depuis la D101 en direction de « Mallet/Chercoute/Grollière Blanche »

Le 3 octobre, une méga-bassine a été sabotée à La Laigne, dans les Charentes-Maritimes par un mystérieux collectif, « les frems du marais poitevin et le gang du cutter à roulettes ». Ses membres sont allés découper les bâches recouvrant les bords de la bassine avec des cutters. L'action a été filmée sous la forme d'un mode d'emploi façon Ikea.



Le 6 novembre, un rassemblement de 3 000 personnes a eu lieu sur le chantier d'une des méga-bassines de Mauze-sur-le-Mignon malgré un fort dispositif policier. La pompe qui alimente la bassine et puise directement dans la nappe phréatique a été démontée par des paysan et des paysannes et emmenée. La bâche a été enlevée pour neutraliser la bassine de 5 hectares, aux cris de « No basaran ! ».

(Silence, janvier 2022)

Politique Agricole Commune (PAC) : les mauvaises règles du jeu

Une opinion de Julie Van Damme, experte « agriculture » chez IEW, épouse d'un éleveur proposée dans le contexte de négociations du Gouvernement de Wallonie relatives au Plan Stratégique PAC Wallon

J'ai commencé à écrire ce texte, il y a quelques mois déjà...

Je le termine en convalescence covid ; en retrait du bras de fer qui se joue actuellement dans les rues de Namur, un peu dans les médias, beaucoup sur les réseaux sociaux et au Gouvernement wallon, paraît-il...

Le partage d'une déception en tant que partie prenante, citoyenne et épouse d'agriculteur...

Je me souviens très bien de cette sensation de juin 2020 lorsque je me suis assise à la table des parties prenantes dans cette grande salle de la Direction Générale du SPW. Dans une fenêtre présentielle entre deux vagues Covid, nous étions plus d'une vingtaine : des syndicats agricoles et unions professionnelles, des organisations environnementales et de la société civile, des représentants des ministres (agriculture et environnement) et des experts de l'administration, responsables de l'animation du processus de la construction du premier Plan Stratégique (PS) pour la programmation de la Politique Agricole Commune (PAC) de 2023 à 2027 [1].

Je connaissais pas mal de monde autour de la table notamment parmi les représentants du monde agricole. C'était par contre, la première fois que je voyais en chair et en os mes partenaires de coalition avec qui je travaillais à distance depuis quelques semaines ! L'alliance imPAACte composé de WWF, Natagora, Greenpeace et Nature & Progrès a été initiée par IEW en juin 2018 lors de la sortie de la proposition de règlement de la Commission pour la PAC 2021-2027.

Légèrement impressionnée par mon changement de posture, de chercheuse à « partie prenante », c'est avec confiance et optimisme que j'abordais ces premières réunions. Après une phase d'observation, je me suis alors lancée pour une proposition qui m'apparaissait couler de source et que je n'avais pas encore entendue. Cette proposition était de tirer profit du nouveau cadre ambitieux pour l'environnement que proposait l'Europe à la fois dans le règlement PAC mais aussi dans son Green Deal [2] pour mettre en place des filières où les « efforts » des fermes pour « la nature » soient récompensés par une rémunération juste.

Faire en sorte que les agriculteurs puissent vivre de leur métier et non pas de subsides artificiels qui les maintiennent la tête hors de l'eau. Un vaste chantier certes, mais un changement de cap qui pouvait être initié en douceur dès 2023.

Etrangement, cette « idée » n'a reçu aucun écho dans la salle. J'ai alors persisté en dehors des réunions officielles en rencontrant des acteurs du monde agricole qui me semblait logiquement partager cette vision. J'ai vite compris qu'il ne s'agissait pas de discuter de vision dans ces débats PAC. Il y a un décalage énorme entre les slogans que l'on peut entendre publiquement et les discussions réelles éminemment techniques qui ont duré pas loin de 150 heures entre juin 2020 et mai 2021.

Je n'avais donc pas les bonnes règles du jeu. Car, le jeu des négociations PAC consiste en fait à ce que chaque partie prenante défende les « intérêts » et maintienne certains acquis de ceux qu'ils représentent. On parle d'ailleurs de « gagnants » et de « perdants » dans les simulations qui nous sont présentées. Il ne faut donc pas que ceux que l'on représente se retrouvent du mauvais côté.

J'ai malgré tout joué le jeu. Pour comprendre, apprendre et parfois même me prendre au jeu notamment en entendant comment les mesures de soutien à l'agriculture biologique étaient menacées.

Mais ce jeu-là ne m'a vraiment pas enthousiasmée. J'y ai découvert une machinerie complexe presque impossible à faire bouger en l'état. Tout changement impliquant généralement une nouvelle couche administrative qui doit être contrôlable. Au fil des décennies, la PAC a tenté de s'adapter et de répondre aux nouveaux enjeux environnementaux. À l'objectif initial d'assurer la sécurité alimentaire de la population européenne sont venus s'ajouter des mécanismes pour pallier la destruction des ressources naturelles. C'est à partir de là que la machine a accumulé des couches de normes aberrantes, tel des emplâtres sur une jambe de bois ; des mesures qui contraignent de plus en plus les agriculteurs et dont les résultats pour la nature sont inconsistants.

Pourtant, j'ai eu l'occasion de découvrir qu'il existe bien des outils dans cette PAC pour orienter nos systèmes agricoles et alimentaires dans une voie économique vertueuse pour les agriculteurs, la nature et la santé des citoyens par une alimentation composée de produits sains et de qualité issus de notre terroir. Il aurait certainement fallu

beaucoup d'heures de discussion et de réflexion pour changer « le cœur du réacteur » pour reprendre les propos de Benoît Biteau, député européen. Mais quand je vois toute l'énergie dépensée par une vingtaine de personnes pour venir pendant autant d'heures à des réunions répéter inlassablement leurs positions et, sur le côté, passer au moins autant d'heures à simuler qui va gagner ou perdre en fonction du scénario, je suis convaincue qu'avec les milliards de la PAC et un objectif commun avoué et assumé, nous aurions pu arriver à autre chose ; une évolution réelle qui rendait le changement possible pour ceux qui le souhaitent...

Dans ce jeu, on m'a aussi fait endosser le rôle de « l'environnementaliste », celle qui ne défend pas des humains qui travaillent, mais les intérêts de la nature. Inhumaine donc... C'est sans doute cela qui est le plus dur à porter étant sincèrement animée par la volonté de soutenir le plus beau métier du monde, les hommes et les femmes qui le perpétuent ; pour qu'il ne soit pas juste le plus dur et le plus injuste des métiers dont plus personne ne voudra d'ici quelques années.

Ce qui compte aujourd'hui, MAINTENANT, mesdames et messieurs les ministres, c'est de faire en sorte de soutenir les agriculteurs qui pourront assurer la disponibilité d'une alimentation qui contribue à notre bonne santé tout en respectant l'environnement. Pour qu'ils soient toujours là dans 7 ans. Pour que l'on puisse, cette fois, jouer avec les bonnes règles du jeu...

[1] La programmation était initialement prévue pour 7 ans à partir de 2021 mais le processus a pris du retard e.a en raison de la pandémie covid. 2021 et 2022 sont donc deux années de transition dans la droite ligne de la PAC 2014-2020.

[2] Avec les stratégies de la Fourche à la Fourchette et Biodiversité



Julie VAN DAMME (IEW)

Coup de théâtre dans la majorité : les avanies postales d'Ottignies-LLN

C'est (au moins) la troisième fois qu'une sombre histoire de courriers ou de mails ébranle les projets de l'Alliance Citoyenne, cet attelage, ce « ménage à trois » politique pour reprendre l'expression de Julie Chantry. On croyait ce genre de ficelle dramatique réservée aux livres de Pagnol. La lettre d'annonciation qui se perd dans les sables d'Afrique du Nord (Manon des Sources), la mère abusive qui brûle le mot d'excuse (La Fille du Puisatier) et, bien entendu, le courrier perdu, entre Fanny et Marius et retrouvé par Césariot, dans la trilogie marseillaise... En bord de Dyle, il y a un peu de tout ça, l'accent en moins...

1999 – Max & l'accusé de réception

Nous sommes dans l'année qui précède les élections communales de l'an 2000. Après six années de maïorat avec Jacques Otlet (PRL), ses alliés socialistes et écologistes en ont ras la caisse et préparent patiemment une configuration « Olivier » avec le PSC. Dans la liste des reproches, un tract déloyal du MR s'arrogeant sans partage toutes les réalisations de la mandature. Dans un premier temps, ils signent un accord selon lequel aucun des futurs partenaires, et ce jusque fin 1999, n'aura de pourparlers avec les libéraux. Les travaux culminent à la date du 18 décembre, quand les trois partis organisent, chacun de leur côté, une assemblée générale de ratification des accords. Au PS et chez Écolo, ça passe crème. Au PSC, surprise : le chef de groupe Max Roch sort une lettre de Jacques Otlet, reçue avec accusé de réception, proposant aux chrétiens une bipartite où ils ne recevraient pas moins de 4 échevinats ainsi que la présidence du CPAS. La section se déchire sur ce qui ressemble à des pourparlers. Sur les 12 élus, 3 resteront fidèles à l'Alliance Citoyenne (dont Jeanne-Marie Oleffe) et 9 rejoindront la liste de Jacques Otlet. Résultats des élections : l'Alliance Citoyenne, au total de ses trois listes, remporte une majorité très étroite de 15 élus contre 14 pour la liste du bourgmestre. Majorité très très étroite puisqu'elle sera rapidement mise à mal par l'explosion en plein vol du conseiller communal, Directeur des logements sociaux de l'Habitation Moderne (ex-IPB... présidée à l'époque par le même Jacques Otlet) et président du CPAS, le socialiste Roberto Fernandez. Mais cela, c'est une autre histoire.

2006 – Le squat & la lettre égarée

Cela commence par un drame. La nuit du 6 mars, un incendie ravage une roulotte et cause la mort de deux très jeunes enfants dans un squat le long de la N4. Dans les jours qui suivent, trois courriers et un PV, documents provenant d'une fuite de l'administration de l'UCL, sont révélés par le quotidien La Dernière Heure et font l'objet d'une récupération politique insensée par l'opposition libérale, cornaquée par Jacques Otlet. But de la manœuvre : prouver que le Bourgmestre Jean-Luc Roland et l'échevine du logement, Jeanne-Marie Oleffe étaient parfaitement au courant de la situation insalubre de ce squat. Au final, trois documents n'avaient qu'un lointain rapport, temporel ou géographique, avec le squat ; le quatrième, une lettre de l'UCL à Jeanne-Marie Oleffe, datée du 20 janvier, s'inquiétant de la sécurité des lieux, avait été adressée par erreur à un ancien numéro de rue de l'avenue des Combattants. Elle sera retrouvée par la police dans une boîte aux lettres désaffectée... Une issue qui blanchira le Collège et qui démontrera que la fuite provenait bien de l'UCL.

2022 – Lettres et mails en pagaille

Le budget 2022 est voté ; le plan stratégique transversal est évalué, à mi-mandature, à la plus grande satisfaction des trois partenaires de l'Alliance Citoyenne. Bref, tout semble aller dans le meilleur des mondes dans le Collège de Julie Chantry. Mais voilà que le 13 janvier, une lettre ouverte est adressée aux médias par le conseiller communal Avenir CDH Yves Leroy. Il y dénonce l'attitude de l'échevin écologiste Philippe Delvaux, coupable de crime de lèse-université envers l'UCL et ce, dans le cadre d'une interview parue dans la revue Médor, un bon mois plus tôt. Ce n'est pas la première fois, loin s'en faut, que l'échevin déplore que l'université ne contribue pas assez au budget de la ville, compte-tenu des impacts directs et indirects de sa présence sur le territoire. Les esprits s'échauffent et voilà que le 17 janvier, en réponse à une question posée par un militant, un conseiller communal Écolo envoie par erreur sa réponse à l'ensemble des conseillers de la majorité.

Le militant : Je considère que nous ne pouvons pas laisser passer cela sans perdre en crédibilité et en autorité. Un minimum serait d'exiger des excuses publiques d'Yves (Leroy) à Philippe (Delvaux).

Le conseiller : Ce serait une erreur de se fâcher avec le CDH, sauf si on a la certitude de signer une majorité alternative avec le MR dans l'heure, ce qui je le rappelle n'est pas à l'ordre du jour. Le parti qui a le maïorat est toujours un peu otage de ses alliés. C'est la règle du jeu.



Cet échange parvient donc entre les mains des alliés PS et CDH et là, boum bardaf c'est l'embarquée. L'échange est interprété (mais comment font-ils ?) comme l'annonce d'une négociation avec le MR et, en moins de 24h, les 3 élus socialistes et les 7 chrétiens tombent dans les bras des 9 libéraux pour former une nouvelle majorité. Il leur faudra cinq bonnes journées pour rassembler papiers et signatures et déposer entre les mains du Directeur Général de la commune leur Motion de défiance constructive et l'annonce du nouveau pacte de majorité. Entretemps, Jeanne-Marie Oleffe (encore elle !) annonce qu'elle ne suivra pas le mouvement et l'on apprend que le conseiller Vincent Malvaux sera absent lors du Conseil communal programmé le vendredi 4 février... Yves Leroy rajoute une bonne rasade d'huile sur le feu en ahanant sur quatre interminables pages le pourquoi du comment. On y retrouve, au rayon des reproches, l'existence d'un tract où Écolo s'arrogeait toutes les réalisations de la majorité... Quant à Jacques Otlet, 74 ans, il déclinera l'invitation légale qui lui était faite de re-ceindre, 23 ans plus tard, l'écharpe maïorale. Et voilà qu'une lettre, encore une, signée par plus de 1 300 citoyens, somment les adultérins de revenir dans la maison commune. Peut-être assistons-nous, cinq années après la consultation populaire sur l'avenir de l'Esplanade, à une nouvelle et décisive irruption citoyenne dans le jeu de quilles des petits arrangements politiques.

La crise aura finalement duré 14 jours. Aux termes desquels le CDH récupèrera le portefeuille des finances à Écolo, voilà qui ne manquera pas de rassurer l'UCLouvain. De même, la re-majorité s'est engagée à reprendre la zone inondable du Parc de Courbevoie. Ce futur gouffre financier, ajouté au désenfumage des dessous routiers de la Dalle, aux coûts exorbitants des opérations nocturnes de la police et au nombre sans cesse croissant de jeunes étudiants émargeant au CPAS, voilà l'héritage d'Yves du Monceau aux générations futures des politiciens du cru bien compromis. Quant au MR, toute honte bue, on verra ce qu'il en restera...

Stéphane VANDEN EEDE (sur sa page Facebook, et en libre lecture dans l'Asympto avec son aimable autorisation et nos remerciements), 2 février 2022

<https://www.asymptotique.be/coup-de-theatre-a-ottignies-lln-la-majorite-reconduite-sans-le-mr-les-trois-lettres-maudites-par-stephane-vanden-eeden/>

François, pape des pauvres et de l'écologie ? Ou pape de l'élite globale ?



Le pape François. Le pape de la rupture. Le pape écolo, anticapitaliste, ami des pauvres et des migrants. Le pape bienveillant avec les gays et les divorcés, mais hostile aux traditionalistes. Le réformateur de la curie romaine corrompue, l'éradicateur des abus sexuels ecclésiastiques... Ou plutôt le pape des paradoxes ? En effet, c'est avec Bayer-Monsanto et BP que François envisage de sauver l'environnement, avec Bank of America et les grands noms de Big Pharma comme Merck ou Johnson & Johnson qu'il désire refonder un capitalisme éthique. Serait-il alors surtout le pape d'une nouvelle logique de marketing ? En effet, c'est justement au nom de la défense de l'environnement, de l'inclusivité ou encore de la justice sociale que les acteurs *corporate* (c'est-à-dire du secteur privé) de la gouvernance globale sont décidés à faire accepter partout leur agenda – lequel n'est autre que de s'octroyer à eux-mêmes les pleins pouvoirs sur la planète. Bergoglio, à cet égard, est un cas d'école. Il a choisi de faire du Vatican un porte-parole de cette gouvernance globale dans le sillage du Forum Économique Mondial de Davos (FEM). De fait, les décideurs de cette gouvernance, parce qu'ils n'entendent plus exploiter à leur profit la quête de bonheur consumériste des masses, mais comptent plutôt s'appuyer sur la coercition, ont désormais adopté une stratégie marketing qui cherche à déguiser leur soif de puissance en affichant une volonté de rupture d'avec le capitalisme néolibéral, individualiste et énergivore. L'élite globale accumule tous les biens qui lui manquent encore, confisque les libertés publiques et concentre les pouvoirs dans ses seules mains, mais elle habille ce *golpe* dans un narratif soucieux d'écologie, axé vers le bien commun, hostile aux libertés individuelles et critique vis-à-vis du libre marché. Le message que François adresse au monde est un des plus beaux exemples de cette nouvelle com'.

Le pape du confinement, du contact tracking, des expériences médicales forcées et de la ségrégation

À la fin de l'hiver 2020, le pape François est apparu comme un héraut des restrictions prétendument sanitaires. Lorsque, au grand désarroi de beaucoup de catholiques, les gouvernements ont commencé d'interdire les réunions religieuses, il s'est empressé d'appuyer ces mesures de toute son autorité. Pour la première fois dans l'histoire, un pape, de concert avec les puissances séculières, interdisait aux catholiques d'aller à la messe ni à aucune autre cérémonie. Les quelques prélats qui s'opposaient aux mesures de « confinement » se sont vus réprimander ou ignorer – c'étaient d'ailleurs des conservateurs dont les propos étaient faciles à discréditer aux yeux du public. Quant à Mgr Viganò, qui dénonce publiquement cette collusion de la papauté et de la gouvernance globale *corporate*, il ne trouve plus d'écho dans les médias.

À l'opposé du mot d'ordre de son prédécesseur polonais, le pape a donc sans vergogne joint sa voix à celles de tous ceux qui, à l'instar du ministre de la santé britannique Hanson ou du français Véran, reprenaient l'antienne composée par les « experts » en santé publique : « Ayez peur ! » ; une antienne dont le verset

aurait pu être : « Tant que le vaccin n'est pas là, la méthode inédite de XI Jinping pour briser la courbe des infections est notre seul salut ».

Dans le très consensuel et très institutionnel New York Times, François est monté au créneau face à l'incompréhension populaire pour défendre l'approche chinoise : « Comme si les mesures que les gouvernements devaient imposer pour le bien de leur peuple constituaient une sorte d'attaque politique contre l'autonomie et la liberté personnelle ». Les populations sont incarcérées à domicile, les familles sont séparées, les rites collectifs bannis, les anciens agonisent isolés, les petites entreprises sont ruinées, des milliers de jeunes sont poussés au suicide, *mais pour le bien commun*. Les rares gouvernements qui, de par le monde, refusaient de céder à la panique et ne se pliaient pas aux mots d'ordre du PCC et de l'OMS, se virent rappelés à l'ordre par Bergoglio : car ils « ignorent les preuves douloureuses de la liste des victimes qui s'allonge, avec des conséquences pénibles inévitables ».

Depuis, il est devenu un avocat vigoureux de la campagne mondiale d'injections géniques expérimentales à but vaccinal. Pas un mot sur les traitements précoces essayés avec succès dans les pays pauvres. Pas un mot sur la létalité extrêmement faible du SARS-CoV2. Pas un mot sur le caractère expérimental des injections concoctées par Pfizer, Moderna, AstraZeneca ou Johnson & Johnson. Et pas un mot sur leur dangerosité potentielle. Bergoglio ne s'écarte pas d'un iota du discours officiel répété inlassablement depuis des mois dans les médias : le monde est confronté à une terrible menace ; il faut rester chez soi ou sinon se « distancier socialement », subir le *contact tracking* et porter un masque ; seule une vaccination universelle peut nous en préserver.

Dans son livre interview *Oltre la tempesta*, François joint sa voix à celles des médias officiels et des politiciens afin d'enjoindre le public de « croire en la science ». Le Successeur de Pierre met sa foi et son espérance dans les déclarations triomphales de Pfizer ou Moderna, comme naguère on l'eut fait dans les articles du *Credo* : « Il nous faut trouver l'espoir et la foi dans la science aujourd'hui encore : grâce au vaccin, nous retrouvons lentement le chemin de la lumière ». On ne peut pas imaginer un seul instant que le choix des mots « foi et espoir » soit le fruit d'une inconséquence. Ces termes ne peuvent se référer dans la bouche d'un pape qu'aux deux premières des trois vertus chrétiennes dites théologales.

François appuie donc de toute son autorité la stratégie politique globale mise en œuvre à l'unisson par les gouvernements du G20 (*grosso modo*), et visant à imposer une expérimentation génique à tous les humains, que ce soit à travers le marketing, le chantage ou la coercition pure et simple. Dans une vidéo, il n'hésite pas à qualifier l'injection de « devoir moral », ni à la désigner comme un « acte d'amour » (la troisième vertu théologale justement). Le sort des enfants soumis à cette expérience ne le préoccupe pas non plus. Outre ses appels répétés à la « vaccination » universelle, il a imposé la « vaccination » obligatoire au Vatican.

Encore plus surprenant : la Congrégation pour la doctrine de la foi – l'antique Inquisition – a souhaité lever les réticences que des croyants auraient pu éprouver à l'idée de se faire injecter un agent élaboré à partir de cellules prélevées sur des fœtus avortés. Rome, et dans la foulée toutes les conférences épiscopales du monde, n'ont pas reculé, pour se conformer à l'orthodoxie vaccinale officielle prônée par Anthony Fauci, Tedros Adhanom Ghebreyesus ou Bill Gates, à violer le tabou bimillénaire de l'orthodoxie catholique face à l'avortement. Sous prétexte d'urgence sanitaire. Là encore, François n'a eu à faire face qu'à l'opposition d'une poignée d'évêques.

En toute logique, François est partisan du passeport sanitaire ; passeport qu'il a du reste instauré au Vatican et dans certains séminaires. Dans le sillage du Vatican, quelques diocèses zélés, notamment au Canada, ont commencé à demander des preuves de « vaccination » pour pouvoir aller à la messe. Le chantage, le viol de la vie privée, la surveillance universelle numérique et la ségrégation sociale que le passeport sanitaire suppose laissent indifférent le pontife argentin.

Le pape du partenariat global

On pourrait voir dans tout cela du simple suivisme. Après tout, le pape reprend le discours et la politique de la quasi-totalité des gouvernements occidentaux. Mais il n'en est rien : le Vatican de François Bergoglio se veut un des partenaires actifs du grand bouleversement socioéconomique initié par la gouvernance globale, et prôné notamment par le Forum de Davos (WEF). Cette gouvernance globale est sensée réunir les principaux acteurs du privé et du public dans un « partenariat » justement. Avec ce partenariat qui est en fait une inféodation des pouvoirs publics, l'élite des technocrates peut tranquillement décider de l'avenir de la planète loin des aléas des processus démocratiques : c'est le *Global Private-Public Partnership* (GPPP).

Dans ce partenariat, les *stakeholder capitalists* – soit le complexe financier-informatique (pour simplifier : BlackRock, Vanguard et Big Tech) et les banques centrales (la BRI, la Fed, la BCE etc.) – constituent les partenaires « majoritaires ». Ils sont « partie-prenante » du bien public de manière décisive. Ce sont eux les

véritables décideurs. Les partenaires « minoritaires » sont les gouvernants et leurs appareils d'état (à l'exception de la puissance publique de la Chine laquelle est plus haut dans la chaîne alimentaire). Les États ne sont que des exécutants, un peu comme le « middle-management » de l'oligopole mondial technocratique. Dans l'entre deux, on trouve une pléiade d'autres *stakeholders* : banques internationales d'investissement, multinationales du Hi Tech et du Big Data, Big Pharma... Mais aussi des institutions internationales comme le FMI, la Banque Mondiale ou l'OMS, sans oublier les fondations privées telles le Wellcome Trust, le Rockefeller Institute ou la Fondation Bill & Melinda Gates.

Et puis il faut encore ajouter les partenaires représentatifs globaux. Ces organes de discussions internationales s'efforcent de formuler les grandes stratégies politiques initiées par les « Senior Partners », puis de coordonner l'action des acteurs de leur mise en place. Le principal à l'heure actuelle est sans conteste le Forum Économique Mondial (WEF) dont le chairman exécutif Klaus Schwab a su faire de Davos, au fil du temps, le « hub » incontournable de ce partenariat. À la différence des très discrets clubs de discussion et Think Tank plus anciens comme le Council for Foreign Relations, la Rand Corporation, le Chatham House, le Bilderberg Group, le Group of Thirty ou la Commission Trilatérale, le WEF assume à grand renfort de publicité la mission qui lui a été accordée de coordonner les partenaires d'une gouvernance mondiale désormais assumée sans vergogne. Klaus Schwab ne s'est pas non plus caché d'avoir installé des relais à des échelons inférieurs mais stratégiques avec ses Young Global Leaders (tel Emmanuel Macron), voire plus bas encore grâce aux Global Shapers.

La gouvernance globale n'a plus à se cacher d'essayer de tirer les ficelles de la planète désormais qu'elle les tire sans entrave. C'est donc le WEF qui se charge de faire son *public relation*. Il lui revient de vendre les concepts désignant la stratégie initiée par les *policy makers* de la gouvernance : le Great Reset et la IVe Révolution Industrielle. Sur les décombres de la crise du Covid et grâce à la « fenêtre d'opportunité » qu'elle offre, les *stakeholder capitalists* pourront « réinitialiser le monde », animé par une nouvelle forme de capitalisme qui transcende tant le keynésianisme que le néolibéralisme.

Ce futur radieux dont rêvent les *stakeholders* pour « ceux qui ne sont rien », comme le dit le président à Macron, est plaisamment décrit par le WEF comme un monde « où vous ne posséderez plus rien, n'aurez plus de vie privée, mais où vous serez heureux ». Il sera généreusement octroyé aux plébéiens par un consortium de grands financiers contrôlant les multinationales. Celles-ci exploiteront seules un marché planétaire, désormais captif après l'extinction programmée des petites entreprises indépendantes. Cette concentration absolue des biens et des pouvoirs dans les mains d'un oligopole technocratique sera mise en œuvre en particulier grâce à une numérisation centralisée de tous les objets manufacturés (IoT : « Internet of Things ») et de toutes nos activités (IoB : « Internet of Bodies »). Ce qui suppose la suppression de la vie privée au profit d'une surveillance numérique totale à travers des algorithmes pilotés par l'AI. Dès lors, l'activité humaine sera placée sous un contrôle non moins total, en premier lieu à travers le contrôle de toutes nos transactions. Dans cette vie idéale, les humains seront enfermés pour lutter contre le changement climatique et la biodiversité dans des villes « smart » mais « soutenables », mangeront une nourriture synthétique non carnée mais « écoresponsable » (car produite par les géants si bienveillants de l'agroalimentaire), accueilleront des modifications pour les « augmenter »...

Ce coup d'État planétaire, dont le but pourrait aussi se résumer simplement à la monétisation et l'accaparement de tous les biens naturels, doit s'effectuer – on l'aura compris – « pour notre bien ». Autrement dit, en instaurant un capitalisme prétendument « vert », décarboné et éthique, en donnant sa chance à tous, ou encore en offrant à chacun une santé optimale, les titanesques multinationales financières et industrielles, dont l'avidité infinie a jusqu'ici méthodiquement saccagé la planète et ruiné notre santé, vont chercher à s'approprier – pour mieux les préserver bien sûr – les derniers « actifs » (pour employer leur jargon) qui leur échappent encore, tels que nos corps, nos libertés ou les « communs »...

Or, le Vatican aimerait bien tenir son rang, sous la férule des géants de la finance, parmi les partenaires représentatifs globaux du GPPP, au côté du WEF ou du Chatham House. Mais avec une discrète dimension « religieuse » et soucieuse d'éthique que vient orner la patine d'une tradition vénérable. C'est un prestige assez « bankable » aux yeux de tous ces technocrates à la pointe de la modernité. Un peu comme la « méditation de pleine conscience » commercialisée par Jon Kabat Zinn et bénie depuis par l'élite managériale de Davos. François offre à la gouvernance globale une caution morale à la fois télégénique et antique qu'elle ne dédaigne pas, tout comme elle ne dédaigne pas d'instrumentaliser celle, d'origine plus moderne, des célébrités du showbiz. François ne rivalise pas avec des hôtes de Davos tels que Leonardo Di Caprio ou Bono, mais il jouit d'une certaine forme de popularité mondiale en particulier en dehors de son Église. Certes celle-ci est en déclin accéléré jusque dans ses bastions latino-américains et africains où les évangéliques la bousculent, mais le pape reste le seul et unique leader religieux d'envergure vraiment mondiale. Aucune autre

religion ne peut se targuer d'un leadership aussi global que celui exercé par le pape. Grâce à la papauté, la gouvernance globale peut faire entendre au monde entier ses consignes depuis le haut du trône de Pierre. Gageons que Klaus Schwab, qui se voit comme le pasteur de la paroisse des élites, apprécie ce détail.

Le pape du Great Reset

En plus d'être une caution morale, François – mais avec plus de discrétion – joue un rôle comparable à celui de la malheureuse Greta Thunberg avec laquelle le Forum de Davos s'exhibe si volontiers. Tout comme elle, le pape critique le système économique actuel et appelle de ses vœux un monde plus écologique. Ce sont justement les éléments principaux du narratif dont les décideurs planétaires, comme le CEO de BlackRock Larry Fink, ont choisi de s'emparer pour vendre la grande transformation qu'ils souhaitent mettre en œuvre. À cet égard, le Vatican entretient d'étroites relations avec la finance internationale : l'APSA (*Amministrazione del Patrimonio della Sede Apostolica*, autrement dit la gestion du colossal portefeuille boursier et foncier du Vatican) n'avait-il pas depuis 2006 comme conseiller spécial Peter Sutherland ? Ardent partisan de « l'open border », il présidera aussi la Commission Internationale Catholique pour les Migrations depuis 2015 jusqu'à sa mort. Par ailleurs, ce « père de la globalisation » est l'ancien président du GATT, co-fondateur de l'OMC, chairman de BP et de Goldman-Sachs, et bien entendu membre du Foundation Board du WEF, entre autres choses... De même, en 2021, le pape François a nommé un Agenda Contributor du WEF, le très malthusien économiste Jeffrey Sachs, à l'Académie Pontificale des Sciences Sociales (il est par ailleurs un ami de Peter Daszak président d'Ecohealth-Alliance, l'institut qui finançait la recherche sur les « gains de fonction » chez les coronavirus, et lequel Daszak a été nommé par Sachs à la tête du comité du Lancet sur les origines de la pandémie, car, oui, c'est vraiment un petit monde).

Sans surprise, François s'implique personnellement avec le WEF : à quatre reprises, François a adressé un message à son sommet annuel ; parallèlement une table ronde présidée par le Vatican se tient chaque année au même sommet de Davos. Surtout il apparaît comme le fidèle porte-parole des thématiques promues par le WEF. Le pape s'est chargé de devenir un des communicants du « PR » de la grande transition économique-politique que Klaus Schwab a packagé sous l'appellation de « Great Reset ».

L'encyclique *Fratelli tutti* d'octobre 2020 est révélatrice à cet égard : « Abstraction faite des manières différentes avec lesquels les divers pays ont répondu à la crise, leur incapacité à travailler ensemble est devenue vraiment évidente », écrit-il. « Quiconque s'imagine que la seule leçon qu'il faille en tirer est la nécessité d'améliorer ce que nous faisons déjà, ou de rendre plus adéquates les systèmes et les régulations existantes, est dans le déni. [...] La fragilité des systèmes qui dominent le monde face à la pandémie ont démontré que tout ne peut pas être résolu par la liberté du marché. [...] Il est impératif d'adopter une politique économique proactive orientée vers la "promotion d'une économie qui favorise la diversité productive et créativité entrepreneuriale (*business creativity*)" (encycl. *Laudato Si'*), et rende possible la création des emplois et non leur destruction ».

Pour François, l'élément essentiel de cette mutation est bel et bien la gouvernance globale des partenaires privés et publics dont il est partisan. Dans son message de 2021 au FMI et à la Banque Mondiale, il déclare ainsi que la campagne d'expérimentation génique à but vaccinal actuel offre un cadre privilégié à ce partenariat libre de toute contrainte démocratique : « Ici, je réitère mon appel aux leaders gouvernementaux, aux entreprises et organisations internationales de faire l'effort d'œuvrer ensemble pour fournir des vaccins pour tous, en particulier aux plus vulnérables et à ceux qui sont le plus dans le besoin. [...] Il demeure le besoin urgent d'un plan global qui puisse créer de nouvelles institutions et régénérer celles qui existent, spécialement celles de la gouvernance globale, et ainsi contribuer à bâtir un nouveau network de relations internationales pour promouvoir le développement humain intégral de tous les peuples ».

C'est un leitmotiv pour François. Déjà Jean XXIII (encyclique *Pacem in terris*), le Concile Vatican II (constitution *Gaudium et spes*), et surtout Benoît XVI (encyclique *Caritas in veritate*) avaient identifié « un besoin urgent d'une véritable autorité politique mondiale » (§ 67). Mais, comme il le fait dans son encyclique *Laudato Si'* de 2015, ou encore dans son message à l'ONU de la même année « pour une écologie intégrale », François, lui, ne cesse de réclamer une gouvernance globale plus forte notamment face au changement climatique. Cet appel adressé aux décideurs pour qu'ils se mobilisent contre le changement climatique, s'inscrit dans une critique de l'économie de marché, du consumérisme et de la compétition commerciale inhérente qui reflète l'agenda des élites globalistes : le consommateur et la compétition n'ont pas de place dans un marché captif aux mains d'un oligopole ; de même les dangers, notamment climatiques ou infectieux, qui pèsent sur la planète ont sonné le glas de l'état-nation westphalien tout comme de ce qui pouvait subsister ici ou là de démocratie. Place à la gouvernance mondiale technocratique.

François ne cesse donc d'appeler de ses vœux un « nouvel ordre mondial » dont la « pandémie » serait la matrice. Le vrai « drame », aujourd'hui, « serait de gâcher la chance que nous donne la crise du Covid-19 ». On aura reconnu le *story telling* désormais célèbre du chairman du WEF Klaus Schwab, « La pandémie représente une fenêtre d'opportunité rare mais étroite pour repenser, réinventer et réinitialiser notre monde ». Pour François, « Le chemin du *salut* [je souligne] pour l'humanité passe par la création d'un nouveau modèle de développement », et donc par les politiques que justement la gouvernance globale prône, tel que le revenu universel minimum (notamment face au Covid), ou encore bien entendu la transition « verte » et décarbonée.

Le pape de Bayer-Monsanto et Johnson & Johnson : un tournant historique

La papauté avait déjà connu dans le passé de sévères crises. Elle a pu devenir tour à tour le jouet de pontifes avides de pouvoir dont l'ambition était toute terrestre, ou au contraire le jouet de princes désireux de s'appuyer sur son prestige. Rome a cherché des soutiens ou des accommodements extérieurs parfois embarrassants. Pie VIII condamna en 1830 les insurgés catholiques polonais pour complaire au Tsar. Léon XIII excommunia les insurgés irlandais catholiques pour s'attirer les faveurs de l'Empire britannique. Le Vatican négocia longuement avec Lénine, passa un accord avec Mussolini et signa un concordat avec Hitler... Mais ici nous sommes face à un tournant historique. Jamais Rome n'avait été tentée d'embrasser les idéaux de ces régimes avec lesquels elle cherchait un compromis. Jamais la papauté n'avait eu pour ambition de devenir un de leur relais.

Aujourd'hui, pourtant, l'institution qui revendique une juridiction universelle sur les chrétiens s'affirme en même temps comme la partenaire d'une gouvernance mondiale technocratique placée sous l'égide des grandes multinationales. Elle se veut la partenaire « spirituelle » de l'élite technocratique et *corporate* qui aspire à dominer totalement la planète. Cette adhésion à l'agenda de ce néo-capitalisme global a été formalisée par le lancement à Rome du Conseil pour un Capitalisme Inclusif. Il rassemble auprès du pape, dans une confrérie de « Guardians », des CEO œuvrant pour un capitalisme « éthique », « vert » et « équitable »... avec notamment ceux de Johnson & Johnson, Merck, Bank of America, BP ou Bayer-Monsanto – Bayer-Monsanto dont l'expertise en éthique et en écologie est mondialement reconnue. « Un nouveau partenariat historique entre des leaders des plus grands groupes mondiaux financiers et commerciaux et le Vatican [...] ». Il témoigne de l'urgence de rassembler les impératifs moraux tant que commerciaux pour réformer le capitalisme en une force puissante pour le bien de l'humanité. Sous l'égide morale de Sa Sainteté le pape François [...] ».

Placé sous la responsabilité de Lynn Forester de Rothschild, Managing Partner d'Inclusive Capital Partners, ce Conseil « suivra les avertissements du pape François » et « répondra aux demandes de la société qui réclame un modèle de croissance plus équitable et soutenable ». Sans surprise, le site web (à la page « commitments ») de nos capitalistes inclusifs est calqué sur les pages de celui des dix-sept Global Goals onusiens et davosiens pour 2030. Le WEF, on l'a compris, déploie une rhétorique qui peut sembler « de gauche » : il insiste sur les responsabilités écologiques des grands acteurs économiques actuels en particulier vis-à-vis du climat, sur leur volonté inclusive de ne négliger aucune minorité, sur leur souci de donner à tous sa chance, sur leur désir d'accueillir les réfugiés... De même, François se présente comme le pape « vert », *gay friendly*, ami des migrants, adversaire du changement climatique. Tout autant d'éléments décisifs du marketing que la gouvernance globale attache au nouveau paradigme économique qu'elle entend promouvoir. Nous retrouvons d'ailleurs un discours semblable – avec tous ses tics de langage – à celui de Davos dans les documents du Dicastère pour la Promotion du Développement Humain Intégral institué le 17 août 2016 par la fusion de diverses autres commissions. Elle « exprime les soucis du Saint-Siège à propos des problèmes de justice et de paix, notamment ceux liés aux migrations, à la santé, au œuvres charitables et à la protection de la création » ; et ce en particulier « pour toute la famille humaine confrontée à la pandémie du Covid-19 ». Bien entendu, c'est à tous ceux qui sont partie prenante – les *stakeholders* – du destin de la planète et donc du développement humain qu'il revient de trouver les solutions adéquates.

Le pape de la IVe Révolution Industrielle et du transhumanisme

« Développée » par le père Philip Larrey, « en collaboration avec le Dicastère pour la Promotion du Développement Humain Intégral, avec le Saint-Siège ainsi qu'avec un consortium de leaders et de "luminaires", Humanity 2.0 cherche à unir l'humanité autour de la cause commune de créer un monde meilleur pour nos enfants ». Humanity 2.0 « est un vecteur pour faciliter des entreprises collaboratives entre le secteur public, le privé et celui "basé sur la foi" – des secteurs traditionnellement cloisonnés ». On notera la présence de CEO tels que ceux de CISCO, Virgin ou Publicis dont le partenariat *corporate* vient bénir les

ambitions du dit « vecteur ». Cependant, quasiment aucune référence chrétienne sur ce site, dominé par le visage d'Athéna, si ce n'est une citation de Thomas d'Aquin.

Son chairman, le père Larrey, est prêtre et doyen de la faculté de philosophie de l'Université du Latran mais aussi un apôtre de la Quatrième Révolution Industrielle chère à Klaus Schwab (actoninstitute.it). Il est aussi l'auteur du livre *Artificial Humanity* où il étale sa foi dans l'Intelligence Artificielle future – comme une entité réellement intelligente ! – et formule le souhait qu'elle reste humaine.

François, en affichant sa foi dans ce qu'il pense être la technologie de demain, reprend presque mot pour mot ce discours sur l'IA, et appelle les chrétiens à « prier pour une IA “humaine” » : « La robotique peut nous rendre possible un monde meilleur si elle demeure liée au bien commun. [...] Prions pour que le progrès de la robotique et de l'intelligence artificielle puisse toujours servir l'humanité. [...] Nous pourrions dire : qu'elle “soit humaine” ». Non, « l'IA, la robotique et les autres innovations technologiques doivent être utilisées de telle sorte qu'elles contribuent au service de l'humanité et à la protection de notre maison commune », déclare-t-il Forum de Davos de 2018. On reconnaît là un des thèmes chères au courant transhumaniste tel que l'expose Yuval Noah Harari un de ses portes paroles médiatiques. L'IA serait potentiellement dangereuse, mais pour que le bon peuple soit protégé de ces périls, il faut que l'élite technocratique la dirige...

L'idéologie transhumaniste, en particulier la croyance en la grande convergence bionumérique qu'il faut faire advenir, est un des points clés de la IVe Révolution Industrielle prônée par Davos. L'humain et la machine doivent fusionner autour du data, avec l'aide de l'édition génomique et d'implants informatiques, en vue de créer « l'humain augmenté ». La barrière entre le biologique aléatoire et la technologie informatique programmable doit sauter. L'idée de vie tout comme celle de liberté sont obsolètes : la vie et en particulier l'âme humaine ne sont que des algorithmes particulièrement complexes de réactions chimiques et électromagnétique. Quiconque détiendra le data de ces algorithmes sera en mesure de « hacker » l'humain, comme le prétend Yuval Noah Harari devant ses maîtres de Davos en 2018. L'espérance en la possibilité de réaliser une vie éternelle ici-bas, soit en déjouant le vieillissement cellulaire, soit par un transfert de données cérébrales dans quelque disque dur surpuissant, commence à mobiliser de gros investissements. Même avec beaucoup d'imagination, on ne voit pas très bien comment concilier cette vision avec l'enseignement des prédécesseurs de François.

Cela n'a pas empêché le Père Larrey, dans le cadre des Global Leaders de présider des conférences à Rome, de concert avec Carlos Moreira et David Ferguson, tous deux penseurs du transhumanisme, co-auteurs du *Transhumancode* et liés comme il se doit au WEF de Davos avec leur Think Tank oïste – dont une en juillet 2019 rien de moins que sur cette même thématique du *Transhuman Code*. Nos bons apôtres de l'utopie technocratique à venir ont d'ailleurs recommencé en octobre 2021 sur le thème de la « *Technology that Empowers Humanity* »...

« Si nous voulons que tout reste comme tel... »

L'historien ne peut que s'interroger : comment une telle mutation est-elle possible ? Les divers scandales d'abus sexuels auxquels Bergoglio est personnellement mêlé fournissent un début d'explication. Le pape a couvert pendant longtemps d'éminents prélats (McCarrick, Zanchetta, Maradiaga et d'autres encore) pourtant visés par de très graves accusations d'abus sexuels et de corruptions financières. Il a fallu que les crimes soient étalés de manière publique pour qu'il devînt impossible pour lui de ne plus les démettre de leur fonction. Le pape s'est montré tel qu'il est : un homme d'appareil prêt à toutes les extrémités pour protéger ses collaborateurs. Mais parallèlement, c'est ce même pape qui cherchait à donner satisfaction à l'opinion publique en adoptant une politique générale très agressive envers les prêtres accusés d'abus sexuels du même ordre. Un homme d'appareil tenu par l'esprit de corps, doublé d'un communicant comme se doit de l'être tout bon *stakeholder* moderne, toujours prêt à défléchir les accusations avec du *story-telling* bien huilé.

C'est donc sans motif que les conservateurs s'inquiètent de l'exposition de statuettes de la Pachamama dans une église non loin du Vatican comme d'une manifestation de syncrétisme voire de néopaganisme écologiste. Pas plus que ne doivent être prises pour argent comptant les déclarations publiques bruyantes « pour la planète », « pour le climat » ou « pour l'environnement » des *stakeholder* financiers ou industriels de Davos. Ces déclarations révèlent seulement l'appétit de l'élite globale de faire main-basse sur ce qu'il reste de biens naturels lui échappant encore. Non, pas plus que ses partenaires, François ne vénère la Terre-Mère : il « fait de la com' ».

Oui, à l'évidence, le monde change et Rome change aussi. Le sommet de la hiérarchie catholique ne souhaite pas se retrouver dans une position contre-culturelle : elle préfère suivre l'idéologie dominante, jusqu'à son transhumanisme. À cela je propose une première explication très simple : la papauté est désormais extrêmement faible et François ne s'y résout pas. Quel que soit le prix. De par le monde, les églises sont

vides ou en train de se vider comme en Amérique latine. Ne s'accrochent que des groupes socialement ultra minoritaires, disséminés, et tous marqués à des degrés divers par un net conservatisme, voire par le traditionalisme. Le Vatican est devenu une institution d'un autre âge, inadaptée à la taille et à l'influence des communautés qu'il supervise. Le pape n'a plus les moyens de s'adresser à tous les humains comme s'il était une autorité spirituelle et morale écoutée par des centaines de millions de condisciples dans le monde. Son seul atout face au monde sécularisé, c'est ce qu'il représente encore en théorie et non en réalité : une certaine aura associée à sa soutane blanche, la Place et la Basilique Saint-Pierre, le palais du Vatican, la Sixtine, les Gardes suisses (s'ils sont vaccinés !) et les universités pontificales.

Or François a bâti sa vie sur une conformité aux cadres hiérarchiques auxquels il s'identifie. Il a mené toute sa carrière sous le signe de son adhésion conformiste au gré des flots à tous les discours dominants qui se sont succédés : depuis celui de Peron jusqu'à celui de Schwab. Or, le catholicisme, trop affaibli, n'est désormais plus en mesure de lui fournir un schéma de pensée socialement hégémoniques, tandis que son instinct le plus profond de bureaucrate lui interdit de se soustraire à la pensée grégaire du moment. François n'aurait donc pas pu opter de se consacrer à la petite minorité catholique qui écoute encore le pape sans provoquer aux yeux du grand public la disparition de la Rome pontificale dans une forme d'anonymat et d'oubli. Un choix impossible pour un homme d'appareil. Non, son désir est de rester fidèle à l'institution romaine telle qu'il la voit : celle-ci doit rester un acteur planétaire – comme avant en un sens. Pour cela, la Rome de François a fait le choix d'essayer de devenir un *stakeholder* de la gouvernance globale en allouant à ses titanesques *corporate* partenaires ce qui reste de prestige séculaire à la papauté. Pour cela, elle a décidé de collaborer activement à l'instauration d'un système totalitaire global fondé sur la surveillance numérique et les expérimentations géniques. « Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi ! ».

Matthieu SMYTH
Mondialisation.ca, 22 février 2022

Image en vedette : Flickr.com

Matthieu Smyth : Professeur à l'Université de Strasbourg (France) (Sciences religieuses)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © Matthieu Smyth, Mondialisation.ca, 2022

Humour de Siné mensuel



« Cette stratégie est le dernier recours du gouvernement israélien »

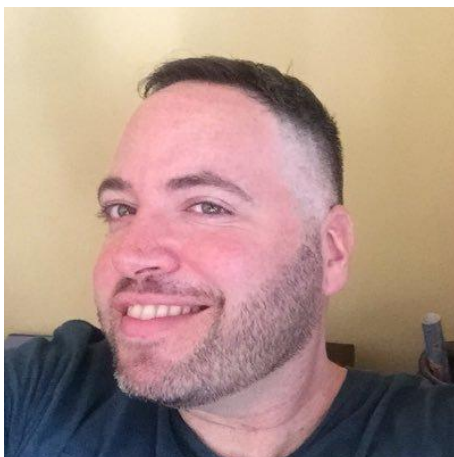
Comment continuer à débattre de ce qui touche à Israël et aux Palestiniens ? Roy Yellin, membre de l'ONG israélienne B'Tselem, lance un appel à la responsabilité.



Pour Roy Yellin, membre de l'ONG israélienne B'Tselem, le post d'Emma Watson appelant à la solidarité envers les Palestiniens ne critiquait même pas Israël. –

Photo News.Entretien - Journaliste au service Monde

Critiquer le gouvernement israélien, B'Tselem sait y faire. L'organisation israélienne de défense des droits humains est son poil à gratter. Alors Roy Yellin, un de ses membres, observe à la loupe tout ce qui touche à la politique israélienne dans les Territoires occupés et à la solidarité envers les Palestiniens. La condamnation d'acte antisémite sort du mandat de B'Tselem comme organisation de défense des droits de l'homme dans les Territoires occupés, indique-t-il. Mais, raconte Roy Yellin, il a trouvé dans l'histoire juive et son histoire familiale (ses grands-parents sont des survivants d'Auschwitz) le moteur de son engagement.



Roy Yellin, membre de l'ONG israélienne B'Tselem. - Twitter.

Qu'avez-vous pensé de ces accusations ?

Je ne suis pas surpris mais l'ancien ambassadeur est allé un pas trop loin. Le post de cette actrice ne critiquait même pas Israël. Depuis longtemps, Israël tente d'assimiler toute critique de sa politique à de l'antisémitisme. C'est un outil très utile dans un arsenal pour faire taire les gens. Beaucoup sont très sensibles à l'antisémitisme, qui est un vrai problème, reconnu par de nombreuses personnes. Mais leur « truc » est devenu de plus en plus transparent et excessif. Et de moins en moins efficace. D'une certaine manière, cela

fait de gros dégâts dans la lutte contre l'antisémitisme. Cela détourne le problème qui vient plutôt de groupe de suprémacistes blancs, de skinheads et de néonazis.

Mais dans plusieurs manifestations pro-palestiniennes, on a déjà vu des manifestants scandant des slogans antisémites.

En effet. L'antisémitisme est un vrai problème à condamner. Mais quand il est utilisé contre des gens qui ne sont pas antisémites, contre des propos qui ne le sont pas, cela rend le combat inefficace. Comme le cas du carnaval d'Alost, qui était très évidemment antisémite, n'avait rien de drôle pour les juifs. En tout cas, à titre personnel, je n'ai pas trouvé ça drôle.

Cette « stratégie » du gouvernement israélien dont vous parlez, est-elle neuve ?

Ce n'est pas neuf mais cela prend de l'ampleur. Car Israël est à bout de bons arguments. Accuser ses critiques d'antisémitisme, c'est une arme du dernier recours. Un exemple : il y a quelques semaines, l'ambassadeur israélien au Royaume-Uni, connu pour ses proximités avec l'extrême droite, grand défenseur de la suprématie juive, de l'apartheid, de la colonisation, a fait une conférence à la London School of Economics. À la sortie, des étudiants manifestaient, sans rien de violent ou d'antisémite. Mais dans un journal de la communauté juive au Royaume-Uni, le terme de Nuit de cristal a été utilisé (les pogroms de novembre 1938 en Allemagne, NDLR). De nombreuses organisations juives ont condamné l'utilisation de cette expression. Mais cela met en lumière le mécanisme. Il est normal pour les Palestiniens et leurs soutiens de manifester face à un représentant officiel de l'État israélien. Et il n'y a rien d'antisémite à ce propos. Mais à la seconde où vous comparez cette manifestation à un acte violent d'antisémitisme, la personne qui proteste se tait, est raciste, est un nazi. Vous lancez une guerre de propagande. C'est horrible, mais c'est très efficace. C'est particulièrement efficace dans les pays qui ont une histoire, une véritable culpabilité historique dans l'antisémitisme. Comme la majorité des pays européens.

Est-il toujours possible de débattre de manière apaisée et rationnelle de la politique israélienne à l'encontre des Palestiniens ?

La responsabilité de mener une forme de discussion rationnelle, normale, légitime est celle de toute personne qui participe à ce débat. Y compris sur les réseaux sociaux. À B'Tselem, nous décidons et contrôlons ce que nous disons, quel genre de symboles et de métaphores nous utilisons. C'est la responsabilité de chaque humain de ne pas être raciste et de ne pas prendre parti dans n'importe quelle forme d'antisémitisme. Mais aussi de respecter le droit de l'autre obéissance d'exprimer son point de vue sans être accusée à mauvais titre de quoi que ce soit.

Pauline HOFMANN
6/01/2022
Lesoir.be

Israël réussit à rassembler des personnalités d'Hollywood derrière Emma Watson, accusée d'antisémitisme



Plus de 40 professionnels du cinéma ont signé une pétition de solidarité avec Emma Watson, l'actrice britannique qui joue dans Harry Potter et qui a été accusée d'antisémitisme par l'ambassadeur d'Israël à l'ONU.

Susan Sarandon, Mark Ruffalo, Gael García Bernal, Jim Jarmusch, Peter Capaldi, Maxine Peake, Viggo Mortensen, Steve Coogan, Charles Dance et Harriet Walter font partie des professionnels du cinéma qui ont exprimé leur soutien à l'actrice et qui ont aussi clairement condamné la politique israélienne.

La semaine dernière, Watson a partagé un message avec les mots « la solidarité est un verbe » sur une image qui présentait des drapeaux palestiniens. Largement salué, ce message de solidarité a également provoqué la fureur des responsables israéliens.

Aujourd'hui, plus de quarante personnalités du monde du cinéma – dont le scénariste et producteur multi-récompensé James Schamus (Crouching Tiger, Hidden Dragon), les réalisateurs nominés aux Oscars Asif Kapadia (Amy), Mira Nair (Salaam Bombay) et le scénariste/producteur Oren Moverman (The Messenger) – ont approuvé le message de Watson.

Dans une déclaration commune, les signataires, dont le double lauréat de la Palme d'Or Ken Loach (Moi, Daniel Blake), les acteurs Michael Malarkey (The Vampire Diaries) et Matt McGorry (Orange Is the New Black, How to Get Away with Murder), et la conceptrice de production primée aux Emmy Gemma Jackson (Games of Thrones), écrivent :

« Nous nous joignons à Emma Watson pour soutenir la simple déclaration selon laquelle la solidarité est un verbe, y compris une solidarité significative avec les Palestiniens qui luttent pour leurs droits humains en vertu du droit international. »

Citant des rapports récents sur l'apartheid israélien par Human Rights Watch et la principale organisation israélienne de défense des droits de l'homme, B'Tselem, les artistes, dont les co-vedettes de Watson dans Harry Potter, Miriam Margolyes et Julie Christie, déclarent :

« Nous reconnaissons le déséquilibre de pouvoir entre Israël, la puissance occupante, et les Palestiniens, le peuple sous un système d'occupation militaire et d'apartheid ».

Les signataires, qui comptent également le réalisateur de Wolf Hall Peter Kosminsky, et les acteurs Liam Cunningham et Khalid Abdalla, font référence aux expulsions forcées de Palestiniens de leurs maisons par le gouvernement israélien : « *Nous nous opposons aux tentatives israéliennes en cours de déplacer de force des familles palestiniennes de leurs maisons dans les quartiers de Sheikh Jarrah, Silwan et ailleurs dans le territoire palestinien occupé à Jérusalem-Est.* »

Les acteurs, réalisateurs et autres concluent en citant feu l'archevêque Desmond Tutu : « *Si vous êtes neutre dans les situations d'injustice, vous avez choisi le côté de l'opprimeur.* » Ils ajoutent : « *Tenant compte de l'appel moral de Tutu, nous nous tenons du côté de la justice, de la liberté et de l'égalité des droits pour tous. C'est le moins que nous puissions faire.* »

COLLECTIF, 20 janvier 2022

Khalid Abdalla, actor
Udi Aloni, director
Carter Burwell, composer
Peter Capaldi, actor
Kathleen Chalfant, actor
Henry Chalfant, director
Julie Christie, actor
Elaine Collins, executive producer
Steve Coogan, actor, comedian
Liam Cunningham, actor
Charles Dance, actor
Andy de la Tour, actor
Frances de la Tour, actor
Stephen Dillane, actor
Brian Eno, composer
Bella Freud, designer
Gael García Bernal, actor

Kerry Godliman, actor, comedian
Gemma Jackson, production designer
Jim Jarmusch, director
Asif Kapadia, director
Aki Kaurismäki, director
Peter Kosminsky, writer, director
Ralf Little, actor
Jim Loach, director
Ken Loach, director
Michael Malarkey, actor, musician
Art Malik, actor
Miriam Margolyes, actor
Matt McGorry, actor
David Michôd, director
Viggo Mortensen, actor

Oren Moverman, writer, director, producer
Mira Nair, director
Rebecca O'Brien, producer
Maxine Peake, actor
Michael Radford, writer, director
Dominic Rains, actor
Mark Ruffalo, actor
Susan Sarandon, actor
James Schamus, screenwriter, director
Elhum Shakerifar, producer
Robyn Slovo, producer
V (Eve Ensler), playwright
Cat Villiers, producer
Harriet Walter, actor
Mat Whitecross, director
Susan Wooldridge, actor
Ramy Youssef, actor, producer

Sources : Europalestine et Investig'Action
Voir également l'appel original sur le Guardian

Procès Olivia Zémor

Nous tenons à remercier les très nombreuses personnes et associations du monde entier qui nous ont apporté leur soutien à l'occasion de ce dernier procès en appel contre TEVA et trois officines israéliennes (le « Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme »-BNVCA, ainsi que « France Israël » et « Avocats sans frontières », présidées par William Goldnadel, protecteur et ami du criminel en fuite en Israël Grégory Chelly, dit Ulcan.)

Le jugement ne sera rendu par la Cour d'appel de Lyon que le 5 mai prochain, comme nous l'avons indiqué sur notre site europalestine.com.

Mais nous avons été très impressionnés et très touchés par les très nombreuses manifestations de solidarité et de protestation contre cette nouvelle tentative de criminalisation du BDS, dans de multiples villes de France (Toulouse, Bordeaux, Lyon, Paris...) et de l'étranger, où les militants BDS ont même été remettre des lettres aux ambassades et consulats de France (Belgique, Angleterre, Australie...). En Italie, des manifestations de protestation ont eu lieu non seulement à Rome, mais à Pise, Bologne, Milan et Turin ! (cf notre site : il suffit de cliquer sur le bandeau procès TEVA de notre page d'accueil)

Un grand merci également à tous nos témoins, ceux qui ont pu se déplacer physiquement comme ceux et celles qui nous ont fait parvenir de Palestine des témoignages importants sur la manière dont Israël nuit gravement à la santé des Palestiniens.

Merci aux opposants israéliens qui ont fait le déplacement à Lyon, comme à ceux qui nous ont envoyé des témoignages déterminants sur la manière dont TEVA, la plus importante société commerciale et industrielle d'Israël, profite lâchement et grassement de l'occupation et de la colonisation.

En effet, Israël interdit aux Palestiniens de développer leurs propres médicaments génériques, et n'autorise même pas les Palestiniens des territoires occupés à acheter des médicaments moins chers dans d'autres pays. TEVA se retrouve donc en situation de monopole et vend aux Palestiniens ses médicaments au prix fort, sans tenir compte de la règle observée par l'industrie pharmaceutique internationale, qui consiste à fixer les prix des médicaments en fonction du niveau de vie de chaque pays (un patient diabétique palestinien paye son insuline aussi cher qu'un patient allemand !)

TEVA, dispensé de droits de douane, de checkpoints, ne se donne pas toujours la peine d'écrire en arabe les notices de ses médicaments destinés aux Palestiniens, ce qui peut avoir des conséquences graves.

Et comme exemple d'apartheid pratiqué directement par TEVA, sa filiale SLE fournissait des vaccins anti-covid aux colons installés illégalement sur les terres palestiniennes, mais pas aux Palestiniens sur ces mêmes terres, alors qu'on nous présentait Israël comme modèle en matière de vaccination.

Le procès de jeudi dernier à Lyon a duré 11 heures (!) et, sans surprise, les parties civiles ont débité leurs mensonges et énormités, le plus souvent sans rapport avec le sujet. L'avocat du BNVCA a, par exemple, passé pas moins d'une demi-heure à vanter les mérites de la grande démocratie israélienne (en crachant sur l'arrêt de la Cour Européenne des droits de l'Homme, et en demandant une peine d'un an de prison contre Olivia Zémor).

TEVA, comme les associations de William Goldnadel ont prétendu que nous intimidions (voire forcions) les consommateurs pour qu'ils collent une vignette "pas TEVA" sur leur carte vitale, et que nous mettions en danger leur santé ! Comme si TEVA était l'unique générique disponible en France !

Leur témoin Richard Prasquier, ex-président du CRIF, est venu à la barre pour dire que notre seule motivation serait « la haine des Juifs »...

Nos témoins et nos deux avocats, Me Dominique Cochain, et Me Grégory Thuan (l'avocat qui est à l'origine de l'arrêt rendu en faveur du boycott citoyen des produits israéliens, par la Cour Européenne des Droits de l'Homme le 11 juin 2020) ont brillamment remis les pendules à l'heure et démontré comment s'exerçait le chantage à l'antisémitisme, en l'absence de tout autre argument pour défendre la politique coloniale et d'apartheid d'Israël. Ils ont prouvé, contrairement aux affirmations des parties civiles, que le boycott d'Israël et de ses produits, sans la moindre violence, ni propos racistes, était non seulement légal mais légitime.

Enfin, le procureur a abondé dans notre sens et n'a requis aucune condamnation contre Olivia Zémor estimant que les délits dont elle était accusée (diffamation et discrimination incitant à la haine et à la violence) n'étaient pas constitués.

Jugement le 5 mai prochain.

Dans l'intervalle, nous attendons un résultat que nous espérons favorable à la libération de Georges Abdallah, le 10 février prochain, après l'audience du 27 janvier devant le tribunal administratif de Paris !

Amicalement,

CAPJPO-EUROPALESTINE : europalestine.com/



Israël et son gant de velours

Une catastrophe vient déranger les plans de ceux qui veulent faire oublier la colonisation sans la stopper. Le mot « apartheid », qu'Israël redoute par-dessus tout, figure en toutes lettres dans le rapport publié début février par Amnesty International.

Quel rapport entre un colon israélien extrémiste et un philosophe « centriste » ? Apparemment aucun. Le premier, Itamar Ben Gvir, héritier politique de feu le rabbin fasciste Meïer Kahane, se livre à toutes les provocations. Le second, Micah Goodman, connaît un certain succès en Israël en se promettant de faire « oublier » le conflit, et même de le rendre « ennuyeux » ! En réalité, deux stratégies, la violence et la ruse, pour un même objectif : liquider toute perspective d'État palestinien. Ben Gvir s'est encore illustré le 13 février par une descente avec ses sbires dans l'un des lieux symboles de la colonisation, Cheikh Jarrah, ce quartier situé au nord de la vieille ville de Jérusalem. Bilan : 31 blessés côté palestinien. Cette stratégie du coup de force permanent plaît évidemment à la plupart des colons – ils sont près de cinq cent mille en Cisjordanie, disputant le territoire à 2,9 millions de Palestiniens. Elle ne déplaît pas au Premier ministre d'extrême droite, Naftali Bennett, qui se dit qu'il a ainsi deux fers au feu. Mais elle embarrasse le ministre des Affaires étrangères, Yaïr Lapid. Celui-ci défend *mezza voce* la stratégie du pourrissement théorisé par son ami « philosophe ». Lequel est un peu un disciple du petit père Queuille, président du Conseil sous notre IV^e République, qui avait coutume de dire qu'« *il n'y a pas de problème qu'une absence de solution ne puisse résoudre* ». Moyennant quelques concessions, allant jusqu'à la réouverture de routes reliant des enclaves palestiniennes entre elles, et des aides pour un développement économique local, Micah Goodman veut tout simplement solder le conflit à moindres frais politique.

Pour faire admettre son « absence de solution » aux Palestiniens, Goodman a absolument besoin de l'Autorité palestinienne, qu'il faut donc ménager. Il n'est même pas contre un État palestinien. Il suffit de nommer « État » les bantoustans actuels... La magie des mots, et un sacré mépris pour les Palestiniens. À

terme, le philosophe espère ressusciter la vieille idée d'une confédération jordano-palestinienne, chère à Shimon Peres. Autant dire que les opérations d'Itamar Ben Gvir qui menacent chaque fois d'embraser les territoires ne l'arrangent pas. Mais il n'y a pas que le député extrémiste qui perturbe ses plans. Le gouvernement, que Yaïr Lapid devrait diriger en août 2023, selon une règle d'alternance, continue de coloniser bon train. Or, Micah Goodman, qui vit lui-même dans une colonie, rêve d'une colonisation plus discrète. Toutes les contradictions du pays qui voudrait bien ne plus entendre parler des Palestiniens sont là. Au comble de l'hypocrisie, nos « centristes » proposent le gel de la colonisation, hors des zones de colonies existantes. Chanson connue. Mais voilà qu'une autre catastrophe vient déranger les plans du centriste Lapid et de son philosophe. Le mot « apartheid », qu'Israël redoute par-dessus tout, figure en toutes lettres dans le rapport publié début février par Amnesty International. L'organisation des droits humains donne son imprimatur à d'autres comme Kerem Navot ou surtout B'Tselem, le centre israélien d'information pour les droits humains dans les territoires, qui avait publié en août 2021 un document sous ce titre édifiant : « Un régime de suprématie juive du Jourdain à la Méditerranée : l'apartheid ».

Le mot évoque inmanquablement l'Afrique du Sud d'avant Mandela et le bannissement qui avait fini par frapper ce pays coupable d'avoir érigé le racisme en doctrine officielle. Et son corollaire, le boycott. Il ne faut d'ailleurs jamais manquer de rappeler, ironie de l'histoire, qu'au plus fort de ces campagnes de boycott, Israël avait continué d'entretenir d'étroites relations commerciales avec le régime de Pretoria. Comme si les dirigeants de l'époque, de gauche et de droite, avaient eu la prescience de ce qu'allait devenir leur pays. En vérité, rien de ce que décrit le rapport d'Amnesty International n'est vraiment nouveau. Ni les dépossessions arbitraires de terres ou d'habitations, ni les routes interdites aux Palestiniens, ni l'extension des colonies qui enferment la population dans des enclaves, ni les discriminations économiques et sociales. Rien ne peut surprendre ceux qui connaissent la région. Ce qui est nouveau en revanche, c'est l'institutionnalisation. Depuis la loi de juillet 2018 proclamant Israël « État-nation du peuple juif », le gouvernement – Netanyahu à l'époque – a doté la ségrégation d'un fondement juridique. La pratique a trouvé sa loi. Le rapport de B'Tselem le disait déjà clairement : « *La politique de colonisation est une expression claire du régime israélien d'apartheid qui recourt à de multiples moyens pour promouvoir et perpétuer la suprématie d'un groupe – les Juifs – sur un autre groupe – les Palestiniens* ».

Pas étonnant que celui qui est monté violemment au créneau pour dénoncer le rapport d'Amnesty ne soit pas Ben Gvir – l'apartheid, lui, il assume ! – mais Yaïr Lapid, qui a immédiatement qualifié Amnesty... d'antisémite. Le joker infâme et infamant. Et comme il n'est pas possible ces temps-ci de s'éloigner complètement de notre présidentielle, la question de l'apartheid israélien a fait irruption dans la campagne. Interrogé, que dis-je, harcelé par Frédéric Haziza sur Radio J, Yannick Jadot n'a pas osé reprendre à son compte le mot « apartheid », jugé « *trop violent* ». Mais où est la violence ? Dans le mot ou dans la réalité que vivent les Palestiniens ?

Denis SIEFFERT (Politis), publié le 16 février 2022

« Il est temps d'admettre votre échec » : le Pr Ehud Qimron charge les autorités israéliennes »



Pr Ehud Qimron, chef du département de microbiologie et d'immunologie de l'université de Tel Aviv, entouré de deux de ses collègues. Haaretz

Avec son aimable autorisation, nous avons traduit une lettre au vitriol adressée au ministre de la Santé israélien et à ses collaborateurs. Elle a été rédigée par le professeur Ehud Qimron, chef du département de microbiologie et d'immunologie de l'université de Tel Aviv, et l'un des plus éminents immunologues de l'État hébreu.

TRIBUNE — Monsieur le ministre de la Santé, il est temps d'admettre votre échec.

En fin de compte, la vérité finit toujours par éclater. La vérité sur votre politique sanitaire commence à apparaître au grand jour. Lorsque les concepts destructeurs s'effondrent les uns après les autres, il ne reste plus qu'à dire aux experts qui ont supervisé la gestion de la pandémie : nous vous avons prévenus.

Deux ans trop tard, vous réalisez enfin qu'un virus respiratoire ne peut être stoppé et que toute tentative de ce type est vouée à l'échec. Vous ne l'admettez pas, parce que vous n'avez admis pratiquement aucune erreur au cours des deux dernières années. Pourtant, rétrospectivement, il est clair que vous avez lamentablement échoué dans presque toutes vos entreprises. Même les médias ont désormais du mal à camoufler votre humiliation.

Malgré des années d'observations et de connaissances scientifiques, vous avez refusé d'admettre que les contaminations surviennent par vagues qui s'estompent d'elles-mêmes. Vous avez insisté pour attribuer chaque déclin de vague uniquement à vos mesures, et ainsi, grâce à des actions de propagande, vous avez pu revendiquer que « vous aviez vaincu la peste », encore, encore et encore.

Vous avez refusé d'admettre que le dépistage de masse est inefficace, malgré vos propres plans d'urgence le soulignant explicitement (« Plan de préparation du système de santé en cas de pandémie de grippe, 2007 », p. 26).

Vous avez refusé d'admettre que la guérison est plus protectrice qu'un vaccin, malgré les connaissances et les observations antérieures montrant que les personnes vaccinées non guéries sont plus susceptibles d'être infectées que les personnes qui ont contracté le virus et développé des anticorps.

Vous avez refusé d'admettre que les vaccinés sont contagieux malgré les observations. Vous espériez coûte que coûte obtenir une immunité collective par la vaccination – mais là aussi, vous avez échoué.

Vous avez persisté à ignorer le fait que la maladie est des dizaines de fois plus dangereuse pour les groupes à risque et les personnes âgées que pour les jeunes qui ne font pas partie des groupes à risque, malgré les connaissances venues de Chine dès 2020.

Vous avez refusé d'adopter la « Déclaration de Barrington », signée par plus de 60 000 scientifiques et professionnels de santé, ou toute autre mesure de bon sens.

Vous avez plutôt préféré les ridiculiser, les décrier, les déformer et les discréditer.
Au lieu de choisir les bons programmes et les bonnes personnes, vous avez choisi des professionnels qui manquent d'une formation appropriée en matière de gestion des pandémies (des physiciens en tant que conseillers en chef du gouvernement, des vétérinaires, des agents de sécurité, des journalistes, etc.)
Vous n'avez pas mis en place de système efficace pour signaler les effets secondaires des vaccins, les rapports sur les effets secondaires ont même été supprimés de votre page Facebook.
Vous avez ignoré de nombreux rapports faisant état de changements dans l'intensité et la durée des cycles menstruels.
De peur que vous ne les persécutiez comme vous l'avez fait avec certains de leurs collègues, les médecins évitent de lier les effets secondaires au vaccin.
Vous avez caché des données qui permettraient de conduire des recherches objectives et préféré publier des articles non objectifs, en partenariat avec des cadres supérieurs de Pfizer, sur l'efficacité et la sécurité des vaccins.
Par votre action, vous avez causé des dommages irréversibles à la confiance du public.
Cependant, du haut de votre arrogance, vous avez oublié que la vérité finirait par éclater. Et elle commence à percer. La vérité, c'est que vous avez ramené la confiance que le public a en vous, à un niveau ridiculement bas et sans précédent, et que vous avez érodé votre statut de source d'autorité.
La vérité, c'est que vous avez jeté par les fenêtres des centaines de milliards de shekels [monnaie israélienne], en vain, pour le contrôle de la couverture médiatique, pour des tests inefficaces, pour des fermetures destructrices et pour la mise en œuvre de politiques qui ont perturbé la routine de la vie quotidienne au cours des deux dernières années.
Vous avez détruit l'éducation de nos enfants et leur avenir. Comme l'attestent les directeurs d'école à travers le pays, à cause de vous, les enfants se sentent coupables et effrayés. Ils se mettent à fumer, boire, développer des addictions, arrêter leurs études et se disputer entre eux. Vous avez nui à l'économie, aux droits de l'homme, aux moyens de subsistance des Israéliens, à leur santé mentale et physique.
Vous avez calomnié vos collègues qui ne se sont pas soumis à vous, vous avez monté les gens les uns contre les autres, divisé la société et polarisé le débat. Vous avez qualifié, sans aucune base scientifique, les personnes qui ont choisi de ne pas se faire vacciner, d'ennemis du public et de propagateurs de maladies.
Comme jamais auparavant, vous faites la promotion d'une politique draconienne de discrimination, de déni des droits et de sélection des personnes, y compris des enfants, sur la base de leur choix médical. Une sélection qui ne repose sur aucun fondement épidémiologique.
Lorsque vous comparez les politiques destructrices que vous mettez en œuvre aux politiques sensées de certains autres pays, vous pouvez clairement voir que les dommages que vous avez causés n'ont fait qu'ajouter des victimes au nombre des personnes qui ont été touchées par le virus.
L'économie que vous avez ruinée, le nombre de chômeurs que vous avez engendré et les enfants dont vous avez détruit l'éducation, il s'agit là de victimes de trop, qui résultent de vos mesures.
Il n'y a actuellement aucune urgence médicale, mais vous entretenez soigneusement cette illusion depuis deux ans maintenant à cause de votre soif de pouvoir, d'argent et de contrôle.
Il n'y a désormais qu'une seule urgence : que vous puissiez toujours prendre des décisions politiques et que vous allouiez un budget faramineux pour vos actions de propagande et d'ingénierie des consciences, au lieu de les diriger vers un renforcement du système de santé.
Cet état d'urgence doit cesser !

FRANCESOIR, publié le 14/01/2022

Google, Microsoft, Alibaba : « technoféodalisme » à la belge

Après l'annonce de l'implantation du nouveau centre de données de Google à Farciennes, c'est au tour de Microsoft de révéler l'établissement prochain d'un de ses Data Center Region en Belgique. À l'image de l'arrivée d'Alibaba à l'aéroport de Liège, ces projets sont d'autant plus célébrés qu'ils contribueraient à mettre notre pays sur la carte de l'économie numérique mondiale. Mais au bénéfice de qui, et à quels coûts ?

L'annonce est tombée le 9 novembre 2021 : Google, le géant américain du numérique, va construire un sixième *data center* en Belgique, à Farciennes plus exactement, tout en renforçant sa présence à Saint-Ghislain où ont été construits les cinq précédents [1]. Les deux projets impliquent des investissements d'environ 1,1 milliard d'euros, portant le total investi par Google depuis son arrivée en Belgique en 2009 à près de 3 milliards d'euros.

Deux semaines plus tard, c'était au tour d'un autre poids lourd du secteur, Microsoft, d'annoncer un « investissement à neuf zéros » en Belgique : la multinationale va y construire l'un de ses *Data Center Region*, le troisième seulement du genre en Europe [2]. Il s'agirait d'un réseau de trois centres de données répartis sur le territoire belge, dont un à Bruxelles [3].

Le G et le M des « GAFAM »

À l'image de l'annonce de l'arrivée d'Alibaba à l'aéroport de Liège, il y a trois ans [4], ces investissements sont d'autant plus appréciés et célébrés qu'ils proviennent de deux fleurons de l'économie numérique mondiale. Après tout, Google et Microsoft, ce sont les fameux G et M des GAFAM, l'acronyme qui désigne les principaux géants numériques qui dominent aujourd'hui l'économie mondiale. Les deux entreprises font notamment partie du club très fermé des multinationales ayant dépassé la barre des 2 000 milliards de dollars de capitalisation boursière [5].

Pionnier du « capitalisme de surveillance » [6], Google tire l'essentiel de ses revenus et de ses profits de la publicité en ligne [7]. Pour ce faire, il s'appuie d'une part sur son rôle de « porte d'entrée » du web, construit notamment grâce à son quasi-monopole dans la recherche en ligne (90% de part de marché...), mais aussi dans les systèmes d'exploitation pour smartphone, par exemple (73% de part de marché pour Android). D'autre part, il mobilise également les quantités colossales de données qu'il amasse grâce aux nombreux services qu'il propose « gratuitement » [8] (Google mail, Google maps, Google docs, etc.) pour proposer des annonces de plus en plus ciblées et efficaces. Ces ressources lui permettent également de se développer dans les domaines de l'intelligence artificielle et du *cloud* (informatique en nuage) [9].

Pour sa part, Microsoft a construit sa fortune en dominant le secteur des systèmes d'exploitation pour ordinateur (environ 73% de part de marché), ainsi que les suites bureautiques (environ 50% de part de marché) [10]. L'entreprise est toutefois également active dans les moteurs de recherche (Bing), les jeux vidéo (Xbox), les réseaux sociaux (LinkedIn), et surtout, plus récemment, dans le *cloud* (Azure) où elle enregistre désormais la plus grande partie de ses profits, talonnant ainsi le numéro un du secteur, Amazon.

Une infrastructure clé de l'économie numérique

Or, l'une des infrastructures clés de cette économie numérique sont précisément les *Data centers* ou « centres de données ». Comme leur nom l'indique, il s'agit d'abord évidemment de lieux où l'on stocke les données, mais aussi – et surtout – où elles sont traitées, analysées et rendues disponibles à travers le monde en même temps que toute une série de services proposés via le *cloud*. Il ne s'agit donc pas uniquement de simples lieux de stockage, mais également d'infrastructures capables de fournir une puissance de calcul inouïe ou encore d'assurer la disponibilité et la continuité de services complexes et diversifiés à travers le monde [11].

Sans surprise, les entreprises qui dominent aujourd'hui l'économie numérique sont donc également celles qui possèdent les meilleurs réseaux de centres de données. Comme le souligne la CNUCED, par exemple, dans son récent *Rapport sur l'économie numérique* : « Amazon, Microsoft et Google exploitent collectivement plus de la moitié de l'ensemble des centres de données *hyperscale* [dans le monde]. Amazon et Google sont ceux qui ont ouvert le plus de nouveaux centres de données en 2020, avec la moitié des nouvelles constructions. À elles seules, deux entreprises américaines (Amazon et Microsoft) représentent 52 % du total des revenus des services d'infrastructure en nuage. » [12]

Amazon a notamment été un des premiers à saisir le potentiel qu'offrait la mise à disposition de son immense infrastructure de gestion de données pour des acteurs tiers (entreprises, gouvernements, associations, particuliers) [13]. Aujourd'hui, elle domine largement le marché du *cloud* avec 30% environ de part de marché, suivie par... Microsoft, Google et le chinois Alibaba [14].

Un « nuage » très terre-à-terre

La localisation des centres de données répond à de nombreux critères : géographiques, environnementaux, géopolitiques, etc. Le chercheur Vincent Mosco remarque à ce propos qu'« il est intéressant d'observer, et assez ironique, qu'une technologie promettant de s'affranchir des contraintes de localisation est elle-même limitée par la nécessité de maximiser la capacité à héberger d'énormes quantités de données et à garantir la fiabilité du système. C'est pourquoi les entreprises visent de plus en plus l'endroit idéal : climat froid, accès à une énergie à faible coût, approvisionnement en eau abondant, connexions Internet à large bande, stabilité politique et incitations financières. » [15]

Le choix de la Belgique par Google et Microsoft s'inscrit donc dans ce type de considérations. Pour Google, par exemple, *L'Écho* souligne que : « Outre la présence indispensable de l'eau de la Sambre en bordure du terrain de Google pour refroidir les installations du data center, le site est directement connecté au réseau électrique avec du 150 et du 350 kW. Elia dispose, par ailleurs, d'un poste de transformation sur le site et le gestionnaire du réseau de transport d'électricité a confirmé qu'une capacité de 200 à 300 MW serait disponible. Une partie du site de l'Ecopôle pourrait, par ailleurs, accueillir un champ de panneaux solaires. Enfin, le zoning est directement connectable à un réseau de fibre optique via la Sofico. Des éléments qui en font un site d'implantation idéal pour Google » [16].

Des impacts environnementaux massifs

Mais si on perçoit bien l'intérêt pour ces entreprises d'installer leurs centres de données en Belgique, dans quelle mesure l'inverse est-il vrai ? En 2015 déjà, Mosco constatait par exemple que « des actions en justice pour des violations présumées de réglementations environnementales, d'accords sur l'utilisation d'infrastructures publiques, de promesses en matière d'emplois pour les résidents locaux et d'autres questions connexes reviennent sans cesse après l'arrivée du nuage » [17]. Et depuis lors, rien qu'en Europe, de nombreux pays ou régions ont été le théâtre de contestations d'ampleur face à l'installation de ces centres de données [18]. Parmi les principaux griefs, on retrouve tout d'abord la consommation colossale d'électricité que nécessitent ces infrastructures, ce qui pose problème en matière d'émission de gaz à effet de serre, mais aussi de gestion de l'approvisionnement, au point où même un éditorialiste de *L'Écho* s'en inquiète ouvertement pour la Belgique [19].

Viennent ensuite les énormes quantités d'eau utilisées pour refroidir les serveurs [20], mais également d'autres problèmes environnementaux moins connus, quoique tout aussi sérieux : l'utilisation d'énormes batteries à l'acide et de gigantesques générateurs au diesel pour garantir une alimentation continue en électricité en cas de panne ou de problème sur le réseau, les déchets électroniques générés par un matériel informatique à la durée de vie relativement limitée ou encore la pollution liée aux matériaux de nettoyage ou de protection contre les incendies [21]. Des nuisances environnementales massives donc, qui font dire à un observateur que : « Lorsque ces usines d'Internet arrivent en ville, elles ressemblent davantage à une usine à l'ancienne qu'à de la magie moderne » [22].

Enfin, un autre problème que posent ces installations ce sont les énormes surfaces au sol qu'elles nécessitent, une ressource pourtant de plus en plus rare et précieuse, en particulier dans un contexte de nécessaire lutte contre l'artificialisation des sols ou encore de relocalisation agricole. À Amsterdam, ce fut notamment un des griefs énoncés par la ville pour freiner l'implantation de centres de données sur son sol [23]. Ceux-ci faisaient grimper les prix du foncier tout en défigurant les paysages. En Belgique, on n'en est pas (encore) là, mais le journal *L'Écho* faisait néanmoins remarquer qu'avec son investissement « Google avait mis la main sur un des derniers grands terrains de Wallonie » [24]. 53 hectares pour être exact, à ajouter aux 90 hectares que l'entreprise s'était déjà réservé à Saint-Ghislain...

Quelles retombées ?

Or, ces surfaces et nuisances environnementales sont à mettre en relation avec des retombées socio-économiques pour le moins discutables. En termes d'emploi, tout d'abord, les chiffres sont plutôt modestes : à Saint-Ghislain, par exemple, jusqu'ici ce sont seulement 350 emplois directs qui ont été créés, et une source syndicale relayée par la RTBF remarque que « l'essentiel des emplois est constitué de sous-traitants de gardiennage » [25]. Même chose du côté de Microsoft, où l'on évoque « à peine quelques dizaines d'emplois

nécessaires pour faire tourner ces 3 centres », « principalement de personnel de maintenance et de sécurité » [26]. Le bilan est même encore moins flatteur si l'on intègre le fait que ces infrastructures ont notamment pour conséquence de rendre toute une série d'emplois superflus, soit par l'automatisation, soit par l'externalisation des tâches et services qu'elles permettent... [27]

En outre, comme le souligne la CNUCED, il est intéressant d'observer que bien qu'elle soit l'une des régions au monde les mieux pourvues en centre de données (derrière l'Amérique du Nord), « l'Europe n'a pas été en mesure de tirer les bénéfices des données comme l'ont fait les États-Unis et la Chine. Cela suggère que pour réussir dans l'économie des données, il ne suffit pas d'investir dans des centres de données » [28].

À cet égard, le projet de Google pose d'ailleurs tout particulièrement question, puisqu'il s'agit simplement d'ajouter un nœud supplémentaire au sein du réseau mondial du groupe. À l'image de ce qu'il se passe à l'aéroport de Liège avec les marchandises d'Alibaba, la Wallonie fait donc ici office de simple lieu de stockage, de traitement et de distribution de services et de données numériques qui lui sont essentiellement extérieurs [29]. Dans les deux cas, le territoire wallon est donc mis au service – voire « sacrifié », selon les points de vue – pour la construction d'infrastructures nécessaires aux chaînes de valeur mondiales des géants du numérique, mais avec très peu de retombées locales.

Dépendance et perte de contrôle

Le cas de Microsoft est un peu différent. En effet, à en croire les annonces autour du projet, les *Data Center Region* ont pour particularité de viser d'abord à offrir des « infrastructures de pointe » aux acteurs (publics et privés) des zones où ils s'installent, comme l'explique notamment *L'Écho* : « Cette infrastructure est destinée aux clients belges de Microsoft et pourrait changer la donne sur deux points précis. Avoir une telle infrastructure sur son territoire, cela va permettre à la Belgique et ses entreprises de pouvoir stocker et traiter leurs données localement. L'autre point essentiel de cet investissement, c'est la réduction du temps de latence. On parle ici de millisecondes, mais qui peuvent faire la différence pour certaines entreprises, notamment dans le secteur médical ou pour les technologies de pointe. » [30]

Le projet devrait donc bénéficier aux quelque 4 000 « partenaires » (comprenez « clients ») que Microsoft compte déjà en Belgique (parmi lesquels la SNCB ou Belgian Mobile ID, par exemple [31]). Mais surtout, il devra aussi en attirer de nouveaux. L'ambition du groupe est d'ailleurs claire : avec son plan baptisé « Digital AmBEtion » (dont la construction des centres de données n'est qu'un aspect [32]), Microsoft vise à « accélérer la transformation numérique des secteurs public et privé en Belgique » en créant « les meilleures conditions pour la digitalisation de l'économie belge » [33]. Un projet qui n'a évidemment rien d'altruiste, puisque cette numérisation se ferait sous l'égide et au bénéfice... de Microsoft, avec à la clé des relations de dépendance et de verrouillage de pans entiers de notre société particulièrement problématiques [34].

Logiques « technoféodales »

Avec les annonces récentes de Google, Microsoft, mais aussi d'Alibaba – trois géants mondiaux du numérique qui ont choisi la Belgique pour y établir des infrastructures clés – notre (petit) pays se targue d'occuper une place de plus en plus centrale sur la carte européenne, sinon mondiale, de l'économie numérique. Le problème, c'est que cette carte est d'abord celle d'une économie de prédation dominée par une poignée de multinationales qui en contrôlent et en exploitent les territoires aussi bien virtuels que physiques [35].

Une logique que d'aucuns vont jusqu'à qualifier de « technoféodale », à l'image de l'économiste Cédric Durand, pour qui : « l'essor du numérique bouleverse les rapports concurrentiels au profit de relations de dépendance, ce qui dérègle la mécanique d'ensemble et tend à faire prévaloir la prédation sur la production, accouchant de ce que j'ai appelé le techno-féodalisme » [36]. De son côté, Tanay Mahindru analyse quant à lui la façon dont ces « fiefs numériques » incluent de plus en plus jusqu'aux infrastructures mêmes de l'internet : « Les grandes entreprises technologiques ont progressivement étendu leur propriété sur les trois couches inférieures de l'infrastructure physique de l'internet », à savoir les CDN [37], les centres de données et les câbles sous-marins [38]. Une situation qui ne semble pas inquiéter les enthousiastes de cette « nouvelle économie », visiblement (encore) nombreux en Belgique.

Cet article a fait l'objet d'une carte blanche dans *La Libre* ce 4 décembre 2021 : Cédric Leterme, "Google, Microsoft, Alibaba : « technoféodalisme » à la belge", *Gresea*.

Pour citer cet article : Cédric Leterme, "Google, Microsoft, Alibaba : « technoféodalisme » à la belge", *Gresea*, novembre 2021.

Source photo : Sean Ellis, *Data Center*, Flickr CC BY 2.0

Notes

- [1] Samain, M. et Lefèvre, F.-X. « Google s'implante à Farciennes et investit 500 millions d'euros à Saint-Ghislain », *L'Écho.be*, 9 novembre 2021.
- [2] Samain, M. « Microsoft va investir plus d'un milliard d'euros en Belgique », *L'Écho.be*, 24 novembre 2021.
- [3] Manfredini, D. « Microsoft va ouvrir trois centres de données en Belgique », *Geeko (Le Soir)*, 24 novembre 2021.
- [4] Voir notre dossier sur le site du GRESEA : <https://gresea.be/Alibaba>.
- [5] Roth, E. « Google's parent company briefly hits \$2 trillion valuation », *The Verge*, 8 novembre 2021.
- [6] Lire : Zuboff, S. *The Age of Surveillance Capitalism*, Londres : Profile Books, 2019.
- [7] Wallach, O. « How Big Tech Makes Their Billions », *Visual Capitalist*, 6 juillet 2020.
- [8] Sur l'ambiguïté de cette notion dans le domaine du numérique : Leterme, C. « Gratuité et numérique : des relations ambiguës », *Gresea Échos*, n°102, juin 2020.
- [9] D'après Wikipédia, l'informatique en nuage « correspond à l'accès à des services informatiques (serveurs, stockage, mise en réseau, logiciels) via Internet (le « cloud » ou « nuage ») à partir d'un fournisseur » (cf. ci-dessous).
- [10] Wallach, « How Big Tech... », *op. cit.*
- [11] Pour une analyse critique détaillée de ces infrastructures et de la révolution du cloud, lire : Mosco, V. *To the Cloud : Big Data in a Turbulent World*, Londres : Routledge, 2014.
- [12] CNUCED, « Rapport sur l'économie numérique 2021. Flux de données transfrontières et développement : Le numérique, au profit de qui ? », Genève, CNUCED, 2021, p. 39.
- [13] À ce propos, lire notamment : Berthelot, B. *Le monde selon Amazon*, Paris : Le Cherche midi, 2019.
- [14] CNUCED, « Rapport sur l'économie numérique... », *op. cit.*
- [15] Mosco, *To the Cloud...*, *op. cit.*, p. 36.
- [16] Samain & Lefèvre, « Google s'implante à Farciennes... », *op. cit.*
- [17] Mosco, *To the Cloud...*, *op. cit.*, p. 126.
- [18] À tel point qu'en 2019, Amsterdam (un des plus gros hubs de centre de données au monde) a établi un moratoire d'un an sur toute nouvelle construction, et en septembre dernier, l'Irlande envisageait la même mesure après avoir cherché pendant des années à favoriser ces installations sur son sol.
- [19] Quoidbach, S. « Les datacenters menacent notre équilibre énergétique », *L'Écho.be*, 23 novembre 2021.
- [20] Sattiraju, N. « The Secret Cost of Google's Data Centers : Billions of Gallons of Water to Cool Servers », *Time*, 2 avril 2020.
- [21] Mosco, *To the Cloud...*, *op. cit.* p. 123-137 ; ou encore : Kozlowicz, J. « 8 Ways Data Center Environmental Impact Goes Beyond Emissions », *Lunavi (Blog)*, 11 novembre 2015.
- [22] Mosco, *To the Cloud...*, *op. cit.*, p. 126
- [23] Ballard, M. « Why Amsterdam Halted Data Center Construction », *Data Center Knowledge*, 3 octobre 2019.
- [24] Lefèvre, F.-X. « Google a mis la main sur un des derniers grands terrains de Wallonie », *L'Écho.be*, 15 novembre 2021.
- [25] « Google en Wallonie, des investissements colossaux, mais un retour limité en matière d'emploi », *RTBF.be*, 9 novembre 2021.
- [26] Ruysen, A. « Microsoft va-t-il vraiment créer 60.000 emplois en Belgique d'ici 2026 ? », *Declic (RTBF.be)*, 25 novembre 2021.
- [27] Mosco, *To the Cloud...*, *op. cit.*, p. 155-174.
- [28] CNUCED, « Rapport sur l'économie numérique... », *op. cit.*, p. 39.
- [29] Un constat qui vaut d'ailleurs pour l'essentiel de la logistique aéroportuaire développée à partir de l'aéroport de Liège, lire : Bauraind, B. & Leterme, C. « Fedex-TNT : le pari logistique sous tension », *GRESEA*, 12 mars 2021.
- [30] Samain, « Microsoft va investir plus d'un milliard d'euros en Belgique », *op. cit.*
- [31] « Microsoft annonce son plan « Digital AmbEtion » pour accélérer la croissance et l'innovation en Belgique, y compris son intention d'établir un ensemble de data centers dans le pays », *Microsoft.com*, 23 novembre 2021.
- [32] Comme l'explique l'entreprise dans son communiqué : « Digital AmbEtion repose sur trois piliers : fournir une infrastructure numérique de premier ordre, aider les citoyens à développer des compétences numériques et créer un impact sociétal durable » (*Ibid.*).
- [33] *Ibid.*
- [34] Sans compter que depuis l'invalidation par la Cour de justice de l'Union européenne en juillet 2020 du « Privacy Shield » entre l'Union européenne et les États-Unis, il est (re)devenu illégal au regard du droit européen de transférer des données européennes à des sociétés américaines, tant qu'un nouvel accord n'aura pas été trouvé...
- [35] Sur les conséquences environnementales désastreuses du numérique, lire : Pitron, G. *L'enfer numérique. Voyage au bout d'un like*. Paris : Les Liens qui Libèrent, 2021.

[36] Durand, C. Technoféodalisme. Critique de l'économie numérique, Paris : Zones/La Découverte, 2020, p. 227. Voir aussi l'analyse similaire développée par l'économiste et ancien ministre grec des finances Yanis Varoufakis : « Techno-Feudalism Is Taking Over », Project Syndicate, 28 juin 2021.

[37] Pour « Content Distribution Network » ou Réseau de distribution de contenu. D'après Wikipédia, il s'agit d'« un réseau géographiquement distribué de serveurs proxy et de leurs centres de données », dont l'objectif est de « fournir une haute disponibilité et des performances élevées en distribuant le service dans l'espace par rapport aux utilisateurs finaux ».

[38] T. Mahindru, « Digging Deeper : Assessing Big Tech's Capture of the Internet's Infrastructure », BotPopuli.net, 22 novembre 2021.

<https://gresea.be/Google-Microsoft-Alibaba-technofeodalisme-a-la-belge>

Zimbabwe. L'exploitation minière est désormais interdite dans toutes les réserves naturelles

Le Zimbabwe a banni ce mardi toute exploitation minière des réserves naturelles du pays. La décision fait suite à un procès pour empêcher une société chinoise d'ouvrir une mine de charbon dans le plus grand parc protégé du pays. Le gouvernement avait autorisé la société minière Tongmao Coal Company à explorer du charbon dans la réserve de Hwange, qui abrite plus de 45 000 éléphants et de nombreux animaux sauvages. Ce lundi, l'Association des avocats environnementaux du Zimbabwe (ZELA) a déposé une pétition contre cet accord.

Les ressources de la population locale menacées

« L'opération d'une mine dans un parc naturel protégé contrevient au devoir constitutionnel d'empêcher les dégradations écologiques et de promouvoir la préservation », estimait l'association. Selon les avocats du droit de l'environnement, l'exploitation minière ferait courir un « risque irréversible de dégradations écologiques » pour la faune et la flore.

En conséquence, le « tourisme de type safari » et « l'usage écologiquement de cette ressource », source de revenus « vitale » pour la population locale, étaient menacés. Cette exploration minière étant « imminente », les avocats demandaient « urgemment » au tribunal d'interdire, à la société chinoise comme au gouvernement « de causer la ruine du parc, autrefois immaculé, de Hwange ».

Ce mardi, le gouvernement a donc fait marche arrière et interdit toute exploitation minière dans les réserves « avec effet immédiat ». Des mesures ont déjà été prises pour annuler les autorisations de forages dans les parcs nationaux déjà précédemment accordés.

20 MINUTES avec agences (publié le 09/09/2020)
(Sites 20 minutes et bonnesnouvelles)

Voici une enquête exclusive du journaliste roumain, Adrian Onciu, intitulée : « Ursula Von der "Liar" et ses mémoires perdues » (censurée en Roumanie et dans l'Union européenne)

Les 29 et 30 novembre dernier, je recevais un courriel de la part de l'un de mes contacts sur VKontakte, Gérard Luçon. Celui-ci m'écrivait :

« Je vous ai transmis en message sur VK une enquête faite par un journaliste roumain, Adrian Onciu, dans laquelle il dévoile l'affaire du contrat "Ursula von der Leyen - Pfizer". Nous avons traduit cette enquête en français et en anglais, c'est comme on dit "du lourd". En fichier attaché vous avez l'article traduit en français (par Alex M., traduction que j'ai vérifiée parlant couramment la langue roumaine) avec une introduction que j'ai écrite mais que vous pouvez bien entendu supprimer. Bien amicalement. Gérard Luçon ».



Ce dernier m'a aussi transmis ce document qui serait le contrat UE-Pfizer non censuré, ainsi que le document censuré présenté par l'Euro-député roumain Cristian Terheş. Comme le fait remarquer Monsieur Luçon : « Quand on compare les pages c'est assez impressionnant ! » Cela dit, Adrian Onciu a perdu son emploi à cause de cette enquête. Son patron l'a mis à la porte et a effacé tous ses articles et vidéo des sites de Mediafax et de Aleph News où il avait son émission...



Gérard Luçon

Gérard Luçon est un ancien éducateur puis directeur au Ministère de la Justice, ancien directeur de « Handicap International » puis de « Le Chèque Déjeuner » en Roumanie, ancien directeur général d'une société « Off Shore » en Chine (Harbin - HeiLongjiang) et ancien secrétaire général d'un fonds de pension en Roumanie. Officier de l'Ordre National « Steaua României », il est l'auteur du livre « Aventures, Contes et Histoires Africaines » publié aux éditions L'Harmattan. Il a vécu en France, au Sénégal, en Roumanie et en Chine, suffisamment à chaque fois pour y connaître plus ou moins les gens, leur histoire, leur identité et leur culture. « *La liberté d'expression est un bien trop précieux pour qu'on laisse quiconque y toucher, la pire des choses étant de laisser s'installer un "Ordre Moral" en lieu et place de la démocratie et des valeurs fondamentales de notre pays.* » Gérard Luçon écrit plusieurs chroniques pour le compte de Agoravox.

Pour sa part Ursula von der Leyen, née Albrecht le 8 octobre 1958 à Ixelles (Belgique), est une femme d'État allemande. Membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), elle est ministre fédérale entre 2005 et 2019 et présidente de la Commission européenne depuis 2019.

[...]

Vous pouvez consulter un extrait et télécharger l'intégralité de l'enquête de M. Adrian Onciu, intitulée « Ursula Von der "Liar" et ses mémoires perdues » (censurée en Roumanie et dans l'Union européenne).

Introduction de Gérard Luçon :

Dans ce vrai travail de journaliste j'ai pu remarquer une chose, à savoir la défiance de Adrian Onciu face à sa compatriote, la procureure européenne Laura Codruta Kovesi (LCK) ; en même temps il ne pouvait pas aussi expliquer qui est cette Dame, ce n'était pas l'objet de son investigation, donc voici un peu son « pedigree ». Elle est la fille d'un procureur époque Ceausescu, nommé Lascu et qui était basé à Medias, et très ami avec son homologue Augustin Lazar, basé à Alba Iulia où se trouve la Cour d'Appel. Augustin Lazar était en charge du contrôle des détenus politiques de la prison de Aiud ; quand ce rappel est sorti dans la presse, il y a 2 ans il a pris sa retraite anticipée...

Après 1989 ces procureurs « communistes » sont tous devenus anticommunistes et sont restés procureurs, comme également Monica Macovei, très proche de LCK.

Le hasard a probablement fait que Augustin Lazar, devenu Procureur Général de la Roumanie, s'est retrouvé avec LCK comme chargée du Département National Anticorruption, lieu où elle a fait « des flammes », notamment en obtenant le classement sans suite de deux énormes dossiers de « pots-de-vin » dans lesquels il était question de EADS et Microsoft... De là à penser que le retrait des candidats français et allemand à ce poste européen ait été lié à cet « excellent travail » de sa part, et que ce n'est vraiment pas un hasard si elle a été « choisie »... (G.L.)

Adrian Onciu (2 décembre 2021) – *Ci-dessous, l'affaire Pfizer-Ursula en 3 minutes : « J'ai joint le résumé vidéo de l'enquête Pfizer-Ursula, avec sous-titres anglais. C'est notre seule arme pour l'instant. Profitons-en, utilisons-le avec notre tête, partageons-le massivement. Les gens méritent de connaître la vérité après presque deux ans de terreur. »* – A. O.

Enquête censurée en Roumanie et dans l'Union européenne

Les conjoints Ursula et Heiko von der Leyen font l'objet d'un chantage au sein d'un accord Pfizer de 36 milliards de dollars

Premier épisode / Comment le mari d'Ursula von der Leyen est devenu le pion principal dans l'affaire Pfizer de 36 mld \$



Adrian Onciu, journaliste

Même si le Parquet européen ne se saisit pas, pour diverses raisons faciles à deviner, nous continuons à présenter des informations vraiment choquantes de la promiscuité dans l'affaire Pfizer-Ursula. Ce sont des informations officielles et vérifiées. Pas des histoires à dormir debout.

Les résultats de la présente enquête sont vraiment explosifs. *Ils montrent sans équivoque la combinaison putride entre de hauts responsables politiques de l'UE et la mafia Big Pharma.* Et tout cela en pleine pandémie. Ils se sont moqués de la vie, de la santé et des libertés des centaines de millions de personnes terrorisées par un système de propagande mensongère. Ils nous ont mis des milliards de vaccins autour du cou (bien au-delà de ce dont nous aurions besoin), juste dans une quête désespérée du profit.

Le gros lot est d'environ 36 milliards de dollars. Soit 1,8 milliard de doses de vaccin Pfizer, négociées par le chef de la Commission européenne avec le patron de l'entreprise pharmaceutique, Albert Bourla. Négociées de manière totalement opaque, comme je l'ai souligné dans des articles précédents. Vous pouvez également les retrouver sur le site de l'agence Mediafax, pourvu qu'il n'y ait pas de « défaillances techniques ».

Je présenterai brièvement l'histoire dans cette première partie, en m'aidant moins de chiffres, mais avec suffisamment de références et de noms de protagonistes, comme il en ressort des preuves directes et indirectes réunies. C'est le devoir du procureur en chef Kovesi maintenant de mener l'enquête. Vérifier les comptes bancaires, la circulation de l'argent entre les entreprises, demander l'aide du FBI à New York et à Bruxelles, punir les coupables. Comme elle l'a fait en Roumanie avec tant de politiciens de premier plan. Du moins faut-il qu'elle ait la volonté nécessaire.

Je précise que la société Pfizer n'en est pas à son premier délit. Elle a beaucoup de dossiers, certains pénaux. Aucun coupable pour le moment. Les procureurs américains l'ont mise en observation, mais ne sont pas allés plus loin. Ils n'ont pas même puni les cadres impliqués.

La clé de la négociation de l'accord de 36 milliards de dollars est le mari d'Ursula von der Leyen. Jusqu'au début de la pandémie, et même bien après, personne n'avait entendu parler du Dr Heiko von der Leyen. Époux de la Première Dame de Bruxelles. En d'autres termes, le mari de la cheffe du gouvernement européen.



Armoiries de la famille von der Leyen

La famille der Leyen vit près de Hanovre (Allemagne) depuis 2007, sur la propriété qu'Heiko a héritée de ses parents. Ils ont sept enfants et un petit-fils.

Et maintenant, souvenons-nous. La pandémie a commencé en Roumanie en mars 2020. Quelques mois plus tard, en décembre 2020, un médecin allemand relativement inconnu, chef d'une clinique à Hanovre, atterrit directement au conseil d'administration d'une très puissante entreprise Big Pharma aux États-Unis. Et non, il

ne s'agit pas de Pfizer. Cela aurait été trop simple. Trop frappant. Dr Heiko a été transféré à l'étranger, « dans l'intérêt du service », dans une société pharmaceutique spécialisée (depuis de nombreuses années) dans la technologie bien connue de l'ARNm. C'est *Orgenesis Inc.* À l'époque, les spécialistes d'*Orgenesis* menaient des expériences pour traiter les cancers. Mais une énorme opportunité s'est présentée : la pandémie ! Ainsi, les bons gars de Pfizer ont immédiatement flairé la méga-affaire mondiale. D'ailleurs, ils avaient de l'expérience !

Le lien entre les deux sociétés américaines, Pfizer et Orgenesis, est évident. Leur actionnariat important comprend les mêmes fonds communs de placement, selon la Bourse de New York. Je détaillerai plus avant. On ne sait toujours pas si l'actionnariat a changé avec l'arrivée intempestive de Heiko von der Leyen d'Allemagne (pour des négociations ?) ou s'il en a toujours été ainsi. Nous allons le découvrir.

Ce qui est certain, c'est que le mari d'Ursula fait tache dans le conseil d'administration de la société *Orgenesis*. Presque rien dans son CV ne le recommande pour le poste élevé de « Directeur Médical ». C'est l'un des cadres payés au moins 1 million de dollars par an. Et la coïncidence a été étonnante. Pourquoi Heiko a atterri à la direction d'*Orgenesis* en décembre 2020, c'est une question dont la réponse révèle le mystère de toute l'affaire. Il est à noter que le premier vaccin en Roumanie a été administré le même mois à une infirmière.

La suite s'est déroulée à toute allure. Au printemps 2021, immédiatement après l'arrivée d'Heiko à *Orgenesis*, d'intenses négociations politiques ont eu lieu. Sa femme a échangé des SMS et des appels téléphoniques tant avec le chef de Pfizer qu'avec son mari, qui se trouvait à proximité immédiate des gens de Pfizer (pratiquement à quelques maisons de distance). Autrement dit, un médecin très généreusement payé par la société *Orgenesis* (étroitement liée à Pfizer, comme nous allons le voir). J'ai écrit dans des commentaires précédents sur Mediafax que les messages et les appels de Mme Ursula ont ensuite *soudainement disparu de son téléphone*, à la stupéfaction de l'Ombudsman Emily O'Reilly (une sorte d'avocate du peuple, mais au niveau de l'Union européenne). En fait, ce n'était pas la première fois ces dernières années qu'Ursula von der Leyen effaçait ses traces du téléphone à la façon de Harry Potter et même plus.

Le 8 mai 2021 a eu lieu la grande annonce. Les Européens ont poussé un soupir de soulagement. Ursula von der Leyen a signé le marché avec les patrons de Pfizer pour 1,8 milliard de doses de vaccin. Le prix de la dose n'a pas été annoncé, cela n'avait pas de sens d'avoir autant de transparence. Surtout quand un dollar en plus ou en moins signifie un total de 1,8 milliard de dollars en plus ou en moins. De l'argent sorti de nos poches, les Roumains, les Bulgares et les Hongrois. Vaccinés et non vaccinés, cela n'avait aucune importance. En l'absence de chiffres officiels, le business est estimé à environ 36 milliards de dollars, soit environ 20 dollars la dose.

Comme la transparence était « au maximum », à partir de là commencent les preuves indirectes. Basées, bien sûr, sur des faits. Selon les chiffres et informations officiels, autant que nous ayons pu en recueillir jusqu'à présent, et en l'absence de toute initiative de « l'héroïne anti-corruption », la procureure générale Laura Codruța Kovesi.

À 38 milliards de dollars, tout contrat commercial de ce type comporte des « commissions de performance ». Pour les dirigeants de la Roumanie, parce que les montants sont très faibles, on parle de 10 à 15 pour cent ; à Bruxelles nous sommes sur de petits pourcentages, mais pour des sommes très importantes. Même si le profit est énorme. C'était même difficile pour moi aussi d'écrire à l'ordinateur ce que signifient 2 % des 38 milliards. Cela signifie une « commission de performance » fixe de 760 millions de dollars !

Maintenant, si vous demandiez rapidement à SOV, père du FNI (Sorin Ovidiu Vântu, fondateur d'une méga-escroquerie financière d'un fonds de placement roumain – le FNI – basé sur une Pyramide de Ponzi, à l'aube de l'an 2000 N.Trad), il vous dirait que le montant (ou même le double, car il y avait de la place pour plus) a été transféré rapidement et magnifiquement, avec élégance, du bénéfice de Pfizer à la société liée *Orgenesis*. Sous forme de « primes de performance » pour le mari de la dame.

C'est-à-dire, le directeur médical à peine venu sur place pour des négociations. Le respectable M. Heiko von der Leyen, descendant de noble souche allemande. Mais ce n'est que si la procureure Kovesi pouvait vérifier certains comptes, en collaboration avec le FBI et les procureurs américains et européens. Et si, bien sûr, l'ancienne responsable de la DNA roumaine a encore un peu de son aura d'incorruptible qui l'a rapidement propulsée à Bruxelles, près d'Ursula von der Leyen.

Je lui propose de mettre l'ensemble du dossier à sa disposition. En clair, des informations officielles recueillies auprès de sources fiables. Et des relations, si elle n'a pas assez d'employés. Gratuitement, uniquement avec des frais de remboursement pour DHL. Avec des données vérifiées, pas de fausses nouvelles pandémiques, promues par je ne sais quels sites obscurs.

Parce que la lecture d'un fichier aussi épais peut dérouter les lecteurs, j'ai décidé de le présenter dans un feuilleton. Maintenant, j'ai donné l'histoire générale, le fil de l'action. Je reviendrai avec des précisions : noms, sociétés, actionnaires significatifs, CV, liens directs et indirects. Mme Kovesi sait où me trouver. Dans la ville provinciale de Iași, quelque part dans le nord-est de la Roumanie. Proche des Russes, comme diraient les hashtags. J'espère qu'elle prendra une courte pause dans sa course aux trafiquants de voitures bulgares et s'occupera de questions plus sérieuses. La vraie corruption au niveau européen.

Vous allez découvrir un entrelacement scandaleux dans les prochains jours. *Car les politiciens, main dans la main avec Big Pharma, ont profité sans scrupules de la pandémie pour s'enrichir sur le dos et les poches des Européens. Sur nos vies et notre santé. J'y reviendrai.*

- - - Consultez et téléchargez l'intégralité de l'enquête de M. Adrian Onciu, intitulée « Ursula Von der "Liar" (Liar = menteuse en anglais - NdE) et ses mémoires perdues » (censurée en Roumanie et dans l'Union européenne) : <https://www2.slideshare.net/dedicaces/enquete-de-adrian-onciu-intitule-ursula-von-der-liar-et-ses-mmoires-perdues>.

[...]

Ursula a étudié la médecine à l'Université de Hanovre et, en 1991, elle y a obtenu son doctorat (où, comme nous le verrons, son mari était professeur). Des accusations de plagiat sont apparues relativement récemment dans la presse allemande. Les journalistes ont découvert que 43,5% de la thèse de doctorat d'Ursula était copiée. L'université a conclu que, bien que la thèse ait contenu du plagiat, aucune intention de tromper ne pouvait être prouvée. C'est-à-dire que la cheffe de la Commission européenne a volé, mais pas intentionnellement. Elle ne s'en est pas rendu compte tout simplement. Nous ne connaissons que trop bien ce style. On l'a excusée selon le modèle breveté et vérifié à l'Académie Nationale de Renseignements (A.N.I.) de Roumanie.

Les époux Ursula et Heiko sont des politiciens, mais ce dernier n'a aucun poste dans un parti. Ils sont collègues de l'ex-chancelière Angela Merkel au sein de la CDU (Union chrétienne-démocrate).

Lorsqu'elle était ministre de la Défense (dans les gouvernements III et IV dirigés par Angela Merkel), Ursula était connue pour la générosité avec laquelle elle proposait des contrats payés avec l'argent public. Il s'agissait de contrats qui dépassaient au total 700 millions d'euros. À cette époque, une commission parlementaire a tenté d'enquêter sur les allégations de mauvaise gestion, mais l'affaire a été étouffée. Pas de surprise, d'ailleurs. Au cours de l'enquête, a fuité l'information selon laquelle Ursula aurait supprimé des données de son téléphone portable.

Exactement avec le même schéma délictueux, l'actuelle cheffe de la Commission européenne aurait supprimé ses données du téléphone (sms, e-mails, historique des appels) après les négociations avec Pfizer, dans le dossier estimé à 36 milliards de dollars. Je reviendrai à ce sujet.

Parlons un peu de son partenaire de vie, Heiko. Issu de noble souche, Heiko est jusqu'à présent resté dans l'ombre. Si nous demandions à SOV, il nous dirait probablement que des deux époux, Heiko est "l'éminence grise" de la famille der Leyen. Par conséquent, il a négocié le contrat avec Pfizer. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de demander l'avis à SOV.

Heiko a l'air d'un type très studieux. Il a étudié la pharmacologie, la médecine interne et la cardiologie à l'Université de Hambourg, à la Faculté de médecine de Hanovre (MHH) et à l'Université de Stanford, aux États-Unis. Il a ensuite continué à travailler dans la recherche à Stanford, en se concentrant sur la "thérapie génique cardiovasculaire". Parallèlement, il était directeur général d'Artiss GmbH à Hanovre, une société fondée en 2001. Artiss, en coopération avec l'Université de médecine de Hanovre (MHH), a développé de nouvelles valves mitrales biologiques du cœur, basées sur ses propres cellules. En 2005, l'Université de Hanovre et Hannoverimpuls ont créé le Hannover Clinical Trial Center GmbH (HCTC) en tant que fournisseur de services d'essais cliniques. Une entreprise publique, pas privée. Rien de spectaculaire à première vue.

Avant d'être intégré directement au conseil d'administration de la société américaine Orgenesis, Heiko a enseigné la « médecine interne » à l'université de Hanovre et a été directeur général de la firme HCTC. On peut supposer qu'il avait un gain mensuel estimé, grosso modo, à 20-30 mille euros (disons, un maximum de 360 mille par an). Bien sûr, à moins que le HCTC ne fasse de la contrebande des armes ou bien qu'elle ne fasse de la contrebande de Viagra ou de drogue.

Selon les informations officielles, la firme HCTC s'occupe des essais cliniques pour toutes sortes de médicaments, vraisemblablement des vaccins, et les contrats sont négociés en Allemagne par KKS (facilement à trouver même par Mme Kovesi). Les dernières années, avant d'être promu du jour au lendemain, "dans l'intérêt du service", directement au conseil d'administration d'Orgenesis, on peut supposer qu'Heiko était déjà sous contrat avec la société américaine. Mais seuls les enquêteurs peuvent l'établir avec certitude.

L'hypothèse vient du fait qu'Heiko avait aussi le titre de "consultant scientifique" auprès d'Orgenesis. On ne sait pas s'il était rémunéré ou si c'était seulement une prestation sans honoraire. Alors pourquoi ne pas avoir contribué directement et de son mieux, au bien-être des Américains d'Orgenesis ?

La clinique HCTC, dirigée jusqu'à récemment par Heiko, mène des essais cliniques dans les principaux domaines de recherche de l'Université de Hanovre : 1) Infection et immunité ; 2) Transplantation et régénération ; 3) Génie biomédical et implants ; 4) Oncologie. Coïncidence ou non, comme nous le verrons ci-dessous, les Américains d'Orgenesis étudient depuis de nombreuses années la technologie bien connue des ARNm (utilisée dans les vaccins anti-Covid). Jusqu'au déclenchement de la pandémie, Orgenesis était profondément impliqué dans l'utilisation de la technologie de l'ARNm pour traiter les cancers.

Il est à présumer qu'il existait également des relations contractuelles (naturelles) entre Orgenesis et HCTC, à travers la société KKS. Les Américains auraient pu payer pour des essais cliniques pour voir comment les patients cancéreux réagissent à leur nouvelle technologie. C'est le fameux ARNm. Une simple vérification du procureur Kovesi clarifierait les choses sur le coup.

Le tournant s'en est suivi. En mars 2020, la pandémie a officiellement éclaté. Heiko vivait à Hanovre, en Allemagne, avec sa femme et ses sept enfants. Il était encore "consultant scientifique" à Orgenesis. Probablement il était fournisseur de services pour les essais cliniques. On peut supposer qu'il recevait plusieurs milliers d'euros par mois de la collaboration avec Orgenesis.

A l'échelle mondiale, à l'initiative de l'OMS, le problème de trouver un vaccin anti-COVID s'est posé. Il y avait une urgence majeure de santé publique. Nous savons comment les choses se sont passées. Quel rôle les médias ont joué, ainsi que les politiciens et les spécialistes dévoués.

La société américaine Pfizer, l'une des sociétés Big Pharma célèbre, entre autres, pour de multiples scandales de nature pénale, a immédiatement flairé l'énorme opportunité. Par conséquent, elle a appuyé sur l'accélérateur. Elle cherchait des partenaires pour développer le vaccin ultra-rapide. Et quel autre meilleur partenaire aurait-il pu y avoir qu'Orgenesis ? Entreprise spécialisée (depuis des années) dans la technologie ARNm dédiée à l'oncologie. D'autant plus que Heiko, l'époux de la présidente de la Commission européenne, était déjà "consultant scientifique". Donc un bon collaborateur. De plus, Orgenesis avait la capacité (via le HCTC) de réaliser rapidement des tests vaccinaux préliminaires, en vue d'une approbation par l'Agence européenne du médicament. En cas d'urgence, évidemment.

On ne sait toujours pas exactement comment Orgenesis, Pfizer et BioNtech ont partagé leurs tâches dans la réalisation du projet. Ce qui est sûr, c'est que les Allemands de BioNtech disposaient de grandes capacités de production en Europe. En tant que simple spéculation, il a peut-être été important que BioNtech provienne d'Allemagne. Et Pfizer l'a cooptée dans ce projet, notamment pour avoir un soutien politique dans les négociations ultérieures avec l'Union européenne (alias Merkel et Ursula). Mais, je le répète, c'est une simple spéculation. A prendre avec des gants!

Voyons maintenant qui en sont les spécialistes. Les Américains d'Orgenesis. La société a vu le jour en 2008 grâce à un financement de Governance Dynamics Venture Capital (GD). Elle était à l'origine basée à Tel Aviv, car la fondatrice Sarah Ferber (66 ans) est née en Israël. Le principal actionnaire de GD est un fonds d'investissement américano-israélien, créé en 2000, basé à New York, avec Alex Mashinsky comme président. Mme Ferber semble être le cerveau d'Orgenesis. Un chercheur classique. Une personne aux études et au travail intense en laboratoire. La personne possédant la technologie de l'ARNm. Son curriculum vitae comprend une licence et un doctorat de l'Israel Institute of Technology, une licence du South western Medical Center de l'Université du Texas et un doctorat de la Harvard Medical School. Elle est actuellement membre du Conseil d'Administration d'Orgenesis, poste intitulé « Chief Scientific Officer ». Elle gagne un salaire annuel compris entre 1,5 million de dollars et 2 millions de dollars (enregistrant probablement une augmentation significative avec la pandémie).

Depuis août 2014, l'actuel PDG d'Orgenesis, est Vered Caplan. Son dernier emploi était Biotech Investment Corp. (simple ressemblance avec BioNtech, pas de lien !). Entreprise spécialisée, quelle coïncidence, toujours dans les essais cliniques de certains médicaments. Vered Caplan a également étudié en Israël, tout comme la fondatrice Sarah. Son dernier salaire annuel était de 1,6 million de dollars. Peut-être en forte augmentation après l'arrivée de Heiko von der Leyen au conseil d'administration de l'entreprise.

Il existe de nombreux points communs entre Orgenesis et Pfizer. Certains liés à Israël. Et aussi à la rapidité avec laquelle les Israéliens ont été vaccinés. Mais les plus visibles sont les actionnaires communs importants d'Orgenesis et de Pfizer. Selon la Bourse de New York, ils seraient les suivants :

Orgenesis

The Vanguard Group, Inc. 3,77%
 SSgAFunds Management, Inc. 0,34%
 Geode Capital Management LLC 0,81%
 Total – 4.92%

Pfizer

The Vanguard Group, Inc. 7,78%
 SSgAFunds Management, Inc. 4,97%
 Geode Capital Management LLC 1,78%
 Total – 14.53%

Donc, si l'on se réfère aux investisseurs, les deux méga-entreprises américaines y sont liées. Les liens entre les membres du conseil d'administration des entreprises n'ont pas encore pu être vérifiés. Trop peu de temps, trop peu de ressources. Peut-être que le Parquet européen, le FBI et la justice américaine pourraient nous aider. Même si je ne parierais pas trop là-dessus. Qui aurait à y gagner, après tout ?

Le fonds d'investissement Vanguard se fait remarquer. Depuis mars 2021, Vanguard détient la plupart des actions d'un autre fonds géant, BlackRock. Les deux grands groupes financiers contrôlent presque tout à l'échelle mondiale. Fondamentalement, ils ont Big Pharma dans leur poche. En février 2020, ils figuraient parmi les plus gros actionnaires du géant GlaxoSmithKline (GSK), respectivement 7 % et 3,5 % du total. Il est presque impossible de trouver tous les propriétaires d'actions du fonds Vanguard. Mais quelques noms se démarquent, selon des sources boursières officielles : Rothschild Investment Corp., Edmond De Rothschild Holding, diverses familles comme Orsini en Italie, Bush aux États-Unis, du Pont, Morgan, Vanderbilt, Rockefeller. Y compris la famille royale britannique. Les deux fonds d'investissement mentionnés détiennent environ 90 % des institutions médiatiques aux États-Unis.

Et maintenant, revenons à l'histoire. En mars 2020, la pandémie a démarré en trombe. Avec des TAB dans la rue, même si en Roumanie les hôpitaux étaient vides. Ou tout au plus pleins d'asymptomatiques. Pfizer a signé avec Orgenesis la partie des tests scientifiques et cliniques, a breveté le projet d'ARNm avec les Allemands de BioNTech (très bons du côté de la production également), puis a mis les produits en vente. Demande énorme, fournisseur unique, urgence maximale. Personne n'a été surpris par le prix de 15 à 18 euros la dose, lorsque des personnes sont tombées dans la rue, tuées par le virus invisible. A partir de là se pose le problème du profit maximal, comme pour toute méga-entreprise : comment gagner beaucoup d'argent avec un minimum d'effort ?

Une des solutions semble avoir été de coopter Heiko van der Leyen au conseil d'administration d'Orgenesis (étroitement lié à Pfizer côté test, comme on l'a vu). L'événement clé s'est produit en décembre 2020, à peine 8 mois après le début de la pandémie. Et quelques mois avant que sa femme Ursula ne signe un contrat de 36 milliards de dollars avec Pfizer. Mais jusqu'au méga-contrat et autres « primes de performance », nous avons tous assisté à un bond spectaculaire du salaire de base d'environ 300 000 dollars par an (en Allemagne) à plus de 1,5 million de dollars (chez Orgenesis). Je précise : uniquement le salaire en tant que membre du conseil d'administration. Sans les autres bonus.

Sa femme Ursula a été probablement très heureuse d'apprendre la nouvelle. Quand même, les deux doivent élever sept enfants et un petit-fils, chez eux en Allemagne, près de Hanovre.

On sait de l'épisode précédent (et des très rares articles parus dans les médias) comment s'est déroulée la négociation Ursula-Bourla (Pfizer) : de manière particulièrement opaque. De plus, il semble que la cheffe de Bruxelles ait à nouveau agi de la même façon. Elle aurait donc effacé ses traces de son téléphone portable, selon des journalistes du New York Times. Les messages et appels d'Ursula ont subitement disparu, au grand étonnement de la Médiatrice Emily O'Reilly (une sorte de Ombudsman, mais au niveau de l'Union européenne).

La Commission européenne a indiqué qu'elle n'était pas en possession de la correspondance entre Ursula et Bourla (chef de Pfizer). Les SMS et autres messages courts seraient par nature « de courte durée et, en principe, ne contiennent pas d'informations importantes sur la politique, les activités ou les décisions de la Commission », a déclaré la secrétaire générale de la Commission, Ilze Juhansone.

Alors, pourquoi chercherions-nous dans le téléphone d'Ursula ? Pourquoi se mêler de ses affaires ? A coup sûr, il n'y a rien là-dedans sur les méga-amendes que la Pologne et la Hongrie continueront de payer, pour la simple raison qu'elles ne s'alignent pas sur les politiques de Bruxelles.

Un journaliste a pourtant eu l'audace de demander si les messages que Ursula a envoyés à Bourla avaient été supprimés, s'ils n'étaient toujours pas archivés ou si les commissaires européens en avaient connaissance. La question est restée sans réponse. Une porte-parole de la CE a confirmé à la presse que les messages courts ne sont pas enregistrés dans le système Ares (le programme d'archivage interne de l'UE). En tout cas, à l'heure actuelle "il n'y a aucune possibilité technique d'enregistrer des messages courts".

Il convient de noter que ce phénomène est en contradiction avec les règles internes de la Commission, adoptées en 2015. Selon elles, les SMS et messages similaires devraient être copiés dans un e-mail, scannés ou enregistrés d'une autre manière.

Les médias indépendants ont voulu en savoir plus sur le commerce des vaccins. Invoquant le Règlement n. 1049/2001, un autre journaliste a demandé à la Commission européenne de divulguer toutes les communications entre Bourla et Ursula, mais "la demande a été rejetée par le Secrétariat général de la Commission européenne". Et comme le Parquet européen n'a pas été prévenu (à quoi bon ?), nul ne peut savoir, pour l'instant, dans quelles conditions se sont déroulées les négociations Pfizer-UE pour les 1,8 milliard de doses de vaccins.

Bref, tout a été dissimulé. Comme je l'ai dit dans un article récemment "disparu".

En effet, le 24 avril 2021, peu de temps avant de signer le contrat négocié avec Bourla, Ursula a visité l'usine Pfizer/BioNtech en Allemagne. Évidemment, pour s'assurer que la production bat son plein et que les vaccins arrivent à temps sur les aéroports européens.

Une petite modification concernant l'épisode 1. Nous n'avons aucune information précise que Heiko était aux États-Unis quand Ursula a négocié avec Pfizer. Cela ne pourrait être vérifié que par les enquêteurs, à travers des enquêtes dans les aéroports, en vérifiant les réservations d'hôtel, les billets d'avion et de train, etc. Heiko est peut-être resté à Hanovre, en Allemagne. Surtout en période de pandémie, le poste de membre du conseil d'administration d'Orgenesis ne l'obligeait pas à être physiquement présent au siège de l'entreprise. Peut-être n'a-t-il assisté aux réunions que via Zoom. Peut-être qu'il était à New York. Nous ne savons toujours pas. Ce qui est certain, c'est que où qu'il soit, Heiko avait une connexion téléphonique permanente avec sa femme.

Téléphone duquel une série d'informations a ensuite soudainement disparu. On verra quel genre d'informations, mais seulement si le procureur général Kovesi montre un jour sa disponibilité.

Déclaration d'Albert Bourla, PDG de Pfizer : "Nous avons développé une relation de confiance profonde, car nous avons entamé des discussions détaillées avec la présidente de la CE, Ursula von der Leyen." Reste à savoir à quel point les discussions ont été détaillées. Et si cela incluait ou non des "primes de performance".

Sans trop de lien avec la présente enquête, mais avec une certaine pertinence, voici la déclaration d'Ursula à l'occasion du Forum économique mondial de Davos : « Mesdames et Messieurs, la nécessité d'une coopération mondiale et cette accélération du changement seront les moteurs de la Grande Réinitialisation. Et je vois cela comme une opportunité sans précédent. »

En conclusion. Nous ne pouvons pas savoir exactement si Pfizer a soudoyé des politiciens au sommet de l'UE. Mais il existe un certain nombre de soupçons fondés sur le passé de Pfizer, sur l'"urgence pandémique", sur la position dominante sur le marché, sur le secret excessif du contrat UE-Pfizer, sur la non-transparence des hommes politiques impliqués dans les négociations. Last but not least, Ursula a une histoire et des antécédents. Elle a supprimé les données de son téléphone lorsqu'elle était ministre de la Défense en Allemagne. Et apparemment, elle en a recommencé après des négociations avec Pfizer. C'est du moins ce que suggère l'Ombudsman de l'Union européenne.

Ensuite, peut-être le plus important, nous avons la présence du mari au conseil d'administration de la société Orgenesis. Étroitement lié à Pfizer, comme nous l'avons vu.

Mais tout cela ne peut être pleinement dénoué par une seule enquête journalistique. Les soupçons fondés doivent faire l'objet d'une enquête menée par les organes compétents. Par le Parquet européen, en coopération avec la justice américaine.

Qu'en dites-vous ? On va occulter l'affaire comme d'habitude ?

.....

EXCLUSIF / EXPLOSIF / ENQUÊTE. CONTINUATION. Ep. 3 - Vanguard

Les conjoints Ursula et Heikovon der Leyen ont été victimes de chantage dans le cadre d'un accord Pfizer de 36 milliards de dollars.

Prenons-le méthodiquement, comme à l'école. Vous connaissez mon aventure de l'agence mainstream. Je ne répète pas. Le 16 novembre (10h42) j'ai publié sur Facebook le premier épisode de l'ENQUÊTE Pfizer-Ursula, sur le lien entre Heiko et Ursula avec Big Pharma, dans le cadre de la signature du contrat de 1,8 milliard de doses avec la méga-entreprise Pfizer.

Peu de temps après, le 17 novembre (19h), je publiais aussi l'épisode 2. Avec des données et des noms concrets. Vous avez les deux épisodes dans les commentaires, je n'insisterai pas. L'enquête a clairement montré de forts soupçons de corruption, dans le sens que Pfizer aurait soudoyé le

chef de la Commission européenne par l'intermédiaire de son mari (au sein du conseil d'administration d'Orgenesis).

Très important. Cinq jours se sont écoulés depuis. Assez de temps pour initier des contrôles. Personne ne m'a fait remarquer que j'avais écrit quelque chose de faux (ou insuffisamment documenté). Au contraire. Les fameux « enquêteurs » du journal roumain « Libertatea » ou du site d'investigations « Recorder » auraient eu tout le temps du monde pour écraser et annuler les conclusions de l'ENQUÊTE. Me montrer que j'avais tort. Me ridiculiser. Ils ne l'ont pas fait.

Je pense que ce que j'ai écrit est très correct. Pas de sortie de route.

Puis vint une autre grande surprise. Honnêtement, je m'attendais à ce que l'ENQUÊTE ne soit pas reprise par la presse mainstream. Je connais son mécanisme de l'intérieur. Au lieu de cela, elle a été massivement rediffusée sur les réseaux sociaux. Elle est apparue sur Active News, Sputnik, r3media, le blog du journaliste Ion Cristoiu et sur deux autres télévisions de niche (désolé si j'ai oublié quelqu'un). Je les remercie beaucoup, encore une fois.

Et maintenant - la surprise. Du spectre politique. Je m'attendais à ce que ceux qui se sont battus contre la vaccination obligatoire et le passeport sanitaire aient une réaction. La moindre. Dire quelque chose. Pour le meilleur ou pour le pire. En gros, j'avais mis la "balle d'or" sur le plateau dans la bagarre avec la MAFIA.

Rien. Pas de bruit. L'eurodéputé Terheş et ceux de l'AUR ont encore le temps de réagir, en quelque sorte. (*N.Trad : AUR est un parti récemment créé, qui prône l'indépendance de la Roumanie et le respect de ses valeurs et traditions*).

Pour ne pas perdre toute crédibilité.

Les membres ordinaires du parti devraient demander à M. Simion et à M. Târziu ce qu'ils en pensent. Peut-être que les patrons de AUR pensent que je n'ai pas assez d'arguments. Peut-être qu'ils ont une autre tactique, je n'en ai aucune idée. Peut-être qu'ils font aussi partie du SYSTÈME. On le verra, très clairement, dans les prochains jours.

Et maintenant vient, vraiment, la BOMBE. J'ai reçu sur Facebook (comme d'habitude jusqu'à présent) la liste des principaux actionnaires du prestigieux quotidien The New York Times (NYT). Vous l'avez aussi dans les commentaires, il s'agit d'informations boursières publiques.

Parmi les actionnaires importants de NYT, les groupes d'investissement The Vanguard Group et BlackRock se distinguent sur les deux premières places, avec des parts qui totalisent quelque 16,57%. Comme je l'ai dit dans l'enquête, Vanguard détient la plupart des actions de BlackRock. Donc, en réalité, nous parlons maintenant d'un seul MEGAinvestisseur: VANGUARD. Selon des sources boursières transparentes, Vanguard détient environ 90% de tous les médias des États-Unis.

Selon les mêmes sources, voici quelques-uns des actionnaires du méga-groupe Vanguard : Rothschild Investment Corp, Edmond De Rothschild Holding, diverses familles comme Orsini

en Italie, Bush aux États-Unis, du Pont, Morgan, Vanderbilt, Rockefeller . Y compris la famille royale britannique.

Pour le moment je ne peux pas vérifier, je n'en ai aucune ressource. Mais l'intuition me dit que Vanguard comprend des milliardaires comme Bill Gates, George Soros, Jeff Bezos ou Mark Z. Peut-être des politiciens importants et décisifs comme Joe Biden (à travers les sociétés appartenant à son fils, Hunter –d'ailleurs très bien connu sous ces aspects).

Pour le moment je ne peux pas vérifier, je n'en ai pas les moyens financiers. Mais mon intuition me dit que de Vanguard font partie des milliardaires comme Bill Gates, George Soros, Jeff Bezos ou Mark Z. Peut-être des politiciens importants et décisifs comme Joe Biden (à travers les sociétés appartenant à son fils, Hunter –d'ailleurs très bien connu sous ces aspects).

Pour vous faire une idée de la puissance financière du groupe Vanguard, imaginez la fortune des quatre « philanthropes » cités plus haut et multipliez le tout par 1 000. Ou autant que vous voulez, peu importe. Fondamentalement, Vanguard possède presque tout ce qui bouge dans Big Pharma et les médias. Deux outils essentiels et décisifs dans la pandémie.

Comme nous l'avons vu dans l'enquête, VANGUARD possède également Pfizer et Orgenesis. Heiko, le mari d'Ursula, a été propulsé au conseil d'administration d'Orgenesis avec un salaire annuel de plus de 1,5 million (au lieu 2 à 300 000 euros, la somme qu'il touchait en Allemagne). Il a probablement reçu d'autres "primes de performance". On ne sait toujours pas exactement. Le Parquet européen n'a reçu aucune notification ce sujet. Et Kovesi avait d'autre chose à faire, pas à lire mon ENQUÊTE. Ce qui est certain, c'est que VANGUARD a acheté Heiko von der Leyen. Ils l'ont dans leur poche. Ils connaissent tous ses secrets.

Dans ces conditions, fin 2020, Pfizer a entamé des négociations avec l'Union européenne pour 1,8 milliard de doses de vaccin (bien au-dessus de ce dont nous aurions eu besoin). Il y a eu des négociations directes et non transparentes entre Bourla (alias VANGUARD) et Ursula (alias la Commission Européenne). Mais Bourla avait deux grands atouts : il avait déjà acheté Heiko, et il connaissait le secret d'Ursula lorsqu'elle dirigeait le ministère allemand de la Défense. A cette époque, elle aurait supprimé ses données de son téléphone portable afin de couvrir d'éventuels actes de corruption.

D'après ce qui a émergé jusqu'à présent, je peux croire qu'Ursula a initialement refusé de signer ce méga-contrat. Cela ressemblait à du VOL AU GRAND JOUR. Cela lui paraissait scandaleux, après presque deux ans de pandémie avec des mensonges, des menaces et des abus autrefois inimaginables.

Et puis VANGUARD (via Bourla) a sorti l'as de sa manche : LE CHANTAGE. D'abord verbalement, en privé, puis publiquement, via le New York Times. Placé, comme je l'ai dit avant, dans le portfolio de VANGUARD. Donc à la disposition de Bourla (Pfizer).

Le soi-disant article "bombe" sur les dessous des négociations entre Bourla et Ursula ("Comment l'Europe a scellé un accord de vaccin Pfizer avec des textes et des appels") est paru dans le NYT le 28 avril 2021. C'est-à-dire à point nommé, en pleine négociation. C'était juste un signal clair que les choses pouvaient déraiser. Sans informations concrètes. Juste "laisser présager". Vous

savez comment on procède lorsqu'on souhaite décrocher un contrat publicitaire important, en tant que propriétaire de presse. C'était un avertissement sévère qu'Ursula pouvait perdre à la fois son travail et sa liberté si elle ne répondait pas aux ordres. Les sept enfants et un petit-fils l'attendaient chez elle en Allemagne.

A dix jours à peine, mise en situation de vie ou de mort, Ursula von der Leyen a cédé au chantage et annoncé sur Twitter la signature du contrat douteux (et extrêmement scandaleux !). Encore 1,8 milliard de doses de Pfizer. Sur un total absurde de 2,4 milliards de doses. Donc environ 48 milliards de dollars d'un seul coup de fusil.

Que dites-vous, le voile sur les yeux s'est levé, au moins un peu ?

On sait désormais clairement POURQUOI les politiques vendus (et ceux du SYSTÈME), les médias corrompus et les soi-disant spécialistes (comme les médecins roumains Mahler et Imbri) insistent à la limite du pénible pour la "vaccination obligatoire" et le "passport sanitaire". Tout est un MEGA-SCAM. Et, très important, il doit continuer à plein régime, au moins pour quelques années. Quelles que soient les victimes, les effets secondaires, les conséquences pour la population et l'économie.

Après tout, l'argent est public, donc personne ne perd rien. (faut-il continuer ?)

IL EST TRÈS IMPORTANT DE PARTAGER CES ARTICLES (OU COPIER-COLLER). C'EST NOTRE SEULE CHANCE !

IL EST TRÈS IMPORTANT DE RESTER PROCHE DE L'ÉGLISE : N'AYEZ AUCUNE CONFIANCE DANS LES DIVERSIONS DE LA PRESSE CORROMPUE ! MERCI !

p.s.1 Pour ceux qui m'envoient toutes sortes de messages, par des intermédiaires, je ne répète qu'une chose : mon chien Aki pèse 1,8 kg et se porte très bien jusqu'à présent.

p.s.2 Dans les commentaires, vous trouverez L'ENQUÊTE (ep. 1 et 2) ainsi que les principaux actionnaires du New York Times. Merci beaucoup pour votre soutien. Sans vous, je n'aurais pas pu continuer. On reste en contact !

Traduction roumain - français: Alex M.

Source: <https://www.facebook.com/adrian.onciu.official/>

Guy BOULIANNA
guyboulianne.com
11 décembre 2021

<https://fr.sott.net/article/38936-Voici-une-enquete-exclusive-du-journaliste-roumain-Adrian-Onciu-intitulee-Ursula-Von-der-Liar-et-ses-memoires-perdues-censuree-en-Roumanie-et-dans-l-Union-europeenne>

[L'avis d'un financier, bien perspicace]

BlackRock : discret fossoyeur de votre épargne ET de votre santé



Ma chère lectrice, mon cher lecteur, Le directeur d'un asile de fous vous fait visiter son institution :
« Plus on monte dans les étages et plus les patients sont fous : au premier étage sont internés les fous légers, les débonnaires, au deuxième, sont les maniaques et les toqués, au troisième, je place les schizophrènes et les fous avancés, au 4^e enfin se trouvent les fous dangereux ».

Vous lui demandez qui est au 5^e et dernier étage ? Oh, c'est mon bureau vous répond-il.

Je vous propose mon cher lecteur, de nous rendre aujourd'hui au dernier étage du monde de fou dans lequel nous vivons et qui semble avoir atteint un stade terminal.

Depuis quelques années, une mutation majeure du néolibéralisme est passée presque inaperçue.

Nous connaissons tous désormais BlackRock et les géants de la gestion d'actifs.

Nous connaissons moins leur rôle et leur expertise dans le système actuel, chaînon manquant entre les domaines financier, économique, politique, social, sanitaire et même... Scientifique.

Cette lettre est importante car elle va vous montrer comment l'on s'est mis à détourner votre santé comme l'on détourne votre portefeuille au nom de l'intérêt général et au profit d'intérêts privés.

Partagez-là autant que vous pouvez, republiez-là, transférez-là à votre carnet d'adresse.

Cela fait 4 ans que je travaille sur BlackRock et 2 ans que j'enquête plus particulièrement sur le grand délit d'initiés que BlackRock opère dans l'indifférence générale d'une presse indigente.

En janvier 2018, je publiais ma première analyse sur la position monopolistique de BlackRock et son patron Larry Fink :

« Une fois dans ta jeunesse tu as fait perdre 100 millions de dollars à ton employeur. C'était énorme. Et une bonne leçon. Maintenant que ton employeur est la planète toute entière... Quel sera le prix de tes erreurs ? Vraiment Larry, plus qu'à aucune autre personne je te souhaite une bonne fortune... Car tout ton génie n'y suffira pas. »

La situation depuis est devenue incontrôlable. BlackRock est devenu un monstre qui n'est même plus *Too Big To Fail*, il est devenu trop gros pour être sauvé et se met à dévorer ses enfants. Ce constat que nous allons faire aujourd'hui permet de comprendre ce qui, sinon, est insensé.

C'est une étape fondatrice pour reprendre en main votre santé physique comme financière, morale et mentale.

Nous allons commencer par étudier deux situations particulières, aberrations du système qui permettent d'en lever un bout de voile, exemples emblématiques de son dysfonctionnement pour ensuite en tirer les leçons générales et faire apparaître les ressorts cachés du pouvoir et mieux échapper à son emprise.

Un bout de voile se lève

Le 22 mai 2020 paraît dans Le Lancet une étude au nom alambiquée déclarant que le traitement à l'hydroxychloroquine du professeur Raoult augmente la mortalité des patients hospitalisés pour cause de Covid.¹

C'est le point de départ de ce que l'on appellera par la suite le *Lancetgate*.

Après bien des querelles, nous savons aujourd'hui, à la suite du jugement du Conseil de l'Ordre des médecins, qu'il n'y a rien à reprocher au traitement du professeur Raoult et que les accusations de charlatanismes étaient infondées.²

Il aura fallu 18 longs mois pour rétablir une vérité saccagée en moins de 72 heures, mais les ravages de la calomnie, eux, ne seront jamais réparés.

À l'époque à peine parue, l'étude du Lancet provoque un tremblement de terre : le 23 mai, Olivier Véran interdit la prescription d'hydroxychloroquine en dehors des essais clinique³... Eux-mêmes suspendus en Europe dans le cadre de Discovery et par l'OMS, le 26, la même OMS déconseille le traitement.⁴

Mais ce jour-là, les premières incohérences apparaissent : en Australie, l'étude dénombre plus de décès dans ses échantillons... qu'il n'y en a dans le pays tout entier⁵. L'étude publie également des statistiques ethniques sur des données remontées d'hôpitaux français... Mais en France, on ne fait pas de statistiques ethniques, c'est interdit.

Fait rarissime dans le milieu feutré des publications scientifiques, 100 médecins envoient immédiatement une lettre ouverte au Lancet pour dénoncer la supercherie⁶ ; plus rare encore, une équipe de chercheurs publie quelques semaines plus tard une étude de l'étude pour en démontrer les failles méthodologiques : « *les résultats sont bien trop homogènes et incompatibles avec les spécificités des régions étudiées* » ; excédés par l'ampleur de l'arnaque, les auteurs de la contre-étude demandent une enquête sur les conditions de relecture au Lancet. En vain.

15 jours seulement après sa publication, *l'étude est retirée : ce n'est pas qu'elle était erronée, c'était un gigantesque FAUX*, inventé sans aucune donnée réelle, réalisé par une obscure société de recueil de données (désormais dissoute) comptant parmi ses dirigeants une ancienne actrice érotique, un spécialiste de science... fiction et propriété d'un médecin qui avait d'abord voulu vendre des pilules qui rendent intelligent.

Comment cela a-t-il pu être ?

Comment un comité de lecture a-t-il pu valider un faux aussi grossier ?

Il est de notoriété publique que les grands journaux scientifiques laissent passer des études erronées qu'ils font valider par des relecteurs très arrangeants afin de servir des intérêts de gros sous... Mais une étude entièrement bidonnée au point de n'avoir pas recueilli une seule donnée : Cela ne s'est jamais vu.

Comment l'une des 3 revues médicales les plus prestigieuses AU MONDE a-t-elle pu publier un tel torchon ? Comment les médias ont-ils pu relayer massivement un faux si grossier que même un journaliste scientifique stagiaire aurait relevé ?

Il ne suffit pas, comme certains l'affirment, que l'étude ait été retirée en 15 jours pour montrer l'efficacité du système des publications scientifique : Au contraire.

Les essais arrêtés à cause de cette étude n'ont pas repris, la prescription en France n'a redémarré qu'en catimini, les médias incompetents ont balayé le sujet d'un revers de la main sans corriger leurs articles et encore moins leurs méthodes... Le mal était fait. Mais passez mon cher lecteur, il n'y a rien à voir.

Au Lancet, la réponse a été grotesque : Ils ont immédiatement lancé une enquête sur... *Surgisphère*, la société qui avait bidonné l'étude. En revanche, l'idée de balayer devant leur porte ne leur est pas venue.

Mais c'est logique mon cher lecteur : Le processus de validation du Lancet n'a pas failli. À ce stade de falsification, c'est le contraire, il n'a pu qu'être élaboré spécifiquement pour laisser passer ce bidonnage.

Il nous faut remonter au rédacteur en chef, Richard Horton, qui porte une part gigantesque de responsabilité.

Bienvenue en Biocratie

Quelques semaines après le scandale du Lancetgate, Horton a publié un ouvrage bizarre intitulé « *La catastrophe du Covid 19* » dans lequel il fait porter tout le poids de la crise et la responsabilité des morts sur les gouvernements occidentaux.

Il pousse sa colère jusqu'à affirmer que désormais les gouvernements autoritaires prennent meilleur soin de la santé de leurs populations que les démocraties, en oubliant que, faute de contre-pouvoir, il est rare que

les statistiques des régimes autoritaires soient justes et que depuis deux ans les grandes démocraties occidentales développent des pratiques anti-démocratiques et sont en train de muer en régimes autoritaires.

and found that 'democracies are more likely than autocracies to lead to health gains.'

Before COVID-19, we might have agreed with that view – the intrinsic advantages that democracies have over other types of political system. **No longer.**

Il annonce l'avènement d'une sorte de scientisme, qu'il nomme « *Biocratie* » ou le gouvernement par les sciences biologiques.

Il observe de son poste privilégié à la tête du Lancet une sorte de nouveau contrat « social » entre gouvernements et scientifiques vivant dans un état d'urgence permanent.

Instead, the next five years will see the birth of a new technopolitics, an implicit social contract between science and government to guide countries through the continuing crisis. **Democracy will evolve into biocracy** – the growing influence of the biological sciences in society and policymaking.

Il semble d'abord se réjouir de cette évolution qui compense l'incompétence politique.

Mais *après avoir noté que les scientifiques sont tout aussi corruptibles que les politiques* – est-il bien placé pour la savoir ! – il finit son ouvrage sur un hommage bien pessimiste du vice à la vertu, c'est la dernière phrase du livre :

« Le transfert du pouvoir vers la science pourrait s'avérer être une subversion dangereuse des derniers vestiges de nos valeurs démocratiques. »

Cette façon de prédire un avenir aussi inéluctable que craint est assez courant chez des hommes comme Horton, compétent sinon brillant, ayant fait passer son ambition personnelle avant ses principes pour accéder à une fonction de pouvoir et finalement désabusé devant le monde qu'il contribue à créer.

L'adage britannique dit que celui qui dîne avec le diable doit s'assurer d'avoir une longue cuillère... Sans doute Richard Horton eut-il l'orgueil de croire sa cuillère assez longue.

Horton condamne également dans son livre les études du professeur Raoult et « *ses pratiques que la plupart des commentateurs estiment douteuses* », formule gênée de celui qui vient, indirectement, de calomnier affreusement le professeur Raoult et son traitement à l'hydroxychloroquine mais se garde bien de revenir sur l'immense scandale qui frappe son journal.

Sans doute ne voit-il même pas le rapport car le Lancetgate n'est pas une faute scientifique ou éditoriale d'Horton, c'est le prix à payer pour être à la tête d'une revue aussi prestigieuse.

Mais Horton est rédacteur en chef du Lancet depuis plus de 20 ans et jusqu'ici, les controverses qui avaient secoué le journal n'avaient eu aucune commune mesure avec l'ampleur du Lancetgate.

Ce qui a changé au Lancet : ce que l'on voit le moins et compte le plus.

Mais quelque chose a changé au Lancet récemment... *Son propriétaire final.*

Plus précisément, *son actionnaire de référence* : celui qui exerce le contrôle.

Je vais vous révéler un secret très bien gardé ; un secret aussi bien gardé que le bouchon de cristal d'Arsène Lupin ou la lettre volée de Edgar Poe : C'est-à-dire un secret caché en pleine lumière.

Nous vivons dans un système capitaliste.

Et dans un système capitaliste, celui qui a le pouvoir... Est celui qui détient le capital. Faut-il avoir fait de grandes études.

Ce N'est PAS le directeur, ce N'est PAS le client, ce N'est PAS le législateur, c'est le PROPRIÉTAIRE, le détenteur du CAPITAL.

Et pourtant tout le monde s'en fiche comme de ses premières chaussettes. Personne, ou presque, ne se demande à qui appartient *Le Lancet*.

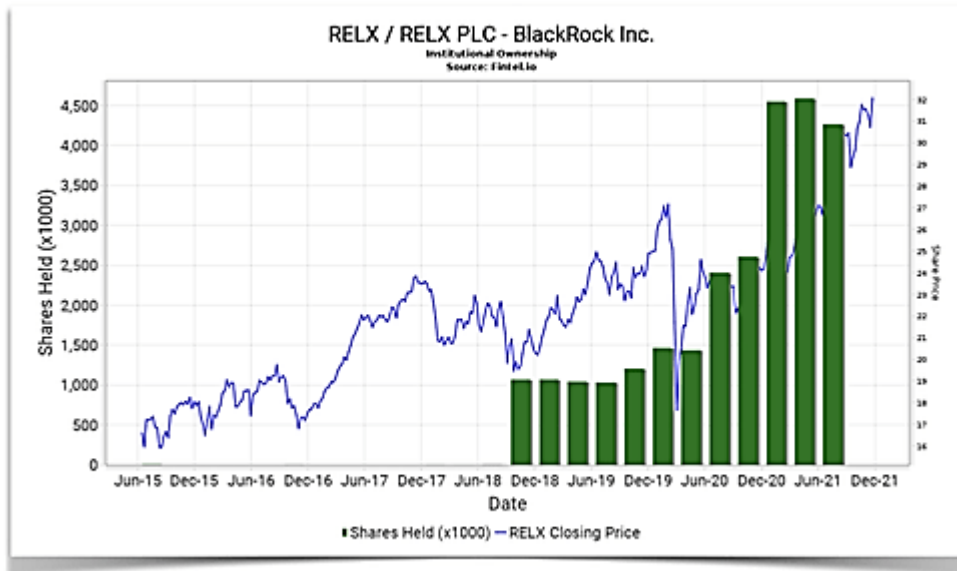
Le Lancet est la propriété de RELX, anciennement Elsevier.

RELX est le premier groupe de publications scientifiques au monde avec une capitalisation de 170 milliards de dollars et réalise 2 milliards de bénéfices chaque année, auprès de clients captifs⁸.

Cela ne vous dit peut-être pas grand-chose, mais leur taille les place parmi les 5 plus grands groupes de production de contenu au monde, pas si loin derrière Netflix et Disney et devant Sony.

C'est absolument massif et rares sont ceux qui entrevoient le business très juteux des publications scientifiques... À part les scientifiques eux-mêmes et leurs universités qui n'en peuvent plus de payer des abonnements prohibitifs pour accéder à des articles de recherche presque systématiquement financés sur fonds publics.

Et depuis 2018, de nouveaux actionnaires se sont invités à la table de RELX : *BlackRock* et *Artisan Partners*.



BlackRock est rapidement devenu le premier actionnaire de RELX avec plus de 10% du capital et avec les autres géants de la gestion d'actifs américains, ils ont acquis une position de contrôle⁹.

Il se trouve que *BlackRock* est également le deuxième actionnaire de *Pfizer* ou encore de *Johnson & Johnson* et de *Merck MSD*, juste derrière *Vanguard* autre géant américain de la gestion d'actifs qui partagent les mêmes intérêts stratégiques.

Ce sont ces mêmes géants de la gestion qui sont en position de contrôle des grands groupes cotés qui commercialisent les vaccins contre le Covid.

Conflit d'intérêts gigantesque chez les actionnaires

Il serait impensable que le directeur du *Lancet* assume également des fonctions de direction chez *Pfizer* ou *J & J...* C'est ici pire encore, car on peut changer de directeur, mais dans notre cas, celui qui nomme le directeur de RELX est également celui qui nomme le directeur de *Pfizer* !

Cette simple observation du contrôle final par le même groupe d'actionnaires d'une société pharmaceutique majeure et du premier éditeur scientifique mondial censé en contrôler les recherches suffit à faire peser une tension malsaine entre l'intérêt général de la recherche médicale et les intérêts privés pharmaceutiques.

À ce stade, vous pourriez me répondre que les géants comme *BlackRock* font essentiellement de la « gestion passive » et qu'ils n'interviennent pas dans la gestion des sociétés qu'ils détiennent.

Cet argument est très étonnant, car au contraire, gestion passive impose participation active.

BlackRock, *Vanguard* et *State Street* détiennent une position de contrôle sur *Pfizer* pour leurs millions de clients qui ont choisi d'investir sur le S&P 500 américain, sans se préoccuper de savoir si *Pfizer* était bien géré ou non et en déléguant à ces géants leur pouvoir d'actionnaire.

BlackRock est bloqué : tant que *Pfizer* fait partie du S&P 500, ils ne peuvent vendre leurs parts s'ils sont mécontents de la gestion du groupe.

Faute de pouvoir retirer leur investissement, ils ne peuvent que peser sur les décisions opérationnelles.

Cela ne veut pas dire que le PDG de *Pfizer* ou *RELX* va décrocher son téléphone à chaque fois qu'il veut bouger son petit doigt. C'est beaucoup plus efficace que cela.

La reconstitution des monopoles

BlackRock a 9 500 milliards d'actifs sous gestion.

Vanguard suit de près avec 7 200 milliards et State Street ferme le podium avec 3 500 milliards.

Ajoutez à cela les 21 600 milliards d'actifs indirectement gérés par BlackRock via ses algorithmes *Aladdin* et vous avez 3 acteurs issus du même nid qui détiennent ou contrôlent 42 000 milliards d'actifs soit 15 fois le CAC40 au complet, bien assez pour exercer une emprise globale sur l'économie occidentale, voire mondiale, dans son ensemble.

Ces géants se sont constitués avec l'avènement de la gestion passive qui se contente de répliquer les indices boursiers en massacrant les frais puisqu'ils ont ôté toute intelligence de leur gestion. Mais depuis 2019, c'est-à-dire tout récemment, la gestion passive est devenue majoritaire aux États-Unis, devant la gestion active et cela crée des dysfonctionnements massifs.

Nos 3 géants de la gestion passive ont le contrôle de TOUT le S&P 500, les 500 plus grandes entreprises américaines et des positions dominantes à peu près partout.

Pour les lecteurs français peu habitués du fonctionnement américain ou l'actionnariat est traditionnellement très éclaté et l'art du contrôle actionnarial poussé à son plus grand raffinement, *il y suffit de détenir 20% des droits de vote pour exercer le contrôle de la société.*

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la SEC (le gendarme boursier) dont les règles stipulent que si une entreprise ou un fond détient plus de 25% des parts d'une autre entreprise, elle en est propriétaire et celle-ci doit être considérée comme une filiale¹⁰.

C'est d'ailleurs à cause de cette règle que PNC avait été obligée de vendre ses parts historiques dans BlackRock sans quoi BlackRock aurait été considéré comme une banque avec le contrôle qui va avec... Et cela aurait mis tous leurs petits stratagèmes par terre¹¹.

Jamais dans l'histoire une telle concentration n'avait été observée, même à l'époque des barons voleurs au tournant des XIXe et XXe siècles.

Et c'est grâce à ce monopole que BlackRock & Co exercent leur contrôle de manière extrêmement efficace.

Vous êtes avec eux ou vous êtes hors-jeu

Imaginez le jeune Albert Bourla dans les années 2010, cadre prometteur et ambitieux de Pfizer.

Il a travaillé d'arrache-pied pendant 20 ans pour arriver jusqu'aux portes convoitées du conseil exécutif du groupe. Il a fait tous les sacrifices, accompli toutes les basses besognes, écrasé tous les concurrents, avalé toutes les couleuvres.

Il ne reste plus qu'une étape : Il faut que les actionnaires de référence valident sa nomination. Il doit être adoubé par BlackRock, Vanguard et State Street.

S'ils disent oui, ce sera la consécration mais s'ils disent non... Eh bien ce sera la fin. Il ne pourra pas aller vendre ses talents à un autre groupe de la taille de Pfizer : ils sont aussi contrôlés par BlackRock et consorts. Bien sûr de nombreux cadres font passer leurs principes avant leur ambition... Mais il en suffit d'une poignée qui fasse l'inverse.

L'étude de l'activité de ces géants dans les assemblées d'actionnaires (le *stewardship*) montre qu'ils agissent essentiellement sur les votes des personnes clés. J'avais creusé il y a un an et rien que sur le premier semestre 2020, BlackRock s'était opposé à 120 nominations de directeurs dans les assemblées de 330 grands groupes nord-américains qui présentaient de nouveaux directeurs¹².

C'est un levier de contrôle majeur et aussi mafieux : vous êtes avec nous ou contre nous.

Les porte-flingue pour le sale boulot

Il existe une deuxième méthode d'action des géants de la gestion lorsque les affaires deviennent plus pressantes ou que les directeurs prennent trop leurs aises...

Nous restons dans les méthodes aux relents mafieux consommés : l'exécution par le porte-flingue.

Et cela tombe bien car nous en avons un *exemple récent et emblématique* en France avec Danone et le débarquement de son patron charismatique : Emmanuel Faber.

Faber a été débarqué à l'hiver dernier après une guerre menée par les fonds activistes Bluebell Capital et... Artisan Partners qui derrière des discours alambiqués trouvaient simplement que Danone ne leur rapportait pas assez d'argent et consacrait trop d'argent à sa RSE¹³.

Bien sûr ces fonds ont mauvaise presse partout dans le monde et ils nous ont montré que le capitalisme inclusif c'était surtout d'inclure plus de profits pour ceux qui avaient déjà tout. Ces fonds de taille modeste

par rapport aux géants de type BlackRock ne montent jamais qu'à hauteur de 2 ou 3% du capital de groupes mondialisés comme Danone.

En temps normal, ces fonds ont du mal à réussir leurs attaques en France où l'actionnariat des grands groupes est plus robuste qu'aux États-Unis. Mais Danone est une exception avec une structure actionnariale très explosée copiée justement sur les modèles américains, avec des grands fonds de gestions comme actionnaires de référence en l'occurrence MFS et BlackRock au moment du débarquement de Faber.

Pour que Bluebell et Artisan réussissent, il fallait que BlackRock et MFS laissent faire. Il leur aurait suffi de lever un doigt pour que tout s'arrête.

BlackRock qui promet une transition radicale vers un « *capitalisme inclusif* » ne pouvait pas risquer le scandale de punir le patron de Danone pour sa RSE trop généreuse. Ils ne pouvaient pas laisser apparaître aussi clairement la *grosse arnaque du capitalisme vert et inclusif*. C'est Artisan qui a fait le sale boulot.

Revenons à RELX et notre actionnariat derrière le *Lancet*. Artisan Partners est montée au capital de RELX en même temps que BlackRock, oui, le même fonds activiste qui a mené la guerre chez Danone.

Soyons clair : il n'existe pas de preuve qu'Artisan ait mené une campagne active chez RELX et au *Lancet* pour dénigrer le traitement à l'hydroxychloroquine, mais nous avons la preuve que ces pratiques existent avec Danone et nous savons que les fonds activistes type Artisan ne montent pas au capital de groupes sans un objectif précis.

Et très franchement, je ne serais pas surpris que le Lancetgate soit en grande partie la conséquence d'une de ces campagnes. Ce ne serait pas la première fois.

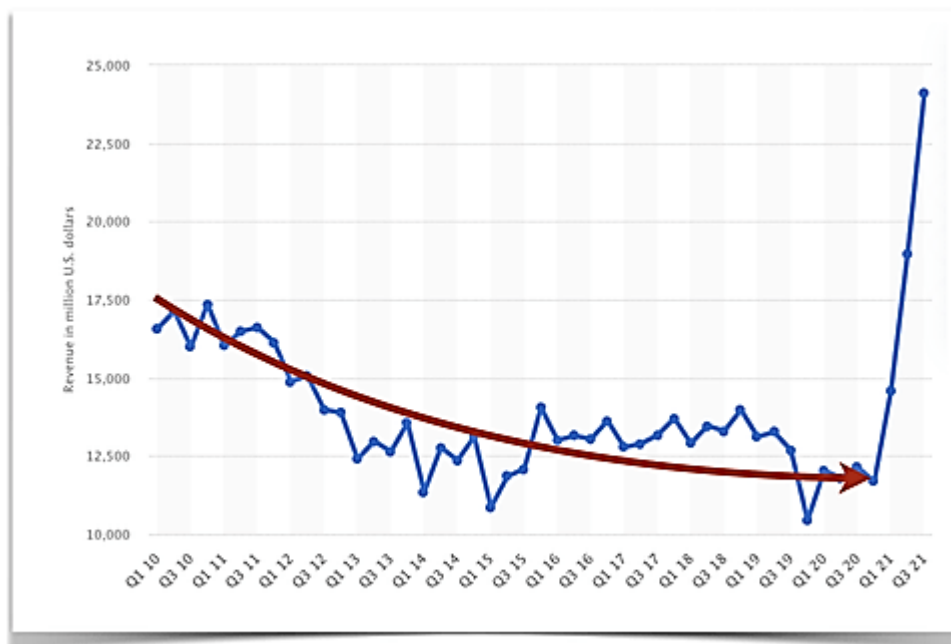
Il n'y a pas de trace, mais les Américains vous diraient *follow the money*, et je me bornerai à souligner à qui profite le crime.

Pfizer avait-il besoin de ça ?

Vous vous représentez peut-être Pfizer comme une entreprise ultra-innovante, riche et à succès.

La réalité n'est pas si rose.

La réalité est que Pfizer était jusqu'à l'année dernière un géant en sursis dont le chiffre d'affaires ne faisait que baisser depuis 10 ans :



En parallèle, la société avait dû dépenser des fortunes pour protéger son cours de Bourse et se mettre à l'abri des appétits voraces de fonds à l'affût de ces géants vacillants.

Pfizer a dû dépenser 26 milliards de dollars en rachat d'actions pour protéger son cours de bourse entre 2017 et 2019¹⁴ !

En ajoutant les dividendes versés, Pfizer aura reversé davantage à ses actionnaires que la totalité de leurs profits sur ces 3 années... Jusqu'au mois de janvier 2020, lorsqu'Albert Bourla annonça fort opportunément qu'il suspendait ses programmes de rachat de titres¹⁵.

Pfizer était pris en ciseaux entre des revenus en baisses et des dépenses en hausse.

N'oubliez pas que ce n'est pas Pfizer qui a apporté le vaccin, eux ne font que prendre le péage pour ouvrir le marché américain et BioNTech et faire une clé de bras à la Commission européenne.

Si vous êtes déjà entré dans une « pharmacie » américaine, vous savez que le secteur de la Pharma n'y est pas très éloigné des *fast-foods*.

Le vaccin a transformé Pfizer d'un géant en perdant son roi de la jungle.

L'enjeu business était massif mais l'on est en droit de se demander à quel moment Pfizer apporte le début d'une utilité sociale...

Je suis malheureusement un vieux réac' qui se souvient encore que la définition d'une entreprise : une raison sociale et une exigence de profit. Dis autrement, une entreprise doit servir la société en créant plus de valeur qu'elle n'en consomme.

Nous retrouvons chez Pfizer les dysfonctionnements radicaux des barons voleurs des temps de Dickens et Twain.

Pourquoi Merck MSD a renié son Ivermectine ?

Pour que Pfizer ait le champ libre sur les vaccins, encore fallait-il qu'aucun traitement précoce ne leur ôte la majeure partie de leur utilité.

Le 4 février 2021, Merck se tire une balle dans le pied et publie un communiqué pour affirmer que son Ivermectine NE permet PAS à leur connaissance de soigner le Covid¹⁶ en contradiction avec 73 études montrant de manière non-ambiguë l'efficacité du traitement¹⁷.

Bien évidemment, Merck a la même structure actionnariale que BlackRock, les mêmes décisionnaires finaux, les mêmes BlackRock, Vanguard et State Street en position de contrôle monopolistique.

Robert Malone, spécialiste mondial de l'ARNm, a également souligné dans son entretien fleuve chez Joe Rogan les pressions de la CDC américaine pour enterrer l'ivermectine¹⁸.

Faut-il encore souligner que l'ancien commissioner (le patron) de la CDC jusqu'en 2019 est directement passé au conseil d'administration de Pfizer après son mandat ?

Faut-il rappeler également que l'ivermectine aurait assuré un prestige important à Merck, mais un chiffre d'affaire ridicule pour un traitement qui se vend en gros à moins d'un centime la dose, toujours selon Robert Malone.

Mais Merck ne s'est peut-être pas effacé gratuitement pour autant.

En septembre 2021, Merck a annoncé le rachat d'*Acceleron Pharmaceutical* pour 11,3 Mds de dollars¹⁹. Cette acquisition stratégique pour Merck s'est faite en dépit d'Avoro Capital, un des actionnaires de référence d'Acceleron qui n'était pas vendeur et certainement pas à ce prix (ils en voulaient au moins 2 milliards de plus)²⁰.

Est-ce que BlackRock, autre actionnaire de référence aurait pu faire pression pour forcer la vente à prix réduit ?

Est-ce que BlackRock a pu ensuite faciliter l'émission obligataire de Merck pour financer l'acquisition... Cela ne serait pas la première fois²¹.

Je sais bien mon cher lecteur, que je fais ici des conjectures et qu'il n'y a pas de preuves établies à ce que j'avance.

Mais penser que ces comportements ne sont pas habituels et même la norme revient à croire que vous pouvez mettre un mangeur compulsif au régime et le placer devant un buffet de plats fins en libre service sans qu'il ne succombe à son vice.

Ce n'est certes pas impossible. Mais nous savons bien que dans la pratique, cela n'arrive pas.

Qui sert BlackRock ?

Les monopoles dysfonctionnels et prédateurs qui avaient été démantelés au début du XX^e siècle se reforment à l'échelon des actionnaires dans la plus grande indifférence.

Il est vrai que nous pourrions d'abord croire que BlackRock sert ses dizaines de millions de clients particuliers et qu'à la limite, ce n'est plus Rockefeller, mais M. Toutlemonde qui profite du crime. Après tout, vous n'aviez qu'à investir vous-même dans Pfizer ou les bons fonds de BlackRock, si vous n'êtes pas content, tant pis pour vous.

Cette analyse est bien sûr de courte vue et ce que certains gagnent d'un côté est plus que perdu de l'autre dans la destruction de nos tissus économiques, la perte de souveraineté, la défaillance de biens publics comme l'hôpital...

Et quand bien même, c'est méconnaître la fonction de BlackRock dans le système actuel.

Nous pourrions croire que la gestion de BlackRock vise au moins à rapporter le meilleur rendement à ses clients, à leur éviter des krachs... Notamment grâce à Aladdin, leur grande intelligence artificielle qu'ils développent depuis plus d'un quart de siècle.

Mais Aladdin n'a pas vraiment de pouvoir prédictif et le génie de la lampe n'exauce les vœux que dans les films et sur les brochures des banquiers : Aladdin n'a pas permis à BlackRock d'éviter la crise de 2008 et sans le sauvetage général de la Fed, ils auraient sombré dans la banqueroute comme les autres.

Pourtant, BlackRock est sorti de la crise de 2008 en sauveur, avec le statut de roi et faiseur de rois à Wall Street.

On pense généralement que c'est la capacité financière de BlackRock avec ses milliers de milliards d'actifs sous gestion qui leur a permis de sauver Wall Street. Il y a peut-être un lointain fond de vérité, mais c'est rater l'éléphant dans la pièce.

Alors quoi ?

Si ce ne sont pas les milliers de milliards sous gestion... Il nous faut remonter à la crise de 2008 pour comprendre la fonction de BlackRock dans le système actuel.

Le « sauveur » organise en fait le Grand Délit d'Initiés Néolibéral

Le nom Aladdin est mal choisi, ils auraient dû appeler leur algorithme *Léon le nettoyeur*.

Si Aladdin n'a aucun pouvoir prédictif sérieux, l'algorithme est en revanche un outil hors pair pour faire le ménage après coup.

Quand Bear Stearns a fait faillite en 2007, c'est BlackRock que l'on a appelé pour analyser les comptes et faire le ménage. BlackRock a été conseil à la fois de JPMorgan qui a racheté les actifs sains et de la Fed qui a absorbé ceux qui ne l'étaient pas : encore un énorme conflit d'intérêts pour BlackRock.

La même année, c'est le fonds de pension de l'État de Floride qui a fait faillite... C'est encore BlackRock que l'on a appelé à la rescousse. Ils ont réorganisé le fonds en séparant les actifs sains des pourris puis ont été conseiller l'État de Floride d'absorber les actifs pourris pour sauver le fonds de pension de ses fonctionnaires (avec l'argent du contribuable bien sûr)²².

Ils ont fait le même coup avec AIG.

BlackRock s'est transformé avec la crise de 2008 en roi de la privatisation des gains et de la mutualisation des pertes.

BlackRock orchestre depuis lors un gigantesque délit d'initiés au profit du capitalisme néolibéral dans son ensemble !

Et s'ils n'étaient pas là ? Eh bien peut-être aurions-nous fait l'inverse : laisser leur pourriture aux banquiers et sauver ce qui pouvait l'être par des nationalisations massives et provisoires, comme ce fut le cas par exemple avec General Motors.

Au lieu de cela, BlackRock fait prospérer le vice.

Ce passif de BlackRock est essentiel pour comprendre leur action aujourd'hui auprès de la Fed, de la BCE et de la Commission européenne : ils font la même chose... En bien pire.

Mai 2020 : BlackRock répète, amplifie et... déforme

L'histoire bégaie mais ne se répète pas.

BlackRock cette fois fait du préventif et plutôt que de faire absorber les actifs pourris, décrochés au scalpel, par la force publique, ils lui conseillent d'arroser tout le monde en masse.

- Ils font racheter leurs propres ETF par la FED²³ !... Et font de même avec la BCE²⁴
- Ils vont orienter eux-mêmes les fonds de l'Union européenne sous couvert de « développement durable » : il faut être devenu complètement fou à Bruxelles pour donner les cordons de la bourse à des Américains en pleine guerre commerciale... Complètement fou ou servile²⁵.
- C'est même BlackRock qui fait passer les stress tests aux banques européennes pour le compte de la BCE ! Oh, cela ne va pas les rendre plus solides, mais cela permettrait hypothétiquement à Blackrock de siphonner leurs données (hypothétiquement bien sûr, car officiellement, c'est niet)²⁶.
-

Plus BlackRock étend son emprise et plus il récompense le vice et punit la vertu.

Ils sont devenus la cheville ouvrière de notre schizophrénie économique-financière.

Ils nous enferment dans leur fiction financière dont nous mourons, désormais à grand feu.

À ce stade, ne pas résister, c'est se faire piller.

Comprenez-moi bien mon cher lecteur, je n'ai au départ pas d'objection à une part de gestion passive et l'utilisation d'ETF dans nos épargnes : il m'arrive d'en recommander dans certains cas précis, mais l'outil a été détourné par BlackRock et la dose est devenue mortelle.

Quand bien même nous nous soumettions à la vision de BlackRock, et nous sommes en cours, nous finirons pillés sans être débarrassés de notre problème fondamental : *la fiction financière est devenue irréconciliable avec la réalité économique.*

Retour au réel

Et par définition, à la fin, nous revenons toujours au réel.

Il viendra un jour où tout l'argent public et toutes les dettes ne suffiront plus à maintenir la fiction de la croissance infinie.

Si vous écoutez l'Évangile selon BlackRock, votre patrimoine sera piégé dans cette fiction financière et pourra être mobilisé par BlackRock pour continuer son entreprise de sauvetage du petit nombre sur le dos du plus grand nombre, c'est-à-dire vous.

Face à un tel géant, la seule façon de ne pas perdre est de ne pas jouer.

- Vous n'avez pas à faire entrer votre patrimoine dans le cercle que BlackRock vous trace : au contraire, dès que vous en sortez, vous trouvez des perspectives à long terme :
- L'or physique comme assurance ultime de votre patrimoine ;
- L'immobilier résidentiel et en dehors des grandes métropoles mondialisées, comme rempart contre l'inflation qui revient ;
- Les matières premières, aussi contre l'inflation et pour profiter du grand cycle haussier qui s'était enclenché juste avant la crise qui l'a accéléré ;
- Un peu de Bitcoin pour vous positionner sur la révolution des technologies de la valeur ;
- Les biens de luxe et de collection mais aussi de première nécessité, aujourd'hui, de bons bordeaux achetés en primeur s'apprécient mieux que la Bourse ;
- La détention EN DIRECT de parts de PME locales, de votre région.

Tous ces investissements vous permettent de mettre tout ou partie de votre patrimoine à l'abri de la folie financière et des risques de chute de 80% ou plus des Bourses, de la confiscation de votre patrimoine par les taux négatifs ou la ponction de vos comptes. Ils vous permettent également de reprendre pied dans le réel et véritablement faire travailler votre épargne à votre profit mais également au profit d'un tissu économique et social.

C'est ce cercle vertueux qu'il nous faut retrouver, miroir inverse de ces prédateurs pour *retrouver des rendements réels dans une économie réelle.*

Guy DE LA FORTELLE
investisseur-sans-costume.com
06 janvier 2022

Sources :

- [1] [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)31180-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31180-6/fulltext)
- [2] https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/12/07/le-professeur-raoult-blame-pour-sa-communication-pas-pour-son-traitement-a-l-hydroxychloroquine_6105056_3244.html
- [3] <https://www.lequotidiendupharmacien.fr/archives/veran-interdit-la-prescription-dhydroxychloroquine-hors-amm-en-ville>
- [4] <https://jeminformetv.com/2021/06/17/arret-des-essais-hydroxychloroquine-ce-que-revelent-les-archives/>
- [5] <https://www.nexus.fr/actualite/news/lancetgate-gilead-fondation-bill-gates/>
- [6] <https://www.mediaterranee.com/2952020-hydroxychloroquine-lettre-ouverte-pour-critiquer-la-methodologie-de-letude-parue-dans-lancet>
- [7] <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33343837/>
- [8] <https://www.relx.com/investors/key-financial-data>
- [9] https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1364742/000083423721002208/gb00b2b0dg97_012621.txt
- [10] <https://www.regulationtomorrow.com/uncategorized/federal-reserve-board-finalizes-rule-to-clarify-and-simplify-control-under-the-bank-holding-company-act/>
- [11] <https://www.investisseur-sans-costume.com/lenquete-blackrock-du-google-de-linvestissement-au-grand-delit-dinitie-neo-liberal/>
- [12] <https://www.blackrock.com/corporate/literature/publication/blk-qrtly-stewardship-report-q1-2020.pdf>

- [13] <https://www.investisseur-sans-costume.com/grand-reset-chez-danone-larnaque-du-capitalisme-inclusif/>
- [14] <https://sec.report/Document/0000078003-20-000014/> page 114
- [15] <https://endpts.com/putting-buybacks-on-hold-pfizers-ceo-is-plotting-a-string-of-important-phii-deals-in-the-year-ahead-youve-been-alerted/>
- [16] <https://www.merck.com/news/merck-statement-on-ivermectin-use-during-the-covid-19-pandemic/>
- [17] <https://c19ivermectin.com/>
- [18] <https://www.youtubepp.com/watch?v=XQPHzVhAhpo>
- [19] <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-laboratoire-americain-merck-rachete-accleron-pour-11-5-milliards-de-dollars-20210930>
- [20] <https://seekingalpha.com/pr/18494812-avoro-capital-believes-proposed-acquisition-of-accleron-pharma-merck-undervalues-accleron>
- [21] <https://www.bloombergquint.com/business/merck-kicks-off-five-part-bond-deal-to-help-fund-accleron-deal>
- [22] https://money.cnn.com/2008/10/28/magazines/fortune/blackrock_broker.fortune/index2.htm
- [23] <https://www.lesechos.fr/finance-marches/gestion-actifs/quand-la-fed-fait-appel-a-blackrock-pour-ses-rachats-dactifs-1188763>
- [24] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2014-007933_FR.html
- [25] https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/18/blackrock-l-encombrante-conseillere-de-la-commission-de-bruxelles_6037014_3234.html
- [26] <https://www.marketscreener.com/quote/stock/C1-FINANCIAL-INC-17283982/news/BlackRock-helps-ECB-in-bank-stress-test-22337606/>

<https://fr.sott.net/article/39126-BlackRock-discret-fossoyeur-de-votre-epargne-ET-de-votre-sante>

Humour de Kroll

KROLL





« Vous n'emmerdez pas vos amis les milliardaires »

L'eurodéputée « insoumise » Manon Aubry a répondu ce mercredi 19 janvier au discours d'investiture d'Emmanuel Macron devant le Parlement européen. Et elle lui a bien rendu la monnaie de sa pièce.

Une réponse très jouissive, avec une mention spéciale pour avoir traduit « je vous emmerde » dans toutes les « grandes » langues européennes !

Monsieur le Président, vous vous présentez aujourd'hui comme le champion de l'Europe qui protège. Mais qui protégez-vous ?

Protégez-vous les droits sociaux quand vous faites les poches des chômeurs et retardez la directive sur les travailleurs ubérisés ?

Protégez-vous la souveraineté quand vous signez à tous de bras des accords de libre-échange ?

Protégez-vous les femmes quand vous soutenez une anti-IVG à la tête du parlement européen ?

Protégez-vous la Planète quand vous vous alliez à l'extrême-droite d'Orban pour défendre le gaz et le nucléaire ?

Protégez-vous la justice fiscale, quand vous servez la soupe au MEDEF sur l'évasion fiscale ?

Ceux que vous protégez ce ne sont certainement pas les gens dans la galère mais bien les multinationales et les milliardaires !

Alors vous annoncez en grandes pompes un slogan relance, puissance, appartenance, mais votre bilan n'est en réalité qu'arrogance, impuissance et manigance.

Sur le fond, vous êtes le champion des double-discours et des compromissions. Sur la forme, vous n'avez cessé d'être le Président du mépris.

Mépris envers la protection sociale qui coûte selon vous « un pognon de dingue », mépris envers les précaires, « qui ne sont rien », mépris envers les chômeurs qui n'ont « qu'à traverser la rue pour trouver du travail », mépris envers les « fainéants », les « illettrés », les « gaulois réfractaires ».

Un mépris qui s'exprime même aujourd'hui envers vos partenaires européens, quand vous choisissez de maintenir la Présidence française de l'Union européenne en pleine campagne électorale.

Oui Monsieur le président, vous êtes le président du mépris mais au moins, vous l'assumez. Comme vous l'avez résumé « le peuple, vous l'emmerdez ».

La presse internationale s'est d'ailleurs arrachée les cheveux pour vous traduire. Ils ont bien fait car cette insulte, vous pouvez l'adresser dans toutes les langues, aux peuples européens.

L'égalité femmes-hommes, ¡Vete al cuerno !. La justice sociale, scheiß auf sie ! Le climat, facciamolo incazzare !
Nos droits fondamentaux, piss off !
Mais reconnaissons-le, il y a des gens que vous n'emmerdez pas. Par exemple, vos amis les milliardaires dont la fortune a doublé pendant votre quinquennat.
Voilà ce qui résume l'essence de votre politique : aux travailleurs, aux précaires et aux activistes, les insultes et les coups ; aux profiteurs et aux pollueurs, les cadeaux et les mots doux.
Chers collègues ne soyez pas dupes. Vous avez en face de vous un docteur Emmanuel qui vous promet en Europe monts et merveilles sur le climat, les droits sociaux ou la démocratie.
Mais la réalité est que Mister Macron en France casse nos droits sociaux, réprime les mobilisations et s'est même fait condamner en justice pour inaction climatique.
Alors comment croire que vous ferez en Europe le contraire de ce que vous avez fait en France ?
La présidence française ne devrait pas être un marchepied électoral : c'est une occasion historique de rebattre les cartes du jeu. Par un acte fondateur d'abord : faire primer la santé sur les profits en levant les brevets des vaccins contre le Covid.
Par une priorité ensuite : empêcher que se réinstalle le carcan de l'austérité budgétaire, mis en sourdine pendant cette crise.
Dans votre monde, lointain, ce ne sont peut-être que des lignes comptables. Mais dans notre monde, réel, ce sont des gens, des aides sociales pour manger, des services publics pour apprendre ou se soigner.
Les français l'ont déjà dit en 2005 : on en veut plus de ces règles. Pas plus que de votre tout marché et votre tout concurrence.
Car soyons lucides : si on veut demain renationaliser le fret, interdire des pesticides, développer des cantines bios et locales, sanctionner les paradis fiscaux européens ou investir dans la bifurcation écologique, il faudra assumer de se confronter aux règles européennes qui nous en empêchent.
La France est un pays fondateur et la 2ème économie de l'Union européenne. Elle a les moyens et le devoir de poser un principe clair : la non-régression sociale et écologique pour que plus jamais une norme européenne ne vienne amoindrir nos droits ou ralentir la lutte contre le dérèglement climatique.
Citer le général de Gaulle est à la mode dans ces temps de campagne.
Alors, pour reprendre ses mots, c'est avoir une certaine idée de la France que d'oser. Oser montrer la voie, oser incarner la résistance aux dogmes des autoritaires et des austéritaires.
L'histoire jugera l'occasion manquée de votre présidence française de l'UE, sacrifiée sur l'autel de votre ambition personnelle.
Mais après l'élection présidentielle, il restera deux mois pour agir à la hauteur de l'urgence et renverser la table.
Par la volonté populaire, après vous en avril, nous assumerons, nous, nos responsabilités.

Manon AUBRY, 19 janvier 2022

<https://www.asymptotique.be/vous-nemmerdez-pas-vos-amis-les-milliardaires-par-manon-aubry/>

Les effets de la marchandisation du care dans les maisons de repos et de soins en Belgique

À partir d'enquêtes menées auprès des travailleur.euse.s des maisons de repos et de soins en Région wallonne et à Bruxelles, la recherche menée par Natalia Hirtz (Gresea) et Maria-Cecilia Trionfetti (Université Libre de Bruxelles), dans le cadre du projet « Soigner pour le profit » du réseau européen ENCO, analyse l'impact du processus de marchandisation sur le travail de care au sein de ces institutions.

Dans un contexte caractérisé par la dérégulation du temps du travail et une flexibilité accrue, l'intensification du travail, la « polyvalence », la réduction des coûts, la précarisation des statuts, la sous-traitance et l'externalisation, les maisons de repos et de soins deviennent de véritables sources de profit constitué essentiellement d'un salariat féminin subalterne exerçant le travail du care avec des horaires flexibles, des cadences accrues, des bas salaires et des conditions précaires, ce qui impacte largement la santé des travailleuses et des résident.e.s.



Le *care* désigne des activités centrées sur le souci des autres. Cette dimension est présente dans toutes les activités de service (cuisine, nettoyage, infirmerie...), dans le sens où servir équivaut à prêter attention à autrui. Selon Pascale Molinier, le travail du *care* consiste à donner une réponse adéquate au besoin d'autrui. Il est caractérisé par le développement des habiletés perceptives, car il s'agit d'un processus proactif (relevant d'une attention soutenue permettant de voir ou d'entendre l'autre) orienté vers la recherche de solutions adaptées aux besoins de la personne. En effet, l'expression du besoin n'est pas toujours claire. Le *care* implique donc une attention nécessaire à l'interprétation de ce besoin. Il s'agit de « l'art de l'ajustement à des situations toujours particulières » [1].

À partir des enquêtes exploratoires empiriques menées auprès des travailleur.euse.s des MR-S en Région wallonne et à Bruxelles, nous chercherons à synthétiser quelques éléments principaux concernant l'impact du processus de privatisation [2] sur cette définition du travail du *care*.

L'enquête a été menée dans le contexte d'une pandémie qui a frappé en plein cœur les MR-S [3]. En effet, des directions hospitalières ont procédé au tri des patient.e.s privant des résident.e.s des MR-S de transferts dans des établissements hospitaliers [4] [5]. C'est ainsi que, depuis l'irruption du virus jusqu'au 1 août 2021, 74% de résident.e.s sont décédé.e.s de Covid-19 dans les MR-S [6]. Ces pratiques ont été source de scandale médiatique durant la première vague de contamination et les pouvoirs régionaux ont dû se prononcer

publiquement contre ces décisions. Cependant, au regard des chiffres, on constate que, à l'heure actuelle, la majorité des résident.e.s décédé.e.s pour cause du Covid-19 n'a pas été transférée à l'hôpital [7]. Des soins normalement réservés au milieu hospitalier doivent donc être prodigués au sein de MR-S, alors que ces institutions ne sont pas conçues pour remplir cette fonction. Elles n'en ont ni les ressources en matériel et en personnel nécessaires ni l'expertise dont disposent les structures hospitalières. Durant le premier confinement, cette situation fut aggravée par la limitation de l'accès des médecins généralistes aux MR-S, les politiques de rationalisation des MR-S, le manque de financement public et l'absence de lignes directrices gouvernementales adéquates comme la recommandation de ne porter de masque chirurgical que « pour les patients Covid-19 suspects ou confirmés » [8].

Les impacts mortifères du Covid-19 et de la gestion de la pandémie sont révélateurs des dysfonctionnements structurels du modèle de soins ainsi que des conditions de travail dans ce secteur caractérisé par des contrats précaires et flexibles, le travail en sous-effectif, l'intensification des cadences et la réduction progressive des ressources financières. Que ce soit dans le secteur public, associatif ou lucratif, la plupart des récits des travailleuses rencontrées durant cette enquête font allusion à un processus de longue date de dégradation des conditions de travail, de renforcement du modèle managérial et de sous-financement public.

Le travail du care dans les MR-S du secteur lucratif

Guidées par le but lucratif, les directions des MR-S développent des formes de management visant une diminution des coûts et une maximisation de profits. Le *lean management*, propre au secteur productif, s'impose dans le secteur du *care*. Cette méthode de gestion et d'organisation du travail qui vise à réduire les coûts en produisant en fonction de la demande trouve son origine dans le système de production de la firme automobile Toyota. Depuis les années 1990, elle est implantée dans tous les secteurs de l'économie. Son leitmotiv est la « performance ». Celle-ci vise principalement la diminution des coûts, le renforcement de la productivité et de l'intensité du travail. Selon ce modèle managérial, la performance est plus facilement atteignable par l'« élimination du gaspillage », ce qui implique, entre autres : une production accrue (produire toujours plus en moins du temps), une élimination des « temps morts » (concept managérial pour signaler les moments au cours desquels les travailleur.euse.s ne produisent pas de biens ou services) ou le « zéro stock », ce qui, dans le secteur du *care*, implique par exemple le manque d'équipement pour faire face à une épidémie ou la fermeture des MR-S ou d'une part de sa capacité d'hébergement lorsque le taux d'occupation est trop bas pour « rentabiliser l'exploitation ». Tout en prolongeant et en accentuant la rationalisation et la standardisation des tâches propres au modèle tayloriste [9], le *lean management* vise également à réduire les coûts et à augmenter la responsabilité individuelle des travailleur.euse.s sur les résultats d'entreprise.

Ce modèle semble se trouver au centre du mal-être des travailleuses des MR-S. La grande majorité de personnes rencontrées signale notamment les restrictions budgétaires et le manque de moyens nécessaires pour pouvoir mener à bien leur travail. Elles parlent d'une pression à la révision constante des budgets à la baisse. Et ceci même durant les moments les plus difficiles de la pandémie où les directions cherchaient à économiser en matériel de protection et en produits de nettoyage. Ces réductions ont autant d'impacts sur les conditions de travail que sur la qualité du *care* et se font souvent au détriment de la santé des travailleuses et des résident.e.s. Par exemple, une infirmière d'une MR-S appartenant à une firme multinationale expliquait le manque d'alèses de manutention en bon état :

« On les utilise depuis des années. Ces sont de petits draps que tu mets sur la personne pour la mobiliser. Donc c'est extrêmement important pour la mobilisation de la personne concernée, pour qu'elle soit en position confortable et pour préserver le dos de l'infirmier et de l'aide-soignant... Maintenant si tu veux une alèse, tu dois demander au chef, le chef de service doit consulter. »

Si dans cette MR-S il n'y a pas suffisamment d'alèses en bon état, le récit d'une ergothérapeute d'une autre MR-S où il y en a suffisamment explique le processus typique par lequel on en arrive à cette situation de pénurie :

« Chez nous il y avait une rumeur comme quoi on allait enlever les alèses. Le patron m'a dit qu'il y avait trop d'alèses qui étaient utilisées et que ce n'était pas possible d'utiliser autant d'alèses parce que ça coûtait très cher (...) Du coup j'ai discuté avec le patron et là il nous a dit qu'il va pas enlever les alèses, par contre, il va faire une concertation avec les chefs infirmier et les responsables qualité pour faire au cas par cas, évaluer chaque résident et voir si effectivement il y a besoin d'une alèse ou pas. »

À la recherche permanente de réduction budgétaire concernant le matériel s'ajoute la réduction des « coûts » liés au personnel. Le travail en sous-effectif est devenu structurel dans les MR-S lucratives, mais aussi dans les institutions publiques et associatives. Ceci se doit notamment au fait que les normes en matière de personnel subventionné par les pouvoirs publics sont trop faibles. En 2019, en Wallonie, les MR-S publiques emploient

en moyenne 43 % de personnel supplémentaire par rapport aux normes. Ce chiffre est de 32 % dans le secteur associatif et de 21 % dans le secteur lucratif. À Bruxelles, il y a en moyenne 61 % de personnel supplémentaire dans le secteur public, 40 % dans l'associatif et 29 % dans le lucratif [10]. Ces chiffres nous permettent de confirmer les signalements des travailleuses rencontrées, tout en nous permettant de visualiser les différents degrés existants en matière du personnel dans ces secteurs (public, associatif et lucratif). On observe notamment que les institutions lucratives, où il existe un surplus financier dégagé par la vente des services, investissent le moins en personnel. Ce sont, dès lors, celles qui poussent le plus fortement vers l'intensification des cadences et du rythme de travail, empêchant le bon déroulement du travail du *care*, comme le montre le témoignage suivant d'une commis de cuisine d'une firme multinationale :

« ...Je suis dans la cuisine et quand tu te retrouves seulement à 3 aides-soignantes pour 40 personnes, c'est de ma volonté en fait que je sors distribuer les plateaux... et malheureusement des fois je fais un truc que normalement je ne suis pas censée de faire : je nourris les résident... Il y en a 2 qui en ont vraiment besoin... Il faut les nourrir, mais vraiment lentement et ça prend du temps, ils ont besoin de temps... [L'une d'entre eux] ne s'exprime pas bien et elle a besoin d'aide... je sais que si je l'aide, son plateau, elle le mange en entier... vraiment je la nourris de a à z alors que quand j'entends des fois malheureusement d'autres aides-soignantes dire "cette dame ne mange pas bien"... pfff. Il suffit juste de lui accorder un peu de temps ! Elle mange, mais vraiment bien... moi, ce que je fais, c'est tremper ses tartines dans du café, je mets du sucre et du lait, elle mange très bien son dessert et à la fin je lui donne un verre d'eau et ça va. »

Ce témoignage met en relief le double décalage auquel les travailleuses sont quotidiennement livrées : d'abord entre le travail prescrit et le travail réel, ensuite entre le travail effectivement réalisé et celui qui n'a pas pu être accompli, c'est-à-dire le « travail empêché » [11]. Il illustre l'impossible standardisation du temps nécessaire au travail du *care*, définie comme un travail consistant à donner une réponse adéquate aux besoins particuliers d'autrui, selon des circonstances spécifiques. Le temps désigné pour nourrir les résident.e.s ne prend pas toujours en compte le fait que le temps pour manger est très différent d'une personne à l'autre. Si cette commis de cuisine parvient à interpréter que la résidente mange les tartines lorsqu'on lui « accorde du temps » et qu'on trempe les tartines « dans du café » tout en rajoutant « du sucre et du lait », c'est notamment parce qu'elle réalise cette activité en dehors du cadre du travail qui lui est assigné (impliquant un temps précis pour y réaliser cette activité). C'est au détriment de son temps de pause qu'elle parvient ainsi à interpréter un besoin qui, comme le souligne Pascale Molinier, est souvent « muet ». Interpréter, c'est prendre son temps, observer, « tourner autour » [12]. Le temps nécessaire à l'interprétation ainsi qu'à la réalisation d'une tâche résiste aux règles standards, car elle varie selon les situations et les besoins réels de la personne soignée. Or, ce temps nécessaire au travail du *care* est empêché par une logique managériale visant la rationalisation du *care* sur base d'une organisation du travail « productiviste », impliquant une standardisation des tâches spécifiques pour lesquelles on attribue un temps tout aussi standardisé grâce aux calculs poussant toujours à sa diminution.

Alors que s'il y a bien quelque chose qui caractérise le *care* c'est le fait qu'il s'agit d'un « travail inestimable ». Ce concept introduit par le psychanalyste Jean Oury, en référence au concept développé par Karl Marx (dans les *Grundrisse*), désigne le travail vivant qui n'est ni mesurable ni tangible et qui est donc immesurable. Or, la professionnalisation du *care* implique une valorisation marchande, ce qui induit un effort de standardisation (des cadences et des résultats) des activités par définition inestimables.

Au sous-effectif et à l'intensification de cadences de travail s'ajoute un problème plus structurellement lié à une organisation du travail fondée sur la spécialisation et la qualification. Propre au modèle taylorien, cette organisation du travail pousse vers un morcèlement accru des tâches. Cette segmentation des gestes et des activités autour d'une personne dépendante en une myriade d'intervenant.e.s limite non seulement la proximité entre travailleuses et résident.e.s, mais aussi entre travailleuses elles-mêmes, comme l'explique une aide-soignante d'une firme multinationale :

« Chez nous c'est 0 communication, c'est très, très morcelé, chacun de son côté. Euh, ouais, chacun sait ce qu'il a à faire, chacun a sa liste et on ne communique pas. La cheffe infi ne monte jamais voir comment on va, ni la direction, elles restent dans leur bureau et voilà chacun fait ce qu'il veut voilà. Et les résidents ne disent jamais rien parce qu'ils ont peur. S'ils vont rouspéter, ils vont avoir des représailles, vous trouvez ça normal ? »

Le morcèlement et l'intensification des cadences du travail du *care* ignorent en fait une partie essentielle de ce qui le constitue. Il individualise le rapport au travail, supprime le temps de « tourner au tour », de « respirer » et de discuter, entravant ainsi l'échange d'informations fondamentales, de connaissances, de savoir-faire et d'expériences. Ce qui limite l'élaboration d'une vision partagée et donc d'un soin de qualité, favorisant en même temps des formes de maltraitance envers les résident.e.s et l'éclatement des conflits entre travailleuses.

Ces multiples contraintes anéantissent une des caractéristiques principales du *care* : la composante relationnelle. Ceci conduit souvent à une perte de sens au travail, voire même à un changement abrupt du métier. Comme le montre une discussion entre une secrétaire syndicale régionale, qui explique certains facteurs organisationnels menant vers cette situation, et des déléguées syndicales qui parlent, elles, de maltraitances institutionnelles, subies et infligées :

« Au départ, que l'on fasse la profession de soignant, d'infirmier et aussi commis de cuisine ou technicienne de surface dans MRS, ce n'est pas un choix anodin de décider de travailler dans une MRS (...), c'est dans le but de pouvoir aider la personne... À partir du moment où on a l'impression de devoir faire vite, vite vite, d'être pressés comme des citrons, il y a une perte de sens du métier puisqu'on n'a plus l'occasion d'offrir des soins de qualité aux gens et d'être véritablement au chevet du patient et de pouvoir prendre le temps avec la personne... Comme vous n'êtes plus suffisamment nombreux sur le terrain, cette partie plus sociale et humaine du métier, c'est difficile de pouvoir encore la retrouver et donc c'est pour ça qu'il y a beaucoup de gens qui, à un moment donné, se disent "Bah si c'est comme ça, je me casse". » (Secrétaire régionale)

« Avec les horaires qu'ils nous donnent, la plupart des engagements sont à mi-temps. Il y a des moments, plusieurs jours pendant la semaine, où à partir de midi jusqu'à 4h, il n'y a personne... Pour aider un résident à aller à la toilette, non il n'y a personne. » (aide-soignante)

« Les résidents, on est obligées de les faire au "car wash", parce que oui, on doit parler de maltraitance, moi je n'accepte pas qu'on en arrive à ça. Eux, on doit les laver sans presque leur parler, on doit les retourner comme de la merde parce qu'il faut se dépêcher et on n'a plus que 10 minutes pour débarrasser le déjeuner ! C'est de pis en pis... On devient fou !! On n'est que 2 par étage !! » (aide-soignante)

Parmi les principales problématiques du secteur, la précarité des conditions de travail et le morcèlement des emplois, sont mis en relief de manière récurrente et sous divers aspects : régime de travail à temps partiel, cumul d'emplois, heures supplémentaires non payées, recours à l'intérim, travail gratuit, sous-traitance. Alors que la plupart du personnel a des contrats à temps partiel (mi-temps), il arrive même parfois, selon une secrétaire syndicale régionale, que ce mi-temps n'existe pas. Dans la pratique, les employeurs ont recours au détournement de contrat via des avenants antidatés au contrat pour les heures supplémentaires, ce qui permet aussi d'éviter la modification du contrat de travail. La flexibilité de l'emploi favorise également une pratique courante de contrôle visant à discipliner les travailleuses à qui la direction impose des horaires pénibles lorsque celles-ci osent remettre en question l'institution.

New Public Management : le travail du *care* dans le secteur public et associatif

Dans un contexte marqué par l'avancée du secteur lucratif, le sous-financement des MR-S publiques et associatives ainsi que les réformes comme l'intégration des ASBL au Code des sociétés et des associations (supprimant l'interdiction pour celles-ci de mener des activités lucratives) ou le décret wallon du 14 février 2019 (favorisant la collaboration entre le secteur public et privé) facilitent le processus de marchandisation du secteur au détriment du travail et de la qualité des soins [13]. Un processus en accélération dans un contexte néolibéral caractérisé par la mise en concurrence croissante entre MR-S lucratives, publiques et associatives poussant ces dernières vers un renforcement du mode d'organisation du travail correspondant au New Public Management (NPM).

Le NPM consiste à gérer les services publics et non marchands comme des entreprises privées par des logiques de « rationalisation des coûts » et de mise en concurrence entre institutions privées et publiques. Selon ce modèle managérial, issu du monde de l'industrie, la concurrence encourage « l'efficacité ». Or, comme nous l'avons vu, la notion d'efficacité dans le domaine productif est incompatible avec le *care* qui implique, notamment, des critères relationnels et contextuels qui sont par définition anti-productifs. Dans ce sens, l'« efficacité » n'est finalement que synonyme de réduction des coûts et donc, de travail en sous-effectif, d'intensification des cadences et des rythmes de travail ainsi que de diminution des investissements en matériel et en infrastructure.

Dans ce contexte, même si à des degrés encore différents, les travailleuses du secteur associatif et public témoignent des mêmes problématiques que celles soulevées par les travailleuses du secteur lucratif. Ainsi, lors d'une réunion syndicale du secteur privé (lucratif et associatif), un aide-soignant d'une MR-S associative souligne que les conditions de travail dans son association ne sont pas très différentes de celles décrites par ses camarades du secteur lucratif tout comme les dispositifs commerciaux mis en œuvre, conduisant les travailleuses à opérer une hiérarchisation des soins afin d'attirer plus de « client.e.s » :

« On est à 2 [AS] pour 42 personnes à distribuer les déjeuners, faire les toilettes et tous les mettre dans une salle. Vraiment sur une journée type, c'est entre 15 et 16 toilettes. Pendant les 2h du matin avec distribution des repas on

va faire les lits, les douches on oublie. On doit finir tout pour 11h 40. [Ensuite] On va mettre les tables, et on doit débarrasser. On va donner à manger. Et si une des techniciennes de surface ose venir aider, elle reçoit un blâme. Le matin elles sont 5 techniciennes de surface pour faire les 106 chambres ! Et quand on parlait de devoir faire la "pub" de la résidence. Chez nous, on a de courts séjours (...) quand ils vont sortir, ils vont parler de la résidence. Donc il faut mettre les gens qui sont bien avec une bonne aide-soignante et bonne technicienne de surface qui va bien nettoyer la chambre... Mais alors c'est du paraître. Une fois qu'il passe en long séjour, c'est fini, ce n'est plus ça. Ils doivent s'adapter à "ça doit aller vite, ça doit aller vite". »

Tant dans le secteur public qu'associatif, le NPM est évoqué comme l'une des principales sources de tensions. Si dans le passé les directions étaient composées par du personnel issu du milieu du *care*, dorénavant la plupart des institutions sont gérées par des managers formé.e.s dans le monde entrepreneurial. Ces directions n'hésitent pas, selon le témoignage d'une représentante syndicale du secteur public, à légitimer leurs choix visant vers une « rationalisation » de l'institution par des arguments concernant les risques de privatisation : « si on demande trop, on risque d'être privatisé » ou « la fermeture ». Elles comparent également les conditions de travail des travailleuses du public avec celles du secteur privé, pour les persuader sur le fait que « ce pourrait être bien pire ». En effet, par rapport aux MR-S lucratives et même au secteur associatif, les institutions publiques assurent plus de contrats de travail à durée indéterminée et à temps plein, mais le travail en sous-effectif et donc l'accélération des cadences ainsi que le recours de plus en plus fréquent à de contrats atypiques ou à de formes d'emploi précaire (sous-traitance, contrats d'activation...) reste une réalité.

Le NPM se caractérise également par un contrôle accru des tâches, des horaires et des dépenses. La tendance à standardiser les activités et à chiffrer les dépenses en soins se traduit par l'introduction d'un système de codage. Ceci implique une surcharge en travail administratif au détriment du temps consacré au *care* et pousse vers une accélération des cadences de travail et un morcèlement des tâches. Selon une représentante syndicale, si auparavant les MR-S publiques se caractérisaient par une gestion relativement construite sur la confiance, dorénavant, la rationalisation pousse vers des procédures administratives de justification des dépenses et des actes qui, ajoutés à l'absence de mise à jour des normes d'encadrement et à des transformations d'ordre démographiques (impliquant une croissance du nombre de résident.e.s dépendant.e.s), mènent vers une surcharge du travail et à l'épuisement du personnel. Dans ces conditions, l'absentéisme augmente. Ce qui renforce le travail en sous-effectif.

Ce contrôle accru est, en outre, considéré par les travailleuses comme un obstacle au *care* par son caractère incompatible avec les besoins du terrain. L'incorporation du système de pointage dans les MR-S publiques est à ce titre exemplaire à propos des problématiques engendrées par cette obstination à la standardisation (indispensable au contrôle). Il provoque de nombreux problèmes au moment du changement de service. Comme l'explique une représentante syndicale, si un.e résident.e fait une chute 15 minutes avant la fin du service d'une travailleuse et que 15 minutes ne suffisent pas à résoudre ce problème, la travailleuse devra allonger sa journée de travail, mais ce temps ne sera pas comptabilisé en heures supplémentaires. Et, vu que ce type de situation est récurrent, l'accumulation de ces minutes de plus peut représenter un temps de travail gratuit non négligeable. Des situations qui peuvent mener à ne plus prendre en charge ce type de problèmes. On observe, enfin, une tendance à la privatisation des MR-S publiques par l'externalisation de certains services comme c'est notamment le cas pour le service d'hôtellerie (repas, entretien et lingerie), ce qui a des impacts considérables non seulement en ce qui concerne les conditions de travail des travailleuses de ce secteur, mais aussi dans l'organisation des revendications communes du personnel.

La marchandisation du care

Né dans un contexte néolibéral, le développement des MR-S est marqué par un glissement progressif du secteur public vers le privé. Le désinvestissement de l'État dans la fourniture de services publics aux personnes âgées offre de nouveaux débouchés pour le secteur lucratif, attirant de grands groupes d'investissement et marquant de telle sorte la financiarisation du secteur de l'hébergement pour personnes âgées.

L'investissement massif de capitaux privés et des multinationales dans ce secteur s'accompagne d'une accentuation de la marchandisation des services publics et associatifs. En effet, le processus de privatisation du secteur s'accompagne de la mise en concurrence des entreprises publiques et associatives avec des entreprises privées ainsi que de la mise en place de nouvelles formes de gestion de services publics soumises à l'impératif de rentabilité et d'efficacité gestionnaire (*new public management*).

Dans un contexte néolibéral caractérisé par la dérégulation du temps du travail (flexibilité accrue), l'intensification du travail, la « polyvalence », la réduction des coûts, la précarisation des statuts, la sous-

traïtance et l'externalisation, les MR-S deviennent de véritables sources de profit constitué essentiellement d'un salariat féminin subalterne exerçant le travail du *care* avec des horaires flexibles, des cadences accrues, des bas salaires et des conditions précaires. Même si à degrés divers selon les secteurs et institutions, que ce soit dans le secteur associatif, public ou lucratif, elles sont toutes soumises à l'introduction de techniques propres au travail « productif », visant une intensification des cadences de travail pour augmenter les profits tout en diminuant les « dépenses ». Cette logique marchande empêche le travail du *care* tout en soumettant les corps des travailleuses et des résident.e.s à des contraintes propres à une organisation du travail « productiviste » qui nuisent à leur santé physique et psychologique. Ce que les travailleuses expriment, non pas sans souffrance, lorsqu'elles parlent de maltraitance institutionnelle, subie et infligée.

Cet article a paru sur le site d'Enco, dans le cadre d'une enquête sur la privatisation des hôpitaux et des maisons de retraite en Europe.

Pour citer cet article : Natalia Hirtz et Cécilia Trionfetti, « Les effets de la marchandisation du *care* dans les maisons de repos et de soins en Belgique », Gresea, novembre 2021.

[1] Molinier, P., *Le travail du care*, La Dispute, 2020 (1ère Éd. 2013)

[2] Voir, Trionfetti M. C. et Hirtz N., « La privatisation du secteur des maisons de repos et de soins en Belgique », Rapport du Réseau européen des observatoires des multinationales (ENCO), à paraître.

[3] Voir Amnesty International Belgique, « Les maisons de repos dans l'angle mort. Les droits humains des personnes âgées pendant la pandémie de covid-19 en Belgique », novembre 2020. https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20201116_rapport_belgique_mr_mrs.pdf

[4] Médecins sans frontières, « Les laissés pour compte de la réponse au Covid-19 », juillet 2020. <https://urlz.fr/gNIA>

[5] Ces choix furent motivés par des recommandations faites en début de crise par certaines sociétés scientifiques, notamment par une directive de la Société belge de Gériatrie et de Gériatrie selon laquelle, les occupants de centres de soins résidentiels très affaiblis et contaminés par le Covid-19 ne font pas l'objet d'hospitalisations. La Libre Belgique, 24 mars 2020. <https://www.lalibre.be/belgique/societe/2020/03/24/ne-plus-hospitaliser-les-residents-des-maisons-de-repos-contaminees-cest-le-medecin-traitant-qui-decide-OAQGDSLZJNFTJPQZL2JB2K6XJQ/>

[6] Sciensano, Surveillance covid-19 en maisons de repos et maisons de repos et de soins. Rapport de la semaine 35 (données jusqu'au 31 août 2021 inclus), août 2021 :

https://covid-19.sciensano.be/sites/default/files/Covid19/COVID-19_Surveillance_MR_MRS.pdf

[7] Si avant le 21 juin 2020 (période correspondant à la première vague), 78% des résident.e.s sont décédé.e.s dans les MR-S (c'est-à-dire sans avoir été transféré.e.s dans un hôpital), durant la période du 22 juin au 30 août 2020 (moment où le nombre des hospitalisations dues au Covid-19 a atteint son plus bas niveau), 55% de résident.e.s sont décédé.e.s dans les MR-S. Un chiffre qui a réaugmenté à 73% durant la deuxième vague des contaminations (31 août 2020 au 14 février 2021). Sources, Sciensano, août 2021, *Op. cit.*

[8] Pardon, P., Chief Medical Officer Belgique et Président du Risk Management Group, « Communication au sujet de l'avis 9577 datant du 16 mars 2020 du Conseil supérieur de la Santé et des consignes du Risk Assessment Group sur l'utilisation des masques »,

https://covid-19.sciensano.be/sites/default/files/Covid19/COVID-19_RMG_Brief_MondMaskers_FR.pdf

[9] Modèle élaboré dans le contexte d'essor de l'industrialisation de la fin du XIX siècle par l'ingénieur F.W Taylor et désigné comme forme d'organisation scientifique du travail. Il consiste à définir de façon très précise la manière dont les tâches doivent être organisées et les rôles que doivent occuper les différent.e.s travailleur.euse.s pour obtenir une productivité optimale.

[10] Rombeaux, J-M., « Les Maisons de repos doivent-elles disparaître ? La désinstitutionnalisation des aînés est-elle souhaitable ? », étude, Fédération des CPAS/Brulocalis, Union des villes et des communes de Wallonie ASBL, 2020, p. 27.

[11] Clot Y., *Le travail à cœur. Pour en finir avec les risques psychosociaux*, La Découverte, 2010.

[12] Molinier, P., 2020, *op.cit.*

[13] Voir, Trionfetti M. C. et Hirtz N., « La privatisation du secteur des maisons de repos et de soins en Belgique », Rapport du Réseau européen des observatoires des multinationales (ENCO), à paraître.

http://mirador-multinationales.be/textes/secteurs/article/les-effets-de-la-marchandisation-du-care-dans-les-maisons-de-repos-et-de-soins?var_mode=calcul

Algorithmes et démocratie (France)

Le surgissement dans la campagne de l'application Elyse pose la question du rôle des acteurs privés dans l'animation du débat public.

L'apparition sur nos smartphones de l'application Elyse est venue animer une campagne présidentielle atone. Son fonctionnement, intuitif et didactique, est calqué sur celui du site de rencontre Tinder. Il permet de se prononcer sur des centaines de propositions politiques, toutes anonymisées. L'utilisateur peut exprimer son accord, son rejet ou son désintérêt. Au bout d'une cinquantaine de réponses, l'algorithme vous propose un classement des postulants à la fonction suprême basé sur un pourcentage. Arrive alors en tête celui ou celle avec laquelle vous avez le plus d'affinités électorales.

Ce surgissement a d'abord été accueilli avec bienveillance, tant par les observateurs que par les états-majors des candidats. Car enfin, de quoi s'agit-il ? De réconcilier les jeunes avec la politique, de les drainer vers l'isoloir alors que l'abstention s'annonce historique.

Mais confier à des acteurs privés, même partiellement, l'animation du débat public a nécessairement un prix. Et d'abord celui d'une simplification à outrance d'une offre de gouvernement forcément plus complexe et articulée que l'égrènement de propositions examinées indépendamment les unes des autres. Celui de la transparence ensuite. Les deux étudiants qui ont lancé Elyse ont choisi de ne pas utiliser de solution open source pour coder leur application. Difficile dans ces conditions de savoir pourquoi, en cas d'égalité, Emmanuel Macron est systématiquement favorisé, ni de comprendre pourquoi l'ordre affiché ne correspond pas au pourcentage de réponses. Un internaute patient et suffisamment qualifié s'est échiné à percer cette énigme. Il a même débusqué une faille de sécurité lui permettant d'ajouter son nom à la liste des candidats, démontrant ainsi que sécurité et opacité s'accordent mal, particulièrement quand un pays doit collectivement déterminer son destin.

Plane enfin une sourde menace : *quid* de l'utilisation des données collectées préalablement à l'utilisation de l'application. Si les chiffres n'ont pas été communiqués, il est établi qu'Elyse a déjà été téléchargée plus d'un million de fois sur l'App Store et sur Android. L'internaute n'est certes pas tenu de laisser son nom mais il doit renseigner une date de naissance, un genre et un code postal. L'ingénieur Mathis Hammel a ainsi débusqué une étude de l'université américaine Carnegie Mellon estimant que 87 % des Américains sont identifiables grâce à ces datas. Et cela sans utiliser des métadonnées, largement disponibles, ni des programmes d'intelligence artificielle. À cette aune, il est urgent que les propriétaires d'Elyse s'engagent publiquement à ne céder à personne une base de données dont l'utilisation par un parti pourrait fausser le jeu démocratique.

Antonin AMADO (Politis), publié le 19 janvier 2022

Relocaliser ne suffit pas

Relocalisation, protectionnisme, réindustrialisation : voilà encore quelques années, quiconque prononçait ces mots se voyait accusé de refuser la modernité – comprendre le libre-échange, la mondialisation, la montée en puissance des services. Les choses commencent à changer. Les principaux candidats à l'élection présidentielle promettent désormais de faire revenir des usines en France, y compris M. Emmanuel Macron, dont le bilan sur le sujet n'est guère reluisant (lire « Le pouvoir gesticule, l'industrie agonise »). Tous s'engagent à rebâtir une industrie pharmaceutique puissante, après la pandémie (lire « Chronique d'un gâchis pharmaceutique »). Mais encore faudrait-il bouleverser les règles du commerce mondial (lire « L'impasse du marché »)...

L'impasse du marché

« C'est un petit séisme dans le monde de l'étiquette. La direction de l'usine en charge de la confection des étiquettes portant la mention "fabriqué en France" a annoncé la délocalisation de sa production sur un site chinois (1). » En publiant cette (fausse) dépêche en 2016, les auteurs du site parodique Le Gorafi savaient-ils qu'on trouvait déjà, sur la plate-forme de commerce en ligne Alibaba, des centaines de références d'étiquettes *made in France* fabriquées en Chine ?

Il y a quelques décennies, un tel constat aurait sans doute suscité la résignation, tant les délocalisations font partie des « évidences » défendues par la pensée libérale. Mais la pandémie de Covid-19 a bousculé quelques certitudes. Alors que la France découvre que 80 % des molécules pharmaceutiques dont elle a besoin sont importées, l'heure n'est plus à la plaisanterie. La promesse de relocaliser figure désormais au rang des passages obligés des discours politiques.

Pourtant, l'« urgence de relocaliser » n'est pas si neuve : elle apparaît dans les discours et les stratégies publiques en réaction à la grande crise économique de 2007-2008. En 2010, le gouvernement de M. François Fillon ambitionne d'accroître la production industrielle d'un quart en cinq ans, à travers un fonds d'aide à la réindustrialisation destiné à subventionner les « efforts » du secteur privé. En vain. En 2012, sous la présidence de M. François Hollande, le ministère chargé de l'industrie est rebaptisé ministère du redressement productif, sous la houlette de M. Arnaud Montebourg. Il adopte les mêmes recettes avec des objectifs similaires en tête. Il ne rencontre pas davantage de succès.

Du côté des industriels, on n'a pourtant pas à se plaindre des politiques publiques menées depuis quinze ans pour réindustrialiser la France : elles ont consisté à leur verser des sommes importantes dans l'espoir de leur permettre de gagner en compétitivité, une étape considérée comme un prérequis pour accroître la production nationale. Du côté des salariés, le tableau s'avère moins joyeux, que la relocalisation soit « réussie » ou non du point de vue de l'entreprise. Deux exemples permettent de l'illustrer.

Tout d'abord, celui de la fonderie Loiselet, construite en 1850 près de Dreux (Eure-et-Loir). Il s'agit toujours d'une affaire familiale quand ses dirigeants décident de déménager la production en Chine en 1999. Mais les résultats sont décevants. En 2012, la production est rapatriée sur le site d'origine, moyennant des investissements importants pour automatiser la chaîne : palans électriques, usinages, peinture... L'État entre au capital à hauteur de 22 %, débloque une avance remboursable de 6,5 millions d'euros et une subvention à la réindustrialisation de 2 millions supplémentaires. Mais les dirigeants se trompent encore une fois. Estimés à 16 millions d'euros, les investissements dans les machines grimpent finalement à 18 millions. En décembre 2013, Loiselet est en faillite, sans repreneur. Premier cas de figure donc : la relocalisation échoue, et les salariés perdent.

Second scénario, celui de l'opération « réussie » sur le plan économique. Comme, par exemple, celle du fabricant de thé Kusmi Tea, qui opère à partir de 2017 un retour en France largement médiatisé. L'entreprise rapatrie au Havre la fabrication de sachets auparavant effectuée au Maroc. Mais elle investit dans des robots (japonais) d'ensachage de façon à « rester compétitive » et à ne pas accroître ses « coûts de production ». Un cas particulier ? Selon la société d'analyse Trendeo, au cours des douze dernières années, les relocalisations n'ont abouti qu'à l'ouverture de neuf mille postes de travail, à comparer au million d'emplois industriels perdus entre 2000 et 2016. Interrogé par le journal *Les Échos*, Patrick Artus, chef économiste à l'établissement financier Natixis, estime que « jamais la France ne relocalisera ses industries de main-d'œuvre avec ses coûts salariaux. Au mieux, elle peut faire revenir des bouts d'activité en les robotisant ». En d'autres termes, même quand les relocalisations sont réussies, elles ne créent guère d'emploi. Les salariés n'y gagnent rien, ou presque.

Remplacer des humains par des robots ne procède pas d'une stratégie nouvelle. Les évolutions technologiques et numériques récentes renforcent toutefois la tendance. En octobre 2020, l'organisation professionnelle France Industrie publie une tribune cosignée par son président et par celui de Syntec numérique (l'un des syndicats professionnels français de l'industrie du numérique), intitulée « Pas de relocalisations sans 5G! » : « *La maîtrise de cette technologie est stratégique pour gérer les process de fabrication des usines connectées aux performances augmentées. Plus digitalisées, plus agiles et plus écologiques, ces usines reposent en effet sur des technologies radicalement nouvelles et activées par la 5G : capteurs intelligents, impression 3D, réalité virtuelle et augmentée, Internet des objets et robotique avancée.* » Et de conclure : « *C'est seulement par les innovations technologiques comme la 5G que nous répondrons aux enjeux de relocalisation, de réindustrialisation et de décarbonation de notre économie* » (2).

Popularisé par de grands cabinets de conseil en stratégie, le concept d'« usine du futur » est aussi appelé « industrie 4.0 », en référence à la quatrième révolution industrielle que représenterait l'introduction du numérique dans les chaînes de production. Il s'agit notamment de renforcer la communication entre l'homme et la machine, mais aussi directement entre machines ou entre sites de production, ce qui réduit d'autant l'intervention humaine. L'idéal : l'usine « relocalisée » avec aussi peu d'ouvriers que possible...

Les rares relocalisations recensées à ce jour n'invalident pas un constat : la désindustrialisation de la France se poursuit, suggérant que l'approche libérale visant à soutenir les priorités de développement des entreprises ne constitue pas une stratégie industrielle. Et interdit de poser certaines questions : que faut-il produire ? Que faut-il rapatrier en France ? Quels secteurs convient-il de protéger de la concurrence ? Où investir ? Le marché est pour l'instant chargé, seul, de trouver les réponses. « *Une erreur commune conduit à estimer que la bureaucratie d'État est moins agile que le secteur privé, a observé l'économiste britannique Joan Robinson (1903-1983). Il est possible que cela soit le cas pour des points particuliers, mais lorsque des mutations de grande échelle sont requises, un certain degré de centralisation garantit une souplesse bien supérieure. Il faut peut-être deux mois avant d'obtenir une réponse à une lettre adressée à telle ou telle administration publique ; mais il faut vingt ans pour qu'une industrie pilotée sous le régime de l'initiative privée s'ajuste à un déclin de la demande* » (3).

Sans compter que, en l'absence de régulation des échanges commerciaux, relocaliser implique de se plier aux logiques qui, jusqu'à présent, ont poussé... à délocaliser : réduire les coûts, gagner de nouvelles parts de marché, être compétitif dans une concurrence inchangée. Dans un système de libre-échange, pour de nombreuses productions, les multinationales finissent toujours par arbitrer : qu'est-ce qui me coûte le moins cher ? le robot ou l'ouvrier d'un pays à bas coût de main-d'œuvre ?

Réussir des relocalisations qui participent d'un processus efficace de réindustrialisation, qui profitent également aux salariés et réduisent la pression sur l'environnement suppose donc de modifier le cadre : les règles commerciales, la division internationale du travail et le rapport de forces entre pouvoirs publics et grandes entreprises – autant de réformes auxquelles s'opposent les traités européens. Pour y parvenir, une « taxe aux frontières », comme la brandissent aujourd'hui de nombreux candidats à la présidentielle (et comme l'a pratiquée M. Donald Trump aux États-Unis durant son mandat), constituerait un outil indispensable, mais insuffisant. Le protectionnisme, en effet, peut protéger une filière existante d'une concurrence déloyale s'exerçant par le biais des importations. Mais il ne peut pas, à lui seul, faire resurgir des usines de textiles « grand public » (c'est-à-dire à un coût abordable) ou de substances pharmaceutiques « de base » si les industriels ne sont pas prêts à investir en France et à reconstruire une branche qui n'existe plus. Pour ce faire, il faut d'autres outils, qui permettent de canaliser les capitaux privés et publics vers des activités peut-être pas follement profitables, mais à coup sûr utiles. Qui permettent, également, de développer des entreprises publiques capables de fournir des biens essentiels et de mettre sur pied des formations adéquates dans les filières technologiques nouvelles, ou dans celles où le savoir-faire a parfois disparu (4).

Dans cette filière stratégique qu'est la santé, où les grandes multinationales réalisent des profits spectaculaires tout en bénéficiant d'un marché subventionné par la Sécurité sociale, la première étape d'une relocalisation d'ampleur et d'une transformation écologique et sociale pourrait commencer par la constitution d'un laboratoire français public, de façon à produire des médicaments « de base » à prix coûtant. Face à cette concurrence, le secteur privé n'aurait d'autre choix que de baisser ses marges ou de désertir le marché national... donnant ainsi la possibilité d'accroître la production publique. À terme, les besoins en médicaments essentiels pourraient être couverts localement et à moindre coût – ce qui profiterait à la fois aux particuliers, aux hôpitaux et aux comptes de l'État.

Dans d'autres secteurs, les objectifs et la méthode peuvent varier. Pour l'automobile, par exemple, il est nécessaire d'enrayer une escalade technologique stérile et polluante, de gagner en réparabilité et de réduire la production de véhicules individuels au profit du développement des transports en commun. Pour l'énergie de réseau (gaz, électricité), ce ne sont pas les moyens de production qui ont été délocalisés, mais les

investissements, les grands groupes comme Électricité de France (EDF) et Engie préférant développer des activités plus rentables à l'étranger que moderniser les infrastructures françaises. Pour réaliser la transition énergétique, ce sont avant tout les capitaux qu'il faut relocaliser, ce qui suppose de les contrôler.

La relocalisation pose enfin une question qui devrait intéresser les forces de transformation écologique et sociale : peut-on considérer que le « juste échange », auquel chacun semble aspirer, se résume à empêcher le dumping en provenance des pays à bas coûts ? Est-ce que les prix mondiaux auxquels se négocient les matières premières, par exemple, et les recettes qu'elles fournissent aux États du Sud ne seraient pas un sujet à traiter ? Est-ce que la division internationale du travail elle-même – les productions à faible valeur ajoutée, polluantes ou dangereuses dans une partie du monde ; et les productions plus sûres, plus écologiques et à forte valeur ajoutée dans une autre – ne crée pas une injustice structurelle à laquelle il faut aussi s'attaquer ? Et n'y a-t-il pas, finalement, autant d'urgence à proposer d'autres bases pour le commerce international qu'à relocaliser la production ?

Aurélien BERNIER (Monde diplomatique)

Auteur de *L'Urgence de relocaliser. Pour sortir du libre-échange et du nationalisme économique*, Utopia, Paris, 2021.

(1) « L'usine qui produisait les étiquettes "fabriqué en France" délocalisée à l'étranger », Le Gorafi, 13 janvier 2016, www.legorafi.fr

(2) « Pas de relocalisations sans 5G ! », France Industrie, 29 octobre 2020.

(3) Cité par Mariana Mazzucato, *L'État entrepreneur. Pour en finir avec l'opposition public-privé*, Fayard, Paris, 2020.

(4) Lire Maurice Midenas, « L'Aube sur un fil », *Le Monde diplomatique*, juillet 2019.

Le pouvoir gesticule, l'industrie agonise

En déplacement à Amiens au début de son mandat, M. Emmanuel Macron promettait de sauver l'usine de séchage Whirlpool, menacée de délocalisation. Deux ans et un repreneur plus tard, le site fermait ses portes. Une histoire qui symbolise le bilan du président en matière de politique industrielle : beaucoup de paroles et peu de résultats.

Il y a deux ans, la pandémie de Covid-19 a suscité la sidération dans la population. C'est sans doute sur le terrain industriel que la prise de conscience fut la plus douloureuse : la France est le seul membre du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) à ne pas avoir su développer un vaccin, et le pays a été incapable de mobiliser des ressources industrielles suffisantes pour disposer ne serait-ce que de simples masques en urgence. « [La pandémie] a eu l'effet, dans le débat public, d'un électrochoc, constate, dans un récent rapport (1), le Haut-Commissariat au plan, une institution fondée par le général de Gaulle en 1946, supprimée en 2006 et ressuscitée par le président Emmanuel Macron à l'automne 2020. Les fragilités résultant de la désindustrialisation ont éclaté au grand jour : masques, respirateurs, équipements médicaux et produits stratégiques, certains vitaux, ont fait cruellement défaut lorsque la France a dû affronter l'épidémie. »

La crise sanitaire est survenue à un moment charnière. La Chine, au fil des années, est devenue le plus grand atelier de la planète. Elle pesait, en 2020, 28,7% de la production manufacturière mondiale, loin devant les États-Unis – 16,65% – et très loin devant l'Europe, dont les quatre principaux pays (Allemagne, Italie, France et Royaume-Uni) ne totalisaient que 11,8%. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : alors qu'en 1990 les États-Unis et l'Europe produisaient 80% des semi-conducteurs mondiaux, à parts égales, l'Union européenne n'en produit plus que 9% en 2020, et les Américains à peine 10%. Tout le reste est désormais fabriqué en Asie. En France, ce phénomène est encore plus accentué : le poids de l'industrie dans le produit intérieur brut (PIB) est ainsi passé de 23% en 1980 à 13,5% en 2019, un niveau bien inférieur à la moyenne de l'Union (19,7%). Certes, il a reculé dans toute l'Europe, mais il reste supérieur chez presque tous nos voisins, qu'il s'agisse de l'Italie (19,6% en 2019), de l'Espagne (15,8% en 2018) et surtout de l'Allemagne (24,2% en 2019). Avec la pandémie, M. Macron a ainsi troqué son discours sur la « start-up nation » pour celui sur la « souveraineté économique ». Dès mars 2020, le président lance un appel dans l'usine de masques du groupe Kolmi-Hopen près d'Angers pour « retrouver la force morale et la volonté de produire en France et retrouver cette indépendance ». Au cœur de l'été 2020, il est revenu sur le sujet, en affirmant : « Nous devons relocaliser et recréer des forces de production sur nos territoires. La souveraineté sanitaire et industrielle sera l'un des piliers du plan de relance. » En septembre 2020, il persiste et signe, devant les acteurs de la French Tech, en plaidant pour une « souveraineté numérique européenne ». Changement de décor en décembre, dans une usine Framatome au Creusot, mais le discours est le même : « Le nucléaire restera la pierre angulaire de notre autonomie stratégique. »

Si certains commentateurs louent ce «*tournant*», d'autres rappellent que M. Macron a commencé son cheminement politique au Mouvement des citoyens (MDC) de M. Jean-Pierre Chevènement, il y a une vingtaine d'années, et que cette célébration de la souveraineté ne serait qu'un retour aux sources. D'autres encore ne croient pas en une conversion sincère du président de la République. C'est le cas du député Les Républicains (LR) Olivier Marleix, qui avait présidé dès 2017 une commission d'enquête parlementaire sur les décisions de l'État en matière de politique industrielle : «*Dans la France d'Emmanuel Macron, la politique industrielle est faite par les banques d'affaires – plus par l'État ; au service de la rentabilité du capital à l'évidence, beaucoup moins au service des salariés ou dans l'intérêt industriel du pays (2).*»

Quand nous l'interrogeons dans son bureau du troisième étage de l'hôtel des ministres de Bercy (le même qu'occupait M. Macron comme ministre de l'économie de M. François Hollande entre 2014 et 2016), la ministre déléguée chargée de l'industrie, Mme Agnès Pannier-Runacher, essaie de faire bonne figure. «*La France est devenue la première destination des investissements industriels étrangers d'Europe*», se félicite-t-elle tout en dressant devant nous la liste des mesures néolibérales décidées depuis 2017 pour permettre à la France de «*redevenir un site désirable*» : baisses d'impôt sur les sociétés, ordonnances sur le droit du travail, loi Pacte (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises). Autant de «*signaux*» contre le «*droit du travail imprévisible*», la «*complexité administrative*», ces «*préjugés défavorables à la France*», selon cette ancienne haute fonctionnaire, passée de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), l'un des bras armés financiers de l'État dans le secteur privé, et qui connaît bien le «*monde de l'entreprise*» pour avoir été directrice des divisions clients chez Faurecia, un équipementier automobile.

L'Élysée multiplie les effets d'annonce en se réjouissant, mi-janvier 2022, des projets de vingt et une entreprises étrangères en France représentant 4 milliards d'investissements. Derrière les discours du président sur la «*souveraineté économique*», aucun changement de politique à l'horizon. Manifestement, Mme Pannier-Runacher s'en satisfait : «*En 2017, quand Emmanuel Macron arrive, un million d'emplois industriels net ont été supprimés entre 2000 et 2016. Par notre action, notamment vis-à-vis des investisseurs étrangers, on recrée de l'emploi industriel avec 37 000 emplois industriels net créés.*» Le renversement de tendance apparaît bien modeste.

Et ce bilan suscite une réponse cinglante du député Marleix : «*La réponse par l'“attractivité” recherchée auprès d'investisseurs étrangers, qui est l'alpha et l'oméga de la politique d'Emmanuel Macron, si elle facilite une augmentation de capital à un moment donné, entraîne aussi une perte de contrôle à terme*». Politiquement, ce thème des investissements étrangers est aujourd'hui sensible pour le président français : lorsqu'il était ministre de l'économie, M. Macron a en effet autorisé de nombreuses opérations de rachat de groupes français par des entreprises étrangères. Au-delà du cas emblématique d'Alstom (3), on peut citer le parapétrolier Technip, vendu à l'américain FMC, le cimentier Lafarge au suisse Holcim, ou encore le groupe de télécommunications Alcatel-Lucent au finlandais Nokia. À chaque occasion, ces opérations ont été présentées par l'État et le ministre comme des «*mariages entre égaux*». En réalité, ces fusions se sont apparentées à des prédatations.

Au point que, depuis deux ans, le gouvernement s'est décidé à élargir le «*décret Montebourg*», qui, en 2014, avait ouvert la voie au contrôle des investissements étrangers en soumettant à l'aval de Bercy des opérations visant des acteurs de secteurs stratégiques comme la défense, la sécurité, l'eau, l'énergie ou les transports. Désormais, l'aérospatiale, l'hébergement de données, la presse, la sécurité alimentaire, les technologies quantiques, le stockage d'énergie et les biotechnologies relèvent de ce décret.

Malgré ces nouvelles dispositions, la logique des effets d'annonce semble primer sur toute stratégie de fond. «*Le gouvernement ne semble pas savoir ce qui est vraiment sensible : pourquoi bloque-t-on le rachat de Carrefour [par le groupe québécois Couche-Tard] et pas celui de Linxens ? [entreprise spécialisée dans les semi-conducteurs, rachetée par un groupe chinois en 2018], s'interroge ainsi Mme Claude Revel, ancienne déléguée interministérielle à l'intelligence économique, entre 2013 et 2015. Notre souveraineté n'est que défensive alors qu'il faudrait financer beaucoup plus nos pépites souveraines et l'innovation stratégique (4).*» Après nous avoir vanté le bilan du gouvernement, la ministre Pannier-Runacher concède ainsi : «*L'investissement productif est notre point faible.*» Elle précise : «*Le plan de relance ne permet pas de financer des entreprises en difficulté.*»

La presse libérale dénonce une « nouvelle pensée unique »

Dans cette bagarre internationale où tous les coups sont permis, y compris entre «*alliés*», la France s'est peu à peu désarmée sur le plan industriel, préférant miser depuis trente ans sur une «*économie de services*». M. Marleix se souvient des propos tenus au début des années 1990 par un collaborateur de l'ex-

ministre socialiste de l'industrie puis de l'économie Dominique Strauss-Kahn : *«L'industrie, c'est fini, la mondialisation appelle la spécialisation des économies, nous devons devenir une économie de services, comme l'ont fait les Anglais avec la finance».*

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, changement de discours : en novembre 2021, les responsables politiques s'affichent ainsi en nombre au salon du *made in France* qui s'est tenu à la porte de Versailles, à Paris. En guise de stratégie pour le pays, chacun y va de son image symbolique. Le magazine économique *Challenges*, particulièrement libéral, s'inquiète ainsi d'une *«nouvelle pensée unique»*. Même M. Yannick Jadot, candidat écologiste à la présidentielle, évoque les questions industrielles : *«La souveraineté de la France est au cœur de mon projet. On ne peut pas être aussi dépendant stratégiquement d'un pays comme la Chine, dont on sait que c'est la pire dictature au monde aujourd'hui (5).»*

Un temps engagé dans cette élection, M. Arnaud Montebourg reste décidé à faire de la souveraineté industrielle l'une des thématiques du débat : *«Nous refuserons les règles européennes absurdes et intrusives qui nous empêchent de financer et d'utiliser la commande publique»*, annonce l'ancien ministre (6). Un discours qui se rapproche de la volonté ancienne de M. Jean-Luc Mélenchon de désobéir à l'Union européenne pour restaurer l'*«indépendance de la France»*. De l'autre côté du spectre politique, M. Éric Zemmour, le candidat d'extrême droite, prétend vouloir lutter contre le *«grand déclassé»* et commence à se former aux dossiers industriels en écoutant les conseils amicaux de M. Loïk Le Floch-Prigent, proche de l'ancien président François Mitterrand et ancien patron du géant de la chimie Rhône-Poulenc, puis du groupe pétrolier Elf Aquitaine.

« Les Chinois ont compris qu'il fallait produire pour être respecté »

Dans son clip de candidature, M. Zemmour n'a pas hésité à intégrer des images du Concorde ou du train à grande vitesse (TGV), deux réalisations industrielles qui ont fait la fierté de la France. On retrouve ces deux références dans le clip de M. Macron annonçant son *«plan "France 2030"»*, accompagnées d'images du paquebot *France* et de la construction de centrales nucléaires. Conscient de sa fragilité dans le domaine, le président français prévoit ainsi 30 milliards d'euros d'investissements pour *«faire émerger dans notre pays et en Europe les champions de demain»* dans plusieurs domaines prioritaires : les composants électroniques, les *«avions bas carbone»*, les biomédicaments, l'exploration des fonds marins, la sécurisation de l'accès aux matières premières stratégiques... Face à l'étendue des enjeux, les 30 milliards d'euros semblent peu de chose. Depuis sept ans, la Chine a investi plus de 180 milliards de dollars (160 milliards d'euros) dans le secteur des semi-conducteurs. Le président Xi Jinping a annoncé, en 2020, vouloir investir dans les six prochaines années 1 400 milliards de dollars dans les technologies stratégiques. De son côté, la Corée du Sud prévoit d'investir jusqu'à 450 milliards de dollars dans les semi-conducteurs durant les dix prochaines années.

Le président français sait que ses opposants comptent expliquer ses difficultés à relancer l'emploi industriel en rappelant ses états de service comme ancien banquier d'affaires. En imposant cet été à Électricité de France (EDF) le rachat à General Electric des anciennes activités nucléaires d'Alstom, notamment les turbines Arabelle qui équipent les réacteurs EPR, l'Élysée a abattu sa première carte (7). Et celle-ci est un atout majeur tant l'entreprise Alstom est devenue un symbole de la désindustrialisation du pays. M. Macron s'est déplacé récemment à Belfort pour marquer le coup et retourner le symbole à son avantage. L'opération de rachat coûtera finalement plus de 1 milliard d'euros au groupe public EDF. Or est-il bien utile de racheter aujourd'hui cette technologie, si les brevets ont pu être copiés entre-temps par les Américains comme par les Chinois ? Alstom est devenue l'illustration du déclassé industriel de la France. *«La vente d'Alstom, c'est une catastrophe!»* Cette phrase est de Mme Édith Cresson. Première ministre en 1991 et 1992, l'ancienne responsable socialiste a également été ministre du redéploiement industriel dans les années 1980 et maire de Châtelleraut, une ville accueillant de nombreuses usines. Elle se souvient de ses difficultés quand elle était en poste : *«Les énarques disaient : "L'industrie, c'est fini, maintenant c'est les services". C'est totalement stupide. Un pays qui veut être indépendant a besoin d'avoir sa propre industrie. Pour les énarques, l'industrie c'était quelque chose de sale, avec des ouvriers ! Or services et industries, ça fonctionne ensemble. Les Chinois ont d'ailleurs compris qu'il fallait produire pour être respecté.»*

À ses débuts, l'entreprise Alsthom (devenue Alstom en 1998) est un joyau. Ferroviaire, turbines hydrauliques, turboalternateurs, grands réseaux électriques : le conglomérat, qui s'appelait la Compagnie générale d'électricité (CGE), intervient, après 1945, dans tous les domaines et assure la souveraineté industrielle d'un pays tout juste sorti de la seconde guerre mondiale. À l'image d'autres conglomérats étrangers, comme Siemens en Allemagne, General Electric aux États-Unis (8), les *keiretsu* au Japon ou, plus tard, les *chaebol* en Corée du Sud, notamment Samsung (9). Dès les années 1920, Pierre Azaria, le fondateur de la CGE, estime

que « la concentration des industries françaises est la seule réponse possible à la puissance des firmes américaines et allemandes dont l'entente fait peser une grave menace sur l'indépendance des États (10) ».

Dans les années 1970, la CGE fusionne avec les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire, d'où est sorti le paquebot *France*. C'est l'époque des grands programmes industriels suscités par les pouvoirs publics, celle de la France conquérante des « trente glorieuses ». Au début des années 1980 advient la consécration : les rames de TGV sortent des ateliers Alstom, et si la CGE, associée à General Electric, n'a pas été retenue pour la construction de nouveaux réacteurs nucléaires (confiés à Framatome et à l'américain Westinghouse), l'entreprise récupère le quasi-monopole de la fabrication des turboalternateurs pour centrales nucléaires. La CGE, rebaptisée Alcatel Alstom, rachète ensuite les actifs télécommunications de l'américain International Telephone and Telegraph (ITT). Le groupe français est au faite de sa gloire, mais il va être très rapidement dépassé par les nouveaux géants technologiques de la Silicon Valley. En 1995, le polytechnicien Serge Tchuruk prend la tête du conglomérat, poussé par l'ancien patron de la CGE Ambroise Roux, l'un des « parrains » du capitalisme français d'après-guerre. Il entame la dislocation financière du groupe : Alstom et Alcatel sont séparés. M. Tchuruk se gargarise alors de la stratégie de la « *fables* » (contraction de « fabrication » et de *less* [« moins »]), c'est-à-dire une société sans usines, qui sous-traite l'intégralité de sa production. Alcatel, qui détenait près d'une centaine de sites, dont une vingtaine en France, souhaite ne plus en posséder qu'une douzaine. C'est le début de la fin. En 2014, Alstom est vendu à General Electric. Un an après, Alcatel-Lucent passe sous la coupe du finlandais Nokia.

« L'ambition n'existe plus dans le système politique et bancaire français »

Dans l'entre-soi du capitalisme parisien, de nombreux acteurs ont alors profité de cette vente d'Alstom à General Electric (pour 12,35 milliards d'euros). Une situation ancienne : « *Lorsque le général de Gaulle arrive au pouvoir en 1958, il porte une pensée de souveraineté* », explique M. Christian Harbulot, spécialiste en intelligence économique et directeur de l'École de guerre économique à Paris. « *Ceux qui ont flingué sa stratégie, c'est le capitalisme français et ses grands patrons qui n'ont pas voulu le soutenir dans sa démarche* », assure-t-il. Cinquante ans plus tard, à l'époque du capitalisme néolibéral, toute ingérence de l'État est considérée comme une hérésie, tant par les médias que par les hauts fonctionnaires de Bercy et par l'Union européenne. Peu importe si le groupe en question bénéficie, en grande partie, de commandes publiques : « *L'élite qui entoure Macron ne croit plus que la France peut avoir une politique qui assure son indépendance. L'ambition n'existe plus dans le système politique et bancaire français* », juge M. Marleix, qui a saisi, en 2019, le parquet national financier en dénonçant dans la vente d'Alstom à General Electric un éventuel « *pacte de corruption* ». M. Montebourg, lui, a expliqué que « *tout Paris a été loué* ».

Pour le député LR comme pour l'ex-ministre socialiste, cette vente a d'abord permis aux avocats, banquiers d'affaires et communicants de la place de Paris de « se gaver ». Côté Alstom, on compte dix cabinets d'avocats, deux banques conseils (Rothschild & Co, Bank of America Merrill Lynch) et deux agences de communication (DGM et Publicis). Côté General Electric, deux banques conseils (Lazard, Crédit suisse), l'agence de communication Havas et de nombreux cabinets d'avocats. Dans cet entre-soi, si une personne connaît tout le monde, c'est bien M. Macron.

À l'époque, le président-directeur général (PDG) d'Alstom Patrick Kron, d'abord, est un proche de M. David de Rothschild, le patron de la banque d'affaires. Par ailleurs, deux autres personnalités de l'écosystème Rothschild à Paris sont des intimes de M. Macron, alors secrétaire général adjoint à l'Élysée : l'avocat d'affaires Jean-Michel Darrois, conseil d'Alstom à cette période, et M. Serge Weinberg, PDG de Sanofi, qui a accueilli M. Kron comme administrateur de son groupe pharmaceutique. À l'origine, M. Macron avait rencontré MM. Darrois et Weinberg à la commission pour la libération de la croissance française, dite « commission Attali », mise en place par le président Nicolas Sarkozy en 2007 (11). Et les deux hommes ont joué un grand rôle dans l'embauche de M. Macron à la banque Rothschild (12).

Mais l'entre-soi ne s'arrête pas là. M. Bernard Mourad, qui apportera un soutien actif à la campagne de M. Macron en 2017, deviendra le patron à Paris de Bank of America Merrill Lynch. Pour compléter le tableau, on peut aussi citer M. Pierre Donnersberg, patron de Siaci Saint Honoré, un puissant courtier en assurances sur la place de Paris et ami personnel de M. Kron. Lequel est présent quand, en juin 2016, ce patron reçoit la légion d'honneur des mains de M. Macron, alors ministre de l'économie. Des relations qui pèsent car c'est M. Donnersberg, via la Siaci, qui permettra au candidat Macron de boucler in extremis le budget de sa campagne, en lui trouvant un assureur pour débloquer plusieurs prêts bancaires à hauteur de 11 millions d'euros. Interrogé à propos de cette aide particulièrement bienvenue, M. Donnersberg assure que c'est « *tout à fait par hasard* », car il avait « *croisé quelqu'un dans l'entourage de M. Macron à l'époque* » qui lui avait parlé « *des difficultés pour obtenir un crédit* ».

La France exporte des pommes de terre et importe des chips

Désormais à l'Élysée, M. Macron change de registre. En septembre 2020, il nomme son allié politique, le centriste François Bayrou, haut-commissaire au plan. Ce dernier ne mâche pas ses mots quant à la désindustrialisation de la France : « *Cet abandon ne vient plus aujourd'hui du coût de la main-d'œuvre supposée trop chère en France, mais d'un état d'esprit* », déclare-t-il. Ajoutant : « *La désertion industrielle constitue une erreur fondamentale* » (13).

Dans son récent rapport, le Haut-Commissariat au plan présente la « *reconquête de l'appareil productif* » comme la « *bataille du commerce extérieur* » : « *Il nous apparaît que les produits de très haute technologie ne doivent pas être les seuls pris en compte dans notre stratégie nationale de reconquête. Nous avons analysé 914 postes de déficit commercial de notre pays, tous ceux dont le déficit s'affiche à plus de 50 millions d'euros en 2019, et on découvre alors les faiblesses françaises. Nombre [d'entre elles] s'apparentent aux déséquilibres économiques imposés aux pays en voie de développement.* » En 2021, la France accuse un déficit commercial de 84,7 milliards d'euros, un record historique, du fait notamment de la hausse des importations en énergie et en produits manufacturés. D'autres exemples sont frappants : la France est le premier exportateur mondial de pommes de terre, mais le pays est gravement déficitaire en chips et en flocons de purée, entre autres produits transformés du même secteur agroalimentaire. Le Haut-Commissariat au plan déplore, par ailleurs, que « *la France possédait de nombreuses marques et groupes d'électroménager qui ont accompagné le développement de la société de consommation des années 1960 et 1970, elle est désormais importatrice nette de ces équipements. Au total, notre déficit commercial sur les appareils ménagers a augmenté de près de 40 % depuis 2012, passant de 3,21 milliards à 4,46 milliards d'euros.* »

Dans ce rapport, qui souligne que les parts de marché (à l'export) de la France au niveau mondial ont fondu de moitié, en passant de 6,3 % en 1990 à 3 % en 2019, un mot tabou est lâché : il s'agit de lancer une nouvelle « *planification* » de l'appareil productif. Ce mot avait été réintroduit dans le débat public, dès la présidentielle de 2017, par M. Mélenchon, qui en appelait à une « *planification écologique* ». Cinq ans plus tard, le candidat de La France insoumise souhaite créer une « *agence pour les relocalisations* », afin de « *recenser les secteurs industriels indispensables à la souveraineté nationale et à la bifurcation écologique* ». Il promet un plan d'investissements massifs « *pour changer les modes de production* » de 200 milliards d'euros (14).

Ces propositions pourraient séduire jusqu'au... Mouvement des entreprises de France (Medef). Récemment, M. Geoffroy Roux de Bézieux, son président, regrettait qu'« *on a[it] trop mondialisé* » et qu'« *on a[it] perdu le savoir-faire* » d'un certain nombre de filières (15). L'entrepreneur souhaite désormais « *garder une forme de souveraineté industrielle et économique* ». Dans un livre récent (16), il écrit : « *Il est par ailleurs un domaine majeur pour l'économie du XXI^e siècle où la planification est absolument nécessaire, et qui est totalement absent de la politique économique du général de Gaulle : c'est celui de la transition climatique. (...) Ma réponse peut surprendre de la part d'un entrepreneur libéral, mais je pense que l'État n'est pas illégitime à planifier, au sens non pas de "faire à la place de", mais de celui de prévoir.* » Décidément, au-delà de la pandémie, la rivalité entre la Chine et les États-Unis pousse les « décideurs » à repenser le rôle de l'État et du marché.

Marc ENDEWELD, Journaliste.

Il vient de publier le livre-enquête *L'Emprise. La France sous influence*, Seuil, Paris, 2022 (Monde diplomatique)

(1) « Reconquête de l'appareil productif : la bataille du commerce extérieur » (PDF), Haut-Commissariat au plan, Paris, 7 décembre 2021. / (2) Olivier Marleix, *Les Liquidateurs. Ce que le macronisme inflige à la France et comment en sortir*, Robert Laffont, Paris, 2021.

(3) Lire Jean-Michel Quatrepoint, « L'Europe en retard d'une guerre industrielle », *Le Monde diplomatique*, juin 2017.

(4) *Challenges*, Paris, 15 avril 2021.

(5) *La Tribune*, Paris, 8 septembre 2021.

(6) *Le Journal du dimanche*, Paris, 4 septembre 2021.

(7) Cf. « EDF s'apprête à racheter les activités nucléaires de GE », *La Tribune*, 27 août 2021.

(8) Lire Olivier Vilain, « Comment General Electric a réinventé le capitalisme américain », *Le Monde diplomatique*, novembre 2006.

(9) Lire Martine Bulard, « Samsung ou l'empire de la peur », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

(10) Jacques Marseille (sous la dir. de), *Alcatel Alsthom, histoire de la Compagnie générale d'électricité*, Larousse, Paris, 1992.

(11) Lire Serge Halimi, « Jacques Attali, magicien », *La valise diplomatique*, 25 janvier 2008.

(12) *L'Ambigu Monsieur Macron*, Flammarion, Paris, 2015.

(13) *Marianne*, Paris, 6 novembre 2021.

(14) *L'Avenir en commun*, Seuil, Paris, 2021.

(15) « Geoffroy Roux de Bézieux face à Jean-Jacques Bourdin en direct », BFM TV, 6 mars 2020.

(16) Geoffroy Roux de Bézieux, *L'intendance suivra ! De Gaulle et l'économie*, Robert Laffont, 2021.

Visionnaire, rêve patronal, transfert de pollution

« Nous souhaitons être très bientôt une entreprise sans usines (...). Il n'y aura pas de drames sociaux. »

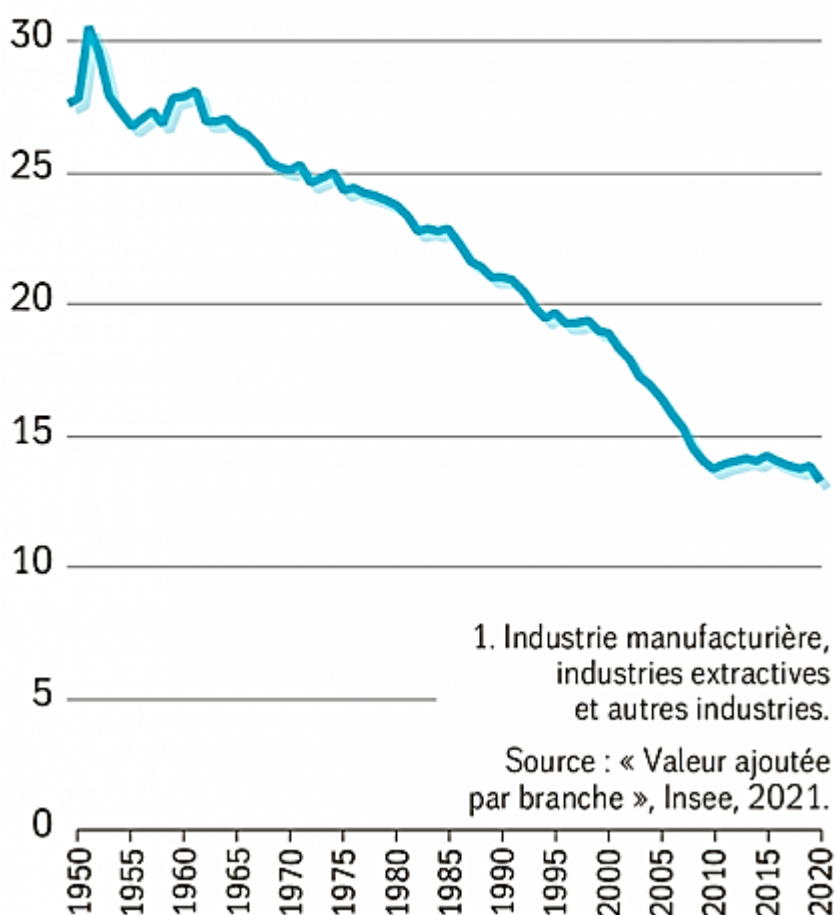
M. Serge Tchuruk, patron d'Alcatel, louant la sous-traitance, à Londres, le 26 juin 2001. Deux ans plus tard, le groupe français ne compte plus que 58 000 salariés et 30 sites industriels, contre respectivement 150 000 et 120 avant. En 2015, Alcatel est racheté par Nokia.

Rêve patronal

« Dans ce modèle [de l'entreprise sans usine, ou « fabless »], tout ce qui est considéré comme une unité de production rigide est assimilé à de la faiblesse et doit être externalisé. Flexibilité et liquidité sont les maîtres mots d'une telle entreprise débarrassée de ses usines mais aussi, si la logique est poussée jusqu'au bout, vidée de ses salariés, ceux-ci devenant alors des sortes d'intermittents du spectacle. »

Alain d'Iribarne, économiste, *Le Monde*, 26 novembre 2002.

Évolution de la part de l'industrie¹ dans la valeur ajoutée française en pourcentage

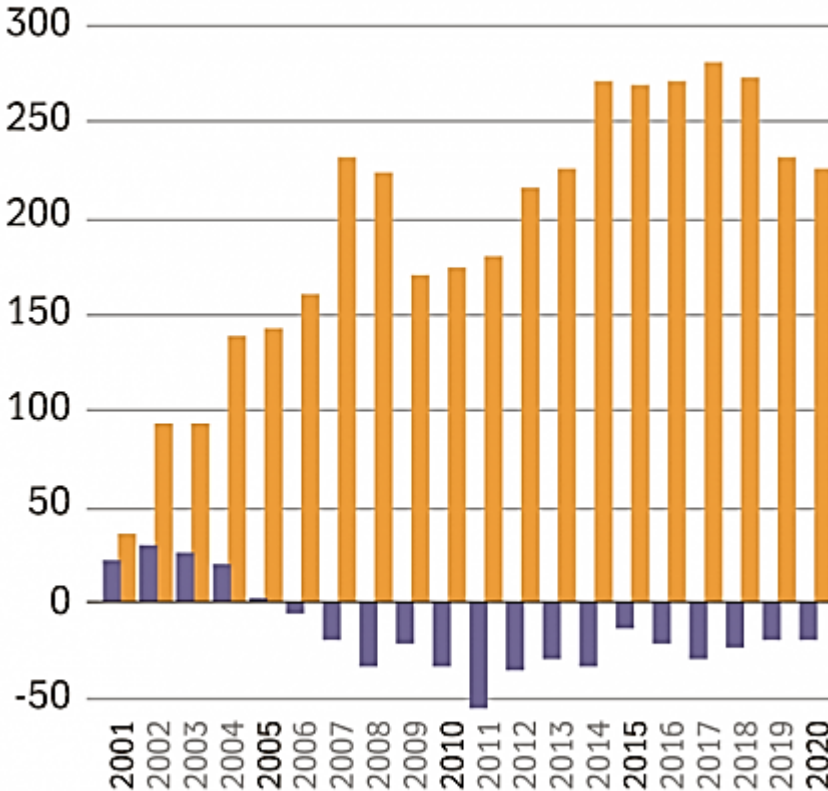


Évolution de la part de l'industrie dans la valeur ajoutée française
Cécile Marin

Balances commerciales comparées

■ France ■ Allemagne

Milliards de dollars



Source : Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 2021.

Balances commerciales comparées
C. M.

Transfert de pollution

« Entre vous et moi, la Banque mondiale ne devrait-elle pas encourager davantage le transfert des industries sales vers les PMA [*pays les moins avancés*] ? (...) La mesure des coûts de la pollution préjudiciable à la santé se fonde sur le manque à gagner dû à l'augmentation des maladies et de la mortalité. De ce point de vue, une quantité donnée de pollution préjudiciable à la santé devrait être attribuée au pays au coût le plus bas, c'est-à-dire celui dont les salaires sont les plus bas. La logique économique selon laquelle on devrait se débarrasser des déchets toxiques dans les pays aux salaires les plus bas est à mon sens impeccable, et nous devons l'accepter. »

Lawrence Summers, alors économiste en chef de la Banque mondiale, dans une note interne de l'institution (11 décembre 1991) révélée par *The Economist* (8 février 1992).

Chronique d'un gâchis pharmaceutique

Plus de dix milliards de doses de vaccin ont été inoculées en deux ans de pandémie. Parmi les dix sérums validés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), aucun n'a été conçu par le laboratoire Sanofi. Pour les salariés de l'entreprise, cet accident industriel apparaît d'autant plus douloureux qu'il était prévisible.

« Tous les Français ont été comme moi traumatisés par cette affaire : c'est l'abaissement des moyens depuis trente ans sur l'innovation dans la recherche en santé qui a abouti à ce qu'on ne fasse pas de vaccin français... », reconnaissait M. Jean Castex lors d'un déplacement en Alsace, le 28 janvier dernier (1). « Ce n'est plus possible ! Il faut réinvestir massivement, poursuivait le premier ministre. On va créer une Agence de l'innovation en santé. Il faut réimplanter en France la fabrication. C'est aussi une question de souveraineté. »

Rompant avec les discours triomphalistes de l'entreprise ou du président de la République au début de la pandémie de Covid-19, ce constat amer rejoint celui des salariés de Sanofi, qui emploie plus de cent mille personnes, dont vingt-cinq mille en France. Ici, nombreux sont las des réorganisations successives, de la sous-traitance dans tous les domaines, mais aussi de l'absence de reconnaissance. Dans notre service de recherche et développement par exemple, beaucoup regrettent des décisions aberrantes, sans concertation, qui ne tiennent pas compte de leur expertise.

Fort de son image de numéro un mondial des vaccins pédiatriques et grippaux, Sanofi espérait jouer un rôle majeur dans la lutte contre le virus SRAS-CoV-2, en attirant en premier lieu les aides d'États aux abois face à la crise sanitaire. Dès le 18 février 2020, l'entreprise commence à collaborer avec les autorités américaines. Le 13 mai 2020, le Britannique Paul Hudson, directeur général du groupe depuis septembre 2019, déclare qu'il servira les États-Unis en premier, puisque Washington soutient ses recherches. Au pays de Pasteur et alors que les investisseurs institutionnels français détiennent encore 15 % du capital de l'entreprise, ces déclarations obligent le gouvernement à garantir qu'un libre accès du vaccin à tous « n'est pas négociable ». Le lendemain, M. Hudson s'adresse à l'Europe en expliquant que Sanofi « a besoin de partager les risques » pour produire les doses d'un éventuel vaccin... sans proposer la moindre contrepartie.

Durant l'été 2020, Sanofi, associé au britannique GlaxoSmithKline (GSK), signe des contrats successivement avec les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne. Selon les termes de ce dernier accord, les deux partenaires doivent livrer jusqu'à trois cents millions de doses en échange de fonds européens pour accompagner l'augmentation des capacités de recherche et de production de Sanofi sur le continent. Ce financement ne sera pas conditionné à une vente à bas prix ou à un partage de brevet pour les pays en développement.

À ce moment-là, l'entreprise a deux projets de vaccin. Les accords avec le gouvernement américain et l'Union européenne ne concernent que celui à base de protéines recombinantes produites dans des cellules d'insectes. GSK devait fournir l'adjuvant, c'est-à-dire une substance qui permet d'augmenter la réponse immunitaire du vaccin contre le virus. Ce sérum potentiel devait initialement entrer en essais cliniques de phase III sur l'homme au second semestre 2020 et, en cas de succès, être disponible début 2021, avec pour objectif la production d'un milliard de doses par an. « On se demandait avec quels moyens », nous confie un collègue de l'entité concernée.

« Je n'ose plus dire que je travaille chez Sanofi, alors qu'avant j'en étais fier »

Sanofi développe également un vaccin à ARN (acide ribonucléique) messenger. Mais, après avoir investi 80 millions d'euros en 2019 dans BioNTech pour travailler sur l'immunothérapie du cancer, les négociations échouent sur le Covid-19, BioNTech s'alliant avec Pfizer. Le géant pharmaceutique doit se contenter d'un partenariat de moindre envergure avec Translate Bio. Les études de phase I, qui devaient contribuer à déterminer la dose recommandée, étaient alors attendues pour la fin 2020.

Depuis l'internationalisation du groupe au cours des deux dernières décennies, l'une des évolutions notables de « Sanofi Pasteur » – son entité vaccin – a été de se démarquer de l'universalisme de l'institut du même nom (Pasteur), en renonçant à la recherche de vaccins contre toutes les maladies infectieuses. « Sanofi Pasteur » ne s'intéresse plus qu'aux maladies lucratives. Et a même, pour certaines d'entre elles, préféré jeter l'éponge en interne pour se tourner vers un produit déjà en développement dans un autre laboratoire (comme avec le vaccin du sud-coréen SK Chemical pour la prévention des infections à pneumocoque, par exemple). Les experts internes se voient alors reclassés dans un autre domaine. Ainsi, un chercheur spécialiste des maladies cardio-vasculaires peut se retrouver à compiler les événements indésirables des traitements en oncologie pour ne pas être licencié.

Depuis une quinzaine d'années, Sanofi vit une restructuration permanente. Les exigences des marchés financiers conduisent à de nombreux sacrifices. Entre 2006 et 2018, l'entreprise a supprimé 3 565 postes, dont 2 814 consacrés à la recherche. Pourtant, depuis 2010, et grâce au dispositif mis en place par Mme Valérie Pécresse, alors ministre de la recherche, le groupe a reçu chaque année 150 millions d'euros de crédit impôt recherche, selon l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament.

Sur les conseils des consultants en stratégie du Boston Consulting Group (BCG), un plan de « sauvegarde de l'emploi » est à nouveau en préparation quand survient la pandémie. Des centaines de postes de recherche et développement sont dans le collimateur. Les consultants préconisent de se séparer de certains produits, sites et métiers pour se concentrer sur ceux qu'ils considèrent alors comme rentables. Dans cette logique, Sanofi avait déjà choisi lors de précédentes restructurations de se séparer de sa branche spécialisée dans les médicaments anti-infectieux (antibiotiques, antiviraux, antiparasitaires). Les présentations faites aux salariés en interne pour justifier les économies et la sous-traitance font souvent mention de chiffres et de comparaisons établis par le BCG.

Les plans « sociaux » successifs font partir régulièrement les salariés expérimentés sur la base du « volontariat », sans les remplacer et sans transferts de compétences. Ce fut notamment le cas lors de la fermeture, en 2003, du site de recherche et développement ou, en 2013, lors de celle du site de production à Romainville. Mille postes ont été supprimés en 2020 et 2021, et encore 364 suppressions sont prévues d'ici fin 2022. Les salariés, et leurs représentants, dénoncent le manque de moyens mis à disposition, ainsi que la politique de sous-traitance menée tous azimuts, bien souvent sans se donner le temps ni les moyens de la contrôler.

Alors qu'à la fin 2020 Pfizer et Moderna commencent la production commerciale de leurs sérums respectifs, le 11 décembre 2020, Sanofi et GSK annoncent les résultats décevants de leurs essais cliniques. Le laboratoire découvre, à la fin de l'essai de phase II, que son vaccin ne déclenche pas une réponse immunitaire suffisante, notamment chez les personnes âgées. *« Pour gagner du temps, nous avons acheté un réactif auprès d'un centre de recherche, plutôt que de le développer nous-mêmes. Mais il n'a pas permis de bien évaluer la quantité d'antigènes présente dans les injections »,* avoue alors M. Olivier Bogillot, le directeur France du groupe (2).

« Une erreur de débutant », juge la virologue Marie-Paule Kieny. Les représentants des salariés s'indignent : *« Le vaccin n'était pas assez concentré. Il était sous-dosé. Se tromper de technologie ou de cible, ça peut arriver. Mais là, nous avons utilisé une technologie que nous maîtrisons. Rater un dosage, c'est humiliant »,* explique M. Jean-Louis Peyren, coordinateur de la Confédération générale du travail (CGT). *« L'erreur de débutant fut de ne pas contrôler le dosage du réactif. Nous avons sauté l'étape du contrôle »,* précise M. Matthieu Boutier, délégué syndical Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC) (3). Les salariés se sentent alors bafoués et placés dans une situation qui leur échappe. *« Je n'ose plus dire que je travaille chez Sanofi, alors qu'avant j'en étais fier »,* avoue un collègue. Aux demandes d'explication des élus du personnel, la direction ne donne aucune réponse sur la sous-traitance et les procédés de contrôle à la va-vite. Elle se contente de répéter que des erreurs peuvent arriver dans tout travail de recherche.

Durant l'été 2021, les résultats intermédiaires des essais du vaccin à ARN messenger conçu avec Translate Bio – racheté pour 2,7 milliards d'euros en août 2021 par Sanofi – apparaissent positifs pour les phases I et II (sur un nombre limité de patients). Selon Sanofi, ils montrent une séroconversion, c'est-à-dire la fabrication d'anticorps, chez 91 à 100 % des participants deux semaines après la deuxième injection. En outre, aucun effet secondaire n'a été observé, et le profil de tolérance semble comparable à celui d'autres vaccins du même type, comme ceux de Pfizer-BioNTech et Moderna. L'étape suivante consiste normalement en un essai de phase III pour démontrer l'efficacité sur un nombre plus important de patients, dernière étape avant une autorisation de mise sur le marché.

Pour que l'entreprise rende des comptes aux contribuables des pays qui l'aident

Le 28 septembre 2021, Sanofi déclare cependant ne pas vouloir poursuivre : *« Le besoin n'est pas de créer de nouveaux vaccins Covid-19 à ARN, mais d'équiper la France et l'Europe d'un arsenal de vaccins à ARN messenger pour une prochaine pandémie, pour de nouvelles pathologies »,* explique M. Thomas Triomphe, vice-président de la branche, avant d'enfoncer le clou : *« Il n'y a pas de besoin de santé publique d'avoir un autre vaccin ARN messenger »* (4). Ce faisant, il ne se préoccupe que des besoins des pays riches – ceux qui ont déjà vacciné la majeure partie de leur population – et écarte de sa définition de la santé publique les autres pays. On s'interroge en interne sur les raisons profondes de cette décision. Est-ce seulement parce que les parts de marché des pays « solvables » étaient déjà prises ?

Pendant ce temps, le retard s'accroît pour le vaccin principal, à protéines recombinantes. Des difficultés techniques surviennent, cette fois, dans la fabrication du matériel nécessaire aux essais cliniques, eux aussi

sous-traités, alors que Sanofi possède des structures destinées à la réalisation de ces essais en interne. Depuis, le vaccin n'est plus considéré comme un vaccin de primo-vaccination et a été redirigé dans un rôle de rappel, qui demande moins d'essais cliniques.

Dans l'entreprise, des voix s'élèvent : les salariés, sous la pression des restructurations et de l'absurdité de certaines directives, montrent leur désapprobation et critiquent la stratégie du groupe au cours d'une enquête de satisfaction interne. Cette démarche s'avère risquée, car lors d'un discours à leur adresse, à la mi-janvier, M. Hudson profère des menaces à l'encontre des salariés ayant émis des critiques, qu'il présente comme des détracteurs : *« J'ai eu l'impression qu'un tiers des salariés de l'entreprise est vraiment derrière ce que nous essayons de faire et voit la réalité des choses. Et environ un tiers ne veut vraiment pas faire de progrès. (...) Maintenant, nous ne pouvons pas garder toutes ces personnes. Au fil du temps, certaines partiront ou nous les aiderons à arriver à cette conclusion. »*

En annonçant à la mi-février *« un plan massif de réinvestissement de Sanofi en France parce qu'il faut repartir de l'avant »*, le premier ministre fait-il le bon diagnostic ? La logique de financiarisation et de satisfaction des seuls actionnaires a profondément abîmé un collectif aux compétences hors du commun. Il est temps que Sanofi rende des comptes à ses salariés et aux contribuables des pays où l'entreprise reçoit des aides, à commencer par la France.

Margot DUPONT, pseudonyme d'une cadre de Sanofi (Monde diplomatique)

(1) France Bleu, 28 janvier 2022.

(2) Béatrice Mathieu, Stéphanie Benz et Emmanuel Botta, « Sanofi, un fiasco français », *L'Express*, Paris, 4 février 2021.

(3) *Lyon capitale*, 26 février 2021.

(4) AFP, Paris, 28 septembre 2021.



Argent sale et secret bancaire

Une fuite de documents raconte comment la banque Crédit Suisse a hébergé l'argent du crime. Ces révélations choquent-elles encore ?

En lisant le titre de l'enquête internationale « #SuisseSecrets : comment le Crédit Suisse a hébergé l'argent du crime », difficile de ne pas jouer la surprise cynique. Une banque suisse qui aurait accepté d'ouvrir des comptes pour l'argent du crime et de la corruption pendant des années ? Protégée par le secret bancaire ? Quelle nouvelle surprenante...

Difficile de ne pas se dire que #SuisseSecrets est juste une fuite de document de plus qui prouve, encore une fois, à quel point les banques s'assoient volontiers sur le devoir de vigilance lorsqu'il s'agit de faire de l'argent. Pourtant, la fuite de document est massive : 18 000 comptes bancaires logés au Crédit Suisse, épluchés par plus de 160 journalistes de 48 médias sous coordination de l'OCCRP (Organized Crime and Corruption Reporting Project).

On y apprend que plusieurs individus poursuivis pour violation des droits de l'humain ont pu loger leurs avoirs sans problème au sein de la banque suisse, qu'une série de hauts fonctionnaires de Tunisie, d'Égypte, de Libye et du Yémen ont pu exfiltrer d'importantes sommes d'argent lors du Printemps arabe. Que la banque hébergeait les comptes d'entreprises faisant l'objet de sanctions internationales ou encore qu'elle ouvrait des comptes pour individus participant à des réseaux mafieux. Ces clients n'auraient jamais dû être autorisés à effectuer des opérations avec le Crédit Suisse. Ce n'est pas rien.

Et pourtant, en apprenant tout cela, aucune surprise. Cette fuite massive de documents est juste une preuve que les banques ont toujours agi dans un but de maximisation des profits sans égard au droit international. D'anciens employés interrogés dans le cadre de l'enquête rapportent une pratique appelée « new net money » qui consiste à calculer le bonus d'un banquier en fonction du montant net apporté à la banque. Il faut donc faire rentrer plus d'argent qu'il n'en sort pour l'avoir et, au passage, fermer les yeux sur la provenance des fonds.

Cela a de quoi choquer. Et pourtant, lorsqu'on lit les révélations de #SuisseSecrets, plus rien ne surprend. Cette fuite de documents n'a même pas fait la une des journaux télévisés ou fait l'objet de réactions politiques. Nous serions-nous trop habitués au comportement indécent des institutions bancaires ?

FINANCITÉ, 23 février 2022

Capital humain ou le visage hideux du capitalisme

De « capital humain », il est de plus en plus question. Et pas seulement dans la bouche d'économistes. Mais qu'est-ce que le « capital humain » ? Quelles sont les raisons de son succès ? À quelle conception de la société renvoie-t-il ?

En déplacement à Davos pour le Forum économique mondial de 2020, Sophie Wilmès alors Première ministre parlait de « capital humain loyal, flexible, très compétent » [1] pour désigner les travailleurs et travailleuses de Belgique. Son but : inciter les entreprises à investir dans l'économie du pays. Si cette phrase est passée largement inaperçue c'est que le terme de « capital humain », utilisé pour la première fois par Joseph Staline en 1935 [2], est aujourd'hui sur toutes les lèvres : des managers aux politiques, en passant par les universitaires, dont la récente Prix Nobel d'économie Esther Duflo, ou encore les organisations internationales comme la Banque mondiale.

Un concept à la mode

Le « capital humain » est incontestablement un des grands concepts à la mode [3]. Nous nous limitons ici à donner les définitions les plus courantes à commencer par celle de son théoricien principal, l'économiste étasunien Gary Becker.

Dans son ouvrage *Human Capital* publié en 1964, Gary Becker, qui obtiendra en 1992 le prix Nobel de l'économie, définit le « capital humain » comme « l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire, etc. ». Joseph Stiglitz, autre prix Nobel d'économie, le définit comme « l'ensemble des compétences et de l'expérience accumulées qui ont pour effet de rendre les salariés plus productifs ». Pour la Banque mondiale, « le capital humain est constitué des connaissances, des compétences et de la santé que les gens accumulent au cours de leur vie, leur permettant de réaliser leur potentiel en tant que membres productifs de la société » [4].

Au centre de ces définitions, on retrouve à chaque fois la nécessité d'augmenter la productivité des travailleurs et travailleuses à travers l'investissement dans le « capital humain ». Cette augmentation de la productivité permettrait ensuite, selon cette théorie, d'augmenter mécaniquement leur rémunération.

Pour bien comprendre ce raisonnement, il est nécessaire de remonter brièvement aux origines du concept forgé dans les années 1960 par Theodore Schultz et surtout Gary Becker, deux économistes de l'École de Chicago, bien connue pour avoir conseillé Pinochet au Chili dans les années 1970 et pour avoir plus largement façonné les plans d'ajustement structurels d'inspiration néo-libérale imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) aux pays appauvris du Sud à partir des années 1980.

Un concept bancal

Theodore Schultz, aussi prix Nobel d'économie, est le premier à développer la notion de « capital humain » à partir du secteur agricole. Mais c'est Gary Becker qui va approfondir ce concept en intégrant le calcul « coût-bénéfice », et en le généralisant à tous les secteurs. Sa logique est la suivante : chaque travailleur et chaque travailleuse dispose d'un capital humain qui résulte, d'une part, de ses dons innés et, d'autre part, de son éducation et de sa formation professionnelle. Le « capital humain » est considéré, dans un monde où règne le mode de production capitaliste, comme un stock susceptible de rapporter un revenu. Pour Becker, ce stock peut soit s'accumuler soit s'user. Il augmente quand l'individu investit dans son « capital humain » [5]. Mais avant d'investir dans leur propre personne, les individus, qui sont vus comme des êtres purement rationnels (économiquement parlant) ayant accès à toutes les informations, réalisent automatiquement un calcul « coût-bénéfice » indépendamment de toute considération sociologique, psychologique ou encore de l'absolue nécessité économique pour eux de travailler immédiatement. Dans cette théorie, le bénéfice correspond au salaire tandis que les coûts résultent de dépenses d'éducation, frais de scolarité, matériel ainsi que des revenus que la personne ne touchera pas pendant le temps consacré à sa formation.

Autrement dit, les individus feraient un arbitrage entre, d'un côté, travailler tout de suite et, de l'autre, suivre une formation qui pourrait leur permettre de percevoir des revenus futurs plus élevés qu'aujourd'hui... Sauf que cette relation causale ne repose sur aucune preuve empirique. Il n'existe, en effet, aucune étude démontrant le lien entre le niveau d'éducation, l'augmentation de la productivité et la hausse du salaire [6].

Quelques clés d'explication de ce succès planétaire

En dépit de ce raisonnement dépourvu de base empirique, le « capital humain » constitue aujourd'hui une priorité de la Banque mondiale dans laquelle elle investit massivement [7]. En 2019, elle crée même l'indice de capital humain (ICH) [8] qui est soutenu par les « Champions du capital humain [9] », comme s'autoproclament plusieurs dirigeants et dirigeantes d'États, d'entreprises ou d'organisations internationales. Comment comprendre un tel succès ? À notre sens, il y a deux raisons principales. La première est liée aux Objectifs de développement durables (ODD) que tous les États et les organisations internationales de l'ONU se sont engagés à atteindre d'ici 2030, et plus précisément au 4^e ODD qui est d'« assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » [10]. Au travers des ODD, l'éducation et la formation devraient logiquement être au cœur des priorités politiques aux niveaux national et international. En investissant dans le « capital humain », les gouvernements et les organisations internationales viseraient alors l'ODD 4... Sauf que dans les faits, les investissements dans le secteur de l'éducation sont souvent annulés par les remboursements de dettes des États.

La deuxième raison d'un tel succès est que le « capital humain » est un concept idéal pour perpétuer le système capitaliste néolibéral, fondé sur le mérite individuel, la concurrence de tous et toutes sur les différents marchés (dont le marché du travail) qui régissent nos vies, et sur l'extension du champ de l'économie à toutes les sphères de la société [11].

Le « capital humain » fait corps avec le néolibéralisme

Une vision individualiste et marchande de l'éducation

Dans la théorie du capital humain, l'éducation n'est jamais abordée comme un droit humain fondamental [12] mais comme un moyen de productivité au service de la croissance économique. Ainsi, la bonne éducation est celle qui prépare au marché du travail sur lequel nous devons apprendre à nous vendre. « Dans cette vision, prime alors l'injonction à l'employabilité : il faut former des agent.e.s de production dont on se soucie peu de la capacité à penser, à créer ou plus simplement à vivre bien », estiment des chercheurs de l'École de management de Grenoble [13]. Exit l'éducation à des fins d'émancipation développant le sens critique et la coopération avec les autres !

Ce constat est partagé par le Secrétaire général de Education International, une fédération composée de 32 millions d'enseignants, enseignantes, d'éducateurs et d'éducatrices affiliés à des organisations présentes dans 173 pays. Pour ce dernier, « le discours de la Banque sur le "capital humain" ne comprend pas les gens comme des détenteurs de droits, mais seulement en fonction de leur contribution économique future. (...) le simple fait de produire des travailleurs/euses pour l'économie capitaliste n'est pas le but et la valeur de l'éducation telle que je la connais. L'éducation ne consiste pas seulement à préparer les individus au monde du travail, mais au monde en général. Il ne s'agit pas seulement d'individus, mais de la collectivité : l'éducation collective peut nous aider à créer un monde plus juste, plus pacifique et plus durable. Surtout en ce moment où le nationalisme, la xénophobie et l'inégalité déchirent la démocratie et donnent naissance à des régimes autoritaires. Plus qu'un simple moyen d'atteindre un objectif, l'éducation elle-même a aussi une valeur intrinsèque » [14].

Un outil idéal pour légitimer les inégalités sociales

Le « capital humain » fournit également des éléments théoriques pour justifier les différences de revenus, légitimant ainsi les inégalités sociales. En effet, selon cette théorie, les individus seraient eux-mêmes les principaux (voire les seuls) responsables de leur situation sociale, puisqu'au final ce sont eux qui prennent la décision d'investir ou non dans leur « capital humain ».

On touche ici le cœur de l'idéologie néolibérale basée sur la responsabilité individuelle. Une idéologie où les individus méritent leur sort car ils sont libres de choisir. En somme, les personnes sont pauvres parce qu'elles ont pris les mauvaises décisions et qu'elles n'ont pas fait assez d'effort ! Soulignons que cette idéologie fait des ravages dès l'enfance puisqu'elle met la pression sur les individus dès le plus jeune âge, à l'école.

Avec la théorie du « capital humain », tout serait donc question de volonté individuelle. Le fonctionnement du système capitaliste n'est pas questionné et les inégalités dès la naissance n'apparaissent pas non plus comme déterminantes. Exit également le rôle des institutions comme l'école, les questions liées au logement et plus généralement la précarité qui peuvent aussi résulter d'événements inattendus (les fameux « accidents » de la vie comme la mise au chômage, le décès d'un conjoint, etc.). Autant de circonstances externes à l'individu qui remettent en cause l'idée même de choix individuel et donc de mérite.

Quand le calcul économique vampirise toute la société

Le calcul coût-bénéfice économique, qui est au fondement du « capital humain », ne se limite pas au secteur de l'éducation. Son théoricien, G. Becker, est le précurseur d'un nouveau courant appelé « impérialisme économique » qui voit l'économie partout. En effet, la démarche intellectuelle de Becker consiste à passer au crible du marché tous les aspects de la vie humaine, y compris les plus intimes : le mariage, le divorce, l'adultère, la procréation, le suicide, etc. La criminalité n'échappe pas non plus à cette règle puisqu'elle est analysée en termes de coût/avantage, à la fois pour l'État et la personne délinquante, indépendamment de toute considération sociologique et psychologique [15]. Signalons que d'autres sciences humaines comme le droit peuvent également être gangrenées par cette approche [16].

Une telle conception fait entrer dans le règne du calcul permanent, du marché-roi où même la dignité humaine peut faire l'objet de tractations. Avec pareille vue, il n'est pas surprenant que les travailleurs et travailleuses soient considérés comme des machines, des appareils productifs dont le but est de faire croître le profit des entreprises sans qu'ils aient recours à leur intelligence...

La réduction des êtres humains à l'état de capital pose enfin une dernière question philosophique et néanmoins concrète, d'une importance cruciale. En effet, depuis que l'esclavage est aboli en droit, l'humain n'est pas un bien, c'est-à-dire une chose que l'on peut s'approprier. Dès lors, il devrait logiquement être interdit de parler des êtres humains en termes de capital et encore plus de les traiter comme tel dans les faits. C'est pourtant ce qui arrive dans certaines entreprises, et c'est ce qui pourrait arriver avec l'implantation à Liège de la multinationale du commerce électronique *Alibaba*.

Le triomphe de l'Homme-machine : le cas de l'entreprise Alibaba. Pour pouvoir livrer ses marchandises partout dans le monde en moins de 72 heures comme elle en a l'objectif, le géant chinois de l'e-commerce Alibaba emploiera/exploitera des travailleurs et travailleuses soumis à des cadences infernales, y compris la nuit et les week-ends, sans aucune autonomie dans la façon d'exécuter leur travail [17]. Ajoutons que ce seront des emplois largement automatisés (souvent déqualifiés et déqualifiant) avec très peu de perspectives d'évolution, beaucoup de rotation et de précarité.

Un tel régime inhumain de travail, qui aura irrémédiablement des conséquences sur la santé des travailleurs et travailleuses, a été facilité grâce à une loi dont s'est félicité Kris Peeters, qui occupait le poste de ministre fédéral de l'Emploi au moment de la signature de l'accord avec Alibaba [18].

Conclusion

Refuser l'usage du terme de « capital humain » n'est pas que symbolique, puisqu'il porte en lui toute une vision capitaliste de la société qui déshumanise les êtres humains en les réduisant notamment à une pure force de travail et qui légitime l'idée que (seul) le capital créerait de la valeur économique. Dans cette perspective, le terme de « ressources humaines » pourrait être également à proscrire comme porteur d'une réduction des personnes à du stock exploitable et consommable.

Comme nous l'avons rappelé dans une récente analyse, « mener des luttes communes, contre la pauvreté et pour la préservation de l'environnement notamment, passe aussi par le langage et la manière de présenter autrui » [19]. Les mots sont en effet importants. Le secteur associatif devrait à cet égard y porter une attention particulière en évitant d'utiliser, par exemple, des termes tout droit venus du management lorsque ceux-ci sont déconnectés de la réalité de terrain, ne parlent qu'aux bailleurs de fonds et aux consultants privés, et ne permettent pas de décrire de manière juste la violence du système ainsi que les rapports de domination et d'exploitation [20].

Source : Vivre ensemble

Notes

[1] https://www.rtbef.be/info/belgique/detail_a-davos-sophie-wilmes-met-en-avant-un-capital-humain-loyal-flexible-tres-competent-en-belgique?id=10413168

[2] Dans son ouvrage intitulé *L'Homme, le capital le plus précieux* paru quelques années avant les grandes purges staliniennes. Le régime nazi utilisait, quant à lui, le terme de « matériel humain ». Voir Johann Chapoutot, *Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui*, éd. Gallimard, 2020

[3] Par exemple, dans la base de données « Cairn », l'occurrence « capital humain » revient plus de 10 000 fois. Cairn.info est un portail web lancé en 2005 qui contient 372 revues en sciences sociales et humaines.

[4] p. 50 du projet de Rapport sur le développement dans le monde 2019 sur l'avenir du travail.

- [5] <http://ses.ens-lyon.fr/articles/a-les-fondements-de-la-theorie-du-capital-humain-68305>
- [6] <https://www.franceculture.fr/emissions/entendez-vous-leco/entendez-vous-leco-emission-du-mercredi-05-fevrier-2020>
- [7] En 2019, la Banque mondiale s'est engagée à investir 15 milliards de dollars dans le « capital humain » en Afrique subsaharienne.
<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2019/04/11/world-bank-launches-human-capital-plan-to-propel-investment-in-africas-people>
- [8] Cet indice est construit à partir de données de santé et d'éducation collectées jusqu'en mars 2020 dans 174 pays. Il mesure la contribution de la santé et de l'éducation à la productivité de la prochaine génération d'un pays. Sa création s'inscrit dans le cadre plus large du « projet pour le capital humain ».
- [9] <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2018/10/12/im-a-human-capital-champion-video-statements>
- [10] <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/education/>
- [11] Pour Eva Illouz et Edgar Cabanas, auteurs de l'ouvrage *Happycratie* : « le néolibéralisme doit être compris comme une philosophie sociale individualiste focalisée pour l'essentiel sur le moi de l'individu, et dont le postulat anthropologique principal peut être résumé, selon Nicole Aschoff, en une phrase : “Nous sommes tous des acteurs indépendants, autonomes, se rencontrant sur le marché, façonnant seuls leur destin et, ce faisant, façonnant la société.” » (page 76)
- [12] Ce droit est notamment établi dans l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.
- [13] <https://theconversation.com/quand-lhumain-devient-capital-les-conditions-de-la-paix-economique-84326>
- [14] https://worldsofeducation.org/fr/woe_homepage/woe_detail/16022/quel-est-le-probl%C3%A8me-avec-l%E2%80%99indice-du-capital-humain-de-la-banque-mondiale-par-david-edwards
- [15] Alain Supiot, *Homo juridicus*, p. 118.
- [16] Avec le courant de la « law economics », le calcul d'utilité constitue ainsi le fondement pour limiter les droits humains comme celui de ne pas être torturé. Richard Posner, qui est l'un des pères de ce courant, affirme, par exemple, que « si les enjeux sont assez élevés, la torture est admissible ». R. A. Posner, « The Best offense », *The New Republic*, 2 septembre 2002.
- [17] Cédric Leterme, *Arrivée d'Alibaba à Liège : cadeau pour l'emploi ?* : <https://gresea.be/Arrivee-d-Alibaba-a-Liege-cadeau-pour-l-emploi> Voir aussi l'excellent documentaire *Welcome Alibaba*, les dessous de l'arrivée du géant chinois : <https://www.toutvabien.tv/welcome-alibaba-tout-savoir-sur-le-film/>
- [18] Cette loi flexibilise le travail de nuit, le travail du dimanche et le recours aux heures supplémentaires. <https://trends.levif.be/economie/entreprises/alibaba-valorise-les-forces-de-l-e-commerce-en-belgique/article-normal-1063195.html>.
- [19] <https://vivre-ensemble.be/bobos-quand-le-vocabulaire-entretient-les-divisions>
- [20] Pour alimenter la réflexion, lire entre autres : Centre Avec, *Néolibéralisme et coopération au développement*, analyse 2018. Disponible sur www.centreavec.be Pour alimenter la réflexion, lire entre autres : Centre Avec, *Néolibéralisme et coopération au développement*, analyse 2018. Disponible sur www.centreavec.be

Renaud VIVIEN, 14 décembre 2021 (CADTM)

Renaud Vivien est membre du CADTM Belgique, juriste en droit international. Il est membre de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015. Il est également chargé de plaider à Entraide et Fraternité.

Du risque industriel clés en mains, as soon as possible

Par ces temps d'état d'urgence productiviste, high-tech et nucléaire, il n'est pas inutile de mesurer, depuis la loi de 1976 sur le risque industriel, l'extension de la « simplification administrative » en matière d'environnement et de risques...

La pandémie du Covid-19 est venue opportunément donner une nouvelle légitimité à un projet en marche depuis plusieurs années, et recouvrir d'une chape de plomb tout débat contradictoire : celui de réindustrialiser la France. Le 12 octobre 2021, Emmanuel Macron a présenté le plan d'investissement France 2030 : nourri par un imaginaire productiviste reposant sur les « succès français » des années de Gaulle – Pompidou (le TGV, le Rafale, le nucléaire, le Concorde, etc.), ce plan visant à développer la compétitivité industrielle et les technologies d'avenir se veut aussi un dispositif de « souveraineté écologique » en encourageant les techniques de décarbonisation de l'industrie, les mobilités douces et « intelligentes » et les énergies renouvelables¹. Malgré cette rhétorique omniprésente et convenue de la transition écologique, l'impact environnemental négatif de ce plan a été vivement dénoncé par plusieurs organisations environnementales. De plus, il s'insère dans un contexte global de recul de l'action publique pour la protection de l'environnement. Parmi les moyens mis en œuvre, l'administration publique est sommée, non plus de défendre le bien commun et la protection de l'environnement, mais de se mettre au service des industriels – érigés en bienfaiteurs et serviteurs de l'intérêt général. C'est ainsi qu'en décembre 2020 a été promulguée la loi ASAP (pour « accélération et simplification de l'action publique »), dont l'acronyme a dû faire la joie de l'inventivité des hauts fonctionnaires. Si la loi touche de nombreux domaines de la vie sociale, l'un de ses volets le plus important est « d'accélérer les implantations et extensions industrielles en France² », et de démanteler ce qu'il reste de la réglementation des industries polluantes et dangereuses, les ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement). Cette loi est rédigée dans la droite ligne du rapport du député Guillaume Kasbarian (LRM, ex-consultant en stratégie d'entreprises) rédigé en 2019 pour « accélérer les installations industrielles ». La liste des personnes consultées pour la rédaction de ce rapport est édifiante : aux côtés de hauts fonctionnaires, d'élus locaux, de bureaux d'étude et d'organismes de financement, de neuf organisations patronales et de 28 industriels et aménageurs, une seule voix a été offerte à une association de défense de l'environnement (France Nature Environnement)³. Puisque l'administration c'est le mal, et que l'environnement n'est qu'un décor, aucun effort n'est nécessaire pour comprendre que la loi a repris sans détour et sans filtre les propositions des organisations patronales issues de ce rapport. Dans le domaine des ICPE, le préfet peut dorénavant autoriser le lancement des constructions avant l'octroi de l'autorisation environnementale (ce qui légitimera encore davantage le fait accompli, pratique courante de la régulation des risques industriels), et les processus de consultation et d'études sont allégés : ainsi les enquêtes publiques peuvent être remplacées par une simple consultation en ligne, sans nomination de commissaire enquêteur. Parmi les mesures de la loi ASAP, les sites industriels « clés en main » sont un élément essentiel afin de permettre l'instruction des autorisations dans de très courts délais. Ces sites pourront recevoir des activités industrielles ou logistiques, pour lesquelles les procédures relatives à l'urbanisme, à l'archéologie préventive et à l'environnement pourront être simplifiées, ces sites ayant été identifiés comme propices à l'installation d'usines, suffisamment sécurisés et sans impact environnemental. À ce jour, 127 sites ont été sélectionnés, tel que celui du Carnet, zone naturelle de l'estuaire de la Loire, ou encore celui situé à Courmelles près de Soissons (Aisne), et sur lequel une usine de laine de roche (Rockwool) projette de s'implanter. La loi ASAP commence déjà à faire son effet : malgré plusieurs centaines d'oppositions de la part du voisinage, le refus du maire de Courmelles de délivrer un permis de construire et l'avis négatif du commissaire enquêteur, le préfet a accordé l'autorisation au projet de cette usine classée Seveso le 31 mars 2021, et Rockwool a annoncé commencer la construction de l'usine en juin 2021 malgré les recours juridiques en cours.



L'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen (ci-dessus), le 26 septembre 2019 n'avait pas refroidi les ardeurs du gouvernement. Concours de circonstances, le Premier ministre Edouard Philippe avait présenté à la presse le rapport Kasbarian juste avant cet accident, plus grave catastrophe industrielle en France depuis l'explosion de l'usine AZF à Toulouse (septembre 2001). « Concilier une exigence environnementale forte avec l'attractivité et le développement industriel de notre pays est possible et même nécessaire » disait-il alors⁴. Le Gouvernement n'a pas fait fléchir son projet de loi depuis. Et pourtant, il devenait de notoriété publique, à mesure que l'enquête judiciaire et que les investigations journalistiques se déroulaient, que la probabilité de cet accident s'était renforcée à la suite d'un assouplissement précédent de la réglementation des ICPE. Ainsi, l'entreprise Lubrizol avait été autorisée par le préfet à augmenter ses capacités de production en janvier et juin 2019, sans procéder à une évaluation environnementale, en vertu de la loi pour un « État au service d'une société de confiance » (loi ESSOC, août 2018), dont l'un des objectifs était de desserrer les contraintes pesant sur les industriels. Ainsi, si l'accident de Lubrizol mettait en lumière l'organisation d'une forme d'impunité industrielle et une réglementation de longue date conçue pour permettre à ces activités polluantes et dangereuses de fonctionner⁵, il témoignait aussi de l'aggravation contemporaine de la dérégulation en matière de risque et la priorité donnée aux considérations industrielles, un processus que l'on peut faire démarrer en 1976, au moment où la catastrophe de Seveso (Italie) allait donner son nom aux Directives européennes sur le risque industriel (1982, 1996, 2015).

La législation sur le risque industriel de 1976, qui réforme la loi de 1917 sur les industries polluantes et dangereuses (elle-même fille du décret de 1810 sur les établissements insalubres), qui crée la catégorie ICPE, a en effet introduit d'importants glissements en défaveur de la protection de l'environnement⁶. Premièrement, elle supprime l'impératif d'éloignement : zones et distances sont dorénavant décidées au cas par cas par le préfet. Deuxièmement, le recours des tiers est alors limité à quatre ans après l'autorisation d'une usine, alors qu'aucun délai n'était défini auparavant. Enfin, la loi réduit le nombre d'activités soumises au régime de l'autorisation, la plupart pouvant se contenter d'une simple déclaration. Puis, l'administration publique a opté pour une approche « pragmatique » du droit, en confiant par exemple à des organismes privés le contrôle périodique des installations, pour 90% d'entre elles, à partir de 1995⁷. La catastrophe d'AZF (31 morts et 2 500 blessés) n'a pas modifié la trajectoire réglementaire, puisqu'elle n'a accouché que du dispositif des PPRT, plans de prévention des risques technologiques (2003), qui a pour but de réduire la proximité des installations classées avec les habitations. Mais, par un curieux renversement de perspective, ce sont les riverains qu'on prévoit d'exproprier, pas les industriels⁸. Comme un symbole de la distance à laquelle le droit tient les populations.

En fait, durant les années 2000, les pressions exercées par le patronat conduisent les gouvernements successifs à œuvrer à la « simplification » administrative⁹. Le 17 février 2009, la loi pour l'« accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés » habilite le gouvernement à réformer par ordonnance les règles applicables aux ICPE, afin de créer un régime d'autorisation simplifié. Le choix de

l'ordonnance pour créer un tel régime et l'intitulé de la loi en disent long sur l'objectif poursuivi. C'est ainsi que l'ordonnance du 11 juin 2009 crée la procédure de l'enregistrement, un nouveau régime intermédiaire entre l'autorisation et la déclaration, faisant baisser significativement le nombre des usines devant se plier aux procédures d'autorisation (-30%). Or, l'enregistrement est une procédure de délivrance simplifiée qui ne requiert que de suivre des prescriptions générales, dispensant l'industriel des procédures d'évaluation environnementale et d'enquête publique. Avec la loi Grenelle 2 (2010), certaines activités sont extraites du champ d'application de l'étude d'impact, ne pouvant remonter en régime d'autorisation qu'au cas par cas, sur demande du préfet ou de l'Autorité environnementale (entité indépendante et créée en 2009, en vertu du droit européen) selon les caractéristiques du projet, la localisation, et tout autre cas jugé problématique. Avec cette loi Grenelle 2, par ailleurs, le délai de recours des tiers et des associations de défense de l'environnement passe de quatre ans à un an, satisfaisant une demande récurrente des exploitants.

Mais il fallait encore davantage simplifier. Le président François Hollande, n'avait-il pas déclaré : « Un État fort, c'est un État simple, un État puissant, c'est un État rapide, un État efficace, c'est un État qui fait confiance » (discours de Dijon, 12 mars 2013). La dérégulation connaît une accélération avec la nomination d'Emmanuel Macron comme ministre de l'Économie en 2014. La loi du 6 août 2015 « pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques », touche les ICPE en confirmant leur réforme par ordonnance. C'est ainsi que celle du 3 août 2016 institue que les ICPE du régime de l'enregistrement et la plupart des installations du régime de l'autorisation sont désormais soumises à évaluation environnementale à l'issue d'un examen au cas par cas, et non plus systématiquement. Par ailleurs, désormais ce sont les « établissements Seveso » et non plus les « installations Seveso » qui relèvent du régime de l'autorisation automatique. La différence est de taille parce qu'une installation peut être juste un lieu de stockage ou un bâtiment de production, alors qu'un établissement désigne l'ensemble de l'usine. Donc une fois que l'établissement est créé, tout ce qui est modifié par la suite n'est plus automatiquement soumis à autorisation. Dans le même sens, l'ordonnance du 26 janvier 2017 simplifie les procédures applicables aux installations classées en créant l'autorisation environnementale. Réforme hâtivement préparée, elle complique le travail de l'administration, qui doit faire évoluer son mode de fonctionnement vers le mode projet en se mettant au service l'industriel, tant pour la délivrance de l'autorisation, qu'au niveau de son contentieux. D'autre part, le délai de recours contentieux est à nouveau réduit, passant de un an à quatre mois. Quant aux modalités de publicité, elles sont elles aussi amoindries, puisque l'ordonnance n'impose plus qu'un affichage de l'arrêté d'autorisation en mairie et sur le site internet de la préfecture, au lieu de le faire de façon permanente et visible sur le lieu de l'installation. Autant dire que tout est fait pour empêcher les recours. La loi ESSOC de 2018, qui simplifie les procédures d'enquête publique et donne compétence au préfet pour les modifications ou les extensions des installations classées, plutôt qu'à une autorité environnementale indépendante, s'inscrit dans ce processus.

La jurisprudence, les pratiques et la sociologie du monde du travail concourent-ils à préserver les garde-fous ? Il n'en est rien. Le Conseil d'État se révèle indifférent aux enjeux écologiques, sa jurisprudence protégeant d'abord les intérêts économiques. Quant à l'Inspection, elle est dominée par le corps des Mines, dont les rapports de forte proximité avec le monde industriel créent une conception technicienne et transactionnelle¹⁰. Du reste, les effectifs de cette administration chargée de rédiger les arrêtés d'autorisation, de surveiller leur respect et de préparer les sanctions se révèlent insuffisants. Aussi ne faut-il pas s'étonner que sur le plan pénal, les pollueurs sont très rarement poursuivis en correctionnelle. En général, l'administration privilégie les régularisations aux sanctions. Les industriels concernés savent que les règles peuvent être tournées ou négociées, et qu'en l'absence de tout recours des tiers, le *statu quo* est généralement toléré par l'administration. Aujourd'hui, pour 500 000 installations classées, dont 1 312 classées Seveso, et 50 000 soumises à l'autorisation ou l'enregistrement, l'administration ne compte que 1 300 inspecteurs et le nombre d'inspections a baissé de 40 % entre 2006 et 2018, passant de 30 040 à 18 196. Du reste, la surveillance est une illusion, notamment pour les industries chimiques, dont la gamme de produits évolue plus rapidement que la réglementation¹¹. Quant aux sanctions administratives ou pénales, elles sont toujours faibles ou inopérantes. Seuls 10 % des arrêtés préfectoraux constatant une infraction dans le cadre des mises en demeure sont suivis d'une sanction pénale, et il s'agit généralement d'amendes très faiblement coercitives et inefficacement compensées par l'astreinte administrative, une amende journalière jusqu'à la mise en conformité, ou la transaction pénale – toutes deux procédures qui financiarisent le risque en quelque sorte¹². Notons que si les responsables d'AZF ont fini par être condamnés (15 mois de prison avec sursis pour le directeur, une peine bien légère), le dénouement du procès, en décembre 2019, a eu lieu plus de 18 ans après la catastrophe ; et la tenue d'un procès pénal pour l'accident de Lubrizol est très incertaine. Hors de ces catastrophes, la prééminence de la régularisation sur la sanction se fait au dépend des tiers et interroge

sur l'effectivité du droit de l'environnement : à l'image des autres illégalismes environnementaux découlant d'une police sans moyens, d'une priorité donnée aux impératifs économiques, d'une pratique menant aux procédures transactionnelles et d'une culture juridique vide de préoccupations environnementales¹³.

Les mutations du monde du travail concourent à dégrader le droit des ICPE. D'une part, depuis le « moment Macron », l'entreprise est le « foyer d'expérience » à partir duquel doit s'organiser le gouvernement et modeler la société, au service d'une idéologie qui se veut apolitique (ni droite ni gauche) mais aux penchants ultralibéraux et autoritaires¹⁴. Dans ce cadre, les organisations patronales renforcent leur emprise pour faire passer leurs idées, et en premier lieu assouplir encore les régulations environnementales. Au contraire, les organisations de travailleurs perdent de leur influence. Les sociologues du travail ont démontré que la gestion du risque est une dimension centrale et routinière de l'activité des salariés, qui ont un rôle décisif dans la prévention et la documentation des accidents, au point d'en être les « sentinelles » pour reprendre une expression du toxicologue militant Henri Pézerat¹⁵. En particulier, les salariés engagés dans les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) exercent une vigilance collective qui améliore la sécurité des sites industriels dangereux. Or, la baisse de la syndicalisation et le recours de plus en plus systématique aux sous-traitants et aux intérimaires fragilise cette vigilance – une érosion constatée dans les enquêtes qui ont suivi l'accident d'AZF¹⁶. De plus, avec la loi « Travail » (2016), et au nom de la simplification, les CHSCT doivent fusionner avec les Comités d'entreprise en une seule instance, le Comité social et économique (CSE), ce qui ne peut manquer de réduire leur poids¹⁷.

As soon as possible, du risque clés en main : le mode de gestion du risque, comme beaucoup d'autres domaines, dans un État tenté par l'état d'urgence permanent, est donc celui de la rapidité. Une urgence qui permet décrets et ordonnances, et favorise l'autoritarisme. Maître mot de l'action publique, la simplification administrative s'adresse avant tout aux industriels, au détriment de la protection du voisinage et de l'environnement. Alors qu'au début des années 1980, la « société du risque¹⁸ » s'ouvrait par une réflexivité ouverte à de multiples arènes publiques de concertation, pleine de confiance en la maîtrise technologique et à l'auto-régulation des acteurs, l'échec est aujourd'hui patent. En France, entre 1992 et 2017, au total, 40 000 accidents industriels sont survenus, et les statistiques disponibles suggèrent une inquiétante évolution : on a ainsi recensé 827 accidents dans les établissements classés en 2016, 978 en 2017 et 1 112 en 2018¹⁹. Mais plus largement, un peu partout dans le monde, ces accidents se multiplient – l'Université de Louvain a comptabilisé moins de 100 accidents technologiques majeurs par an dans les années 1980, près de 200 dans les années 1990, 300 au cours de la décennie 2000. Contrairement à une idée répandue, le risque industriel n'a pas disparu ; il tend même à croître. Non seulement les dispositifs techniques de sécurisation des sites ne sont pas parvenus à faire baisser le nombre et la gravité des accidents et à contrebalancer l'assouplissement de la réglementation, mais les citoyens sont mis à distance et ne peuvent plus exercer un réel contre-pouvoir. Ainsi, la concertation, prise en charge par les commissions de suivi de site (CSS), depuis 2012, apparaît pour ce qu'elle est : un moyen de canaliser les contestations des projets industriels dangereux. Ce serait donc par l'organisation autonome que les riverains et les citoyens pourraient exercer ce contre-pouvoir : c'est le pari de Paul Poulain²⁰, spécialiste des risques et impacts industriels et fondateur de la plateforme d'autodéfense populaire face aux dangers industriels « Notre maison brûle », créée juste après l'accident de Lubrizol. Afin que les citoyens reprennent le rôle de vigilance qu'ils ont quasiment perdu dans le droit²¹.

Thomas LE ROUX
28 novembre 2021

Notes

↑1

Voir la présentation du plan France 2030 par l'Élysée <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/10/12/presentation-du-plan-france-2030>

↑2

« Simplification administrative : des avancées majeures avec la loi ASAP », site du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance. <https://www.economie.gouv.fr/simplification-administrative-des-avancees-majeures-avec-la-loi-asap>, page consultée le 24 mai 2021.

↑3

Rapport de mission gouvernementale auprès de Monsieur le Premier Ministre, : 5 chantiers pour simplifier et accélérer les installations industrielles, 23 septembre 2019.

↑4

Communiqué du Gouvernement, 23 septembre 2019. <https://www.gouvernement.fr/partage/11156-communication-du-premier-ministre-le-premier-ministre-annonce-cinq-mesures-pour-accelerer-les-projets>, page consultée le 24 mai 2021.

↑5

Thomas Le Roux, « La fabrique de l'impunité industrielle. Comment l'économie est devenue plus importante que la santé », *Z Revue itinérante d'enquête et de critique sociale*, 2020, p. 66-73.

↑6

Gabriel Ullmann, *Le Installations classées. Deux siècles de législation et de nomenclature*, 2 vol., Paris, Cogiterra, 2016.

↑7

Pour les questions jurisprudentiels et réglementaires, je m'appuie sur la lecture exhaustive de la *Revue juridique de l'environnement*, 1976 à aujourd'hui.

↑8

Laure Bonnaud, Emmanuel Martinais, *Les leçons d'AZF. Chronique d'une loi sur les risques industriels*, Paris, La documentation française, 2008.

↑9

Cécile Blatrix, « Moderniser un droit moderne ? Origines et significations de la simplification de l'action publique environnementale », *Revue française d'administration publique*, n° 157, 2016/1, p. 67-82.

↑10

Laure Bonnaud, « Au nom de la loi et de la technique. L'évolution de la figure de l'inspecteur des installations classées depuis les années 1970 », *Politix*, 69/1, 2005, p. 131-161.

↑11

Rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur l'accident de Lubrizol, 2 juin 2020.

↑12

Denis Dekour et Maryline Simoné, *Utilisation des sanctions administratives introduites par l'ordonnance n° 2012-34 dans le domaine des installations classées*, Ministère de la Transition écologique et solidaire, 2017 ; Laetitia Brunin et Odile Timbart, « Le contentieux de l'environnement : une réponse pénale axée sur la régularisation et la remise en état », *Infostat Justice*, n° 138, novembre 2015, p. 1-8.

↑13

Sylvain Barone, « L'impunité environnementale. L'État entre gestion différentielle des illégalismes et désinvestissement global », *Champ pénal* (en ligne), vol. 15, 2018.

↑14

Roland Gori, *La nudité du pouvoir. Comprendre le moment Macron*, Paris, Les liens qui libèrent, 2018.

↑15

Gwenaële Rot, François Vatin, *Au fil du flux. Le travail de surveillance-contrôle dans les industries chimique et nucléaire*, Paris, Presses des Mines, 2017.

↑16

Rémy Jean et Philippe Saunier (dir.), *AZF/Total. Responsable et coupable. Histoires d'un combat collectif*, Paris, Syllepse, 2018.

↑17

Sur tous ces aspects, relire : Renaud Bécot, « Lubrizol : la catastrophe n'a pas (encore) eu lieu », *Terrestres, revue des livres, idées et des écologies*, 13 octobre 2019..

↑18

Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001 (1^{ère} éd. 1986).

↑19

Ministère Transition écologique, *L'environnement en France, Rapport de synthèse*, 2018. Bureau d'analyse des risques et pollutions industriels, *Inventaire des accidents technologiques survenus en 2018*, Ministère de la Transition écologique et solidaire, 2019.

↑20

Paul Poulain, *Tout peut exploser. Enquête sur les risques et les impacts industriels*, Paris, Fayard, 2021.

↑21

Ce texte peut être lu en version plus longue sous le titre « L'industrie du risque », dans Antony Burlaud, Allan Popelard, Grégory Rzepski (dir.), *Le Nouveau Monde. Tableau de la France néolibérale*, Paris, Editions Amsterdam, 2021, p. 217-226.

<https://www.terrestres.org/2021/11/28/du-risque-industriel-cles-en-mains-as-soon-as-possible/>

Imaginaire capitalistique

Ce qui jusqu'à présent relevait du lien social devient un produit d'appel pour les marques.

L'imagination. Avec la voracité et l'autodestruction, c'est probablement le qualificatif qui caractérise avec le plus d'acuité le capitalisme. Deux exemples de cette incroyable plasticité nous ont été récemment fournis par un acteur dont on doutait pourtant qu'il puisse nous surprendre sur ce plan. Deux initiatives signées du groupe Carrefour. Le géant de la grande distribution vient d'abord d'importer des Pays-Bas des « Blabla caisses ». Le principe ? Au moment du paiement des courses, clients et salariés sont « autorisés » à discuter, à se donner des nouvelles des petits-enfants ou à s'échanger une recette de cuisine. Ce qui jusqu'à présent relevait du lien social qui caractérise les mammifères que nous sommes est désormais classé comme... produit d'appel par la marque. Oh ! le babil marketing saura habiller cet accaparement, convoquant d'un même geste ce qui participe à retisser du lien social et des concepts issus de la RSE, la désormais fameuse responsabilité sociale des entreprises.

Certains cadres du groupe n'hésitent d'ailleurs plus à clironner que le métier « d'hôtesse de caisse » (sic) est désormais sauvé, qu'il retrouve pleinement son sens. Nombre de caissières ayant effectivement été supplantées dans une période récente par des automates dotés de lecteurs infrarouges, de terminaux de cartes bleues et d'écrans tactiles. Expérimenté depuis trois ans, le déploiement de ces « caisses de bavardage » avait été retardé par la pandémie de covid-19. Sa généralisation s'accélère désormais. Les acteurs de la grande distribution, après des décennies de réduction de coûts et de suppression de postes, font aujourd'hui mine de s'apercevoir que l'immense majorité de leurs clients souhaitent interagir avec des... humains plutôt qu'avec des machines.

Pour stupéfiante qu'elle apparaisse, cette « découverte » n'a pas découragé Carrefour de se lancer dans une autre aventure douteuse, mais cette fois-ci dans l'univers numérique. Le groupe annonce s'associer avec le média Brut afin de créer une plate-forme de « Live shopping ». Brut Shop, c'est le nom de cet objet commercial d'un nouveau genre, ambitionne de s'emparer du leadarship sur le segment du commerce social. Les utilisateurs pourront donc acheter en ligne des produits présentés dans des « lives » auxquels ils participent en ligne. Pour mémoire, Brut, qui totalise des dizaines de millions de vues sur ses vidéos, est principalement consommé par des internautes âgés de 15 à 35 ans. Moralité ? Pour Carrefour, la conversation, qu'elle se tienne dans le monde physique ou numérique, ne doit servir qu'un seul but : vendre. Et ce quel qu'en soit le coût.

Antonin AMADO (Politis), publié le 2 février 2022

La guerre néolibérale contre la dissidence en Occident



La police au Canada s'est déployée pour déloger les derniers camionneurs et manifestants du centre-ville d'Ottawa, dans le but de mettre fin à trois semaines de manifestations contre les règles sanitaires de Covid-19. (Photo de Dave Chan / AFP) (Photo de Dave Chan/AFP via Getty Images)

Ceux qui proclament avec le plus de flamboyance qu'ils combattent les fascistes continuent à embrasser et à manier les armes caractéristiques du despotisme.

Lorsqu'il s'agit de pays lointains et adversaires, on nous apprend à reconnaître la tyrannie par l'utilisation de tactiques de répression révélatrices. La dissidence par rapport aux orthodoxies est censurée. Les protestations contre l'État sont interdites. Les dissidents sont sévèrement punis sans procédure régulière...

... De longues peines de prison sont infligées pour des transgressions politiques plutôt que pour des crimes violents. Les journalistes sont traités comme des criminels et des espions. L'opposition aux politiques des dirigeants politiques est considérée comme un crime contre l'État. Lorsqu'un gouvernement opposé à l'Occident adopte un tel comportement, il est non seulement facile, mais aussi obligatoire de le qualifier de despotique.

C'est ainsi que l'on peut trouver, presque quotidiennement, des articles dans la presse occidentale citant l'utilisation de ces tactiques par le gouvernement en Russie, en Chine, en Iran, au Venezuela et dans tout autre pays que l'Occident a intérêt à dénigrer (*les articles sur des tactiques identiques de la part de régimes soutenus par l'Occident – de Riyad au Caire – sont beaucoup plus rares*). Que l'utilisation de ces tactiques répressives rende ces pays et leurs populations soumis à des régimes autocratiques est considéré comme indiscutable.

Mais lorsque ces armes sont brandies par des gouvernements occidentaux, c'est le cadre exactement inverse qui s'impose : les qualifier de despotiques n'est plus obligatoire mais quasiment interdit. Le fait que la tyrannie n'existe que chez les adversaires occidentaux, mais jamais en Occident même, est traité comme un axiome permanent des affaires internationales, comme si les démocraties occidentales étaient divinement protégées des tentations d'une véritable répression. En effet, suggérer qu'une démocratie occidentale est descendue au même niveau de répression autoritaire que les ennemis officiels de l'Occident revient à affirmer une proposition jugée intrinsèquement absurde ou même vaguement traîtresse.

Le garant implicite de ce cadre réconfortant est la démocratie. Les pays occidentaux, selon cette mythologie, ne peuvent jamais être aussi répressifs que leurs ennemis parce que les gouvernements occidentaux sont au moins élus démocratiquement. Cette assurance, aussi séduisante soit-elle en apparence, s'effondre complètement au moindre examen critique. La *Constitution des États-Unis* et d'autres textes similaires partent du principe que le despotisme majoritaire est extrêmement dangereux ; la *Déclaration des droits* n'est guère plus que des limitations imposées aux mesures tyranniques que les majorités pourraient chercher à promulguer démocratiquement (l'expression des idées ne peut être criminalisée même si les majorités le souhaitent ; la liberté de religion ne peut être abolie même si de larges majorités l'exigent ; la vie et la liberté ne peuvent être privées sans procédure régulière même si neuf citoyens sur dix y sont favorables, etc.)

Plus gênant encore, bon nombre des dirigeants étrangers que l'on nous apprend à considérer comme des despotes sont populaires ou même tout aussi démocratiquement élus que nos propres fonctionnaires défenseurs de la liberté.

Aussi puissant que soit ce cadre mythologique, renforcé par les grandes entreprises médiatiques depuis tant de décennies, il ne peut résister à l'utilisation de plus en plus flagrante de ces tactiques despotiques en Occident. Regardez Justin Trudeau – le prince gentil et bien élevé d'un des pays les plus agréables de l'Occident, avec un si joli visage (même à de nombreuses occasions lorsqu'il est maquillé en noir (*blackface*)) – invoquer et ensuite imposer durement des pouvoirs d'urgence douteux, niant les libertés civiles, n'est que le dernier coup de marteau qui fait s'écrouler cette sculpture occidentale. En somme, la propagande occidentale vous oblige à traiter les deux images ci-dessous comme fondamentalement différentes ; en effet, un grand nombre de personnes en Occident dénoncent avec véhémence celle de gauche tout en applaudissant avec enthousiasme celle de droite. Une mythologie aussi fragile ne peut être soutenue qu'aussi longtemps :



Reuters, 8 août 2019 (à gauche) ; BBC, 15 février 2022 (à droite)

La répression de Julian Assange et de WikiLeaks, qui dure depuis dix ans, démontre à elle seule la gravité des attaques néolibérales contre la dissidence. Nombreux sont ceux qui connaissent les éléments clés de cette répression – en particulier la détention effective d'Assange pendant dix ans – mais ils ont oublié ou, en raison de la malfaisance des médias, n'ont jamais connu plusieurs des aspects les plus extrêmes.

Alors que le DOJ (Département Of Justice) d'Obama, sous la direction du procureur général Eric Holder, n'a pas réussi à trouver de preuves de criminalité après avoir convoqué un *grand jury* pendant des années, le sénateur Joseph Lieberman (I-CT), alors président de la commission de la sécurité intérieure du Sénat, a réussi à faire pression sur des sociétés de services financiers comme *MasterCard*, *Visa*, *PayPal* et *Bank of America* pour qu'elles résilient les comptes de WikiLeaks et les bannissent ainsi du système financier, les empêchant de recevoir des fonds de leurs partisans ou de payer leurs factures. Lieberman et ses alliés néoconservateurs ont également fait pression sur *Amazon* pour supprimer WikiLeaks de ses services d'hébergement, ce qui a mis le groupe de lanceurs d'alerte temporairement hors ligne. Tout cela a permis de paralyser la capacité de WikiLeaks à fonctionner, bien qu'elle ne soit accusée d'aucun crime : en effet, comme le DOJ l'a admis, il n'a pas pu prouver que le groupe avait commis des crimes, mais cette punition extra-légale a tout de même été infligée.

Les tactiques utilisées pour la première fois contre WikiLeaks – exclure les dissidents du système financier et contraindre les entreprises technologiques à leur refuser l'accès à l'internet sans la moindre procédure équitable – sont désormais des armes courantes. Le gouvernement de M. Trudeau saisit et gèle des comptes bancaires sans aucune procédure judiciaire. Le site de collecte de fonds « caritatif » *GoFundMe* a d'abord bloqué les millions de dollars collectés pour les camionneurs et a annoncé qu'il redirigerait ces fonds vers d'autres organismes de bienfaisance, puis a remboursé les dons lorsque les gens ont fait remarquer, à juste titre, que leur plan initial équivalait à une forme de vol. Lorsqu'un autre site de collecte de fonds, *GiveSendGo*, a recueilli des millions de dollars supplémentaires pour les camionneurs, les tribunaux canadiens ont bloqué sa distribution. Et il y a un peu plus d'un an, des politiciens démocrates comme la représentante Alexandra Ocasio-Cortez (D-NY) ont réussi à faire pression sur les monopoles technologiques *Google* et *Apple* pour qu'ils retirent *Parler* de leurs magasins, puis sur *Amazon* pour qu'il retire le site de médias sociaux de ses

serveurs, exactement au moment où l'alternative aux médias sociaux est devenue l'application la plus téléchargée en Amérique. (Ce matin, nous avons publié un nouveau reportage vidéo qui retrace l'émergence de cette nouvelle tactique anti-dissidence d'abord inaugurée sur WikiLeaks et maintenant largement utilisée contre la dissidence en général : « *Bannissement du système financier : la guerre contre la dissidence* »).

Le fait que les gouvernements américain et britannique aient gardé Assange lui-même – l'un des dissidents les plus efficaces en Occident depuis des décennies – dans une cage pendant des années sans qu'aucune fin ne soit en vue souligne en soi leur caractère répressif. Mais la cause qui a précipité l'appréhension d'Assange à l'ambassade d'Équateur a été oubliée par beaucoup et elle illustre, elle aussi, la même tendance inquiétante.

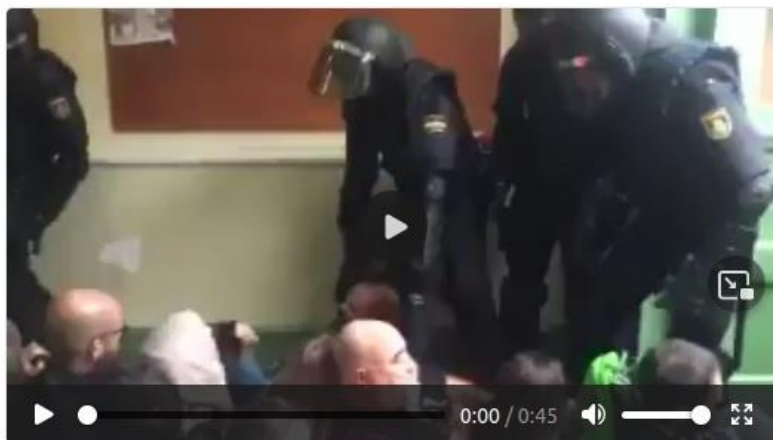
En 2017, des manifestations de masse ont éclaté à Barcelone dans le cadre d'un mouvement en Catalogne pour plus d'autonomie par rapport au gouvernement espagnol basé à Madrid, et ont abouti à un référendum pour l'autonomie le 1er octobre. En 2019, des protestations encore plus importantes et plus intenses se sont matérialisées. Les méthodes utilisées pour écraser les protestations ont choqué beaucoup de monde, car une telle agression intérieure avait rarement été vue depuis des années en Europe occidentale. L'Espagne a traité les militants non pas comme des manifestants nationaux exerçant leurs droits civiques, mais comme des terroristes, des séditeux et des insurrectionnels. La violence a été utilisée pour procéder à des arrestations massives de Catalans, et leurs dirigeants ont été accusés de terrorisme et de sédition et condamnés à de longues peines de prison.

À propos de la répression, une vidéo de protestation proclamait que l'Espagne venait d'assister à « *un degré de force jamais vu auparavant dans un État membre européen* ». Si une vérification des faits par la BBC n'a pas permis de confirmer cette affirmation maximaliste, elle a permis de documenter de multiples attaques graves de la police contre des manifestants en Catalogne. Dans le même temps, « la police espagnole a fait preuve d'une force excessive lorsqu'elle a affronté les manifestants en Catalogne pendant le référendum contesté, utilisant des matraques pour frapper des manifestants non menaçants et causant de multiples blessures » a conclu *Human Rights Watched*, ajoutant que, bien que les manifestants aient été « *largement pacifiques* », des « *centaines de personnes ont été blessées, certaines gravement* ». Le ministère de la Santé de Catalogne a estimé le 2 octobre que 893 personnes avaient signalé des blessures aux autorités.

Depuis l'ambassade d'Équateur, Assange, tant en 2017 qu'ensuite en 2019, a utilisé les plateformes de WikiLeaks pour faire connaître et dénoncer vocalement les actions du gouvernement espagnol – non pas pour exprimer son soutien à l'indépendance de la Catalogne, mais pour dénoncer les assauts contre les libertés civiles utilisés pour écraser le mouvement de protestation. Assange a fait de multiples apparitions dans les médias pour s'opposer à l'usage de la violence par la police d'État, et le compte Twitter de WikiLeaks publiait, pratiquement tous les jours, des vidéos et autres témoignages de la répression.



La police nationale espagnole brutalise aujourd'hui les électeurs du centre de vote de Catalogne (une école) dans le but de réprimer le vote [#CatalanReferendum](#) .



1er octobre 2017

(1) Lien vidéo :

https://video.twimg.com/ext_tw_video/914433555031298049/pu/vid/318x180/jVNQLZEcgvDLSpJB.mp4

Ce sont les reportages d'Assange et sa dénonciation de la violence du gouvernement espagnol contre ses propres citoyens qui ont été la cause finale de la décision de l'Équateur de lui retirer l'asile. Le gouvernement espagnol a clairement fait savoir à l'Équateur à quel point il était indigné qu'Assange rende publiques ses exactions. Quelques mois seulement après le premier mouvement de protestation, l'Équateur a annoncé qu'il coupait l'accès à Internet d'Assange, au motif que le fondateur de WikiLeaks « interférait avec d'autres États », c'est-à-dire qu'il dénonçait les violations des libertés civiles commises par Madrid. Et c'est l'année suivante que l'Équateur, sous la pression des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Espagne, a retiré sa protection en matière d'asile et a permis à la police londonienne d'entrer dans son ambassade, d'arrêter Assange, puis de le placer dans la prison de haute sécurité de Belmarsh, où il est resté depuis lors, bien qu'il n'ait été condamné pour aucun autre crime qu'un délit de fuite. Tout cela reflète et découle d'une intolérance occidentale claire et croissante à l'égard de la dissidence.

* * *

Cette dernière décennie de l'histoire est cruciale pour comprendre le cadre d'élimination de la dissidence qui a été construit et mis en œuvre en Occident. Ce cadre a culminé, jusqu'à présent, avec les stupéfiantes attaques à plusieurs volets du gouvernement Trudeau contre les camionneurs canadiens. Mais il a été élaboré depuis longtemps, et il est inévitable qu'il trouve des expressions encore plus extrêmes.

Après tout, ce cadre repose sur la reconnaissance centrale de l'existence d'une colère massive, généralisée et même d'une haine envers la classe dirigeante néolibérale dans tout l'Occident. Trump, le Brexit et la montée des partis d'extrême droite dans des endroits où leur autonomisation était auparavant impensable – y compris en Allemagne et en France – en sont la preuve indubitable. Plutôt que de sacrifier certains des avantages de l'inégalité qui ont généré une grande partie de cette rage ou de l'apaiser par des concessions symboliques, les élites néolibérales occidentales ont plutôt opté pour la force, un système qui écrase toutes les formes de dissidence dès qu'elles émergent sous une forme qui ressemble à une forme efficace, significative ou puissante. Beaucoup de controverses de la dernière décennie, souvent analysées isolément, ont été consacrées à cet objectif. Les systèmes de surveillance omniprésents construits par l'Occident – révélés lors du reportage de Snowden mais qui n'ont été que partiellement maîtrisés depuis – sont des outils cruciaux, comme le sont toujours les pouvoirs de surveillance, pour contrôler et donc étouffer la dissidence. Nous sommes maintenant arrivés au point où le gouvernement américain et son État de sécurité indiquent officiellement et explicitement qu'ils considèrent que la plus grande menace pour la sécurité nationale n'est pas une puissance étrangère comme la Chine ou la Russie, ni des acteurs non étatiques comme *Al-Qaïda* ou *ISIS*, mais plutôt des « extrémistes intérieurs ». Depuis des années, c'est le message inflexible du *DHS*, du *FBI*, de la *CIA*, de la *NSA* et du *DOJ* : nos principaux ennemis ne sont pas étrangers mais sont nos concitoyens qui ont adopté des idéologies que nous considérons comme extrémistes.

Cette nouvelle escalade de la répression repose sur une trame narrative. Ceux qui abritent des idéologies dissidentes – et en particulier ceux qui n'adoptent pas passivement cette dissidence mais agissent pour la défendre, la promouvoir et la diffuser – ne sont pas simplement des dissidents. Le terme « *dissident* », dans les démocraties occidentales, évoque la légitimité, et cette étiquette doit donc leur être refusée. Ils sont plutôt des extrémistes nationaux, des terroristes nationaux, des séditeux, des traîtres, des insurgés. L'application des termes de criminalité rend justifiables tous les actes de répression ultérieurs : nous sommes formés à accepter que les libertés fondamentales soient perdues lors de la commission de crimes.

Le plus remarquable, cependant, est que cette criminalité présumée n'est pas jugée dans le cadre d'une procédure judiciaire – avec toutes les protections qui l'accompagnent, à savoir les juges, les jurys, les règles de preuve et les exigences d'une procédure régulière – mais simplement par décret. Lorsque les sociétés de services financiers ont « étouffé » WikiLeaks en 2010, elles l'ont justifié en invoquant l'affirmation du gouvernement selon laquelle le groupe était engagé dans des activités criminelles et violait donc les règles des plateformes.

« Les règles de *MasterCard* interdisent aux clients de s'engager directement ou indirectement dans ou facilitant toute action illégale », a déclaré le porte-parole Chris Monteiro pour expliquer la fermeture du compte de WikiLeaks. La même chose a été faite aux manifestants du 1/6 qui ont été punis d'innombrables façons avant d'être condamnés. Et maintenant, les camionneurs canadiens ont été magiquement transformés en criminels sans les inconvénients d'un procès ; « nous avons maintenant des preuves de la part des forces de l'ordre que la manifestation auparavant pacifique est devenue une occupation, avec des rapports de police faisant état de violence et d'autres activités illégales. », a déclaré *GoFundMe* pour expliquer la fermeture des comptes de collecte de fonds.

En juin dernier, *PayPal* a annoncé un nouveau partenariat avec l'*Anti-Defamation League (ADL)*, en vertu duquel le groupe d'activistes libéraux identifierait les personnes et les groupes dont l'idéologie est, aux yeux de

l'ADL, « extrémiste ». Cela permettrait non seulement à *PayPal*, mais aussi aux sociétés de services financiers du monde entier, de résilier leurs comptes et de les exclure du système financier. Il est clair qu'une fois que l'ADL aura déclaré qu'une personne ou un groupe est « extrémiste » et que *PayPal* l'aura banni, aucune autre entreprise traditionnelle ne voudra être accusée de l'héberger. Comme l'a prévenu le directeur d'exploitation fondateur de *PayPal*, David Sacks, au moment de l'annonce du partenariat, l'objectif de ce programme est de : « faire taire les personnes et les organisations qui expriment des opinions tout à fait légales, même si elles sont impopulaires dans la Silicon Valley ».

Comparant cela à la vague de censure unifiée de la Silicon Valley qui a éclaté au cours des dernières années, Sacks a expliqué pourquoi ce pouvoir est si alarmant : « Quant à l'idée de construire son propre *PayPal* ou *Facebook* : en raison de leurs gigantesques effets de réseau et économies d'échelle, il n'y a pas d'alternative viable lorsque l'ensemble de l'industrie travaille de concert pour vous refuser l'accès ».

En expulsant les gens des médias sociaux, on les prive du droit de s'exprimer dans notre monde de plus en plus en ligne. Les exclure de l'économie financière est encore pire : cela les prive du droit de gagner leur vie. Nous avons vu comment la culture de l'annulation peut anéantir la capacité d'une personne à gagner un revenu, mais maintenant les personnes annulées peuvent se retrouver sans moyen de payer les biens et les services. Auparavant, les employés licenciés qui n'auraient plus jamais l'occasion de travailler pour une entreprise *Fortune 500* avaient au moins la possibilité de se mettre à leur compte. Mais s'ils ne peuvent pas acheter d'équipement, payer leurs employés ou recevoir des paiements de la part de leurs clients, la porte se referme sur eux aussi.

C'est pourquoi il est si impératif pour le parti démocrate et ses alliés médiatiques de décrire l'émeute de quatre heures au Capitole le 6 janvier comme une insurrection et une tentative de coup d'État. S'il s'agit de simples manifestants ou même de simples émeutiers, alors toutes les protections standard et les garanties juridiques s'appliquent à eux, comme les libéraux ont exigé qu'elles soient appliquées pour protéger les manifestants de *BLM* et d'*Antifa*, même ceux qui ont utilisé la violence. Si, toutefois, ils font partie d'un mouvement insurrectionnel plus large – une tentative en cours de renverser le gouvernement américain – alors ils sont élevés du rang d'adversaires politiques ordinaires à celui de faction de la criminalité soutenue, et tout et n'importe quoi, de la censure et de la détention aux moyens extra-légaux de bannissement tels que les listes d'interdiction de vol et l'exclusion du système financier, devient justifié, voire nécessaire.

Glenn GREENWALD, 22 février 2022

(Notez que ces tactiques répressives, applaudies par les libéraux et même par de nombreux membres de la gauche, ont souvent balayé les voix anti-establishment de la gauche, comme lorsque PayPal a banni les individus liés à Antifa en même temps que les membres des Proud Boys, et lorsque les militants des droits des animaux sont ciblés pour être persécutés par le FBI en même temps que les Oath Keepers, mais tel est le résultat inévitable de la censure et des schémas répressifs dissidents).

Article d'origine : <https://greenwald.substack.com/p/the-neoliberal-war-on-dissent-in>

Traduction : Unity4JFrance

(1) Lien d'origine de la vidéo : <https://rumble.com/vvgyol-banishment-from-the-financial-system-the-war...>

Liens soulignés non-traduits (anglais)

<https://vk.com/@toutelafranceavecassange-la-guerre-nolibrale-contre-la...>

URL de cet article 37762 : <https://www.legrandsoir.info/la-guerre-neoliberale-contre-la-dissidence-en-occident.html>

QUE FAIRE POUR CONTRER LA PRÉDATION DES GÉANTS DU NUMÉRIQUE ?

Le pillage de la communauté des logiciels libres

Pendant que l'utopie numérique rêvée trente ans plus tôt enfantait un supermarché à partir de 1990, un groupe d'irréductibles maintenait envers et contre tout un projet fidèle aux origines : le logiciel libre. Coopté, récupéré et trahi par les mastodontes de l'industrie, le voici fragilisé.

En marge de l'industrie des nouvelles technologies, dans les années 1990, un autre monde numérique émerge. Des développeurs bénévoles distants géographiquement se structurent en communautés pour construire de manière collaborative des logiciels concurrents des offres dites « propriétaires » : le système d'exploitation Linux, le serveur Web Apache ou le lecteur multimédia VLC en sont des exemples connus. Ils abandonnent les droits exclusifs sur leur production non seulement parce qu'ils perçoivent des bénéfices non financiers (plaisir, apprentissage, réputation, offres d'emploi), mais aussi pour des raisons morales : une licence dite « copyleft » (comme la licence publique générale, GPL) accorde aux utilisateurs les droits d'exécution, de copie, de modification et de distribution du code informatique. Elle impose aussi le maintien de ces libertés dans toutes les versions dérivées du logiciel (1). Où en est aujourd'hui le mouvement du logiciel libre ?

La réponse n'incite guère à l'optimisme : il a été coopté, intégré et récupéré par les colosses de la Silicon Valley, Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (Gafam). Au point que les logiciels open source (pour « code source ouvert », un terme adopté dans le milieu industriel pour parler du logiciel libre sans parler de... libertés ! (2)) se trouvent désormais au cœur de l'économie numérique. Selon un sondage réalisé en 2018 auprès de 1 200 professionnels de l'informatique, plus de neuf applications sur dix contiennent des fragments de programmes issus du monde « libre » (3). L'intégration débute au début des années 2000 chez IBM et s'achève en 2018 avec le rachat par Microsoft de la plate-forme de développement collaborative GitHub pour 7,5 milliards de dollars. Les entreprises paient certains développeurs, profitent du travail gratuit des bénévoles, et les intellectuels critiques qui voyaient dans le « libre » un outil d'émancipation en sont pour leurs frais (4).

Dans ce processus d'appropriation, deux acteurs ont joué un rôle essentiel de passerelle entre le monde des entreprises et celui des projets (5). En premier lieu, GitHub, la plate-forme de stockage de lignes de code libre, créée en 2005 et devenue un nœud central fort de quelque 40 millions d'utilisateurs et de 190 millions de dépôts. Cette centralité même a découragé les activistes « libristes » de la quitter après son rachat par Microsoft. Le succès de GitHub découle de son modèle collaboratif et du fait que les contributions bénévoles, recensées sur les profils individuels des développeurs, constituent de fait leur curriculum vitae.

L'autre acteur-clé est la Fondation Linux. Lancée en 2000 pour garantir un emploi indépendant au créateur américano-finlandais du système d'exploitation libre Linux, M. Linus Torvalds, elle devait prémunir le projet de toute dépendance à une entreprise. Son activité consiste à faciliter l'usage de Linux en produisant des spécifications techniques, du code et des certifications professionnelles. Sur le plan juridique, il s'agit d'un consortium à but non lucratif qui défend les intérêts des entreprises membres, parmi lesquelles on retrouve... la plupart des Gafam. Le développement de son activité donne le vertige : alors qu'elle menait, en 2013, 10 projets, générait 23 millions de dollars de revenus et comptait 39 employés, la Fondation Linux enregistrait cinq ans plus tard 156 projets, 81 millions de dollars de revenus et 178 employés (6).

Dans son abondante communication, la fondation insiste sur l'importance de la documentation et de la sécurité afin de « professionnaliser » le développement et de rassurer les entreprises non technologiques qui utilisent des logiciels libres. Elle veille à donner une image rassembleuse : lors de ses conférences à gros budget, des intervenants d'Intel ou de GitHub prennent la défense des pauvres « devs » (développeurs) chinois empêchés de contribuer aux biens communs par les autorités. Surtout, la Fondation Linux martèle l'idée qu'entreprises et projets collaboratifs forment une « communauté ». Ce même terme de *community* se retrouve systématiquement dans les présentations d'intervenants des sociétés marchandes pour souligner la convergence d'intérêts entre bénévoles et salariés contribuant au même projet (7). Les entreprises qui publient du code sur GitHub insistent également sur la « gouvernance communautaire » de leurs projets, car n'importe qui peut soumettre une modification à l'approbation de l'auteur originel – ce qui permet à des sociétés commerciales de conserver le dernier mot tout en singeant l'horizontalité... On retrouve enfin la même vision d'une « communauté unie » dans les articles de médias spécialisés traitant de la coproduction entre sociétés commerciales et projets bénévoles.

Une telle concordance ne doit rien au hasard. Cette inversion orwellienne du sens associé à des termes positifs comme « communauté », « collaboration » et « ouverture » constitue une caractéristique du capitalisme de surveillance (8). En réalité, les intérêts des communautés bénévoles et des entreprises prédatrices ne se rejoignent que dans la mesure où les premières subissent une prédation numérique croissante de la part des secondes. Les Gafam captent, par exemple, les recherches produites avec le monde universitaire : entre 2014 et 2019, 78,3 % des 17 405 publications d'employés de Microsoft furent coécrites avec des chercheurs ; au cours de la même période, l'entreprise obtint 76 109 brevets, dont seulement 0,2 % furent partagés (9). Une autre technique consiste pour les entreprises à multiplier les offres de recherche et développement (R&D) auprès des jeunes développeurs ; une fois les innovations dévoilées par leurs auteurs, l'entreprise coupe les ponts et crée sa propre version. Les divisions d'Alphabet (maison mère de Google), les laboratoires Google ATAP et Google X, en ont fait leur spécialité, mais Facebook n'est pas en reste (10). Pourquoi les licences copyleft comme la GPL n'ont-elles pas protégé le monde « libre » des attaques des Gafam ? D'abord parce que Google les a récupérées – avant de les torpiller. L'entreprise californienne a en effet construit sa domination en faisant de Linux le socle des téléphones Android. Or la licence publique obligeait Google à publier le code source des modifications qu'il apportait à ce logiciel libre. Du moins jusqu'à ce que la société fondée par Larry Page et Sergey Brin développe son propre système d'exploitation, Fuchsia, et lui associe une licence non copyleft.

La GPL a également pâti du développement de l'informatique en nuage (*cloud*), c'est-à-dire du stockage et du traitement des données sur des serveurs centralisés plutôt que sur les ordinateurs des utilisateurs. En effet, la plupart des licences copyleft, y compris la licence publique générale, ne garantissent l'accès, la modification et la redistribution du code source des logiciels que s'ils sont distribués aux utilisateurs, autrement dit s'ils sont transférés et installés sur leurs ordinateurs. Mais elles n'opèrent pas quand le logiciel tourne sur les serveurs des Gafam : le copyleft ne s'active pas, car le logiciel n'est pas distribué mais utilisé à distance. Le monde « libre » a bien tenté de créer des licences copyleft efficaces contre la « cloudification », avec, par exemple, la licence publique générale Affero, mais Google a combattu celle-ci bec et ongles. Si elle avait été adoptée par de nombreux acteurs, cette licence aurait forcé Google et consorts à partager le code source des logiciels qui tournent sur leurs serveurs, même pour les utilisateurs qui interagissent avec ces logiciels à distance. Le mastodonte de la Silicon Valley a donc purement et simplement interdit son utilisation dans ses produits (11).

En matière de logiciel libre, les entreprises technologiques ne présentent pas une attitude monolithique. L'examen des propos tenus par leurs employés lors de trois grandes conférences open source révèle une division claire entre, d'un côté, les grands groupes de type Gafam et, de l'autre, les sociétés de taille plus réduite. Face au modèle économique et aux prétentions communautaires des premières, les secondes affichent une vision critique et plus axée sur la soutenabilité des projets. Leurs représentants insistent sur l'importance des licences et du respect des principes « libristes », quand les employés des Gafam répètent que la question ne présente aujourd'hui plus guère d'intérêt pour une majorité de contributeurs.

Le partage et la transparence constituent deux valeurs fondatrices du logiciel libre. Si les Gafam consacrent tant de temps et de ressources à nourrir l'illusion de leur appartenance à l'univers collaboratif bénévole, c'est qu'elles savent leur position moralement intenable. Pour les combattre il faut donc répéter cette vérité : les principes fondateurs du logiciel libre sont systématiquement et cyniquement bafoués par ces entreprises. Mais vers quelle cible faut-il diriger cette critique ? Le grand public ? Les développeurs ?

Le grand public se soucie peu des principes du logiciel libre ; il se montre en revanche sensible aux questions de vie privée et de surveillance. À la faveur des scandales qui entachent la réputation des Gafam, il pourrait graduellement adopter les plates-formes et services décentralisés issus du monde « libre », à l'instar de l'« archipélisation » que propose l'association Framasoft pour nouer des partenariats entre structures de natures différentes, du standard ouvert Matrix pour la communication en temps réel sécurisée et décentralisée, ou encore de Nextcloud, solution d'hébergement de fichiers et de collaboration à l'architecture ouverte (12). Le réalisme commande toutefois de reconnaître que ces solutions, malgré leur succès ponctuel, ne peuvent rivaliser avec l'offre de services quasi infinie proposée par les Gafam.

Si le combat n'a jamais été équilibré, le statut d'employé de certains développeurs open source dans les grandes entreprises et le discours dominant qui définit l'innovation uniquement en termes d'investissements privés et de start-up paralysent la résistance. Les communautés des « libristes » se sont traditionnellement constituées comme des entités collectives pour répondre à des tentatives d'appropriation de programmes. La situation appelle un large débat en leur sein. Quand Oracle acquiert Sun Microsystems en 2010, l'opération menace certains projets open source soutenus par Sun, et des membres de la communauté décident de constituer une version libre alternative du système de gestion de base de données MySQL, qu'ils rebaptisent

alors MariaDB. Mais soustraire ainsi à l'appropriation toute l'infrastructure numérique d'Internet bâtie sur des logiciels libres (tels que Linux, Kubernetes, et plus généralement toute la pile logicielle sur laquelle reposent les *clouds* commerciaux), et par là même les moteurs de recherche, réseaux sociaux et autres plateformes de service destinés aux entreprises ou au grand public, n'est guère envisageable sans soutien public. À rebours de la culture des deux acteurs, il s'agit à présent de connecter le libre et l'État. Dans un contexte d'automatisation et de chômage croissants se posent la question de la reconnaissance des contributions volontaires et celle de l'articulation entre les secteurs coopératifs, étatiques et privés. Les Économistes atterrés et Bernard Stiegler ont par exemple proposé des variantes de « droits communs du travail », qui permettraient à celles et ceux qui contribuent aux communs d'accumuler des droits d'accès à des services sociaux (13). La communauté du logiciel libre peut-elle se constituer en entité politique qui réfléchit, au-delà du logiciel, sur la société dans son ensemble? Peut-elle se confronter aux orthodoxies productivistes, au développement infini de la puissance de calcul? Tout le passé indique le contraire. Son succès, pourtant, en dépend.

Laure MUSELLI, Mathieu O'NEIL, Fred PAILLER & Stefano ZACCHIROLI (Monde diplomatique)

Respectivement professeur associé de communication à l'université de Canberra, maîtresse de conférences à Télécom Paris, sociologue au Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History, et professeur à Télécom Paris.

- (1) Lire Philippe Rivière, «Logiciels libres : et pourtant, ils tournent», *Manière de voir*, n° 83, «Pour changer le monde», octobre-novembre 2005.
- (2) Evgeni Morozov, «The meme hustler», *The Baffler*, n° 22, Cambridge (Massachusetts), avril 2013.
- (3) Keenan Szulik, «Open source is everywhere», Tidelift, 12 avril 2018.
- (4) Lire Sébastien Broca, «L'étrange destin du logiciel libre», *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.
- (5) Cf. Benjamin Birkinbine, *Incorporating the Digital Commons : Corporate Involvement in Free and Open Source Software*, University of Westminster Press, 2020, et Arwid Lund et Mariano Zukerfeld, *Corporate Capitalism's Use of Openness : Profit for Free?*, Palgrave Macmillan, New York, 2020.
- (6) Bradford Biddle, «Linux Foundation is eating the world», *Journal of Open Law, Technology & Society*, vol. 11, n° 1, 2019.
- (7) Mathieu O'Neil, Xiaolan Cai, Laure Muselli, Fred Pailler et Stefano Zacchiroli, *The Coproduction of Open Source Software by Volunteers and Big Tech Firms*, News and Media Research Centre - Digital Commons Policy Council, Canberra, 2021.
- (8) Lire Soshana Zuboff, «Un capitalisme de surveillance», *Le Monde diplomatique*, janvier 2019.
- (9) Cf. Cecilia Rikap et Bengt-Ake Lundvall, «Big tech, knowledge predation and the implications for development», *Innovation and Development*, Londres, décembre 2020.
- (10) *The Wall Street Journal*, New York, 9 août 2017; *Fortune*, New York, 15 juin 2016.
- (11) «AGPL policy», Google Open Source.
- (12) Cf. <https://framasoftware.org>; <https://matrix.org>; <https://nextcloud.com>
- (13) Cf. Calimaq (Lionel Maurel), «Droits communs du travail et droit au travail dans les communs», S.I.Lex, 18 novembre 2017.

Le hantement du monde

Zoonoses, pandémies, tout semble indiquer que la fréquence des catastrophes sanitaires provoquées par la modernité industrielle va s'accélérer au cours des prochaines décennies. Faut-il alors parler de Pathocène pour désigner notre temps ?

Entretien réalisé par Thibaut Terdjianian avec Gil Bartholeyns, historien et écrivain, auteur de *Le Hantement du monde* (Dehors, 2021).

Vos réflexions sur les crises écologiques contemporaines vous amènent à qualifier notre ère de Pathocène. Pouvez-vous revenir sur ce néologisme ?

J'ai eu besoin de ce terme pour mettre en perspective l'état sanitaire du monde, qui est un monde structurellement exposé à d'innombrables maladies d'origine industrielle. En tant qu'historien, il m'a semblé que cette situation pathogène pouvait être retracée sur une période de deux ou trois siècles. C'est-à-dire qu'il est possible de repérer des événements et des pratiques qui relèvent de ce que j'appelle le Pathocène. C'est une période au cours de laquelle un trouble a été introduit dans l'ordre du vivant. On peut désigner l'alimentation et les façons de la produire puisque la traite des animaux sauvages et d'élevage est largement impliquée dans les zoonoses émergentes, l'antibiorésistance et les pollutions. On peut pointer l'effraction continue des environnements qui sont habités par des êtres vivants porteurs d'agents infectieux qui peuvent devenir fatals aux humains. Dans le livre, j'insiste sur la fracturation des espaces et l'empiètement des activités humaines. Les Européens notamment ont franchi toutes les barrières et ramené chez eux toutes les espèces, des espèces qui étaient maintenues par la géographie notamment dans des conditions de non-contact. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement définit fort justement la zoonose comme maladie opportuniste survenant quand l'environnement change.

Le Pathocène, c'est donc une façon de nommer l'historicité du contemporain et un état d'esprit, car nous éprouvons en ce moment de grandes émotions liées à la santé, à l'habitat terrestre, à l'impact de nos modes de vie, et nous sommes souvent « pathétiques » face aux périls et à ce qu'il faudrait faire pour remédier à cette situation qui est proprement systémique.

Mais si j'ai écrit ce livre et utilisé ce terme pour désigner notre époque, c'est aussi suite à un travail de terrain que j'ai mené dans le monde agricole et le milieu de l'élevage pour un roman, *Deux kilos deux*, paru en septembre 2019. Quand on est entré dans la crise au printemps 2020, je me suis rendu compte que le monde que j'avais découvert auprès des éleveurs venait de s'étendre à l'échelle planétaire, un monde quotidien marqué par le risque sanitaire, la hantise biosécuritaire et l'impuissance à agir.

Pourriez-vous nous parler de l'avènement de cette ère ?

Il n'y a pas un moment unique où les choses se seraient déclenchées, mais plutôt une pluralité de facteurs qui, une fois conjugués les uns aux autres, ont conduit à la situation que nous connaissons. Au plus lointain : la révolution néolithique inaugure une série de rassemblements, ce que James Scott appelle des « complexes interespèces », au sein desquels se produisent des sauts d'espèces, principalement avec la domestication et le développement de l'élevage. Au plus proche, il ne se passe pas deux mois sans qu'un « scandale sanitaire » n'entraîne l'abattage « préventif » de millions d'animaux. La crise de la vache folle des années 1990 est emblématique du Pathocène : on donne à des herbivores des farines de congénères et il s'ensuit une maladie à prions transmissible à l'homme.

La situation actuelle incite en tout cas à remonter à la Révolution verte d'après-guerre qui se caractérise par la généralisation des intrants, l'irradiation comme méthode d'amélioration des plantes, et surtout par la surintensification. Vers 1920, un poulet met 120 jours avant d'atteindre le poids d'1,5 kilo, en 2000 il en met 35. Le bœuf de 300 kilos vers 1800 pèse aujourd'hui 1 tonne. Ce sont des grandeurs tératologiques. Le Pathocène, c'est le temps des usages productivistes du vivant et le temps des maladies propres à ces usages, des maladies d'ailleurs qualifiées de « systémiques » par le législateur européen. Ce n'est pas le temps des cerises mais celui des chimères. Si on suit l'élevage, on se retrouve au cœur du XIX^e siècle, dans les grandes fermes et les grands abattoirs. Le témoignage ahurissant d'Upton Sinclair en 1906 (*The Jungle*) peut servir de marqueur. Si on s'attache à l'histoire des zoonoses, on se retrouve en plein XVIII^e siècle, par exemple dans la steppe hongroise... Pendant des décennies, cette région a été le berceau d'une peste bovine qui a contaminé quasiment tous les cheptels européens en raison du mouvement des troupeaux et du commerce

de sa viande. On est là dans une situation propre à ce que j'appelle le Pathocène. Il faut s'intéresser aux maladies qui se transmettent aux humains, mais aussi aux animaux qui sont malades à cause des humains.

Donc ce sont les croisements de plusieurs fils qui prennent selon vous une texture nouvelle que vous nommez Pathocène...

Oui, il n'y a pas un front émergent. Il y a des lignes historiques qui convergent peu à peu et produisent cette situation. Si l'on s'intéresse à la façon dont la pensée occidentale a conçu le rapport aux animaux et à l'environnement, il est évident qu'on peut tracer des lignes très longues, bien avant les pensées de modernes comme Bacon ou Descartes, qui ne font qu'actualiser ou accentuer la tradition. On peut évoquer le récit judéo-chrétien de la Genèse où Adam est érigé en maître de la Création, mais aussi la *phusis* grecque, ce moment clé de la pensée où tous les phénomènes du monde environnant se retrouvent saisis conceptuellement dans une forme d'extériorité qui va finir par produire ce qu'on appelle, désormais pour la critiquer, la partition nature-culture. Les sciences modernes sont ainsi développées sur deux versants presque inconciliables, les sciences de la nature et les sciences de l'homme.

Si on considère ces soubassements, puis l'établissement des sciences modernes qui segmentent le réel et reposent sur un programme de maîtrise de la complexité, on voit que les formes de vie autres qu'humaines sont les héritières directes de cette longue histoire. Si l'on ajoute à l'idée selon laquelle les hommes sont « comme maître et possesseur de la nature » le processus d'industrialisation du XIX^e siècle, qui nous a conféré des moyens de conquête et d'assujettissement inédits, on obtient effectivement quelque chose de tout à fait neuf.

En vous lisant, on a le sentiment d'une boucle sans fin qui va en s'aggravant. Vous revenez à plusieurs reprises sur les mêmes faits, comme une figure de style, et sur « l'échec de la raison ».

LE HANTEMMENT
DU MONDE
ZONOSSES
ET PATHOCÈNE

GIL
BARTHOLEYNS

ÉDITIONS
DEHORS

Pour comprendre la répétition des crises dites « sanitaires », on est bien obligé de remettre en cause une certaine rationalité. Toute une série de mesures de police sanitaire liées au bétail ont été prises dès le XVIII^e siècle : abattages, enfouissements, contrôle de la circulation, mise en quarantaine. Toutes ces mesures témoignent d'une forme d'élevage qui est déjà pathologique. Au XIX^e siècle, le problème devient préoccupant aux yeux des vétérinaires qui se substituent peu à peu aux guérisseurs... Ils ne cessent de vouloir améliorer la sécurité. Ils plaident pour des contrôles sur les foires, les marchés, aux points de départ ou d'arrivée des animaux. Ils veulent renforcer la surveillance aux frontières et développer le « service des épizooties ». Mais ils ne disent pas qu'il faudrait arrêter d'intensifier, ni qu'il faudrait fragmenter les troupeaux, et encore moins qu'il faudrait cesser de rassembler des animaux de plus en plus semblables. Ils parlent de « flambées » contagieuses et savent très bien pourquoi les choses tournent mal, mais ils ne conçoivent de réponses que dans les progrès de la médecine et le renforcement du contrôle. C'est ce que l'on continue à faire aujourd'hui en considérant que le vaccin est la seule réponse, alors que la meilleure réponse est en amont : il faut arrêter de produire l'alimentation telle qu'on la produit et se faire à l'idée que la pandémie n'est pas un accident mais un événement dans un cycle qui va en s'aggravant. Il faut traiter les causes et non les effets. Les résolutions sont sans cesse des réactions court-termistes. Il faut viser le carnage, pour reprendre un mot de Rabelais

afin de désigner les chairs que l'on mange, les viandes consommées dans 99 % des cas dans nos régions, parce que l'événement pandémique de 2020, tout comme les gripes aviaires et bien d'autres zoonoses, est directement issu de l'élevage industriel, car bien des élevages constituent des foyers ou des passerelles interespèces.

L'échec de la raison est donc politique. Il est lié aux échelles auxquelles il faut se rapporter pour agir. L'échelle des phénomènes environnementaux en Pathocène dépasse systématiquement l'échelle de la vie humaine. Quand le territoire comme espace globalisé rencontre le temps long des phénomènes, nous sommes démunis pour faire face au niveau structurel et culturel des problèmes. À ce point, la représentation que nous nous faisons de nous-mêmes est cruciale. Les médias font remonter la dernière grande crise virale à la grippe

espagnole de 1918-1919, qui est d'origine nord-américaine et provient vraisemblablement des basses-cours avec le cochon comme intermédiaire entre l'humain et la volaille. Mais on a refermé l'événement à ce qu'il a été – des dizaines de millions de morts – en oubliant d'interroger ses causes civilisationnelles, qui n'avaient rien à voir avec l'état sanitaire des armées et de l'Europe en guerre. On a aussi oublié une série d'épidémies et de pandémies postérieures telles que les gripes de 1953 et 1968, la diffusion du VIH, les infections au H5N1, mortelles une fois sur deux... Il faut non seulement réviser la séquence classique des épidémies locales et mondialisées, mais y ajouter les « crises sanitaires » à répétition depuis trente ans, comme la « crise de la vache folle » des années 1990 ou le « scandale » du lait contaminé, et il faut prolonger cette ligne en remontant au moins jusqu'au XIX^e siècle. Enfin, il ne faut pas se contenter des zoonoses mais inviter à cette histoire, les épizooties. J'évoquais les vagues de peste bovine venues d'Europe centrale mais aujourd'hui la peste porcine touche les élevages du monde entier et la faune sauvage est abattue pour endiguer sa diffusion indirecte.

Ce faisant, on voit que la chaîne du drame liant humains, non-humains, environnement et culture alimentaire est continue et de longue durée, et que la supériorité sanitaire et symbolique de l'Europe – par rapport aux pays du sud – a tendance à éluder la plupart des événements ou à en faire des incidents indépendants alors qu'ils ont des causes communes. Aujourd'hui, cette supériorité est mise à mal et cela explique en partie la sidération et le manque de préparation des pays européens.

Par ce néologisme – le Pathocène – vous posez la question des récits. Vous dépassez le récit historique en vous appuyant sur des matériaux ethnographiques et un style parfois très littéraire. Est-ce un moyen de rompre avec certains grands récits et de percer les fables « continuistes » ?

Il est certain que le Pathocène organise un récit qui contrevient à d'autres récits en place. L'un de ces grands récits est celui du progrès linéaire, sans même revenir sur les violences extrêmes du XX^e siècle qui ont mis un point d'arrêt à l'idée de civilisation européenne comme aboutissement moral de l'histoire. Un plus grand récit pourrait être celui de l'humain comme espèce supérieure et qui par son génie propre serait en mesure de conduire l'ensemble du vivant jusqu'à l'échelle de la Terre comme vaisseau-mère. Non seulement on voit que cela donne plutôt lieu à une 6^e extinction massive et à l'accélération de l'effondrement de la biodiversité, mais ce récit nous confronte à une vexation anthropologique. L'homme moderne a d'abord dû admettre qu'il n'était pas au centre de l'univers, suite à la révolution copernicienne. Ensuite il a dû admettre qu'il n'était pas différent des autres animaux, puisqu'avec Linné et Darwin il devient un primate. Enfin – c'est Freud qui établit cette liste – l'homme n'est pas non plus maître de son intériorité... Aujourd'hui, nous vivons une quatrième vexation : l'homme n'est même pas maître de son destin, il a créé dans la joie et l'allégresse les conditions de sa propre fin. Alors qu'il visait à sortir d'un état de soumission envers tout ce qui l'entoure, il y est encore plus soumis.

En revanche, je ne suis pas totalement maître du récit que l'écriture de ce livre a pu mettre en place, car il est lié aux émotions qui l'ont vu naître. Plusieurs registres s'entrecroisent parce que j'y suis indifféremment un universitaire, un père, l'auteur d'un roman. La littérature est la clé de cet essai dans la mesure où il prolonge *Deux kilos deux*, à partir d'un fonds de connaissance et d'un terrain commun. De façon générale, les chercheuses et chercheurs en sciences sociales ressentent la nécessité et l'envie d'écrire autrement. La tournure narrative n'est pas un acte de persuasion, mais puisque le monde nous arrive souvent sous forme de récits, c'est de cette façon aussi qu'on peut lui retourner ce qu'il nous lance en plein front. Je voulais écrire à part égale avec le lectorat et avec le sujet. C'est aussi pour cette raison qu'il s'agit d'un essai. Il existe des livres importants de virologues ou d'écologues de la santé comme Serge Morand, et je n'ai aucune autorité de ce point de vue pour parler de phénomènes épidémiologiques. J'écris avec mon regard d'historien, d'écrivain et d'observateur affecté, ce qui donne un livre totalement différent de celui que peut rédiger un spécialiste des maladies infectieuses.

Vous donnez un « double positif » au Pathocène, notamment sur la question des émotions, ce n'est donc pas une description désespérante, mais plutôt une thématization et vous espérez qu'elle puisse être agissante.

Le livre était presque fini et je n'avais utilisé qu'une ou deux fois le mot Pathocène. Je me suis rendu compte que je devais essayer de le mobiliser, de le rendre mobilisable. Il m'a paru plus juste que Nosocène (*nosos*, c'est la maladie), parce que nous sommes malades et en même temps nous souffrons de cette situation. Le pathos, c'est la souffrance physique associée à la tristesse. Nous finissons par pâtir de tout ce qui a contribué au bonheur occidental. Nous sommes émus, et cette émotion, très profonde à l'égard de ce que l'on voit

soudain comme notre unique demeure, la Terre, est très importante. Il faut essayer de réfléchir à cet affect socio-cosmique. La maison est ouverte à tous les vents, il n'y a plus de lieu où se mettre à couvert. La sécurité qu'on croyait acquise est abolie et on est effectivement catastrophés.

Au niveau narratif, le concept de Pathocène est un point de fuite. Dans un dessin, c'est le point qui organise l'ensemble des lignes qui vont converger. Il donne sens à une situation contemporaine à travers des domaines généralement distincts. Il y a par exemple une corrélation entre le statut des animaux d'élevage et la conquête de la vaccination entre la fin du XVIII^e siècle et le XIX^e siècle. Les animaux sont les premières populations, avec les armées et les enfants du secours public, à recevoir des traitements collectifs d'immunisation. On a beaucoup parlé de biopolitique, mais historiquement et quantitativement cette forme de pouvoir, qui s'applique à une population pour « son bien » et qui répond à un but lucratif, est d'abord appliquée aux animaux. On ne peut pas non plus séparer la lente invisibilisation du bétail et la naissance d'une conscience animaliste. Au XIX^e siècle, au moment où les modes de production s'intensifient, on assiste à une reconnaissance progressive de l'animal comme sujet sensible et digne de vie. Naissent, à partir des années 1850, les premières sociétés de défense des animaux. On se met à parler pour les animaux, pour les « sans voix ». Les tortionnaires ne sont plus seulement punis parce qu'ils dégradent le bien d'autrui mais parce qu'ils font souffrir. Cette valorisation de l'animal domestique semble toutefois se faire au détriment du bétail. La divergence entre animal domestique et animal de rente n'a cessé d'augmenter depuis, en prenant appui sur des régimes juridiques de plus en plus distincts. Cette considération pour les animaux existait déjà bien sûr avant le XIX^e siècle, mais elle demeurait limitée à des voix individuelles comme celle de Jeremy Bentham.

Aujourd'hui, le mouvement institutionnel *One Health*, où la santé humaine, animale et environnementale forment un tout, est à mettre en relation avec la fin du paradigme moderne nature-société. Ce sont ces entre-deux, ces doubles mouvements qui m'intéressent.

Vous semblez frayer un chemin qui ne soit pas non plus celui des récits émergents de l'enchevêtrement spécifique. Face à ce monde qui se hante, vous proposez un retour à des barrières d'espèces et des barrières d'espace. Ces barrières ne seraient-elles justement pas un retour en arrière par rapport aux tentatives formulées pour nous sortir du dualisme et d'un exceptionnalisme spécifique ? Autrement dit, est-ce que votre « ensemble mais séparément » ne reconduit pas le rêve de la wilderness par exemple ?

J'ai travaillé le thème de la barrière car c'est par ce mot d'ordre que le combat contre la diffusion du virus a été traduit : « le respect des barrières sanitaires », « des gestes barrières ». Mon idée était que ce ne sont pas ces barrières-là qui sont les plus impérieuses, parce qu'elles sont encore une fois des réactions et non des actions. Le virus est arrivé dans l'espèce humaine par des sauts d'espèces et ces sauts ont eu lieu parce que des barrières ont de fait été franchies ou abaissées, en faisant voyager des espèces d'un continent à l'autre, en réunissant des espèces qui ne se rencontrent jamais, en les confinant dans des conditions sanitaires déplorables. Des sauts géographiques, des sauts physiologiques... C'est tout à fait factuel. Je pense donc qu'il faut respecter des barrières d'espèces et des barrières d'espaces. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut créer des territoires exclusifs, des réserves, simplement qu'il faut trouver les bonnes distances et les bons agencements.

J'ai bien vu qu'on pouvait voir une contradiction avec la tendance générale qui consiste à mettre à égalité les êtres vivants. Ce n'est d'ailleurs qu'une contradiction en apparence. La mise à distance ou le respect physique d'un espace de vie est une façon d'avoir des égards envers les autres, de les traiter comme des égaux, et de faire du droit à vivre une valeur également partagée. Le territoire n'est pas un territoire exclusif mais un espace propre à l'accomplissement des différentes natures. La nature d'un être, pour moi, c'est la possibilité de son accomplissement dans un environnement donné. Cela n'implique pas la séparation. Coexister ne veut pas dire habiter ensemble.

Mais cet accomplissement n'est-il pas toujours inter-spécifique ?

Il ne faut évidemment pas mettre la vie en réserve, c'est encore une façon d'administrer le vivant. Il n'y a pas une solution, mais plutôt des situations qui permettent de coexister, c'est-à-dire d'éviter de s'affaiblir voire d'être dangereux les uns pour les autres. C'est le principe à retenir. C'est pourquoi il y a une série de configurations à éliminer, à commencer par les mégafermes et les déforestations liées à l'appropriation agricole. Les fermes usines sont des lieux pathogènes tout autant que les marchés humides. La déforestation entraîne des rapprochements inédits entre espèces. Prenons un cas typique : les chauve-souris, réservoir viral, sont dénichées de leur forêt et se retrouvent dans des plantations où leurs déjections entrent en contact avec des cochons domestiques qui reviennent au village... Si les arbres n'avaient pas été abattus pour l'élevage

extensif ou la monoculture, cela ne serait pas arrivé. Certains agencements sont millénaires, presque symbiotiques. Les sociétés pastorales, par exemple les groupes du cercle arctique qui chassent et élèvent le renne, ne présentent pas une configuration pathologique, contrairement aux populations nomades expropriées et urbanisées.

Il faut bien voir qu'il y a coévolution entre les espèces. Si elles partagent le même milieu, c'est qu'un certain équilibre existe entre elles. Or l'établissement des équilibres biotiques et la rapidité des changements relèvent de deux temporalités adverses. La question du mélange est toujours délicate, mais ici on ne se situe pas sur le plan culturel. On parle de mettre en présence des espèces allogènes sur un temps extrêmement court. Cela ne fonctionne pas. Il ne s'agit donc pas d'ériger des barrières mais de cesser de les disloquer et de viser à abolir les lieux notoirement pathogènes.

Au-delà de la transgression, c'est aussi une question de brutalité, d'une temporalité humaine problématique ?

Oui, c'est cette extrême rapidité, de millions d'années on passe à un siècle ou deux. À l'échelle du vivant, ce temps n'existe pas. Et les « équilibres » sont essentiellement endémiques. Il ne faut même pas sortir de notre espèce pour le comprendre : les Européens sautent sur les plages avec leurs animaux domestiques et leurs maladies déciment les populations amérindiennes par dizaines de millions. C'est la rapidité avec laquelle les espaces sont franchis qui conduit à des situations nouvelles contre lesquelles les organismes ne sont pas armés.

Dans votre récit, le Pathocène, en ce qu'il est aussi l'ère de l'affect, semble marquer l'ouverture d'un sentiment terrestre. Pouvez-vous revenir sur ce point ?

Ce sentiment terrestre, je l'ai éprouvé comme beaucoup en 2019. Je suivais les mégafeux en Amazonie, en Sibérie et en Californie, et j'ai ressenti une grande émotion devant cette fureur élémentaire, à voir les animaux du bush fuir devant les fronts incendiaires et des cerfs réfugiés au milieu d'une rivière entre des versants de forêt en flammes. On a pu penser que c'était une année exceptionnelle, mais l'année suivante a été pire, on a vu des images de San Francisco hors normes, et 2021 bat tous les records. L'Europe aussi est frappée. On comprend alors que notre maison n'est pas seulement notre habitation. Il y a vingt ans, Glenn Albrecht a nommé solastalgie le sentiment de perte qui touche celui qui ne peut plus vivre où il vit parce que les lieux ne sont plus viables. C'est un exil d'un nouveau genre : on peut être quitté par les lieux de son enfance, quitté par sa propre « terre », et éprouver un sentiment de désolation extrême car tout ce que l'on a connu est définitivement abîmé, inhabitable. Mais ça ne me semble plus suffire pour qualifier ce que l'on ressent à l'échelle globale. On pourrait parler de gaiaphanie.

Avec la pandémie, quelque chose ne nous touche-t-il pas davantage que ces images ? Le Pathocène, vous le dites, c'est aussi le pathos, quelque chose qui affecte nos corps.

Il y a ces événements qui nous font sentir un péril absolu : ça pourrait avoir lieu mais ça n'a pas lieu ou ça se passe au loin. À présent on endure jusque chez soi ce moment viral, alors qu'on croyait vivre en lieu sûr parce qu'on associe ce genre de fléau au Sud et parce que l'Europe est une région sanctuarisée, un vaste territoire densément peuplé, en paix depuis plus de 70 ans. Dans nos représentations, les drames occidentaux sont politiques et sociaux. C'est l'attentat, c'est la peur du nucléaire – pas la maladie. On comprend pourquoi certains chefs d'État ont fait usage de la métaphore de la guerre. Ils se trompent, sauf à dire qu'on a vécu une rupture de notre sécurité intérieure.

L'espace domestique est devenu planétaire. On n'a jamais autant parlé de « monde ». L'idée de la diversité reprise dans une unité globalisée s'est popularisée et c'est pour cette raison que j'évoque les premières images spatiales de la Terre dans les années 1970, première étape dans la prise de conscience que l'on vit dans un habitat unique dont la réalité est aujourd'hui sensible sur un mode non plus représentationnel mais biologique. Le concept de Gaïa et celui de « zone critique » en sont le prolongement logique : tout ce qui vit se trouve dans une fine couche et cette espace habitable a été entièrement produit par les formes de vie qui ont évolué à la surface de cette petite goutte d'eau au milieu du cosmos. Le vertige qu'on éprouve enfant en regardant les étoiles, on l'éprouve maintenant en regardant depuis l'espace ce lieu unique.

Cette chose qui nous affecte et nous amène à penser en termes de monde, peut-on selon vous l'inscrire dans un glissement de paradigme : de thématiques socio-politiques vers une dimension socio-cosmique ?

Toute politique aujourd'hui est politique de la Terre, soit positivement, soit négativement, si elle perpétue le régime extractiviste. Je ne dirais pas qu'il y a un glissement du socio-politique vers le socio-cosmique, je dirais que tous les problèmes sociaux, politiques, culturels, économiques sont désormais inscrits dans une perspective identifiée comme socio-terrestre. Cette « grandeur » qu'est la Terre transforme le régime de temporalité des sociétés humaines. Les historiens et les géographes ont beaucoup étudié et fantasmé la naissance et la mort des civilisations. C'était la plus grande échelle du social. Si vous sentez comme moi que la civilisation est une unité de mesure dépassée, vous êtes un terrien, un terrestre.

Qu'en est-il de l'autre versant du discours, celui de la co-habitation que l'on pourrait avoir avec les êtres autres qu'humains ?

Votre question me fait penser à deux discours de co-habitation. Le premier emprunte à la théorie du don et du contre-don de Marcel Mauss. Il consiste à dire que l'animal d'élevage fait don de sa vie en échange de soins et d'un toit. Cette idée est une supercherie parce qu'elle pose la mort comme fondement du contrat relationnel, ce qui n'existe pas dans les sociétés humaines, et parce qu'elle oublie que les non-humains ne sont pas consentants. En outre, légitimer intellectuellement un soi-disant élevage bienveillant, qui ne concernera jamais qu'un nombre infime d'animaux, a pour effet pernicieux de légitimer l'élevage en général. C'est d'autant plus étrange que la théorie du don a été précisément soutenue comme alternative à la logique de marché dont Mauss était témoin. L'autre discours consiste à dire que si on « libère les animaux » on court à la catastrophe et les animaux aussi, et que si on élimine l'élevage ses animaux vont disparaître et que cela va donc accentuer la crise de la biodiversité. Mais il n'est pas nécessaire de manger du dauphin pour qu'il existe, et les animaux dont on parle sont des espèces créées de toutes pièces par croisement de races et sélection de traits économiquement avantageux, si bien que certaines espèces ne peuvent plus mettre bas par voies naturelles tandis que d'autres sont tout simplement incapables d'atteindre l'âge adulte, en tout cas sans pathologie grave. Voilà des situations propres au Pathocène. Si ces animaux étaient amenés à disparaître, ce serait peut-être une perte pour le grand patrimoine zootechnique du Pathocène, mais pas pour nous, ni pour la biodiversité.

On entend parfois que ces animaux ont été « faits » pour ne pas souffrir des conditions d'élevage, en favorisant leur innocuité au stress, en améliorant leur aplomb pour qu'ils supportent un croît pondéral fulgurant... Mais si on remet en liberté des poules et des coqs, qui sont des oiseaux originaires des forêts tropicales d'Asie, on observe qu'ils n'ont rien perdu des joies simples de leur nature. Ils se multiplient et vivent en petites bandes organisées, fourrageant et s'endormant dans des nids de poussières...

Est-il possible de sortir ces gestes de l'exceptionnalisme humain ?

Nous sommes passés du couple traditionnel homme-animaux au couple humain et non-humains. C'est mieux mais cela déplace effectivement le problème parce qu'il s'agit d'une définition privative : il y a les humains et ceux qui ne le sont pas. Disons que c'est une commodité de langage car il y a mille façons de réorganiser les collectifs en partant des catégories usuelles. Sur la ligne de la conscience : les oiseaux, un certain nombre de cétacés, et des mammifères dont les primates dont nous faisons partie, sont exceptionnellement proches de nous. Sur la ligne de la sociabilité : nous partageons avec les fourmis, les termites ou les abeilles, l'établissement de collectifs, avec une grande division du travail et le développement du phénomène de concentration urbaine. Sur la ligne de la culture : c'est un phénomène hypertrophié chez *homo sapiens*, mais la culture – définie comme ensemble de comportements non innés transmis d'une génération sur l'autre et présentant des différences d'un groupe à l'autre – se rencontre chez un grand nombre d'animaux.

Il y a plein de façons de ruiner l'idée d'exceptionnalité. On peut même en faire quelque chose de bien : si l'humain a les moyens de tout détruire, il a aussi les moyens de protéger sans paternalisme, donc de respecter, de réparer, de soigner. On oppose souvent humanisme et antisécisme. En réalité, il peut y avoir un humanisme d'attentions égalitaires. Une frange des Lumières a œuvré à défaire les inégalités de « race », de classe, de genre... et à présent d'espèce. Pourquoi renoncer forcément à une différence qui nous rend responsable des problèmes mais aussi en capacité de les surmonter ? La contradiction entre égalité et barrière se résout ici de la façon suivante : certains font des barrières de domination, de ségrégation, instaurent des différences quasiment sacrées ; d'autres établissent des barrières d'égards, de valorisation. Ces dernières s'imposent précisément parce qu'on estime que les autres vivants ont le droit de vivre et de s'épanouir de façon non exclusive ou ancillaire.

Est-il possible de vivre avec le Hantement, avec le déploiement spectral de celles et ceux qui reviennent de l'autre monde ; de retourner cette situation qui s'impose aux terrestres ?

Quand la maison dans laquelle on vit est hantée, il faut faire en sorte de libérer les esprits qui y restent attachés. Quand on est soi-même troublé intérieurement, on essaie de trouver un remède. On cherche conseil, on change. Le Pathocène, sur le plan de l'expérience, c'est la hantise. Le hantement est une présence latente, un rapport inquiet à l'invisible, et c'est bien le mode d'existence social des virus ou des bactéries. On ne vit ni avec ni contre, on est habité par eux. Il faut donc modifier notre conception du corps et du monde. Le livre est hanté par toutes celles et ceux dont j'ai croisé le regard dans les élevages et que je sais désormais partis à l'abattoir. J'avais déjà éprouvé ce hantement car, comme historien, je travaille avec la mémoire vive des morts, avec les traces qu'ils laissent. Dans le livre je fais retour sur l'expérience qu'a été pour moi d'écrire un roman à partir d'un terrain, un roman factuel donc. Si la littérature peut quelque chose, c'est donner corps et sens à des chiffres abrutissants qui ne veulent rien dire. Dès qu'on restitue l'expérience des morts, un seul est un mort de trop. D'où mon souhait de ne pas seulement écrire ici dans un langage universitaire. J'en avais besoin, et certains sujets doivent être abordés sous différents angles. Un savoir situé est très important, mais un savoir affecté l'est peut-être plus encore. Ce « petit livre noir » est la conjonction entre une disposition d'esprit et une situation. Il est donc contemporain au sens d'Agamben : il saisit un faisceau d'obscurité.

Gil BARTHOLEYNS et Thibaut TERDJANIAN
13 octobre 2021

<https://www.terrestres.org/2021/10/13/le-hantement-du-monde/>

Pour que les élections servent enfin à quelque chose

Quelle coalition face au bloc bourgeois ?

À l'approche de l'élection présidentielle française, le sort des classes populaires ne semble pas passionner les candidats de droite et du centre. Même la gauche se laisse parfois gagner à l'idée que le destin électoral des ouvriers et des employés oscillerait entre abstention et vote pour l'extrême droite. Ce cliché repose sur une représentation profondément erronée des forces sociales.

Il est fils de médecins, passé par un établissement catholique d'Amiens, diplômé de Sciences Po, énarque, inspecteur des finances, banquier d'affaires. Elle est fille d'un chef d'entreprise, ancienne élève d'un lycée catholique de Versailles, diplômée de l'École des hautes études commerciales (HEC), énarque, conseillère d'État. Il courtise les européistes diplômés ; elle séduit les notables. Leurs noces auraient uni le bloc bourgeois (1). Mais voilà que M. Emmanuel Macron et Mme Valérie Pécresse s'en disputent les suffrages. Impression de déjà-vu : les deux principales formations politiques françaises rivalisent pour satisfaire les aspirations d'une couche sociale puissante, influente, mais minoritaire. Celle des cadres et professions intellectuelles supérieures ainsi que des chefs d'entreprise, qui, ensemble, constituent environ 20 % de la population active. Un poids analogue à celui des ouvriers, qui, eux, n'éveillent pas la sollicitude des élus.

Face à la coalition des cossus qui rassemblera spontanément la droite et le centre au second tour de l'élection présidentielle si ses deux candidats ne s'y affrontent pas, les classes populaires (2) demeurent numériquement majoritaires mais politiquement pulvérisées. En France, près d'un actif sur deux occupe un métier d'ouvrier (huit sur dix sont des hommes) ou d'employé (trois sur quatre sont des femmes), peu diplômé et mal payé. Et la distance sociale se réduit entre ce prolétariat et les petites classes moyennes du privé (techniciens, commerciaux) ou du public (fonctionnaires de catégorie B, infirmières, instituteurs) écrasées par l'austérité et la dégradation de leurs conditions de travail.

À l'unisson des grands médias et des experts, les partis fondent leurs stratégies électorales sur l'image d'une société fracturée le long de lignes toujours identiques. D'un côté, le monde populaire en déclin, masculin, périurbain, « archipelisé », réfractaire aux valeurs sociétales et écologiques que portent en sautoir, de l'autre côté, les populations urbaines diplômées. Passé contre avenir, périphérie contre centre, repli contre ouverture, ignorance contre savoir, enracinés contre nomades, identité contre diversité, peuple contre élite, populistes contre libéraux : que ces clivages génériques aient si facilement imposé leur apparente évidence au cours des quinze dernières années (3) ne tient pas seulement à ce qu'ils brossent du pays un portrait plus fidèle que la grande fable de la « moyennisation » en vogue depuis les années 1970.

C'est aussi qu'ils impliquent une redistribution du jeu électoral bien faite pour que tout bouge sans que rien ne change. Aux enchères des suffrages, l'extrême droite s'adjuge la constellation des refuzniks : perdants de la mondialisation issus des classes populaires, des artisans-commerçants, petit patronat à base familiale et droite traditionaliste « testostéronée » que le Rassemblement national et M. Éric Zemmour tentent d'organiser en cartel nationaliste. Voilà qui tombe bien, M. Macron et Mme Pécresse n'en veulent pas. Pour alterner au pouvoir sans s'appuyer sur une coalition majoritaire, il leur suffira d'agiter comme repoussoir la « menace fasciste » ou le « danger populiste » – tout en multipliant clins d'œil racistes et coups de menton sécuritaires pour faire canaille.

La fin des illusions méritocratiques

Ne reste plus à la gauche qu'à ramasser les miettes en espérant ranimer le spectre d'un nouveau front populaire regroupant ouvriers, employés et couches moyennes intellectuelles. Mais cette stratégie revient à coller deux aimants par le même pôle. Avec la fin des illusions méritocratiques chez les moins diplômés et l'autoagrégation culturelle des plus instruits, la perspective de regrouper les uns et les autres du même côté de la barricade apparaît lointaine, voire hasardeuse (4). « L'attitude à l'égard du mouvement des "gilets jaunes" a été très clairement structurée selon le niveau de diplôme des individus, soulignait le sondeur Jérôme Fourquet, en 2019. Les plus diplômés se sont montrés particulièrement réfractaires, voire hostiles, quand les moins diplômés se reconnaissaient bien davantage dans ce mouvement (5). » Ainsi, près d'un tiers des titulaires d'un certificat d'aptitude ou d'un brevet d'études professionnels « se sentaient "gilet jaune" », contre 9 % des diplômés de l'enseignement supérieur. Une équipe de sociologues, qui enquêtait sur les goûts et les inclinations morales des classes sociales, a quant à elle constaté « l'effet repoussoir produit par la figure de l'instituteur lorsqu'on

interroge les moins diplômés – en leur présentant des photographies – sur les individus dont le style de vie leur paraît être le plus éloigné du leur (6) ». Il risque de couler un peu d'eau sous les ponts avant qu'ils envisagent l'avenir en commun.

Le succès électoral du bloc bourgeois de M. Macron en 2017 et le maintien de l'extrême droite à des niveaux exceptionnellement élevés a paru conforter la représentation, dominante dans le champ politique et les médias, de classes populaires obsédées par l'immigration et hostiles au progrès. Deux grandes secousses du quinquennat qui s'achève l'ont brutalement démenti : le mouvement des « gilets jaunes », principalement centré sur la précarité socio-économique, et le grand confinement du printemps 2020. La société à marée basse révélée par l'état d'urgence sanitaire a en effet projeté en positif tout ce que le bloc bourgeois ignore ou pourfend ordinairement. Soudain, aux yeux des dirigeants, le pays ne reposait plus sur le jeune créateur d'entreprise, l'auditeur-conseil, le manager, l'ingénieur spécialisé en intelligence artificielle, mais sur la caissière, l'aide-soignante, le chauffeur de poids lourd, l'auxiliaire de vie, la nettoyeuse (7). Ce choc a dévoilé le glissement tectonique intervenu à bas bruit au sein des classes populaires depuis plusieurs décennies.

Si le remplacement des ouvriers d'industrie par les forçats des plates-formes logistiques se devine dans le chamboulement d'un paysage où les entrepôts s'élèvent là où fumaient les usines, l'une des plus formidables transformations de la société française reste assez largement ignorée : depuis un quart de siècle déjà, les classes populaires sont majoritairement féminines.

En 1970, les femmes ne représentaient que 38 % de la population active, et 38 % également des ouvriers et employés. Cinquante ans plus tard, elles représentent 48,5 % de la population active, mais plus de 52 % des classes populaires. Entre-temps, en 1995, elles sont déjà majoritaires chez les employés-ouvriers, alors qu'elles restent minoritaires (46 %) au sein de la population active. Si les grandes grèves contre la réforme de la Sécurité sociale impulsée cette année-là par M. Alain Juppé restent associées dans l'imaginaire collectif aux cortèges de cheminots, qualifiés d'« arrière-garde » par les médias, cette évolution marque le renouvellement de la classe ouvrière, appuyée cette fois sur les services essentiels à la vie commune.

Il traduit le vaste mouvement de mise au travail des femmes : en 1970, seule la moitié des 25-59 ans étaient actives (contre 95 % des hommes). Elles sont aujourd'hui 82,5 % (contre 91,9 % des hommes). Cette montée en puissance, qui s'observe quel que soit le niveau d'éducation, s'accompagne chez les salariées d'une précarité très supérieure à celle des hommes, sous la forme de chômage, de temps partiel non choisi, d'horaires découpés, de petits salaires, etc. Durant cette période, le salariat populaire féminin a lui-même changé de physionomie.

Les emplois administratifs d'entreprise (dactylo, standardiste, comptable...), qui représentaient à eux seuls 36 % des employés en 1982, ont fondu sous l'effet de la numérisation. Simultanément, le vieillissement de la population et la transformation des activités domestiques en emplois à domicile ont fait gonfler les rangs des assistantes maternelles, gardes d'enfants, femmes de ménage, aides aux personnes âgées et handicapées, mais également les effectifs de la « main gauche de l'État » qu'animent les aides-soignantes, les auxiliaires de puériculture, les agents de services hospitaliers, les aides médico-psychologiques. En somme, la montée en puissance du prolétariat féminin « a été portée par les personnels des services directs aux particuliers et par les employés civils et agents de service de la fonction publique (8) », deux groupes qui composent à eux seuls près de 60 % de l'ensemble des employés.

On croise désormais plus de travailleuses que de travailleurs, soit. Mais que faire de ce constat ? D'abord admettre qu'à rebours de l'imaginaire véhiculé par la petite bourgeoisie des médias et de la culture, les femmes représentent l'aile marchante des classes laborieuses. Dans leur vie quotidienne ou professionnelle, elles voisinent avec un autre ensemble de professions très majoritairement féminines, mais plus diplômées et mieux payées, dont l'essor a lui aussi changé le visage du pays : celui des professions intermédiaires de la santé et du travail social (infirmières, assistantes sociales...), qui, avec les instituteurs, comptent pour près de 10 % de l'emploi total en France.

Certes, un écart de revenus, de condition et de style de vie sépare l'assistante maternelle et l'infirmière diplômée. Mais toutes deux subissent la pression d'un management qui les empêche de « bien faire leur travail », et la fragilisation des classes moyennes rapproche la seconde de la première. Fin 2018, l'une et l'autre enfilaient le même gilet jaune. « Concernant les femmes sur les ronds-points, il faut noter une surreprésentation des "personnels des services directs aux particuliers" », relève la vénérable *Revue française de science politique*, ainsi qu'une « forte présence des infirmières » faisant « écho à des mobilisations sectorielles en cours face à des conditions de travail dégradées » (9).

Préfiguration d'un modèle de société

Quand les partis de gauche se lancent à la « reconquête » des classes populaires, ils ne s'adressent pas majoritairement à des ouvriers licenciés, tentés par le repli identitaire, mais à des travailleuses des services essentiels, qui forment la colonne vertébrale de la société (10). Loin d'incarner un passé dépassé, ce secteur de la reproduction sociale a montré au cours du grand confinement sa nécessité et sa « modernité ». Si nul ne s'est jamais précipité à sa fenêtre pour applaudir les singes savants de la Silicon Valley et leurs amitiés à cliquer, celles et ceux qui produisent l'infrastructure commune à l'école, à l'hôpital, dans les maisons de retraite ou à domicile sous la forme d'interactions de face-à-face uniques, humaines, non délocalisables, difficilement automatisables, jouissent d'une popularité considérable.

Depuis la fin de la guerre froide, les grands partis de gauche français ne conçoivent plus de front social qui ne ferait la part belle aux professions intellectuelles supérieures – et pour cause, leurs stratèges en sont issus. Pourtant, la coalition de l'auxiliaire de vie, de l'infirmière et de leurs conjoints, ouvriers de la logistique ou techniciens, apparaît sociologiquement plus viable que l'alliance du journaliste et du chaudronnier. Et politiquement plus porteuse : les services vitaux à dominante féminine mis en exergue par la crise sanitaire échappent en partie aux clivages identitaires, tant les personnes d'origine immigrée y contribuent massivement. Ils préfigurent un modèle de société où l'épanouissement de l'individu intégral passe par la prise en charge collective des besoins de base. Et donc par un grand service public regroupant les métiers essentiels sous la protection d'un statut unique. Un point d'appui pour les conquêtes à venir.

Pierre RIMBERT (Monde diplomatique)

(1) Lire Bruno Amable, « Majorité sociale, minorité politique », *Le Monde diplomatique*, mars 2017.

(2) Définies comme l'ensemble des employés et des ouvriers, selon les catégories socioprofessionnelles de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Sauf mention contraire, les chiffres donnés ci-après proviennent de l'exploitation des enquêtes « emploi » de 1970, 1995 et 2019 réalisée avec François Denord et Sylvain Thine.

(3) Cf. par exemple Christophe Guilluy, *La France périphérique*, Flammarion, Paris, 2014 ; David Goodhart, *The Road to Somewhere*, Penguin Books, Londres, 2017 ; Jérôme Fourquet, *L'Archipel français*, Seuil, Paris, 2019 ; Jérôme Sainte-Marie, *Bloc populaire*, Éditions du Cerf, Paris, 2021.

(4) Lire Benoît Bréville et Serge Halimi, « On aimerait bien, mais on ne peut plus... », *Le Monde diplomatique*, janvier 2022.

(5) « “Gilets jaunes” — Note n° 2 : Les “gilets jaunes” : sociologie d'un mouvement hors norme », IFOP Focus, n° 191, Paris, février 2019.

(6) Rémy Caveng, Fanny Darbus, François Denord Delphine Serre et Sylvain Thine, « Croiser les sources pour étudier les morales », dans Emmanuelle Duwez et Pierre Mercklé (sous la dir. de), *Un panel français. L'Étude longitudinale par Internet pour les sciences sociales (Elipss)*, INED Éditions, Paris, 2021.

(7) Cf. le film de Gilles Perret et François Ruffin « Debout les femmes ! », Jour2fête et *Fakir*, 2020.

(8) Virginie Forment et Joëlle Vidalenc, « Les employés : des professions largement féminisées », *Insee Focus*, n° 190, Paris, 5 mai 2020.

(9) Collectif d'enquête sur les gilets jaunes, « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation : une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 5-6, Paris, octobre-décembre 2019.

(10) Lire « La puissance insoupçonnée des travailleuses », *Le Monde diplomatique*, janvier 2019.

Le secteur du bois scié par la mondialisation !

Pour mieux comprendre les problèmes rencontrés par le secteur du bois en France, il nous a semblé intéressant de publier des extraits des explications fournies par la scierie Foulon, dans le Pas-de-Calais, suite à sa cessation d'activité en 2021... »

Pour rappel, nous avons la double casquette de producteur et de négociant, c'est-à-dire que nous scions nous-mêmes nos arbres, mais nous achetons aussi du bois semi-travaillé, généralement dans des essences bien spécifiques que l'on ne trouve pas localement.

Et l'on attaque par la raison principale du problème : on ne trouve plus de matières premières ! Nous ne sommes certes pas dans une région énormément boisée, mais il y a largement de quoi faire fonctionner des dizaines de scieries comme la nôtre, tout en gardant une gestion durable des ressources. Le hic, c'est que l'immense majorité des bois français s'en vont à l'étranger. USA ou Chine, au choix. La Chine a justement décrété un moratoire sur l'abattage des arbres pendant 99 ans. Pendant quasiment un siècle, les Chinois n'exploiteront pas leurs forêts. Inutile de préciser que cela ne s'applique pas aux forêts des autres pays...

D'autant plus ironique quand on sait que notre scierie, comme la plupart des acteurs de la filière, ont financé pendant des décennies le Fonds forestier national, une contribution financière destinée au... reboisement et à l'entretien des forêts nationales. En résumé, on nous a taxés pour avoir de belles forêts, qui sont maintenant revendues à l'étranger. Le rôle de l'État est clairement pointé, puisque les scieries de taille « intermédiaire » sont ignorées. Les seuls lots proposés sont généralement des frênes malades ou des épicéas scolytés. Inutilisables en scierie, destinés au bois de chauffage.

Nous travaillons essentiellement avec la Scandinavie pour le sapin rouge du Nord, pour ses qualités naturelles et de longévité sans équivalent. Sur cette essence, et comme sur d'autres (mélèze), les prix ont explosé depuis un an. On ne parle pas de petite augmentation, mais bien d'explosion. Pour certaines sections, le coût a quasiment triplé. Le tout avec des délais en forte hausse, et surtout une qualité qui n'a jamais été aussi mauvaise. La demande est tellement forte que le processus de séchage des bois est bâclé ! Les planches restent moins longtemps, et dans des séchoirs à trop haute température. Il en résulte des bois cassants, tordus, nerveux. Du jamais vu ! Il faut acheter en aveugle, sans avoir aucune idée de la date de livraison, et avec des qualités totalement aléatoires.

Il faut une remise en question en cause profonde de la gestion des forêts en France, dans les niveaux les plus hauts de l'État. À l'heure des COP et des grands discours sur le climat, comment expliquer que nos arbres se font travailler à l'autre bout du monde (dans des conditions humaines précaires), avant de refaire le trajet inverse et de se retrouver dans les rayons de grande surface avec une belle étiquette « Chêne d'origine française » ?

(S!lence, février 2022)

Malgré les promesses, l'austérité continue sur le rail

Le ministre Georges Gilkinet a beau dire qu'il a arraché 1,5 milliard d'euros pour le rail, le PTB a obtenu des données budgétaires montrant que les moyens accordés au transport ferroviaire n'augmentent pas, et même qu'ils diminuent au total de 62 millions d'euros sur l'ensemble de la législature. « Malgré les promesses, on voit qu'en réalité l'austérité continue », dénonce le député PTB Marco Van Hees. Le PTB demande que des réels investissements soient fait dans la SNCB. « Vu les enjeux de mobilité et climatiques, il y a urgence », ajoute Van Hees.

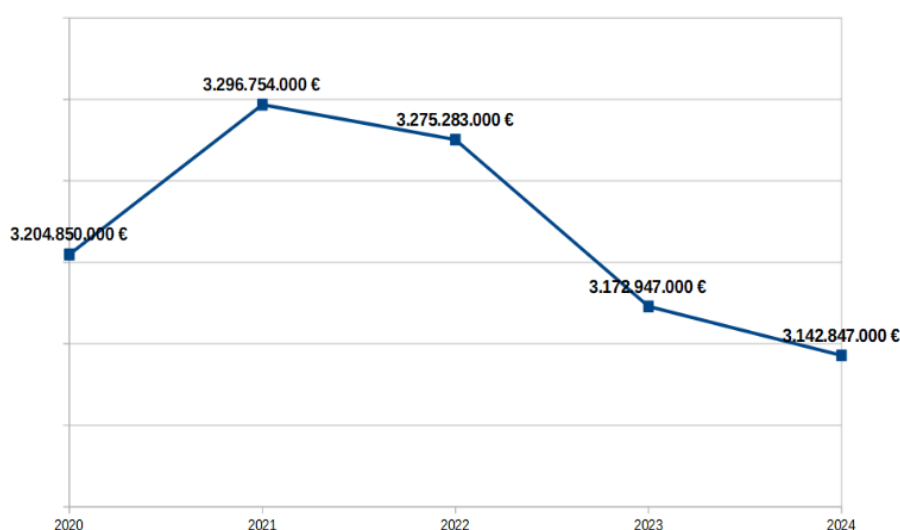
Le ministre de la Mobilité Georges Gilkinet (Écolo) l'a répété plusieurs fois, y compris à la Chambre le 21 octobre dernier : « Depuis le début de la législature, en plus de la dotation ordinaire, 1,510 milliard d'euros supplémentaires seront d'ores et déjà injectés dans le rail belge à mon initiative d'ici à 2024 ». Le président du PS, Paul Magnette, se targue lui aussi d'investissements massifs dans le chemin de fer, et défend même le passage à la gratuité du train. Bref, la Vivaldi communique très offensivement sur le sujet.

Pourtant, dans le cadre des débats à la Chambre sur le budget 2022, le PTB a obtenu un tableau récapitulatif de l'ensemble des flux vers le transport ferroviaire au cours de la législature. Un tableau fourni par la secrétaire d'État au Budget, Eva De Bleeker (Open Vld) et qui donne une image totalement différente des moyens accordés au rail.

Le député fédéral Marco Van Hees a analysé ces chiffres et ses constats sont interpellants :

- Si l'on se penche sur le seul budget 2022, on constate une baisse de 21 millions d'euros par rapport à 2021.
- En examinant l'évolution sur l'ensemble de la législature, on constate qu'après une augmentation des moyens accordés au chemin de fer entre 2020 et 2021, ceux-ci suivent une pente descendante les trois années suivantes, de 2022 à 2024. Avec, sur l'ensemble de la législature, une baisse de 62 millions d'euros (voir graphique).

Dotations accordées au rail (2020-2024)



Pour Marco Van Hees, « la communication du ministre Gilkinet est particulièrement trompeuse : il échafaude une présentation faisant croire que les moyens accordés au rail ont augmenté de 1,5 milliard d'euros, alors qu'en réalité, ces moyens diminuent de 62 millions d'euros sur la législature. C'est d'autant plus problématique que si la Vivaldi accorde certains budgets one-shot (uniques), dont la manne européenne, il réduit d'autre part des dotations récurrentes. Lors de la prochaine législature, les budgets one-shot auront disparu et il sera très difficile budgétairement de compenser la baisse des dotations récurrentes. Cela mine donc la situation financière du chemin de fer. »

Le député PTB constate également que « sur le terrain, les associations de navetteurs et les syndicats de cheminots tirent déjà la sonnette d'alarme. Les chiffres leur donnent raison. Comment croire à un développement réel du transport ferroviaire lorsque le personnel du rail ne cesse de diminuer ? Il est interpellant de constater qu'un ministre Écolo de la Mobilité réduise les moyens octroyés au rail, alors que les enjeux de mobilité et d'environnement sont immenses. C'est d'autant plus dommageable que sous le gouvernement Michel, les moyens octroyés à la SNCB avaient déjà été fortement réduits. »

« Il est urgent que le gouvernement arrête ses belles paroles, et qu'il investisse sérieusement dans ce moyen de transport public durable qu'est le rail », conclut Marco Van Hees.

Rédaction en ligne - 16 décembre 2021 (PTB)

Les États-Unis : une poussée vers le déclin moral, l'extrémisme politique, les divisions politiques et la violence ?

« Des événements malheureux à l'étranger nous enseignent de nouveau deux simples vérités sur la liberté d'un peuple démocratique. La première vérité c'est que la liberté d'une démocratie n'est pas en sécurité si le peuple tolère le développement d'un pouvoir privé au point qu'il devienne plus fort que l'état lui-même. Ceci, par essence, est le fascisme – la propriété du gouvernement par un individu, un groupe, ou par tout autre pouvoir privé de contrôle. » Franklin D. Roosevelt (1882-1945) 32ème président américain, (dans son message au Congrès américain, le 29 avril 1938)

« Les flots d'argent qui jaillissent aujourd'hui en politique polluent la démocratie. » Theodore H. White (1915-1986), journaliste politique américain, historien et romancier, (dans un article dans le magazine *Time*, le 19 novembre, 1984)

« Eh bien, docteur, qu'avons-nous, une République ou une Monarchie ? » – « Une République, si vous pouvez la garder ». Benjamin Franklin (1706-1790), inventeur américain et père fondateur des États-Unis. (La réponse à une question d'une femme à la clôture de la Convention constitutionnelle de 1787)

Les sondages sont unanimes et font état de profondes divisions politiques au sein de la société américaine, avec le constat qu'elles tendent même à empirer, en cette période de pandémie. Ainsi, selon un sondage de la chaîne CBS parmi les plus récents, sept Américains sur dix estiment que le pays est en crise et qu'il se dirige vers un échec.

Quelles sont les causes d'un tel pessimisme et d'une telle désintégration ?

• Il s'est produit des changements majeurs dans les politiques intérieures au cours des 40 dernières années

Au cours des quatre dernières décennies, il s'est produit aux États-Unis deux changements structurels importants, lesquels ont changé en profondeur le fonctionnement de leur système politique et social.

Le premier en liste fut la décision du gouvernement de Ronald Reagan (1981-1989) d'accorder des permis de radio et de télévision à des groupes politiques extrémistes. En effet, en 1986, la Commission fédérale américaine des communications, la FCC, a aboli la doctrine dite de l'équité (« *Fairness Doctrine* »), laquelle datait de 1949, et qui était une condition pour obtenir un permis d'opération d'un réseau de radio ou de télévision. En effet, cette dernière doctrine obligeait les titulaires de licences de radiodiffusion et de télévision « à présenter des questions publiques d'importance et de le faire d'une manière honnête, équitable et équilibrée ». C'est cette politique qui fut abrogée en 1987, à l'instigation de l'administration Reagan.

Le deuxième découle d'une décision cruciale de la Cour suprême des États-Unis, appuyée par cinq juges contre quatre, eu égard au rôle de l'argent en politique. Le 21 janvier 2010, le tribunal a rendu une décision 5-4 en faveur d'un plaignant, « *Citizens United* », laquelle décision a annulé la plupart des restrictions sur les sommes d'argent dépensées dans l'arène politique par les entreprises, y compris les sociétés à but non lucratif, les syndicats ouvriers et d'autres types d'association. En effet, la Cour a statué que « *l'argent est un moyen de communication* », et que cela tombait sous les protections garanties par le premier amendement de la Constitution étasunienne.

Cette décision controversée de la Cour suprême américaine, en 2010, représente une rupture importante avec le passé, car elle a renversé des restrictions imposées au financement des campagnes électorales, lesquelles existaient depuis plus d'un siècle. La Cour a ainsi permis aux entreprises et à d'autres groupes d'intérêts de dépenser des sommes illimitées lors des élections américaines.

À la règle démocratique traditionnelle « *une personne, un vote* », selon le principe que les citoyens doivent avoir la même influence lors des suffrages, la Cour suprême des États-Unis a pris sur elle-même d'ajouter une règle selon laquelle « *chaque dollar est une forme d'expression* » pour toute une série d'organismes. Selon cette nouvelle règle, plus une organisation a de dollars à dépenser en période électorale, plus son influence politique doit être importante.

Le résultat concret a été de transformer profondément le système électoral américain. Celui-ci ressemble de plus en plus à une *ploutocratie*, laquelle concède un pouvoir politique prépondérant aux super riches de ce

monde et aux intérêts particuliers. Comme l'a observé l'ancien président Jimmy Carter (1924-), en 2015, les États-Unis sont devenus « *une oligarchie avec une corruption politique illimitée* ».

Ces deux importantes décisions, en 1986 et en 2010, associées à des mesures fiscales complaisantes du gouvernement américain et à une *politique monétaire ultra accommodante* de la Fed, au lendemain de la crise financière de 2007-08 et lors de la pandémie de 2020-22, ont fait beaucoup pour solidifier *l'oligarchie des milliardaires* et les intérêts particuliers des super riches aux États-Unis. Leur richesse accrue leur a donné un contrôle substantiel sur la machine de propagande politique (presse écrite et électronique), sur le processus électoral et sur le fonctionnement global des institutions publiques.

• **Les inégalités de revenu et de richesse sont grandes et elles sont en croissance aux États-Unis.**

Les inégalités de revenu et de richesse aux États-Unis sont présentement fortement biaisées en faveur des Américains à revenus élevés, et elles battent des records des 50 dernières années, tandis que *la classe moyenne américaine*, à laquelle appartenait une nette majorité d'Américains dans le passé, a plutôt tendance à se rétrécir.

Par exemple, selon les analyses du « Pew Research Center », la part relative des revenus des adultes américains de la classe moyenne est passée de 62 % en 1970 à 43 % en 2018, une baisse significative. Au cours de la même période, la part des Américains touchant des revenus élevés est passée de 29 % en 1970 à 48 % en 2018. Même la part des Américains à faible revenu a connu une baisse, passant de 10 % à 9 %.

Les déplacements de richesse aux États-Unis au profit des ménages à revenus élevée et aux dépens des ménages à revenus moyens et inférieurs sont même plus importants que les inégalités dans les revenus, et le phénomène s'accroît depuis le début des années '80.

Par exemple, aussi selon le Pew Research, la part de la richesse américaine possédée par les ménages avec les revenus les plus élevés était de 75 % en 1983, mais cette part a bondi à 87 % en 2016.

À l'inverse, la part de la richesse américaine des ménages à revenu moyen et des ménages à faible revenu s'est abaissée. En effet, la part de la richesse des ménages à revenu moyen est passée de 22,3 % en 1983 à 11,8 % en 2016, tandis que celle des ménages à faible revenu est passée de 2,7 en 1983 à seulement 1,2 % en 2016.

De nombreux facteurs peuvent expliquer une évolution aussi importante des parts relatives des revenu et de la richesse au cours de la dernière moitié de siècle, aux États-Unis, mais aussi, à des degrés moindres, dans d'autres économies avancées, en Europe, au Canada et en Australie.

Les plus pertinents sont :

Les *changements technologiques* en cours, la dérèglementation et l'essor de nouvelles industries ont produit une transformation profonde de la façon dont les communications et l'information en général sont transmises presque instantanément par une prolifération des réseaux de télévision et de radio, et par le biais de réseaux d'ordinateurs.

Dans ce nouveau contexte, des médias peu scrupuleux n'hésitent point à supprimer l'information et à se spécialiser dans des analyses superficielles ou biaisées, allant jusqu'à la *désinformation* et les fausses nouvelles, où les faits sont niés et les mensonges glorifiés. Ils peuvent se prêter à une forme de manipulation psychologique, grâce à la technique du « *Gros Mensonge* ». Le recours à de telles techniques permet d'influencer les masses dans un sens souhaité. Cela a ouvert les portes à des *démagogues*.

Les médias sociaux, par exemple, doivent leur existence à la généralisation de *l'Internet*, avec l'apport technologique de *microprocesseurs* toujours plus performants, et celui des réseaux d'ordinateurs informatisés. C'est ce qui a permis la création de nombreuses plateformes de communication sociale (Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.), lesquelles ont produites d'énormes fortunes personnelles pour certaines personnes.

On doit aussi souligner l'influence de la *mondialisation* croissante des économies, ce qui a renforcé le pouvoir des grandes sociétés et des banques dans de nombreux pays, aux dépens des gouvernements nationaux.

En effet, au milieu des années 90, il s'est produit une accélération de la mondialisation économique et financière, lorsque les réseaux de communication à faible coût ont rendu possible des mouvements internationaux accrus, non seulement de biens et services à travers les échanges internationaux, mais aussi ceux de capitaux financiers et d'investissements directs, de travail et de technologies, entre les pays à hauts salaires et les économies à bas salaires.

De même, dans plusieurs économies avancées, il s'est produit un déclin institutionnel relatif des syndicats ouvriers et cela a pu jouer un rôle dans l'élargissement de l'écart des revenus entre les travailleurs les plus qualifiés et ceux moins qualifiés, et dans l'écart grandissant entre les riches et les pauvres.

Les gouvernements ont également joué un rôle important dans cette exacerbation des disparités de revenu et de richesse par leurs politiques fiscales et les baisses d'impôts pour les plus hauts revenus, en plus des subventions de toute sorte versées aux plus fortunés. Il en va de même des politiques monétaires, ces dernières ayant favorisé la création de bulles financières sur les marchés immobiliers et boursiers, favorisant ainsi les possédants et les plus fortunés, au détriment des ménages les moins riches.

À ces politiques, il faut ajouter les politiques gouvernementales d'*immigration massive*, car ces dernières ont une influence négative disproportionnée sur les bas salariés, lorsqu'elles accroissent la concurrence entre les travailleurs d'une même catégorie.

Il n'est pas surprenant que toutes ces transformations technologiques et économiques, et les changements concomitants dans les disparités de revenu et de richesse, aient créé un ressentiment politique et social parmi de nombreux salariés à faible revenu.

Ces derniers n'apprécient guère d'être mis en concurrence avec les salariés à faible revenu des pays moins développés, à la fois par des politiques de libre-échange qui accroissent les importations intensives en main-d'œuvre et par des politiques d'immigration massive. Pour ces travailleurs, il s'agit d'un double coup dur.

Une partie substantielle des divisions actuelles et le refus généralisé de faire des compromis que l'on observe aux États-Unis sont attribuables à cette tendance croissante aux inégalités de revenu et de richesse, entre les personnes à hauts revenus et celles à bas revenus.

• La violence et les tensions sociales sont en hausse aux États-Unis

De nos jours, l'argent et les armes sont devenus les dieux modernes de l'Amérique. [N. B. : En juin 2018, le « *Small Arms Survey* » indiquait qu'il y avait 393,3 millions d'armes, certaines de type militaire, aux mains des particuliers aux États-Unis, soit 120,5 armes pour 100 habitants.]

Cela pourrait expliquer pourquoi la violence d'Américains contre d'autres Américains est si meurtrière. Une telle violence est en hausse et elle est même encouragée dans certains milieux. En un an seulement, en 2020, il y a eu quelque 43 000 personnes tuées par armes à feu aux États-Unis, soit une moyenne de plus de 100 décès par jour.

Dans la sphère politique, l'*assaut du Capitole* américain par une foule déchaînée de supporters de Donald Trump, le 6 janvier 2021, a échoué dans son objectif de renverser les résultats démocratiques du 3 novembre 2020. Cependant, des preuves continuent de s'accumuler à l'effet que cette tentative séditeuse de provoquer un *coup d'État* avait été bien organisée et bien planifiée.

Dans un tel cas, il s'agit en toute probabilité d'un signe avant-coureur de tentatives semblables à venir pour les États-Unis. Les sondages révèlent qu'environ un américain sur trois estime que la violence contre le gouvernement est une chose acceptable. Certains observateurs n'excluent même pas une éventuelle *guerre civile*. Ils sont préoccupés par le fait troublant que le *Pentagone* paie pour la diffusion du réseau de propagande d'extrême droite « Fox News » sur ses quelques 800 bases à travers le monde.

Au plan social, des exemples d'*anarchie sociale* sont apparus cette année dans la région de la baie de San Francisco, quand des groupes de voleurs à l'étalage se sont lancés sur des magasins pour les saccager et les piller. Il ne serait pas surprenant de voir un tel phénomène se reproduire dans d'autres grandes villes américaines, surtout si les excès financiers actuels devaient conduire à une grave récession économique au cours des prochaines années.

Conclusion

En matière de politique et de relations sociales, la sagesse dicte de gouverner au centre, pour unir plutôt que de diviser. Gouverner pour les intérêts extrémistes, de gauche comme de droite, encourage la désintégration d'un pays.

Présentement, plusieurs indices montrent que les États-Unis sont entrés dans une phase d'autodestruction de l'intérieur, à cause de nombreux facteurs, tant politiques qu'économiques et technologiques, et à cause des nombreuses *perturbations* que cela cause, certaines ayant été exacerbées par la présente pandémie.

S'ils allaient poursuivre sur cette voie de division politique, de désintégration sociale, de haine entre d'importants groupes et de grandes et croissantes inégalités économiques, il s'en suivrait d'importantes conséquences pour les États-Unis eux-mêmes et leur démocratie, bien sûr, mais aussi pour le monde dans son ensemble.

Le résultat en bout de ligne pourrait se traduire par un déclin moral accéléré, davantage de divisions politiques et plus d'instabilité politique, des conflits toujours plus coûteux au plan international et encore plus de violence à l'intérieur. Tout cela n'augure rien de bon pour l'avenir.

Rodrigue TREMBLAY



Le Prof. Rodrigue Tremblay est *professeur émérite d'économie et de finance internationale à l'Université de Montréal et lauréat du Prix Richard-Arès pour le meilleur essai en 2018 « La régression tranquille du Québec, 1980-2018 », (Fides).*

On peut le contacter à l'adresse suivante : rodrigue.tremblay1@gmail.com.

Il est l'auteur du livre du livre « *Le nouvel empire américain* » et du livre « *Le Code pour une éthique globale* », de même que de son dernier livre publié par les Éditions Fides et intitulé « *La régression tranquille du Québec, 1980-2018* ».

Mondialisation.ca, 06 janvier 2022

NOTE : *Les articles du professeur Tremblay peuvent être reproduits sans charge par des sites sans but lucratif, à la condition qu'ils le soient au complet et que la source et le nom de l'auteur soient clairement indiqués. Pour une reproduction commerciale dans un magazine ou un livre, il faut obtenir l'autorisation expresse de l'auteur (rodrigue.tremblay1@gmail.com) ou de son assistante (carole.jean1@yahoo.ca).*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © Prof Rodrigue Tremblay, Mondialisation.ca, 2022

Pakistan - L'austérité toxique fait suite à une pandémie



Alors que le conseil d'administration du FMI s'est réuni le 28 janvier pour se prononcer sur la demande du Pakistan de relancer le mécanisme élargi de crédit (MEC) de 6 milliards de dollars, le gouvernement est resté optimiste, ayant rempli les cinq conditions imposées par le prêteur mondial pour relancer son programme de 39 mois suspendu depuis avril dernier, y compris l'approbation du mini-budget et de la loi d'amendement de la *State Bank of Pakistan* par le parlement. Avec la relance du MEC, le versement d'environ 1 milliard de dollars porterait le total des décaissements au titre du MEDC de 6 milliards de dollars à environ 3,027 milliards de dollars.

Le gouvernement ayant accepté les dernières conditions toxiques du FMI, de vives critiques s'expriment au sein et en dehors du Parlement. Face à la forte résistance de l'opposition lors de l'approbation du mini-budget, le PTI au pouvoir a fait passer au Parlement, la semaine dernière, une série de projets de loi visant à adopter des « mesures d'austérité ». Cependant, cette *action* a entraîné une forte baisse de la popularité du gouvernement d'Imran Khan. Le fait de confier le contrôle de la *State Bank of Pakistan* au FMI au nom de l'« autonomie institutionnelle » a suscité une forte opposition de tous les secteurs de la société, y compris de certains membres du gouvernement.

Dans le contexte d'une économie pakistanaise criblée de dettes et d'une forte hausse des prix des produits de première nécessité, notamment des denrées alimentaires et des carburants, l'impact négatif des nouvelles conditions du FMI sur les segments de la population à faible et moyen revenu ne fait aucun doute. En raison des dernières « mesures d'austérité », l'attaque imminente de l'*inflation* est si sûre que le ministre des finances a lui-même admis que le retrait de certaines exonérations fiscales affecterait directement ou indirectement les gens ordinaires.

Avec l'adoption récente du mini-budget, plusieurs produits comestibles, notamment ceux importés, vont devenir plus chers. Une taxe de vente de 17% a été imposée sur un certain nombre d'articles qui étaient auparavant exemptés de taxes. De plus, 17% de la taxe de vente a également été imposée sur les matières premières importées utilisées pour la fabrication d'aliments pour nourrissons. Bien que la volaille et le bœuf fassent partie des produits alimentaires de base qui ont été exemptés de taxes, leur coût pourrait augmenter étant donné que la taxe de vente sur les machines importées utilisées dans le secteur de la volaille est passée de 10 à 17 % et que la taxe sur la volaille locale et les aliments pour bétail a augmenté de 7 à 17 %.

La taxe générale sur les ventes va également augmenter, passant de 10 à 17 %, sur les produits laitiers. De même, une taxe anticipée de 5 % sera imposée pour plusieurs services, notamment les services de blanchisserie et de nettoyage à sec, les services des concessionnaires automobiles, les salles de mariage, la restauration, les services informatiques, la conception et l'hébergement de sites web et les centres d'appel.

Les médicaments pourraient également devenir plus chers avec la suppression des exonérations fiscales dans le secteur pharmaceutique. Cela entraînera également l'imposition d'une taxe de vente de 17 % sur les matières premières importées pour les principes actifs pharmaceutiques.

En outre, la suppression de l'exonération de la taxe sur les ventes pour diverses semences de culture, les intrants agricoles et les outils agricoles aura de lourdes conséquences pour la communauté agricole déjà en difficulté, en augmentant le coût de la culture de 5 à 10 %. La taxe sur les graines de coton aura un impact négatif sur les producteurs de coton et les industries connexes. De même, le maïs, le riz et les graines de légumes sont également confrontés à la même situation difficile, car la taxe supplémentaire entraînera une perte de productivité globale et des problèmes de sécurité alimentaire. La taxation élevée augmentera le prix de ces produits pour les consommateurs finaux, ce qui contribuera à l'inflation alimentaire. En bref, un nouveau tsunami d'inflation va frapper le Pakistan, entraînant des répercussions négatives.

L'excuse du gouvernement selon laquelle la flambée des prix des produits de base à l'échelle mondiale est la principale raison de l'inflation galopante n'est guère valable. Il est important de reconnaître que la tempête inflationniste qui engloutit le Pakistan est bien plus importante que dans d'autres économies comparables : De janvier 2020 à septembre 2021, les prix des denrées alimentaires au Pakistan ont augmenté de près de 18 %, contre près de 6 % de l'autre côté de la frontière, en Inde" [1].

Il est pertinent de mentionner que cette vague d'inflation survient juste après une pandémie au cours de laquelle l'économie pakistanaise a connu un taux de croissance négatif de 0,4 % et un cycle d'austérité pré-pandémique qui a érodé le pouvoir d'achat de millions de citoyens. Après plus de trois ans de misère, les citoyens ressentent une nouvelle agonie alors que le dernier cycle d'ajustement des prix fait son chemin dans l'économie. La reprise attendue du programme du FMI dans les semaines à venir pourrait forcer davantage la main du gouvernement et entraîner une augmentation des tarifs de l'électricité.

Au milieu de ce sombre scénario, selon une estimation prudente du FMI, le « *besoin de financement extérieur du Pakistan s'élève à 28 milliards de dollars en 2022-23* » [2]. Ce qui fait planer des ombres sombres sur l'économie pakistanaise en proie à l'endettement.

Abdul KHALIQ, CADTM Pakistan, 3 février 2022

Notes

[1] <https://www.usip.org/publications/2021/10/pakistans-shifting-political-and-economic-winds>

[2] <https://www.thestatesman.com/opinion/pakistan-staring-barrel-economic-gun-1503020926.html>

L'orchestre du chaos

Au dernier trimestre 2021, jusqu'à cent onze porte-conteneurs mouillaient à la queue leu leu devant les ports californiens engorgés, au point que le gouvernement américain a envisagé de mobiliser la garde nationale pour accélérer l'évacuation des marchandises ; des centaines de milliers de conteneurs vides s'empilaient à l'Ouest et manquaient en Asie ; transporter par mer une boule de Noël fabriquée en Chine jusqu'à un sapin néerlandais coûtait sept fois plus cher que deux ans auparavant ; l'indice du fret aérien s'envolait ; les retards de livraison hier mesurés en jours se comptaient en semaines ou en mois ; les fournisseurs annonçaient des pénuries de bois, de papier, de composants électroniques, de médicaments et même de corn flakes ; les prix grimpaient ; plus de 55 % des groupes industriels français et les trois quarts des entreprises allemandes faisaient état de problèmes d'approvisionnement : le libre-échange a déraillé.

Depuis 2020, les confinements sanitaires ont détraqué l'infrastructure délicate du commerce mondial. Construites depuis les années 1990 pour favoriser une délocalisation maximale de la production vers les pays à bas coût de main-d'œuvre, les chaînes d'approvisionnement ont rompu. La pandémie dévoile la vérité du système : en cas de crise, c'est chacun pour soi. Pas de tests sans réactifs, pas de réactifs sans industrie chimique, etc. Et pas de vaccins pour l'Afrique. Or, depuis 2008, la succession des chocs économiques, climatiques, sanitaires et sociaux tient lieu de nouvelle routine. Soudain, des États songent à relocaliser.

Y songer seulement, c'est déjà trop pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui dirige cet orchestre du chaos. Son dernier état du commerce mondial sonne comme un rappel à l'ordre. *« Le rapport communiqué trois messages principaux : premièrement, l'économie mondiale hyperconnectée actuelle, caractérisée par des liens commerciaux étroits, a rendu le monde plus vulnérable aux chocs, mais aussi plus résilient face à eux quand ils se produisent ; deuxièmement, les politiques qui cherchent à renforcer la résilience économique en revenant sur l'intégration commerciale – par exemple en relocalisant la production et en défendant l'autosuffisance – peuvent souvent avoir l'effet inverse, et diminuer en fait la résilience économique ; et troisièmement, renforcer cette résilience passe par davantage de coopération internationale (1). »*

On s'inquiète : le mot « résilience » (2) n'apparaît que 738 fois en 212 pages. Est-ce bien suffisant pour convaincre qu'un système naguère présenté comme le remède aux pénuries de l'Union soviétique et en définitive incapable d'acheminer des grille-pains aurait pour seule légitimité de prétendre se rétablir après ses effondrements à répétition ? Issus des plus prestigieuses universités de la planète, les économistes patentés de l'OMC débloquent une logique imparable : en cas de choc, le libre-échange vrille, mais relocaliser serait pire car un commerce encore plus débridé par davantage de coopération internationale nous conduira au bonheur en raison de sa plus grande « résilience ». En somme, comme l'expliquait déjà le président Mao Zedong, *« tout n'est que chaos sous le ciel, la situation est excellente ».*

Pierre RIMBERT (Monde diplomatique)

Narration et réalité de la crise libyenne

L'Art de la guerre



L'OTAN se déclare préoccupée pour la crise en Libye, qui « a des implications directes pour la stabilité régionale et la sécurité de tous les Alliés ». Elle assure donc qu'elle « reste engagée à fournir du conseil à la Libye pour la défense et la sécurité ». Les gouvernements des États-Unis, France, Allemagne, Italie et Royaume-Uni déclarent que « des élections libres permettront au peuple libyen de renforcer sa propre souveraineté » et qu'ils sont « prêts à demander des comptes à ceux qui menacent la stabilité de la Libye ». Ils réaffirment ensuite « le plein respect et engagement pour la souveraineté et l'indépendance de la Libye ». Paroles solennelles prononcées par ces puissances mêmes qui, après avoir démolì dans les années 90 la Yougoslavie en la désagrégeant de l'intérieur et en l'attaquant de l'extérieur, avec la même technique démolirent en 2011 l'État libyen. D'abord ils financèrent et armèrent à l'intérieur des secteurs tribaux et groupes islamistes hostiles au gouvernement, et infiltrèrent des forces spéciales en particulier qataris, pour propager les affrontements armés. Puis ils l'attaquèrent de l'extérieur : en sept mois, l'aviation USA/OTAN effectua 30 mille missions, dont 10 mille d'attaque, avec plus de 40 mille bombes et missiles. À la guerre – dirigée par les États-Unis, d'abord via le Commandement Africa, puis via l'OTAN sous commandement USA – participa l'Italie avec 7 bases aériennes, chasseurs bombardiers et un porte-avions.

Ainsi se trouvait démolì cet État africain qui – documentait en 2010 la Banque Mondiale – avait « de hauts niveaux de croissance économique et de développement humain », et où trouvaient du travail environ deux millions d'immigrés, en majorité africains. Grâce à l'export énergétique, l'État libyen avait investi à l'étranger environ 150 milliards de dollars. Les investissements libyens en Afrique étaient déterminants pour le projet de l'Union Africaine de créer des organismes financiers, un marché commun et une monnaie unique de l'Afrique. Les e-mails de la secrétaire d'État de l'Administration Obama, Hillary Clinton, mis à jour par la suite par WikiLeaks, démontrent que les États-Unis et la France voulaient éliminer Kadhafi avant qu'il n'utilisât les réserves d'or de la Libye pour créer une monnaie pan-africaine alternative au dollar et au franc CFA (monnaie imposée par la France à 14 ex-colonies). Avant que n'entrassent en action les bombardiers, entrèrent en action les banques : elles séquestrèrent les 150 milliards de dollars investis à l'étranger par l'État libyen, dont ensuite la majeure partie a disparu, bloquant de cette façon tout le projet africain.

Tout cela se trouve effacé par la narration politico-médiatique de la crise libyenne, permettant aux principaux responsables de la catastrophe sociale provoquée par la guerre contre la Libye de se présenter comme ses sauveurs. Aujourd'hui en Libye les recettes de l'export énergétique sont accaparées par milices et multinationales. De grandes quantités de pétrole libyen sont vendues à des pays de l'Union européenne, par l'intermédiaire de sociétés maltaises qui les recyclent en camouflant la provenance. Le niveau de vie de la population s'est effondré. La Libye est devenue la principale voie de transit d'un flux migratoire chaotique qui a provoqué plus de victimes que la guerre de 2011. Selon les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations, se sont noyés en Méditerranée en 2021 environ 1 500 migrants, mais ils sont certainement plus nombreux car beaucoup de cas ne sont pas signalés. Environ 30 mille migrants, en 2021, ont été interceptés en mer et ramenés en Libye par les garde-côtes « libyens », créés, entraînés et financés par l'Italie

avec 33 millions d'euros. Beaucoup de ces migrants ont fini dans des centres de détention aussi bien du « gouvernement » de Tripoli que des milices. Sont aujourd'hui pris au piège en Libye plus de 600 mille migrants d'environ 45 nationalités, pratiquement réduits en esclavage, contraints de travailler sans paye et sous les coups. De plus en plus nombreux sont ceux qui demandent non pas à être amenés en Europe, mais à rentrer dans leur pays pour échapper à cette condition. Particulièrement dramatique est le sort des jeunes femmes, vendues aux enchères, violentées et obligées de se prostituer.

Tout cela grâce à l'opération « Protecteur Unifié » qui, informe le Ministère de la Défense, fut effectuée par l'OTAN en 2011 pour « la protection des civils en Libye ».

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 04 janvier 2022

Article original en italien :



Narrazione e realtà della crisi libica

Édition de mardi 4 janvier 2022 d'*il manifesto*

<https://ilmanifesto.it/narrazione-e-realta-della-crisi-libica/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Rappel pour la version française :

« En 5 mois d'opération, la France a engagé jusqu'à 4 200 militaires, une quarantaine d'avions, une vingtaine d'hélicoptères et une trentaine de bâtiments qui ont réalisé plus de 5 500 sorties aériennes, une quarantaine de raids d'hélicoptères et neutralisé plus de 1 600 objectifs »

https://www.defense.gouv.fr/web-documentaire/retrospective2011/fr/0037_Libye_fin_OUP.html

« Les Britanniques et surtout les Français font un travail superbe. Non seulement à l'attaque, mais aussi dans les têtes. Les hélicoptères opèrent la nuit, subrepticement, et la seule chose que voit l'adversaire, c'est le missile qui lui tombe dessus sans prévenir. L'effet est unique, la peur casse ce qui reste de la volonté de combattre chez les partisans de Kadhafi. C'est tellement efficace qu'on utilise aujourd'hui l'image des hélicoptères dans les tracts de propagande largués au-dessus de la Libye. "Regardez ce qui vous pend au nez, arrêtez les violences" ! »

<https://www.lefigaro.fr/international/2011/06/16/01003-20110616ARTFIG00720-l-otan-ira-au-bout-de-sa-mission-en-libye.php>

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © Manlio Dinucci, ilmanifesto.it, 2022

<https://www.mondialisation.ca/narration-et-realite-de-la-crise-libyenne/5663831>

UN NID D'ESPIONS AMÉRICAIN, CANADIEN, BRITANNIQUE, AUSTRALIEN ET NÉO-ZÉLANDAIS

Le club des « cinq » face à la Chine

Si le vaste maillage des services de renseignement américains a été révélé notamment par MM. Edward Snowden (en exil) ou Julien Assange (en prison), personne ne semble dérangé par l'alliance des cinq géants de l'espionnage : États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande. Nés après la seconde guerre mondiale, ces « five eyes » connaissent une nouvelle jeunesse.

Longtemps, ce fut une alliance invisible, y compris pour les dirigeants des pays concernés. Le travailliste australien Gough Whitlam la découvre en 1973, à l'occasion d'une crise constitutionnelle, alors qu'il est premier ministre. Celui qui avait entrepris de moderniser son pays, aboli la *White Australia policy* (la politique raciale qui n'autorisait que les Européens blancs à immigrer), retiré ses soldats du Vietnam et reconnu la République populaire de Chine, apprend que l'Australie est reliée à un réseau secret d'échange automatique de renseignements avec les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, familièrement appelé les *five eyes* (« cinq yeux » ou FVEY). On l'informe par la même occasion que la base d'écoutes australienne de Pine Gap est passée pratiquement sous le contrôle de la Central Intelligence Agency (CIA)... qui provoquera vraisemblablement son limogeage deux ans plus tard.

L'origine du réseau remonte à la seconde guerre mondiale : Washington et Londres partagent alors leurs renseignements selon un accord signé dès 1943 et officiellement promulgué en 1946 sous le nom de United Kingdom - United States Communications Intelligence Agreement (Ukusa). Son contenu, resté secret, fait la part belle au partenaire américain. Il relie directement les systèmes d'interception de signaux de la National Security Agency (NSA) à ceux de son équivalent britannique, le Government Communications Headquarters (GCHQ). Le Canada s'y joint en 1948, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en 1956. Il s'agit, en ce début de guerre froide, de surveiller l'Union soviétique, mais aussi tout ce qui, de près ou de loin, peut être assimilé au communisme : les mouvements anti-impérialistes ou anticapitalistes en Asie, Amérique latine ou Afrique. Ces « cinq yeux » ont inclus, dès les années 1950, un second cercle de coopération – mais sans automaticité des échanges – avec la Norvège, le Danemark et l'Allemagne de l'Ouest.

Jusqu'aux années 2000, et même après la découverte australienne, l'existence de cette alliance est rarement admise publiquement. Le contenu intégral de l'accord Ukusa n'est révélé que le 25 juin 2010 par les gouvernements américain et britannique, plus de soixante ans après sa signature : il est alors considéré par le magazine *Time* comme l'un des documents les plus importants de la guerre froide (1). Ce texte, qui a contribué à cimenter la « relation spéciale » entre Washington et Londres, prévoyait un échange privilégié de renseignements tirés de la collecte des communications à l'étranger et de leur analyse, ainsi que l'acquisition d'informations sur les opérateurs de communications, leurs pratiques, leurs équipements et procédures.

Wellington conteste l'élargissement

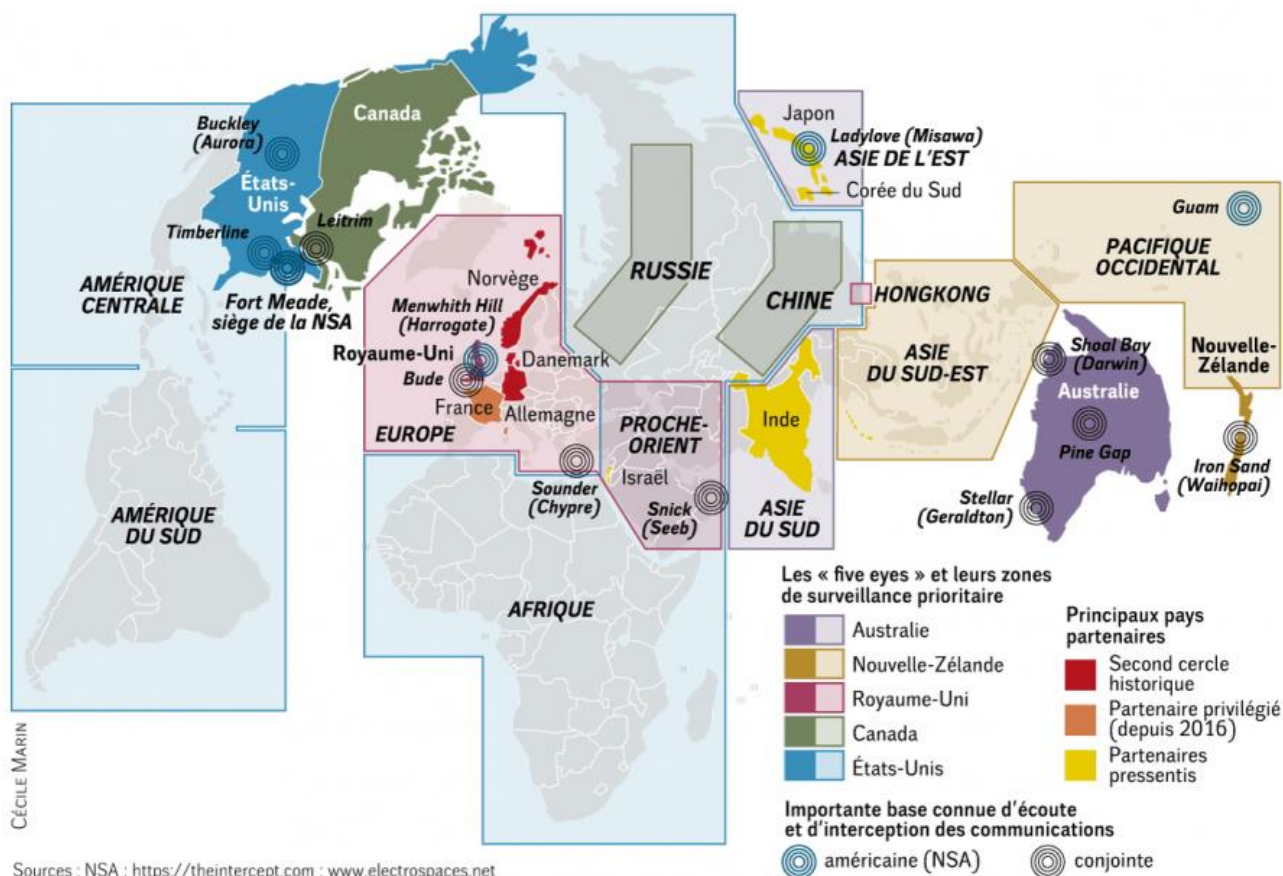
Une fois la guerre froide terminée, place à la guerre économique : le système d'espionnage Échelon, développé dans les années 1990, pur produit du traité Ukusa, est principalement dirigé contre des cibles non militaires – gouvernements, organisations, entreprises ou individus. Il permet d'interconnecter les systèmes d'écoute, notamment les stations de réception des faisceaux satellitaires, et d'échanger entre les services de renseignement des « dictionnaires » de mots-clés et adresses reflétant leurs préoccupations du moment (2). Le dispositif a notamment permis de contourner les législations nationales empêchant chaque agence de surveiller ses propres citoyens. M. James Woolsey, ancien directeur de la CIA, a justifié l'espionnage des « amis européens » par la nécessité de défendre les entreprises américaines, victimes d'une corruption endémique « dans des pays où les pots-de-vin sont déductibles d'impôts (3) ».

Après les attentats de New York et Washington en 2001 et le florilège de lois sécuritaires alors adoptées outre-Atlantique et en Europe, les services secrets américains et leurs alliés ont renforcé ce vaste tamis de l'information à l'échelle mondiale. Les révélations, en 2013, de M. Edward Snowden (4), ancien agent de la CIA et contractuel de la NSA, ont donné une idée de l'ampleur de cette pêche au chalut, y compris des données personnelles, grâce à l'interception de blocs massifs de messages via les satellites ou les câbles sous-marins, notamment sur leurs points de connexion avec le Royaume-Uni. En parallèle, grâce au programme Prism, les principaux services de renseignement américains s'étaient ménagé des accès directs aux serveurs

de neuf des principaux fournisseurs de services informatiques, qui ont leur siège aux États-Unis — Microsoft, Apple, Yahoo, Google, Facebook, AOL, Paltalk, Skype et YouTube.

L'alliance FVEY n'a ni adresse, ni siège, ni personnel propre. Ce fonctionnement informel et secret a pu laisser croire à un arrangement presque familial d'échanges quasi automatiques de renseignements, fondé sur des décennies de confiance entre les services secrets de quelques pays unis par l'histoire, la langue, les valeurs et les intérêts géopolitiques, dans la dépendance consentie à l'égard du cousin britannique et surtout du grand protecteur américain. Un partage sans équivalent, même au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Chacun des « cinq » est censé pointer ses moyens d'écoute et de capture de signaux électroniques dans sa zone d'action privilégiée : l'Australie surveille l'Asie du Sud et celle de l'Est; le Canada, l'intérieur de la Russie et de la Chine; le Royaume-Uni scrute Hongkong, le Proche-Orient et l'Europe; les États-Unis englobent la Chine, la Russie et le Proche-Orient, en plus de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Afrique.



La toile des « five eyes ». Cécile Marin

La montée de tension entre Washington et Pékin sous la présidence de M. Donald Trump a eu pour effet de revigorer ce réseau traditionnel, désormais tourné essentiellement vers la surveillance et l'endiguement du compétiteur chinois. La sphère indo-pacifique a été élevée au rang de région stratégique numéro un, le président Joseph Biden s'étant mis dans les pas de son prédécesseur (5). Et cette fois au grand jour, ou presque. Ainsi, les ministres des affaires étrangères des FVEY multiplient les prises de position politiques communes. En août 2020, ils ont exhorté publiquement le gouvernement de Hongkong à organiser rapidement des élections, puis, en novembre 2020, Pékin à ne plus réprimer les élus de ce territoire, s'attirant une réplique cinglante du porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois : « *Peu importe qu'ils aient cinq ou dix yeux. S'ils osent s'attaquer à la souveraineté, à la sécurité et au développement de la Chine, qu'ils fassent attention, car ils pourraient bien voir leurs yeux être crevés et devenir aveugles* (6). »

Plus récemment, les « cinq » ont choisi de concert de boycotter diplomatiquement les Jeux olympiques d'hiver à Pékin (du 4 au 20 février). Les gouvernements canadien, américain, britannique et australien s'étaient déjà joints aux sanctions décidées en avril 2021 par l'Union européenne, pour protester contre le traitement réservé aux Ouïgours du Xinjiang.

Auparavant, Washington leur avait demandé d'écarter la présence sur leur sol du géant chinois des télécommunications, Huawei, partenaire qui peut difficilement être ignoré sur le plan technique, notamment pour le développement du réseau 5G, mais soupçonné d'espionnage industriel. La réponse n'avait pas été unanime, au grand dam du parrain américain.

Si la Nouvelle-Zélande, comme l'Australie, a fermé sa porte au groupe chinois dès 2018, elle a été la première à manifester sa réticence face à ce qui est apparu au fil du temps comme une dérive et finalement une politisation de l'alliance, vue désormais comme un outil privilégié de surveillance et de critique de la Chine. « *Nous sommes mal à l'aise avec l'élargissement du mandat des five eyes (7)* » aux questions des droits humains, des minorités ou des différends commerciaux, a ainsi indiqué Mme Nanaia Mahuta, ministre des affaires étrangères, en avril 2021, rappelant que le but de l'alliance doit être circonscrit à l'échange de renseignements. La Nouvelle-Zélande est la seule des « cinq » à être directement liée par un accord de libre-échange à la Chine, qui absorbe un tiers de ses exportations. Les réserves de Wellington ont été interprétées, chez certains de ses partenaires, comme le signe d'une influence chinoise croissante dans le Pacifique sud, notamment dans les micro-États insulaires. Ils soupçonnent Pékin de chercher à s'y faire des alliés et obligés, voire d'espérer établir un jour une base militaire dans une de ces îles.

Cette repolitisation des FVEY et leur polarisation sur la Chine ne sont pas unanimement appréciées. Ainsi, l'ancien secrétaire adjoint pour la stratégie et le renseignement au ministère de la défense australien, M. Hugh White, se dit « *très sceptique sur l'idée qu'un partenariat qui a longtemps et efficacement nourri l'échange de renseignements électromagnétiques puisse être ainsi reconverti dans le but de répondre au défi chinois (8)* ». De son côté, Jonathan Eyal, du think tank britannique Royal United Services Institute, évoque « *une sorte de retour à la guerre froide* », et regrette que le « *prisme chinois* » s'impose désormais en matière de recherche de renseignements et dans les autres initiatives des *five eyes*, jouant le même rôle étouffant que la cible « *Union soviétique* » en son temps. En revanche, Richard Fadden, ancien directeur du service de renseignement canadien (CSIS), affirme que ce tropisme sur la Chine, outre son effet revigorant pour l'alliance, se justifie d'autant plus que Pékin est « *maintenant considéré comme une menace majeure par l'ensemble des five eyes, et par les Occidentaux en général (9)* ».

L'administration américaine, elle, cherche à élargir le cercle de l'alliance. Dans le cadre de l'examen du budget défense pour 2022, le sous-comité du Congrès sur le renseignement et les opérations spéciales a recommandé, en septembre dernier, que l'alliance resserre ses liens et s'ouvre à des pays comme la Corée du Sud, l'Inde ou l'Allemagne. D'autres pays seraient sur les rangs : Israël, dont on connaît la proximité avec Washington, est depuis longtemps un « *œil* » acéré sur le Proche-Orient; et le Japon, également lié étroitement au système de sécurité américain, pointe déjà ses capteurs sophistiqués vers la Chine, la Russie et la Corée du Nord. L'alliance pourrait donc à terme passer du *five* au *nine*, voire au *ten eyes*, comme le préconise, par exemple, l'amiral américain James Stavridis, ex-chef d'état-major de l'US Navy et des forces de l'OTAN, pour qui « *les alliés occidentaux ont besoin de plus d'yeux sur le monde (10)* ».

En attendant, les poids lourds des FVEY – Australie, Royaume-Uni et États-Unis – ont brusquement conclu, en septembre dernier, un nouveau traité, l'Aukus, qui prévoit la fourniture à Canberra de sous-marins nucléaires à technologie anglo-américaine, au détriment du contrat signé avec les Français en 2016 pour la livraison d'une flotte de sous-marins conventionnels. Le Canadien Justin Trudeau a mis l'accord au compte de la « *nervosité* » de l'Australie, tout en expliquant que Canberra « *reste un pilier des five eyes* » et que cette alliance est « *intacte* ». La première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern a réaffirmé la position de principe de son pays : comme ceux de toute autre nation, les futurs sous-marins nucléaires australiens – ils ne seront pas en mer avant les années 2040 – seront interdits dans ses eaux.

Complot de l'« anglosphère »

Ce spectaculaire changement de pied géopolitique de l'Australie, troquant un partenariat stratégique avec la France contre un traité à visée nucléaire, l'apparaît moins si l'on ramène ce pays à sa vieille complicité au sein de l'alliance des FVEY et du Commonwealth. Pour le professeur John Blaxland, spécialiste des questions de sécurité à l'Université nationale australienne, ce pacte témoigne surtout d'une mutation profonde de la dynamique stratégique dans l'Indo-Pacifique, liée au réengagement post-Brexit du Royaume-Uni dans la région, à la posture plus belliqueuse du président Xi Jinping, mais aussi à une « *plus grande inquiétude quant à la fragilité du dispositif militaire américain, et à sa capacité à empêcher ou gagner un conflit potentiel dans le Pacifique (11)* ».

Ces dernières années, l'exécutif français tentait de déployer sa propre stratégie dans la région avec l'ambition d'incarner une troisième voie, évitant à une majorité des pays riverains d'avoir à choisir entre Pékin et

Washington (12). Grand perdant de ce chassé-croisé, il n'est pas loin d'imaginer un complot de l'« anglosphère » au cœur des FVEY, cherchant à écarter l'intrus français de leur chasse gardée. Une déconvenue d'autant plus cruellement ressentie que Paris passait, en raison de l'intensité de ses échanges de renseignements avec les États-Unis depuis les attentats de 2015 et 2016 dans l'Hexagone, comme un sixième membre de fait de cette alliance. Il avait noué une étroite collaboration sur les théâtres militaires (Afghanistan, Golfe, Irak, Syrie, Sahel) ainsi qu'un échec de arrangements confidentiels – l'ancien programme d'échange de renseignements au nom de code « Lustre », les accords Spins conclus en 2016 ou les réunions périodiques du Comité La Fayette – qui ont contribué à étendre les échanges des services français avec leurs homologues anglo-américains. Il s'agissait, comme le reconnaissait la ministre des armées Florence Parly (13), de partager un « flux intensif » d'informations, la France apportant notamment les éléments obtenus auprès de ses relais africains. Une coopération « fructueuse », mais n'impliquant pas l'intégration dans ce « club historique et fermé qui comporte (...) des risques en matière de souveraineté », précisait-elle. Toutefois, un haut responsable américain de la défense expliquait : nous voulons avoir avec la France le « même niveau de partenariat approfondi » qu'avec les *five eyes*, mais d'une façon « parallèle et unique » (14). Ce qui est resté, de M. Barack Obama à M. Biden, en passant par M. Trump...

Philippe LEYMARIE, Journaliste (Monde diplomatique)

- (1) Adam White, « Comment un pacte d'espionnage secret a aidé à gagner la guerre froide », *Time*, New York, 29 juin 2010.
- (2) Lire Philippe Rivière, « Le système Échelon », *Manière de voir*, n° 46, « Révolution dans la communication », juillet-août 1999.
- (3) « Why we spies on our allies », *The Wall Street Journal*, New York, 17 mars 2000.
- (4) Lire Thibault Henneton, « Confession d'un espion du siècle », *Silicon circus*, 3 mars 2015.
- (5) Lire Martine Bulard, « L'Alliance atlantique bat la campagne en Asie », *Le Monde diplomatique*, juin 2021.
- (6) Agence France-Presse (AFP), 22 avril 2021.
- (7) « Mahuta's five eyes comment about China unnecessarily created "drama" », *1news*, 21 avril 2021.
- (8) « Five eyes spy alliance trains focus on Xi in echo of cold war », *Bloomberg*, 21 octobre 2020.
- (9) *Ibid.*
- (10) Cf. James Stavridis, « The Western allies need more eyes on the world », *Bloomberg*, Londres, 5 mai 2019.
- (11) Cf. « China decries arms race as US allies unite on nuclear Subs », *Bloomberg*, 26 septembre 2021.
- (12) Cf. « La stratégie de la France dans l'Indopacifique » (PDF), document-cadre, ministère des affaires étrangères, Paris, 2019.
- (13) Reuters, 18 décembre 2017.
- (14) Laurent Lagneau, « Paris et Washington veulent accélérer leurs échanges dans le domaine du renseignement militaire », *Zone militaire*, 12 mai 2016.

Le Chili amorce la sortie du néolibéralisme



Le candidat de gauche, Gabriel Boric, devient le plus jeune président de l'histoire du Chili : il triomphe sur le candidat d'ultradroite Juan Antonio Kast avec 55,87 % des voix. Cette victoire est l'issue d'un mouvement populaire puissant.

Santiago du Chili, correspondance, et Paris

Dimanche 19 décembre, dès 19 h 15, les cris de joie ont retenti dans toutes les villes du pays andin à l'annonce de la victoire de l'ex-leader étudiant, Gabriel Boric. Il devient le plus jeune président du Chili, à 35 ans, en obtenant 55,87 % des voix contre 44,13 % pour l'ultraconservateur Juan Antonio Kast. Alors qu'au premier tour, son compétiteur le devançait de deux points avec 27,95 % des voix, le député a su rassembler les forces de gauche et de l'ex-Concertation (centre-gauche), tout en convainquant les abstentionnistes de se déplacer. 55,63 % des Chiliens se sont rendus aux urnes, un record dans un pays où l'abstentionnisme est d'habitude extrêmement élevé. Gabriel Boric prendra ses fonctions en mars prochain, avec un Parlement divisé mais la promesse de résoudre la profonde crise institutionnelle qui secoue le Chili depuis la révolte sociale, en octobre 2019.



Une explosion de joie a salué, dans les villes chiliennes, la victoire de Gabriel Boric. © Marion Esnault / Reporterre

Dans une ambiance festive aux quatre coins du pays et devant une foule innombrable à Santiago, Gabriel Boric a appelé à un « *Chili plus juste* ». Il a promis d'« *étendre les droits sociaux* » avec « *responsabilité économique* ». Il a reconnu que « *les temps qui viennent ne vont pas être faciles* » et qu'il faut « *avancer vers des changements structurels qui ne laissent personne de côté* ».

« Si le Chili est le berceau du néolibéralisme, il sera aussi son tombeau »

Gabriel Boric est issu d'une famille de classe moyenne. Né en 1986 à Punta Arenas, au sud de la Patagonie, il est une figure des mouvements étudiants des années 2010 qui exigeaient une éducation gratuite. Avec ses manches retroussées et ses tatouages assumés, il avait lancé lors de sa victoire aux primaires de gauche face au communiste Daniel Jadue, que « *si le Chili est le berceau du néolibéralisme, il sera aussi son tombeau* ». Il promet d'en finir avec le système néolibéral implanté sous Pinochet et de « *remettre l'État au cœur des politiques publiques pour garantir des conditions de vie dignes* ». Il veut une éducation gratuite, un système public de santé, ou encore des pensions de retraite dignes. Il promet également « *justice et réparation* » pour les violations des droits humains pendant la dictature et pendant la révolte sociale qui a fait 34 morts et plus de 400 blessés à l'œil. Même si l'enjeu écologique a été relativement absent des débats présidentiels, Gabriel Boric veut « *garantir le droit humain à l'eau* » dans un des seuls pays au monde qui a privatisé ses eaux ou encore « *nationaliser le lithium* » qui est aux mains de deux entreprises privées.

Il remporte l'élection présidentielle à l'issue d'un entre-deux-tours polarisé. Son compétiteur, Juan Antonio Kast, nostalgique de l'ère Pinochet, a reconnu sa défaite par tweet en « *félicitant [la] grande victoire* » de Gabriel Boric. Malgré le soutien du gouvernement du milliardaire Sebastian Piñera, l'avocat de 55 ans qui voulait supprimer le ministère de la Femme n'a pas su convaincre. Le dernier débat télévisé, lundi 13 décembre, a probablement été décisif : le candidat d'extrême-droite a perdu des points lorsque Gabriel Boric, qu'il accusait d'être consommateur de drogues, a présenté en direct des résultats négatifs certifiés.



De nombreuses personnes qui jusque-là s'abstenaient ont voté dimanche et fait pencher la balance. © Marion Esnault / Reporterre

Le jeune trentenaire succède au milliardaire Sebastian Piñera dont la popularité est au plus bas à la fin de ce deuxième mandat (2010-2014 / 2018-2022). Le nouveau président incarne une nouvelle ère politique chilienne et une nouvelle génération qui crée la rupture avec les politiques menées depuis le retour à la démocratie en 1990. Il a affirmé que « *les femmes seront protagonistes du nouveau gouvernement* » et il a assuré qu'il protégerait « *le processus constituant pour offrir au Chili une nouvelle Constitution qui rassemble, et ne divise pas comme l'était celle imposée, à feu et à sang, par un référendum frauduleux en 1980* » pendant la dictature de Pinochet.

L'aboutissement d'une révolte populaire massive

La victoire de Gabriel Boric est l'aboutissement d'un mouvement populaire impressionnant lancé il y a un peu plus de deux ans. Le Chili a vu naître une révolte populaire massive, plus d'un million de personnes manifestant par

exemple le 25 octobre 2019 à Santiago. En cause, les fortes inégalités sociales à l'œuvre dans cet État d'Amérique Latine où, comme le note un rapport de 2017 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 1 % de la population concentre 33 % des revenus générés par l'économie chilienne. « Le début de la contestation sociale est venu du renchérissement du prix du transport à Santiago. Ensuite, le mouvement s'est élargi d'abord et prioritairement sur des demandes sociales ayant trait aux salaires, à la précarité, à l'endettement, à l'éducation ou encore aux retraites », explique à Reporterre Franck Gaudichaud, professeur à l'université Toulouse Jean Jaurès et codirecteur du livre *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018)* (PUR, 2021).

Si ces manifestations ont subi une très violente répression policière – un rapport d'Amnesty international de décembre 2019 évoque des violences sexuelles, au moins cinq morts provoquées par les forces de l'ordre, et des milliers de personnes torturées ou grièvement blessées –, les manifestants ont malgré tout obtenu gain de cause sur l'une de leurs revendications. En décembre 2019, sous la pression populaire, le président multimilliardaire Sebastian Piñera promulguait une loi permettant l'organisation d'un référendum sur un changement de la constitution. Le référendum a eu lieu en octobre 2020, plus de 78 % des suffrages exprimés approuvant la mise en place d'un nouveau texte constitutionnel. Celui-ci est actuellement en cours de rédaction par une assemblée constituante de citoyens élus au suffrage universel en mai 2021. Ce texte sera à son tour soumis à un référendum, en 2022, et remplacera la constitution en vigueur en cas d'approbation.

Mais pourquoi la constitution chilienne actuelle, qui date de 1980, est-elle si décriée ? « Elle a été approuvée par le biais d'un référendum falsifié durant la dictature », dit Franck Gaudichaud. « Depuis la transition démocratique, il y a eu plusieurs amendements constitutionnels, en 1990 et en 2005, mais pas de modifications substantielles. Il s'agit vraiment d'une constitution néolibérale autoritaire, qui façonne non seulement l'État chilien mais aussi le modèle économique lui-même dans le pays. » Un modèle promouvant la libéralisation et la dérégulation de l'économie qui s'est imposé à partir de 1975, soit deux ans après le coup d'État militaire de Pinochet, qui, en 1973, avait renversé le gouvernement socialiste de Salvador Allende. « Le Chili a vraiment été un laboratoire du néolibéralisme », explique à Reporterre la géographe Cécile Faliès. « En 1975, Pinochet a invité et rencontré l'économiste Milton Friedman [figure de l'École de Chicago, qui a développé l'idéologie néolibérale]. On a ainsi vu se rencontrer les intérêts d'un dictateur, qui n'avait pas spécialement d'idées en termes économiques et politiques, et ceux d'une école qui voulait appliquer sa doctrine. Or, le Chili avait beaucoup de terres, relativement peu de population, et par ailleurs beaucoup de ressources à extraire, notamment le cuivre. »



En 2019, un mouvement populaire s'est levé au Chili. Ici, à Santiago le 30 octobre 2019.

© Marion Esnault / Reporterre

Pour cette spécialiste du Chili, c'est ainsi pour protester contre « trente ans de néolibéralisme et d'endettement de la population, particulièrement des classes moyennes » que les impressionnantes révoltes de 2019 ont émergé. Des revendications qui avaient déjà été portées en 2011 : cette année-là, des milliers d'étudiants avaient manifesté dans les rues pour dénoncer la libéralisation du système éducatif, entérinée par une réforme de l'université, en 1980. « Ce sont dans les domaines de l'éducation et de la santé, dont le coût est très élevé au Chili, que l'on voit le plus nettement les inégalités », dit Cécile Faliès.

La demande de réformer la constitution actuelle, ultralibérale, s'inscrit ainsi dans cette volonté de réduire ces inégalités, même si, comme le note Franck Gaudichaud, « un changement de constitution ne va pas régler tous les soucis : ça n'est pas seulement un texte constitutionnel qui pourra régler le problème de l'économie, des salaires ou encore du droit du travail. Il y aura toujours des demandes sociales et très certainement de nouvelles explosions populaires au Chili dans les prochaines années... » L'enseignant-chercheur observe cependant comment d'autres manifestations récentes ont permis d'influencer le processus de rédaction d'une nouvelle constitution : celles organisées par les militantes féministes. « Depuis 2016, il y a eu au Chili une réactivation des luttes féministes pour dénoncer les féminicides, les violences sexuelles ou encore l'interdiction de l'avortement [depuis 2021, celui-ci est légal dans le pays mais seulement sous certaines conditions très strictes]. On a donc aujourd'hui un mouvement féministe très puissant, qui a réussi à imposer de nombreuses revendications dans le débat public autour de la « précarité de la vie » – ça n'est ainsi pas un hasard si la Convention élue en mai dernier, qui travaille sur la nouvelle constitution, est paritaire. » Cécile Faliès rappelle en outre que la « féminisation de la vie politique et sociale a été assez précoce » au Chili.



Le 19 décembre 2021, à Santiago du Chili. © Marion Esnault / Reporterre

Enfin, au-delà d'être paritaire, cette assemblée constituante a une autre particularité importante au regard de l'histoire du Chili : celle-ci est présidée par la linguiste mapuche Elisa Lancon. Un symbole fort au regard du conflit de longue date opposant l'État chilien à ce peuple autochtone, majoritaire dans le pays (d'après des chiffres de 2017, ils et elles représentent 1,7 million de personnes, soit 13 % de la population totale). Les Mapuche, régulièrement victimes de discriminations, réclament depuis longtemps de récupérer les terres dont ils ont été dépossédés par l'État au milieu du XIX^e siècle, mais aussi leur droit à l'autodétermination. « Il s'agit de l'une des grandes questions en cours de débat au sein de l'Assemblée constituante, mais on ne sait pas du tout comment cela va être traduit dans le texte de la nouvelle constitution », dit Cécile Faliès, qui met en avant l'enjeu central de l'accès à l'eau, laquelle est privatisée au Chili, pour les peuples autochtones et plus généralement les agriculteurs.

La géographe note que le candidat de gauche, Gabriel Rodic, a reculé sur un certain nombre de points depuis son accession au second tour, son programme s'étant « centrisé ». Un constat également fait par Franck Gaudichaud, qui souligne en outre en quoi la présence d'un candidat d'extrême droite au second tour a été lourde de sens : « Avec cette Convention constitutionnelle ou encore l'explosion sociale de 2019, c'est tout le vieux monde autoritaire pinochétiste qui meurt. Mais, dans le même temps, ce monde se refuse à mourir, comme on le voit avec l'accession de José Antonio Kast au second tour. Un monde conservateur, réactionnaire, antiféministe, xénophobe et évangéliste ou catholique rigoriste qui est encore là dans toute une partie de la société, fait face à un nouveau Chili qui essaie de se développer et d'en finir avec l'ultralibéralisme. »

REPORTERRE

Argentine. Le gouvernement d'Alberto Fernández a conclu un accord avec le FMI

Enfin, l'inconnu a été révélé et entre aujourd'hui et le début de la semaine prochaine, 1,1 milliard de dollars seront versés au FMI, sous forme d'échéances de capital et d'intérêts.

En effet, il a été convenu avec les négociateurs du FMI d'un « prêt au titre des facilités élargies », d'une durée de 10 ans, dont la première échéance sera dans quatre ans et demi, c'est-à-dire à la mi-2026, le remboursement étant prévu jusqu'en 2031. En d'autres termes, le « stand by » de Mauricio Macri de 2018 avec une échéance en 2024, se transforme en un autre prêt du même montant en droits de tirage spéciaux (DTS) avec une échéance en 2031. L'hypothèque continue.

Il s'agit des DTS, dont la cotation concerne plusieurs monnaies en circulation dans le monde, à un moment où le dollar est dévalué. Cela signifie que davantage de dollars sont nécessaires pour rembourser les DTS déboursés par le FMI. Les montants à rembourser sont plus élevés que les 44,5 milliards de dollars de la cotation 2018. Tout cela implique une exigence plus élevée pour le remboursement du prêt du FMI.

L'accord

L'accord devra être discuté au Congrès national et au Conseil d'administration du FMI. L'accord final doit encore être signé, et maintenant vient le débat local et le débat au sein de l'organisation internationale.

L'hypothèse est qu'elle sera traitée et approuvée rapidement, avant les échéances de février et mars, qui sont impossibles à annuler sans décaissement du FMI. L'appel du gouvernement vise à obtenir le soutien parlementaire du parti au pouvoir et de l'opposition.

Il faut s'attendre à un vote de rejet de la part de la gauche, qui pourrait être étendu à d'autres secteurs politiques avec des arguments différents. C'est un débat qui jouera un rôle dans le conflit électoral vers 2023. Selon le ministre Martín Guzmán, une fois les accords signés, avec les mémorandums techniques correspondants, le FMI effectuera des décaissements trimestriels, après avoir examiné le respect du « cadre de politique macroéconomique » et des « mesures de politique économique » à moyen terme auxquelles il s'est engagé, qui visent à stabiliser durablement l'économie locale.

Une « bonne nouvelle », le FMI effectuera un audit de l'économie locale tous les trimestres et s'il est d'accord, les décaissements seront effectués, et s'il ne l'est pas, l'accord tombe à l'eau. Le FMI devient le procureur de l'économie locale. Bien entendu, l'accord est présenté comme une réussite pour défendre la décision souveraine de maintenir le cap de la croissance de la production et de l'emploi.

Ce qui a été convenu est un programme pour deux ans et demi, c'est-à-dire le temps restant pour annuler le « stand by » du gouvernement Macri.

Le FMI s'est engagé à déboursier l'équivalent des échéances, y compris ce qui a déjà été annulé avec le FMI dans ce temps, quelque chose de plus de 5 000 millions de dollars, selon Guzmán. Selon ce qui a été rapporté, il y aurait un objectif d'augmenter les réserves internationales de 5 milliards de dollars, qui peuvent être intégrés avec ces fonds récupérés auprès du FMI.

Les engagements visent à ramener le déficit budgétaire à -2,5 % du PIB en 2022 (le budget suggérait -3,3 %) ; à -1,9 % en 2023 et à -0,9 % en 2024, sans préciser les détails, indiquant seulement une intervention « modérée » sur la croissance des dépenses et une « amélioration » de la gestion des recettes. Il s'agit d'examiner les spécificités de l'ajustement des dépenses et des recettes.

C'est une question d'alarme sur l'ajustement fiscal. Le gouvernement s'est engagé à réduire le financement de la BCRA au Trésor public jusqu'à ce qu'il soit pratiquement éliminé d'ici 2024, avec une réduction des émissions monétaires et le renforcement du marché des capitaux en monnaie locale, en changeant le solde de la dette publique en devises en pesos.

Il a été signalé qu'il n'y aura pas de réforme du travail ou de la sécurité sociale, ni d'encouragement aux privatisations, mais que le plan de réduction des subventions aux services publics sera maintenu.

L'objectif est d'assurer une croissance productive sur la base des exportations et de générer suffisamment de devises pour faire face aux engagements qui seront pris.

En bref, la continuité des engagements de l'État est approuvée, même si le chef de cabinet a parlé de « l'irresponsabilité » du gouvernement Macri dans la souscription du prêt. Le ministre Guzmán a fait allusion à l'« échec » des politiques engagées et au fait que l'argent a été utilisé pour annuler la dette et pour échapper au capital. Même lorsqu'elles font allusion aux multiples causes de l'inflation, les mesures énoncées suivent le cours de la stabilisation et de l'ajustement.

L'Argentine a une fois de plus raté une occasion d'enquêter en profondeur sur l'endettement et d'agir en conséquence en rejetant la *dette illégale*, illégitime, frauduleuse et odieuse. La campagne pour le rejet de l'accord avec le FMI, la suspension des paiements et l'audit (complet et participatif) doit approfondir sa démarche pour clarifier les effets de l'accord en faveur de la légitimation d'une *dette odieuse* qui hypothèque les ressources publiques, éloignant les solutions aux demandes d'une société appauvrie.

Julio C. GAMBINA, 3 février [CADTM)
President de la Fundación de Investigaciones Sociales y Políticas, FISYP, Buenos Aires. www.juliogambina.blogspot.com
ATTAC-Argentina - CADTM AYNA

République démocratique du Congo : le hold-up permanent



Image d'illustration, Joseph Kabila (sous licence CC BY-SA 2.0. Pour voir une copie de la licence, consultez <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0/?ref=openverse&atype=rich>)

L'affaire « Congo Hold-up », c'est près de 3,5 millions de documents et des millions de transactions bancaires qui ont été récupérés par Mediapart et l'ONG Plateforme pour la protection des lanceurs d'alerte en Afrique. Ces fuites ont fait l'objet d'études par un consortium de journaux et d'ONG. Les résultats de ces analyses mettent à nu le système de corruption en République démocratique du Congo (RDC) initié par son ex-président Joseph Kabila. Au-delà des révélations, cette affaire illustre les conséquences délétères pour le fonctionnement politique des pays touchés par ce fléau.

Kabila, au pouvoir en RDC pendant 18 ans, a mis au point un système de détournement de fonds en utilisant la BGFI, la Banque gabonaise et française internationale. Cette banque a été fondée par deux piliers de la Françafrique, la famille Bongo au Gabon et celle de Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville. Ces deux familles sont liées, Omar Bongo étant le gendre de Nguesso.

Kabila prédateur

Joseph Kabila s'est approprié des pans entiers de l'économie du pays en utilisant les fonds publics pour financer ses sociétés. Qu'il s'agisse d'Egal, société importatrice de viande et de poisson, de la Sotexki, société de textile, de Port de Fisher avec comme *actif* un yacht de luxe, ou de simples sociétés écran comme Sud Oil. Autre source de financement pour Kabila, les contrats miniers avec d'importants pots de vin notamment ceux passés avec des sociétés chinoises. Quant aux aides internationales, elles ont été gaspillées. Exemple, le

sommet de la francophonie qui, pour deux jours de réunion, a coûté 90 millions d'euros, financé en partie par l'aide publique au développement de la France. Kabila et ses proches ouvraient des comptes pour leurs sociétés écran à la BGFI de RDC. Cette dernière procédait à des virements internationaux en utilisant sa filiale française ou d'autres établissements comme Citybank et la Commerce Bank. Les documents de « Congo Hold-up » ont mis à jour des concussions pour un montant de 350 millions d'euros.

Mais si l'essentiel des documents font la part belle au clan Kabila, ils mettent aussi en cause deux proches conseillers du président actuel Félix Tshisekedi.

Les conséquences de la corruption

Cette corruption est évidemment condamnable d'un point de vue moral, et préjudiciable au niveau économique pour le manque à gagner pour la RDC. Comme l'indique la *Banque mondiale* : « Le pays se situe au troisième rang mondial pour le nombre de pauvres et la situation s'est encore aggravée à la suite de la pandémie de Covid-19. Selon les estimations, 73 % de sa population, soit 60 millions de personnes, vivent avec moins de 1,90 dollar par jour en 2018. » [1]

Mais la corruption des dirigeants pervertit aussi totalement le système politique. En effet, elle alimente la construction et l'entretien de réseaux clientélistes, souvent ethniques. Ce qui a un effet délétère sur la cohésion sociale du pays. Les élections deviennent un formidable marché où les voix, parmi une population de plus en plus appauvrie, s'achètent pour quelques dollars. C'est ainsi que l'on arrive à des paradoxes, où pour une élection présidentielle, le coût par électeur est plus élevé à Madagascar... qu'aux USA.

Cette façon de gérer le pays ne se contente pas de pervertir le processus démocratique, parfois elle l'annihile. L'enjeu du maintien au pouvoir devient vital, encouragé par leurs proches. À cet effet, les dirigeants déploient des stratégies allant de la manipulation des Constitutions à la fraude électorale généralisée.

Ces systèmes de corruption à grande échelle sont encouragés par le système capitaliste. La course aux ressources naturelles, parfois rares mais indispensables dans la fabrication de certains produits, pousse les multinationales à soudoyer les dirigeants pour obtenir les permis d'exploitation, maintenant ainsi la division internationale du travail funeste pour les pays pauvres. Cette corruption est parfaitement intégrée au système économique international car l'essentiel des sommes détournées retournent dans les escarcelles des entreprises ou des banques occidentales.

Paul MARTIAL, 15 décembre

Paul Martial est animateur d'*Afriques en Lutte*, membre de la QI en France.

Source : *Afriques en lutte*

Note

[1] <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview#1>

(CADTM)

L'exploitation de l'Afrique continue d'alimenter le capitalisme mondialisé

Les crises politiques et économiques qui secouent actuellement des pays comme le Soudan et la Tunisie ne peuvent être dissociées des institutions mondiales du capital et des mécanismes d'endettement qu'elles imposent.

Les crises politiques et économiques au Soudan, en Tunisie et en Éthiopie ont recentré l'attention sur le Nord et la Corne de l'Afrique, de plus en plus instables. Ces dernières années, la région a été marquée par des révolutions avortées, des coups d'État militaires et la menace imminente d'une balkanisation. Le président tunisien Kais Saïed a imposé le règne d'un seul homme, l'armée soudanaise a dissous le gouvernement civil et la guerre du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed contre la région du Tigré menace de déchirer le pays. Pour tenter d'expliquer cette instabilité, la presse financière internationale a ressorti les poncifs habituels, affirmant que les pays africains ne peuvent pas gérer leurs propres affaires et que les institutions occidentales doivent venir à leur secours. Une fois encore, comme le veut le refrain, il est question de la bienveillance de l'Occident face à la violence et à la corruption de l'Afrique.

Le recueil à paraître *La souveraineté économique et monétaire dans l'Afrique du XXI^e siècle* cherche à remettre en question ces explications. Le recueil est né d'une conférence organisée en 2019 à Tunis par le bureau Afrique du Nord de la Fondation Rosa Luxemburg. Il est édité par un groupe de jeunes économistes africains audacieux, auteurs d'une lettre ouverte enflammée remettant en cause l'orthodoxie économique qui, selon eux, a créé les crises actuelles. Ils espèrent non seulement cartographier la logique du système existant, mais aussi la remettre en question.

Jacobin s'est entretenu avec Maha Ben Gadha, responsable du programme économique au bureau d'Afrique du Nord, pour se faire une idée plus précise des liens entre les intérêts financiers occidentaux et les crises politiques et sociales incessantes en Afrique.

CD : Le Financial Times a récemment admis que les politiques du Fonds monétaire international (FMI) sont à l'origine de la pauvreté et de la crise au Soudan. Pourriez-vous expliquer aux lecteurs comment les institutions internationales comme le FMI contribuent à l'instabilité politique en Afrique du Nord ?

MBG : Les politiques du FMI créent clairement la pauvreté et l'instabilité dans les pays africains. Ce n'est pas seulement parce qu'ils prêtent à des dictateurs ou à des gouvernements corrompus – bien que cela fasse partie du problème. Cela est dû à la nature même de ces politiques, qui imposent des mesures d'austérité à des pays déjà en détresse économique et climatique.

Au Soudan, par exemple, c'est l'insistance du FMI à supprimer les subventions au carburant et au pain en 2018 qui a fait exploser le prix des aliments, des médicaments et des transports. Sa demande à la Banque centrale soudanaise de dévaluer sa monnaie a également largement contribué à la hausse des coûts sur les importations nécessaires à l'agriculture et à d'autres industries. Ces politiques ont augmenté le coût de la vie pour les Soudanais ordinaires et conduisent indiscutablement à davantage d'appauvrissement.

Les politiques du FMI créent clairement la pauvreté et l'instabilité dans les pays africains.

Le Soudan est un pays qui a perdu ses recettes d'exportation de pétrole après la déclaration d'indépendance du Sud-Soudan. Dans le même temps, il est fortement dépendant des importations comme le blé, les aliments de base, les médicaments et les produits chimiques pour l'industrie. Ce sont ces facteurs qui ont déclenché la chute du régime en 2019.

Mais peu importe qui est au pouvoir, le FMI maintient les mêmes politiques d'austérité. Le conseil de transition au Soudan, par exemple, a dû supprimer davantage de subventions afin d'être éligible au programme d'allègement de la dette. Cela a entraîné des émeutes meurtrières dans les régions les plus pauvres et a suscité une colère suffisante pour faire tomber le conseil de transition. À son tour, cette situation a précipité le coup d'État militaire qui a eu lieu le mois dernier. Les crises politiques en Afrique sont toujours une occasion pour les économies capitalistes occidentales de mettre en place les conditions pour plus de mesures de libre marché, plus de libre circulation des capitaux et plus de privatisations.

CD : Mais ce schéma ne se limite pas aux crises soudanaises, n'est-ce pas ?

MBG : La même histoire s'est déroulée en Tunisie, aussi bien pendant la dictature qu'après la révolution. Que ce soit pendant que le gouvernement de transition rédigeait la constitution, pendant les gouvernements élus plus tard, ou même aujourd'hui, chaque nouveau gouvernement se retrouve avec une liste de politiques à mettre en œuvre afin de bénéficier du FMI, de la Banque mondiale et de l'aide bilatérale. Cette aide apporte des fonds frais nécessaires au service de la dette extérieure et à l'importation des produits alimentaires et industriels des pays capitalistes pour alimenter l'économie.

Les pays africains sont pris au piège de l'endettement : plus on cherche à obtenir des prêts, plus on est obligé de mettre en œuvre des mesures d'austérité qui visent les salaires, la privatisation des entreprises publiques et la suppression des subventions. Le coût de la vie est ainsi plus élevé pour la population. La scène est la même, quel que soit le gouvernement au pouvoir. Même si un régime tombe, le modèle extracteur néocolonial ne tombe pas. C'est exactement ce que le peuple soudanais a scandé lors de son soulèvement : « Pas encore tombé ».

CD : Il a été suggéré que les donateurs internationaux devraient répondre aux crises en contournant les gouvernements africains non coopératifs et en utilisant des services comme M-Pesa pour prêter directement aux citoyens africains. Cette idée a été posée au nom de la souveraineté et de la démocratie au Soudan, mais M-Pesa est la propriété de Vodafone, une multinationale basée au Royaume-Uni.

MBG : Bien sûr, ce n'est pas en donnant de l'argent directement aux gens pour soutenir les bénéfices générés par les industries de la filière extractive que l'on parviendra à changer de modèle. Les troubles politiques et l'instabilité sont toujours des occasions pour les pôles capitalistes de fixer leurs conditions préférées et de continuer à les imposer à nos sociétés. Ce dont nous avons besoin, c'est de permettre aux populations du Soudan, de la Tunisie ou d'ailleurs en Afrique de décider elles-mêmes du modèle économique dont elles ont besoin, et pas uniquement de celui qui administre le modèle existant.

CD : Une réplique courante aux critiques du FMI est que les institutions financières internationales sont « scientifiques et neutres », et que les organisations politiques africaines « idéologues » telles que l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) sont responsables des difficultés économiques de l'Afrique. Que répondez-vous à cela ?

MBG : Cela fait partie de l'attaque néolibérale en cours contre les syndicats et la classe ouvrière. Le rôle joué par l'UGTT dépend précisément du contexte. Tantôt les observateurs la tournent en dérision comme une structure bureaucratique entachée de corruption. Parfois, ils la présentent comme un acteur sociopolitique majeur et l'encensent. Elle a même été nommée pour le prix Nobel de la paix pour son rôle actif dans l'établissement d'un dialogue national, dialogue qui a d'ailleurs débouché sur un gouvernement technocrate qui a poursuivi les négociations avec le FMI.

Mais aujourd'hui, le syndicat le plus puissant de Tunisie s'attire l'ire des institutions financières internationales en raison de sa résistance à la mise en œuvre des conditions restantes du FMI : réduction des salaires des employés du secteur public, privatisation des entreprises publiques et suppression totale des subventions sur le carburant et les denrées alimentaires.

Le FMI et les agences de notation exercent une pression énorme sur le gouvernement tunisien pour qu'il signe un accord avec l'UGTT afin de faire passer ces « réformes ». Les attaques contre l'UGTT alimentent un débat qui se concentre sur la masse salariale du secteur public. Mais ce débat masque en fait la réalité. Le véritable problème résulte d'une autre condition du FMI : l'adoption de la loi sur l'indépendance de la banque centrale en 2016. La dévaluation monétaire qui en a résulté a eu pour conséquence directe la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs.

On entend beaucoup d'accusations contre l'UGTT et de commentaires sur la hausse vertigineuse de la masse salariale. Mais pour comprendre cette attaque contre les salaires, il faut regarder la position de la Tunisie dans la division internationale du travail. Que vend la Tunisie au monde, et à quel prix ?

Pendant la période de libéralisation, nous nous sommes spécialisés dans la vente de moutons, d'huile d'olive en vrac, de composants industriels assemblés à faible valeur ajoutée et dans le tourisme. Ce développement économique s'est appuyé sur une main d'œuvre féminine à bas coût, et sur un nivellement par le bas des conditions de travail. Pendant des décennies en Tunisie, le statut d'employé public a été un filet de sécurité, un « clou dans le mur » selon l'expression populaire. Il garantissait l'accès aux prêts bancaires à la consommation pour acheter une voiture ou éventuellement construire une maison. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Des centaines de milliers de personnes instruites comme les médecins et les professeurs sont au

chômage. Des régions entières sont complètement abandonnées. Il y a très peu de possibilités d'emploi pour les jeunes. Nous n'avons plus de filet de sécurité sociale de base.

Ces propositions prétendument scientifiques et neutres du FMI auront des conséquences : la poursuite de la détérioration du secteur public en matière de santé et d'éducation. Pendant la crise de la Covid, la Tunisie a beaucoup souffert de la détérioration du secteur public de la santé – une nouvelle privatisation sera lucrative pour les investisseurs étrangers mais désastreuse pour les Tunisiens. Ils visent actuellement l'eau, l'électricité et les transports – qui sont encore des entreprises publiques – afin de drainer les excédents vers le pôle capitaliste. C'est dans ce contexte que s'inscrivent leurs attaques contre l'UGTT, qui défend à juste titre ses membres dans les secteurs public et privé face à cette attaque contre les salaires.

CD : L'Afrique sera touchée de manière disproportionnée par le changement climatique – par exemple, en termes de sécurité alimentaire. Le président de l'Union africaine, Félix Tshisekedi, a récemment écrit que la libéralisation du commerce agricole était l'une des principales priorités du continent pour résoudre ce problème, et qu'elle devrait être sérieusement discutée lors de la COP26. C'est assez incroyable : il est bien connu que la libéralisation agricole aggrave l'insécurité alimentaire. Comment les élites africaines facilitent-elles la précarité, la pauvreté et la crise ?

MBG : Nos élites sont en quelque sorte paralysées dans ce modèle de croissance néocolonial, extractif, fondé sur les exportations. Nous pouvons prendre l'exemple de la République démocratique du Congo (RDC) de Tshisekedi. C'était un exportateur de cuivre, de caoutchouc et de diamants – ces ressources sont soumises à la fluctuation des prix concurrentiels et mettent les pays exportateurs en difficulté de balance des paiements lorsque les prix baissent.

La libéralisation agricole signifie que les pays africains spécialisés dans les produits agricoles se retrouvent dans la même position que la RDC. Lorsque les prix du cacao, du café ou de l'huile d'olive sont volatils – ou lorsqu'ils sont entravés par la sécheresse et le changement climatique – les revenus de ces exportations sont imprévisibles. Cela fait peser une énorme incertitude sur la planification budgétaire. Au lieu de s'attaquer aux causes profondes de ce modèle dangereux et de le modifier, nos élites sont prises au piège.

Les institutions financières internationales disent en gros : « Si vous voulez être reconnu comme président ou comme conseil de transition, vous devez passer un accord avec le FMI et suivre ces réformes structurelles. » Et c'est ce qu'ils font. Mais nous savons que ces réformes et ces politiques de libéralisation sont un cercle vicieux qui plonge nos économies plus profondément dans ce modèle de dépendance. Parce qu'elles sont détachées des besoins réels de leurs populations, les élites africaines facilitent cette précarité et cette pauvreté, et augmentent les possibilités de crise.

CD : Les événements des douze derniers mois en Afrique démontrent clairement qu'une jeune génération n'acceptera pas les gouvernements militaires kleptocratiques à vie, ni les salles de conseil des banques centrales dominées par l'Europe. Mais à quel type de souveraineté économique et monétaire cette génération aspire-t-elle ?

MBG : Aujourd'hui, on assiste à l'éclosion de nombreux mouvements sociaux contre l'austérité et contre les structures coloniales persistantes, comme les campagnes contre le franc CFA au Sénégal, les campagnes « Block ALECA » en Afrique du Nord [ALECA : Accord de Libre Echange Complet et Approfondi initié par l'Europe, NdT] et « les frais doivent baisser » en Afrique du Sud. Pas plus tard qu'hier, en Tunisie, un militant a été tué lorsque la police a tenté de rouvrir une décharge que les mouvements environnementaux avaient forcé à fermer.

Une pression continue sur nos élites politiques est essentielle pour sortir du modèle de dépendance. Sinon, il y aura des révoltes constantes – les jeunes n'auront de cesse de tenter de renverser ces régimes. La véritable bombe à retardement de ce modèle, ce sont les chômeurs, les dépossédés et les marginalisés. C'est le cadeau que le centre capitaliste fera aux élites périphériques pour qu'elles s'en occupent. Puis ils viendront accuser ces mêmes élites de mauvaise gestion et de mauvaise gouvernance et fermeront les yeux sur la répression persistante qui émerge inévitablement de ces politiques.

Soyons clairs : l'Afrique d'aujourd'hui ne peut pas continuer à alimenter le camp impérial en ressources minérales et naturelles au prix de la famine, du sang, de la fuite des cerveaux et des immigrants en Méditerranée. Plus que jamais, nous avons besoin de la solidarité africaine pour renforcer notre autosuffisance, notre capacité de production, notre complémentarité et le commerce intrarégional. Nous n'avons pas besoin du modèle néolibéral vanté par l'Union africaine.

Nous pouvons soutenir le commerce intrarégional non pas en nous appuyant sur les créanciers, mais en nous appuyant sur nos capacités productives locales. Nous devons réfléchir à de nouvelles voies, différentes du modèle actuel de dépendance. Je ne vois pas d'autre solution que de poursuivre la résistance au modèle actuel et d'essayer de construire un système résilient et prospère qui permette aux gens et à leurs enfants de vivre une vie digne dans un environnement sain.

CD : Lorsqu'ils évoquent l'Afrique, la plupart des lecteurs pensent d'abord à l'Éthiopie et au Soudan. L'année dernière, une lettre ouverte a préfiguré certains aspects de ces crises en parlant de « lutte géopolitique sans merci, du nouveau contexte de la guerre économique de tous contre tous » et de la désintégration de l'ordre mondial. Comment ce nouveau contexte a-t-il modifié la capacité de ces mouvements sociaux à réaliser le type de réformes radicales que vous appelez de vos vœux ?

MBG : La plupart des luttes sont encore menées localement. Les bouleversements sont encore largement portés par les personnes les plus vulnérables et les plus touchées par les modèles néocoloniaux. Mais une chose qui a changé depuis le début de la crise de la Covid-19 est la facilité avec laquelle les militants peuvent se connecter les uns aux autres. Les mesures de confinement et de quarantaine nous ont en fait permis de nous parler plus facilement, de penser collectivement et d'élaborer des stratégies communes dans toute la région.

Mais le changement mondial mentionné dans la lettre, et l'implication de beaucoup plus d'acteurs politiques en Afrique, nous ont créé quelques difficultés. Nous devons comprendre comment naviguer dans ce nouvel ordre mondial. Comment pouvons-nous en bénéficier ? Quelles alliances pouvons-nous conclure ? Par exemple, aujourd'hui, en Tunisie, le débat porte sur la question de savoir vers qui nous tourner si nous ne payons pas nos dettes ou si le FMI ne veut pas nous accorder de nouveaux prêts.

L'une des options proposées consiste à se tourner vers la Chine et à redynamiser nos relations diplomatiques avec l'Est. Une autre consiste à se tourner vers les pays du Golfe, vers l'Arabie saoudite et les Émirats. Mais nous savons que chaque pays a ses propres intérêts stratégiques et militaires dans la région. Nous savons également que certains pays ont été impliqués dans les récentes tentatives contre-révolutionnaires visant à maintenir le statu quo.

Ces politiques mondiales n'ont pas seulement un impact sur les populations du Sud, mais partout. Nous devons associer nos luttes, comprendre ce qui se passe et le dénoncer.

Il est très difficile de se retrouver dans ce jeu mondial. C'est pourquoi nous devons établir davantage de liens entre les classes ouvrières et moyennes de nos pays africains, en solidarité avec celles du Nord. Ces politiques mondiales n'ont pas seulement un impact sur les populations du Sud, mais partout. Nous devons associer nos luttes, comprendre ce qui se passe et le dénoncer.

CD : Est-ce l'idée principale de votre livre ?

MBG : MBG : Oui, à l'origine, notre idée principale n'était pas d'écrire un livre, mais de collaborer et de discuter avec différents militants et universitaires sur la manière de se détacher du modèle de dépendance. Après notre conférence initiale, nous avons eu trois jours de discussions intenses et nous avons pensé que nous devions mettre tout cela par écrit afin qu'un public plus large puisse en bénéficier.

Le livre sera publié par Pluto Press en accès libre. C'est l'occasion d'avoir non seulement une discussion Sud-Sud mais aussi une discussion Nord-Sud – d'apprendre les uns des autres, d'éviter de commettre les mêmes erreurs que par le passé, et de réfléchir ensemble à la voie qui serait la meilleure pour nous tous. Nous espérons qu'il sera largement lu !

Chris DITE, Maha BEN GADHA, 8 janvier 2022

Sources : Anti-K et CADTM

Chris Dite est un enseignant et un membre du syndicat.

Maha Ben Gadha est responsable du programme économique au bureau Afrique du Nord de la Fondation Rosa Luxemburg, basé à Tunis. Elle est la coéditrice de *Economic and Monetary Sovereignty in 21st Century Africa*, publié par Pluto Books.

Amérique Latine en Résistance: Victorie de la gauche en Honduras



Éditorial / Le coup d'État défait, 12 ans plus tard

Xiomara Castro, (62 ans), leader du parti *Libertad y Refundación* (LIBRE) et nouvellement élue présidente du Honduras, est devenue la candidate qui a recueilli le plus grand nombre de suffrages de toute l'histoire du Honduras. Elle a totalisé 1 409 689 voix, soit 50,63 % des votes exprimés, contre les 999 214 (35,89 %) de voix à Nasry Asfura, du Parti National (PN) lequel était jusqu'à ce jour au pouvoir.

Avec ces élections qui ont connu la plus massive participation de toute l'histoire récente, elle devient la première femme présidente de ce pays d'Amérique centrale, 12 ans après son mari, l'ex-président Manuel Zelaya, renversé par un coup d'État en 2009.

Xiomara Castro est diplômée en administration d'entreprises et, pendant des années, elle a dirigé les entreprises agricoles et d'élevage de sa famille. Après le coup d'État, elle a pris la tête du mouvement pour le retour de l'ordre constitutionnel au Honduras. Bien que le retour de Zelaya à la présidence n'ait pas été obtenu, ce mouvement de contestation est devenu le parti LIBRE, dont elle est la présidente depuis 2011.

« Le peuple a rendu justice, nous avons mis fin à l'autoritarisme et la continuité ; nous allons former un gouvernement de réconciliation, de paix et de justice », a déclaré Xiomara Castro, qui a bénéficié, en plus de l'appui du parti LIBRE, du soutien de l'*Union Nationale de l'Opposition du Honduras* (UNOH), que composent deux partis minoritaires.

La candidate de l'opposition arrivait largement en tête dans les sondages, mais le spectre de la fraude électorale était dans l'air. En 2017, l'élection de Juan Orlando Hernández s'est avérée frauduleuse, mais elle s'est imposée néanmoins au détriment de la candidature statistiquement « imbattable » du candidat de l'opposition de l'époque : Salvador Nasralla.

Au cours de la journée électorale, les délégués d'observateurs ont enregistré un nombre incalculable d'irrégularités en faveur du Parti National. Cependant, l'écart était trop grand pour menacer le résultat final. Hernández, au pouvoir depuis 2014, n'a eu d'autre choix que de reconnaître, dans son message à la nation, le triomphe du candidat de gauche et a promis de « réaliser une transition pacifique et démocratique ». Le président sortant est pointé du doigt par les tribunaux américains pour ses liens présumés avec le trafic de drogue et la victoire de l'opposition augmente les probabilités qu'il doive faire face à une mise en examen prochaine.

De son côté, le gouvernement de Xiomara Castro n'aura pas la vie facile. Parmi les principaux problèmes qu'il devra affronter figurent l'augmentation de la pauvreté, la multiplication des emplois informels (81,4%), une dette extérieure qui tourne autour de 11 milliards de dollars, l'augmentation de la corruption et du trafic de drogue ainsi que la présence de groupes de paramilitaires.

Selon l'Université Nationale Autonome du Honduras (UNAH), en 2019, le Honduras a enregistré un taux de pauvreté de 59,3%, lequel est passé à 70% en 2020 et pourrait atteindre 75% à la fin de cette année-ci.

Dans le même temps, en ce qui concerne les résultats de l'élection des députés, en se basant sur un peu plus de 60% des procès-verbaux, les partis LIBRE, PN, Sauveur de Honduras et le Parti libéral obtiennent le plus de sièges sur les 128 du Parlement.

On attend que le Conseil National Electoral (CNE) du Honduras termine le dépouillement des votes et publie sa déclaration finale sur les élections au plus tard le 28 décembre. Une majorité législative augmenterait la « gouvernabilité », mais une question reste en suspens : quel poids auront les partis libéraux de l'opposition ? Dans son programme de gouvernement, Xiomara Castro propose la « construction de l'État socialiste démocratique » et évoque la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante (ANC). Cependant, l'ancien président Zelaya a déclaré que ce « n'est pas une proposition d'actualité », car lorsque les alliances ont été conclues avec des mouvements « de centre-droit et de droite », il a été convenu que les conditions n'étaient pas réunies pour la mise en place de cette assemblée.

La nouvelle présidente s'est également fixée comme priorité de mettre fin aux « Zones d'Emploi et de Développement Économique », (ZEDE), arguant que ce sont des paradis néolibéraux d'exploitation qui portent atteinte à la souveraineté du pays.

La victoire de la gauche au Honduras est un nouveau coup dur pour Washington qui se retrouve avec de moins en moins d'alliés prêts à cautionner ses agressions et ses opérations de changement de régime. Les prochaines élections au Chili et en Colombie pourraient bien « ôter » aux États-Unis deux autres alliés fidèles dans la région.

Avec le discrédit sans cesse croissant dont pâtit l'Organisation des États Américains, un scénario nouveau d'intégration latino-américaine pourrait s'ouvrir. Mais avec la pandémie actuelle et un système capitaliste en crise constante, les défis à relever seront nombreux.

Brèves

Venezuela / Une élection régionale sera re-convoquée



Jorge Arreaza sera le candidat chaviste en Barinas. (AVN)

L'élection du gouverneur de l'État vénézuélien de Barinas sera re-convoquée le 9 janvier. La décision de la Cour suprême de justice a été entourée de controverses, avec l'inhabilitation du candidat de l'opposition Freddy Superlano alors qu'il était sur le point d'être déclaré vainqueur.

Pour ce nouveau scrutin, le chavisme a désigné l'ancien ministre des affaires étrangères Jorge Arreaza et, du côté de l'opposition radicale, Sergio Garrido, qui avait été élu député à l'Assemblée législative le 21 novembre. Barinas a une importance symbolique car c'est l'État où est né Hugo Chávez. Le chavisme, par le biais du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), a remporté 19 des 22 autres postes de gouverneur en lice.

Chili / Le mariage pour tous approuvé

La Chambre des députés du Chili a approuvé le mariage pour tous avec 82 voix pour, 20 contre et deux abstentions.

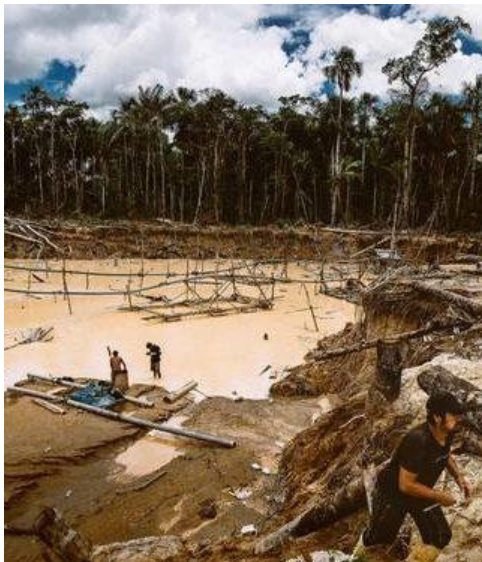
Cette décision intervient au terme d'un processus parlementaire long et complexe ; celui-ci avait été lancé par le président conservateur Sebastián Piñera, à la surprise générale, alors qu'il se trouvait dans la dernière

ligne droite de son mandat contesté.

En fait, la question ne faisait plus partie du débat public, l'initiative présentée par l'ancienne présidente Michelle Bachelet en 2017 ayant été paralysée par le Congrès.

Le Chili rejoint ainsi l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur et l'Uruguay, c'est à dire les pays d'Amérique latine qui reconnaissent déjà ce droit.

Brésil / Sept nouveaux projets miniers en Amazonie



L'exploitation minière a été dévastatrice en Amazonie (Ansalatina)

Le ministre de la présidence, le général Augusto Heleno, a autorisé sept projets d'exploration d'or, de niobium et de tantale sur le territoire de la municipalité de São Gabriel da Cachoeira, située au nord-ouest de l'État d'Amazonas, à la frontière entre la Colombie et le Venezuela.

La zone, considérée comme l'une des plus préservées de l'Amazonie, abrite quelque 23 groupes indigènes, la ville indigène la mieux conservée du pays, ainsi que le parc national du Pico da Neblina, ce qui suscite des craintes parmi les groupes de défense de l'environnement.

Heleno a autorisé 81 projets de recherche et d'exploitation minière en Amazonie à partir de 2019, et, en cette seule année, il en a approuvé 45, soit, le plus grand nombre en un an depuis 2013.

Colombia / La liberté de la presse sanctionnée pour avoir dénoncé la corruption

La Chambre des députés de Colombie a approuvé un article qui prévoit des peines pouvant aller jusqu'à dix ans de prison pour « calomnie et diffamation contre des fonctionnaires ou ex-fonctionnaires d'État ».

Dans une déclaration, l'Association colombienne des médias, ainsi que d'autres organisations signataires, ont dénoncé « une loi résolument régressive contre la liberté de la presse et le droit à l'information ».

Pour sa part, Transparencia Colombia a souligné que l'entrée en vigueur de cet article signifiera « un recul dans la lutte contre la corruption ». Cet article controversé doit encore être approuvé par le Sénat.

Équateur / Le président fait l'objet d'une enquête sur les « Pandora Papers »



L'Assemblée nationale d'Équateur a approuvé par 82 voix pour, 33 contre et 20 abstentions, une motion exhortant le président, Guillermo Lasso, à s'expliquer sur ses liens apparemment existants avec des paradis fiscaux.

Il a également été approuvé que le Bureau du Contrôleur, le Bureau du Procureur général, la Surintendance des banques et l'Unité d'analyse financière et économique examinent les comptes de Lasso, ses avoirs fiduciaires, ses propriétés et ses déclarations fiscales.

Selon les « Pandora Papers », Lasso a des liens avec dix sociétés et des fiducies offshore au Panama et dans les États américains du Dakota du Sud et du Delaware.

Interview

Pérou / Victor Torres : « Castillo doit procéder à l'épuration totale de l'État »

Pedro Castillo a remporté les élections présidentielles au Pérou en juin dernier avec une marge minimale. Ce fut une victoire surprenante et très célébrée pour cet instituteur et dirigeant syndical de l'intérieur du pays. Cependant, la réponse des élites ne s'est pas faite attendre et le nouveau gouvernement fait face à de graves menaces. Víctor Torres, politologue péruvien, fait le point sur la situation actuelle.

Le président Pedro Castillo, à peine 4 mois après sa victoire, se retrouve coincé, avec une crise permanente et des menaces de destitution. Comment en sommes-nous arrivés là ?

La victoire de Castillo constitue un fait véritablement historique : c'est la première fois que les régions intérieures du pays battent le centralisme de Lima. Ce triomphe rompt aussi avec la continuité du néolibéralisme. C'est pourquoi, depuis juin, les groupes au pouvoir ont juré qu'ils ne laisseraient pas Castillo gouverner en demandant l'annulation des élections, l'intervention des Forces armées et en cherchant maintenant à l'empêcher de gouverner au moyen d'un processus de vacance.

Vient alors la première erreur politique de Castillo : mettre Guido Bellido comme président de son Conseil des ministres, celui-là même qui a dit que son premier objectif était de fermer le Congrès et de tenir l'Assemblée constituante, ce qui était un non-sens car cela ne correspondait pas au rapport de forces. Bien que la présidence ait été remportée, la droite a du pouvoir, de la force, de l'argent, des mafias retranchées dans l'État lui-même, etc. En outre, le peuple voulait que ses problèmes les plus urgents soient traités en premier, principalement ceux dérivés de la pandémie. Puis, il y a eu un tournant favorable : Castillo a nommé Mirtha Vásquez, ancienne présidente du Congrès, comme première ministre, une femme ouverte au dialogue, qui a pris également la décision de se doter d'un plan gouvernemental avec 10 mesures politiques obligatoires, ce qui était très important, mais on l'a empêchée de gouverner.

À quoi faites-vous référence lorsque vous dites qu'on l'a empêchée de gouverner ? Qu'est-ce qui a pu être fait ou pas ?

Suite à la nomination de Mirtha Vásquez, 4 problèmes majeurs ont éclaté et ont été utilisés pour entraver davantage la capacité de manœuvre de Castillo :

1-Dans la zone d'Ayacucho, les communautés paysannes et rurales s'affrontent avec 4 entreprises minières en raison de la contamination de l'eau. La première ministre prend la décision de rencontrer la population et demande une nouvelle étude d'impact environnemental. Le lobby minier l'accuse alors de vouloir fermer des mines et d'être opposée aux investissements.

2-Le problème de la réforme fiscale se pose pour répondre aux demandes du FMI et à la réalité même puisque le pays a besoin de plus de ressources pour faire face à la pandémie. Alors, le ministre de l'économie a souligné le fait que les sociétés minières ont réalisé un bénéfice supplémentaire de 13 500 millions de dollars suite à l'augmentation des prix des minerais et a demandé que celui-ci soit partagé. Cela a eu pour effet de renforcer les arguments de cette campagne : le gouvernement est contre l'entreprise privée.

3-L'État péruvien compte 1 million 500 mille travailleurs. Ces salariés sont soumis à des négociations collectives mais, depuis 30 ans, à chaque fois que le budget de la nation était approuvé, on ajoutait un article qui les empêchait de négocier leur statut. Il y a une quinzaine de jours, cette interdiction a été levée et ils ont eu la possibilité d'améliorer leurs conditions de travail, ce qui a également déclenché la fureur des secteurs de pouvoir.

4-Une campagne médiatique acharnée commence dès 6 heures du matin et se prolonge jusqu'à minuit pour tenter de lier Castillo à des faits de corruption présumés afin de préparer le terrain pour le poste vacant.

Sur quoi reposent ces accusations contre Castillo ? Y a-t-il vraiment des preuves solides contre lui ?

Les chaînes de télévision ont annoncé qu'elles diffuseraient des enregistrements audio qui constitueraient une preuve évidente. Tout le pays était attentif, mais il s'avère que les enregistrements sonores ont été qualifiés d'arnaque journalistique y compris par des journalistes pro-coup d'état. Ces enregistrements ne montrent aucun lien entre Castillo et des faits de corruption.

Cependant, il y a certaines erreurs de la part de Castillo que nous devons mentionner. Non seulement sa première ministre s'est focalisée sur la confrontation, mais elle s'est montrée permissive et a apporté des réponses tardives parce que la structure en place est imprégnée de corruption, de gangs retranchés, et qu'il faut faire très attention lorsqu'il s'agit d'attaquer quelqu'un.

Par exemple, lorsque le parquet a trouvé 20 000 dollars en liquide dans les toilettes du bureau de Bruno Pacheco, secrétaire de la présidence, Castillo a mis 10 jours pour le démettre de ses fonctions et l'opposition en a profité. Cela amène les gens à se demander « Pourquoi cela a-t-il pris si longtemps ? » J'ai pensé que ce serait différent avec lui » et la déception commence à s'installer.

Le président doit procéder au nettoyage total de l'État, même si cela ne sera pas facile.

Au milieu de cette déception, que demandent les gens et les mouvements sociaux en premier lieu ?

Essentiellement, réussir à surmonter la pandémie, avancer dans le processus de vaccination, mais aussi se doter d'un meilleur système de santé publique. Ensuite, garantir la sécurité alimentaire, nourrir la population péruvienne, lui assurer une bonne nutrition. Le troisième enjeu consiste à résoudre le problème de l'eau potable et du réseau d'assainissement car entre 7 et 8 millions de Péruviens n'ont pas accès à l'eau potable alors que nous sommes l'un des pays les plus riches au monde en eau. Et enfin, avancer dans le processus de réforme fiscale.



La bataille d'Ayacucho, représentée par l'artiste vénézuélien Tovar y Tovar.

Veines ouvertes / La bataille d'Ayacucho

La bataille d'Ayacucho, le 9 décembre 1824, a été un moment décisif dans la lutte pour l'indépendance de l'Amérique latine, en particulier pour l'indépendance du Pérou.

Vaincu par Bolívar dans ce qui s'appelait alors la Grande Colombie, et dans le sud par San Martín et ses alliés, l'empire espagnol conservait son dernier bastion dans la vice-royauté du Pérou.

Cependant, la campagne menée par Antonio José de Sucre a progressé régulièrement jusqu'à ce que les forces indépendantistes soient victorieuses à Ayacucho. Cette défaite est considérée comme la fin de la domination espagnole en Amérique du Sud.

12 Déc 2021

Jessica DOS SANTOS / Ricardo VAZ

Traduit par Ines Mahjoubi, Manuel Colinas Balbona et Sylvie Carrasco. Relecture par Sylvie Carrasco.

Source : Investig'Action

Amérique Latine en Résistance : victoires et nouveaux défis



Éditorial / Victoire de Boric au Chili

Gabriel Boric, candidat de gauche et président le plus jeune et le plus voté de l'histoire du Chili, prendra ses fonctions le 11 mars prochain. À 35 ans, le député du Frente Amplio (Front Large) a obtenu 55,9% des voix contre 44% pour le candidat d'extrême droite José Antonio Kast.

Ainsi, Boric est-il parvenu à compenser brillamment le handicap du premier tour et à de ce fait à stopper l'avancée de l'extrême droite dans la région.

La marge s'est finalement avérée plus large et plus confortable que ne le prédisaient les sondages. Néanmoins, un pourcentage important a voté pour un candidat qui s'identifiait ouvertement à la dictature militaire de Pinochet et qui a gagné en popularité avec un discours ouvertement conservateur et xénophobe du même style que celui de Trump et Bolsonaro.

Cependant, les défis les plus grands restent à venir. L'élection présidentielle chilienne survient dans un contexte créé par l'insurrection sociale de fin 2019 qui a laissé place à un processus constituant et a remis en cause la solidité du principal bastion du néolibéralisme sur le continent.

Boric, lui-même issu de la précédente « génération » de protestations accède au pouvoir grâce à un élan mais il se trouve dans une position délicate au parlement. Avec la rédaction de la nouvelle constitution en cours, la polarisation croissante et le retour d'un vieux discours anticomuniste, des équilibres délicats se profilent pour l'ancien leader étudiant. Sa victoire, en revanche, garantit la continuité du processus de changement.

Du point de vue de la fameuse « gouvernance », le nouveau président devra fixer ses priorités.

Parmi ses propositions de campagne, Boric a assuré qu'il renforcerait l'État, augmenterait les dépenses publiques et augmenterait la pression fiscale d'environ huit points du produit intérieur brut (PIB) d'ici six à huit ans. Il propose de créer un impôt sur les grandes fortunes du pays, d'appliquer une redevance minière aux grandes sociétés minières et de créer de nouvelles taxes pour financer l'agenda social. Pour soutenir la relance économique, il propose des politiques favorables à l'emploi par le biais d'incitations à l'embauche en mettant l'accent sur les femmes.

L'homme de gauche propose de supprimer le système de retraite actuel administré par les AFP (privées) et de le remplacer par un organisme public et autonome. Il souhaite également créer un Fonds Universel de Santé (FUS) chargé de gérer les fonds apportés par les travailleurs et les ressources apportées par l'État afin de supprimer les Isapres (assurance maladie privée).

Enfin, dans le domaine de l'éducation, l'un des moteurs des luttes récentes au Chili, Boric entend étendre le bénéfice de la gratuité de l'enseignement supérieur, ainsi que d'annuler progressivement les dettes des étudiants.

Cependant, son programme est loin d'être radical. Boric a d'ailleurs profité de l'anticommunisme des médias pour vaincre le candidat du Parti communiste lors des primaires. Mais cela n'empêchera pas le nouveau président d'être confronté à une opposition féroce de la part des élites bien peu disposées à renoncer à leurs privilèges et qui contrôlent, qui plus est, une bonne partie de l'appareil de communication.

Jusqu'à présent, Boric a suivi une voie qui a déjà mené, à plusieurs reprises, à l'échec : celle d'essayer de « modérer » ses positions. Ainsi, il a promis d'être fiscalement « responsable », il a ajouté des technocrates à son équipe et a rejoint le chœur qui condamne les « régimes » du Venezuela, de Cuba ou du Nicaragua. Mais cela s'avère inutile. Les médias de droite continuent de dire qu'il est « communiste ».

Au niveau international, le scénario est un peu différent. Les médias, toujours proches des directives du Département d'État, assurent que Boric représente une « nouvelle » gauche, qu'il n'exproprie pas les multinationales et s'entend bien avec le capitalisme. Ils ont en partie raison : le nouveau président n'a formulé aucune grande menace contre le capital, bien au contraire.

Le fait est que même les plus petits changements qui menacent les profits et le contrôle de l'économie se heurteront à de furieuses réactions. Alors, Boric devra choisir entre reculer d'un pas et renoncer aux désirs de changement de la majorité ou se mobiliser et se confronter. Le cas du Pérou est paradigmatique, avec le nouveau président Pedro Castillo victime d'attaques incessantes pour le destituer alors qu'il a effectivement renoncé à ses principales promesses de campagne.

Le vent souffle vers la gauche sur le continent, et les élections approchent au Brésil et en Colombie dans les prochains mois. Même en temps de crise économique et sanitaire, il existe de plus en plus de conditions pour défier l'hégémonie de Washington et construire un programme d'intégration où les peuples seront au-dessus du capital. Mais cela dépend, en grande partie, de l'audace des dirigeants.

Brèves

Venezuela / Le litige autour de l'or continue



L'or vénézuélien est séquestré à Londres (TeleSUR)

Le Venezuela a rejeté l'arrêt « déconcertant » de la Cour Suprême Britannique, qui a de nouveau renvoyé l'affaire de l'or vénézuélien séquestré devant le Tribunal du Commerce.

Londres s'oppose à ce que le Venezuela récupère les 31 tonnes de son or déposées à la Banque d'Angleterre dont la valeur s'élève à 1,7 milliard de dollars. Les autorités judiciaires arguent qu'elles ne peuvent pas désavouer la reconnaissance, par leur gouvernement, de l'opposant Juan Guaidó comme « président par intérim » du Venezuela.

Le gouvernement de Nicolás Maduro avait pourtant signé un accord avec le Programme des Nations Unies pour le Développement, (PNUD), pour vendre l'or en question et utiliser les fonds pour lutter contre la pandémie, mais cette affaire ne sortira pas encore de l'arène judiciaire.

Argentine / L'évasion de dollars se poursuit

L'économie de l'Argentine se trouve toujours dans une situation délicate. Depuis août, les réserves de change ont chuté de plus de 5 milliards de dollars suite aux injections de liquidités pour contrôler le taux de change. L'inflation est toujours supérieure à 50 % par an, alors que le gouvernement d'Alberto Fernández aborde la dernière ligne droite de la renégociation d'une dette de près de 40 milliards de dollars contractée auprès du Fonds Monétaire International par son prédécesseur, Mauricio Macri.

Les investisseurs se sont plaints de manquer de « confiance » dans la politique économique du gouvernement qui vient de subir une défaite à l'occasion des dernières élections législatives et qui affronte un nombre croissant de cas de Covid-19.

Équateur / Lasso contre la Confédération Indigène



Leonidas Iza a condamné le « comportement fasciste » de Lasso. (La República)

Le président équatorien, Guillermo Lasso, a qualifié Leonardo Iza, président de la Confédération Indigène, « d'anarchiste », et il a assuré qu'il l'affronterait « avec tout le pouvoir de l'État ».

Iza n'a pas mis sa langue dans sa poche et a demandé au président de laisser tomber « son comportement fasciste » qui « ne démontre qu'une seule chose, son incapacité à résoudre les problèmes des Équatoriens ». Le leader indigène a ajouté que le mouvement indigène continuera à lutter contre toutes les formes de privatisation et contre les exigences du Fonds Monétaire International. Et il a affirmé : « Nous bloquons son programme néolibéral ».

Ces déclarations surviennent après l'échec d'un dialogue entamé pour essayer d'éviter de nouvelles manifestations comme celles que le pays a connues en 2019 contre la hausse des carburants.

Mexique / Création d'un centre d'identification des disparus

Le Mexique va créer un Centre National d'Identification Humaine après avoir constaté que le nombre de personnes disparues dépasse les 95 000.

Le président, Andrés Manuel López Obrador, a reconnu qu'il existe une crise en ce qui concerne les Droits de l'Homme, crise qui s'est aggravée en raison d'anciennes omissions de l'État. Celui-ci, dans de trop nombreux cas, a laissé aux familles la tâche de rechercher leurs parents disparus.

Au cours des trois premières années de son mandat, des centres d'identification ont été créés dans les États de Coahuila – où est en cours l'examen médico-légal de plus d'un millier de corps retrouvés dans des fosses communes –, et dans l'État de San Luis Potosí et de Tamaulipas.

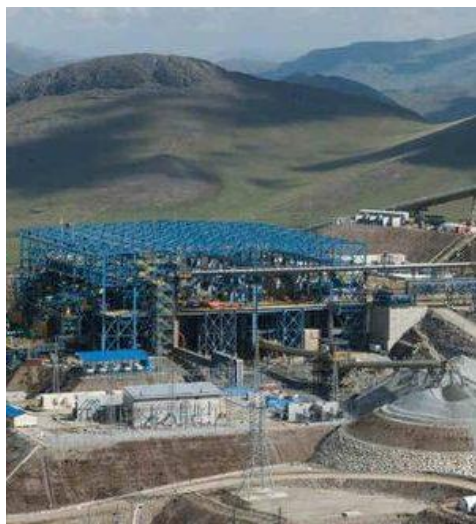
Par ailleurs, le nombre total de journées consacrées à la recherche de corps disparus s'élève à 2 200, réparties sur 28 États du pays.

Pérou / Tension à Las Bambas

Dans la province de Chumbivilcas, dans le département de Cusco, des communautés paysannes attendent toujours des réponses de la part du gouvernement péruvien.

Les populations de la région sont sur le pied de guerre contre l'exploitation de la mine de Las Bambas, l'une des plus importantes de la région. Des porte-parole de la lutte soutiennent que le projet, développé par la société chinoise MMG et qui produit 2% du cuivre mondial, ne profite pas aux communautés locales.

Les mouvements dans la région ont récemment levé un blocus de plusieurs semaines en attendant de nouvelles propositions du gouvernement de Pedro Castillo, qui, durant sa campagne, avait promis de combattre les sociétés minières multinationales.



Mine de Las Bambas (El Comercio)

Interview

Mariano Saravia : « Les vagues progressistes sont autogérées »

En Amérique latine, l'année s'achève avec d'importantes victoires électorales de la gauche au Honduras et au Chili. Avec les élections qui approchent au Brésil et en Colombie, les États-Unis pourraient bien perdre quatre importants alliés au profit des alternatives progressistes. Comment évaluer la situation actuelle du continent ? Peut-on parler d'une deuxième vague progressiste ?

Dans cette interview, nous faisons le point avec Mariano Saravia, journaliste, écrivain et enseignant argentin en Relations internationales.

En 2021, nous avons assisté à la défaite (inattendue) de la gauche en Équateur, mais également à ses victoires au Pérou, au Nicaragua, au Honduras et à présent au Chili. Quel est ton bilan quant à « l'échiquier politique » existant sur le continent alors que l'année s'achève ? Peut-on parler

d'une deuxième vague progressiste ?

L'Amérique latine est un territoire disputé et je crois que le bilan est très bon pour la gauche, en ce moment. À ces victoires, il faut ajouter son triomphe lors des élections régionales en Bolivie et celui du chavisme lors des élections régionales au Venezuela. Le fait d'avoir obtenu que l'opposition participe au scrutin a signifié une reconnaissance de l'échec de la stratégie putschiste de Guaido. Globalement, il me semble que c'est un bilan positif sauf en Équateur et en Argentine.

On peut parler d'une deuxième vague si et seulement si nous précisons que ces vagues sont autogérées. Il ne s'agit pas de vagues comme celles de la mer, c'est à dire quelque chose d'automatique qui va et vient, cela ne veut pas dire « qu'après tant d'années de progressisme, arrivent des réactions conservatrices, et qu'ensuite revient le progressisme ». Ce sont des vagues créées par nous. Personnellement, je préfère parler d'une dispute permanente car en réalité, ici, nous discutons pour tout : les sens, le bon sens, les questions de civilisations, notre relation avec notre terre nourricière, avec les peuples originels, les questions de genre, la répartition, tout. C'est pour cette raison que nous ne pouvons pas comparer une vague avec une autre. Exiger de Luis Arce qu'il soit l'équivalent d'Evo Morales, c'est une erreur ; exiger de Maduro qu'il soit Chavez ou d'Alberto Fernandez qu'il soit Nestor Kirchner, c'est une erreur. Le monde est différent, les situations sont différentes, et les constructions politiques également. C'est un piège de dire « Ah! Puisqu'Alberto n'est pas Kirchner, alors tout va mal, je me décourage et je suis déçu ». De cela et de nous dépend le fait que cette vague soit une vague sur laquelle nous hisser et surfer ou bien une vaguelette.

L'année prochaine arrive avec son lot de nouveaux affrontements importants. Quels sont, selon vous, les principaux défis pour la gauche dans la situation actuelle (tant pour ceux qui viennent de revenir au pouvoir que pour ceux qui y reviendront dans un avenir proche) ?

L'année prochaine, il y aura deux élections clés, au Brésil et en Colombie, clés pour différentes raisons. Dans le cas de la Colombie, je la compare davantage au Chili et au Pérou, ces pays qui semblaient monolithiques, où le système néolibéral était plus fort et n'allait « jamais » changer. Eh bien, ils ont changé, bien sûr nous devons voir dans quelle proportion, mais il y a un changement. Ce sont deux pays qui semblaient ne jamais pouvoir s'écarter de leur destin libéral, mais la Colombie pourrait les rejoindre.

Le cas du Brésil est différent car il s'agirait de la décision de revenir à un projet progressiste, de gauche ou national et populaire, quel que soit le nom que l'on veuille lui donner, après les échecs de Michel Temer et de Bolsonaro, c'est-à-dire les échecs du néolibéralisme et du fascisme. Ce serait réaffirmer le retour à ce qui a marché, à ce qui a peut-être été la meilleure présidence de l'histoire du Brésil, celle de Lula da Silva. Il s'agit de deux processus électoraux fondamentaux. L'année 2022 sera très importante.

Si nous parlons de l'Argentine, Alberto Fernández a subi un revers lors des élections législatives et ne semble pas avoir atteint la stabilité. Quelles sont les conditions extérieures et vos propres erreurs que vous mettriez en avant pour expliquer cette situation ?

Alberto Fernández et le gouvernement national ont subi un revers important lors des élections législatives de mi-mandat, mais ce n'est pas la défaite retentissante à laquelle on s'attendait après les primaires d'août. Le coup de grâce que la droite espérait n'a pas été porté. Le péronisme a bien récupéré. Si cela avait été une défaite cuisante, alors un processus de déstabilisation et de coup d'État aurait immédiatement commencé.

Mais ce qui est certain, c'est qu'en Argentine une droite extrême, fasciste, xénophobe, raciste est également en train de progresser avec beaucoup de haine politique et avec la peur et la méfiance de l'autre comme projet pour le pays. Je pense qu'Alberto Fernández a la possibilité de commencer à construire une légitimité pour pouvoir ensuite faire ce qu'il veut faire, mais peut-être ne parvient-il à le faire ni à atteindre la stabilité à cause de la pandémie ou de ses propres limites. Il doit commencer à s'engager davantage dans le jeu politique parce que nous sommes déjà dans la seconde moitié du mandat et il doit cesser d'être aussi conservateur et craintif pour se risquer à faire plus. Par exemple, au niveau international, la politique étrangère de l'Argentine n'est « ni chair ni poisson », surtout en ce qui concerne le Venezuela ou le Nicaragua, où elle a été pour le moins zigzagante. Je pense que cela ne marche pas, il n'est pas bon pour lui de vouloir négocier avec la droite, que ce soit au niveau international ou en politique intérieure, c'est pourquoi il devrait commencer à écouter davantage le peuple et à changer le cap de son gouvernement car il est encore temps. J'ai bon espoir sur ce point.



Fresque de Siqueiros sur la Révolution mexicaine.

Veines ouvertes / Anniversaire de David Alfaro Siqueiros

David Alfaro Siqueiros était un peintre et un artiste mexicain. L'un des plus grands représentants du réalisme social, il est considéré comme l'un des principaux muralistes mexicains, avec Diego Rivera et José Clemente Orozco. À l'âge de 18 ans seulement, Siqueiros prit part à la Révolution mexicaine dans le camp des constitutionnalistes. Pendant cette période, il put voyager et avoir des contacts avec la culture dans différents coins du pays. Sa carrière dura des dizaines d'années, allant de la peinture de tableau à celle de fresques murales géantes au Mexique et dans d'autres pays. Mais sa vision de gauche, donnant la part belle aux classes populaires, était une constante.

Militant du parti communiste mexicain, Siqueiros a été accusé d'avoir participé à un attentat manqué contre Léon Trotsky, alors en exil à Mexico.

Rédaction de notre Amérique, 31 décembre 2021

Traduit par Ines Mahjoubi, Manuel Colinas Balbona et Sylvie Carrasco. Relecture par Sylvie Carrasco.

Source : Investig'Action

Amérique Latine en Résistance : la pandémie continue

Éditorial / Des pays d'Amérique latine font face au variant Omicron

En Amérique latine, comme dans d'autres régions du monde, on a enregistré une augmentation considérable des cas de coronavirus avec l'arrivée du variant Omicron. Certains pays ont été contraints de prendre de nouvelles mesures restrictives et d'accélérer l'application des vaccins de rappel pour tenter d'enrayer les infections.

Les décès dus à la Covid-19 sont également en augmentation dans la région, bien qu'ils le soient à un rythme beaucoup plus faible que celui des infections. En fait, l'Amérique du Sud a terminé l'année 2021 avec un chiffre plutôt favorable : c'est la région la plus vaccinée contre le coronavirus, avec 63,4 % de sa population complètement vaccinée (une ou deux doses, selon le cas pour chaque type de vaccin) et 74,3 % de ses 434 millions de personnes avec au moins une dose, selon l'Organisation Panaméricaine de la Santé.

Malgré les journées marathon de vaccination, la Bolivie a battu son record de contagion quotidienne tout comme l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil. La principale exception dans la région est Cuba, dont la population est presque entièrement vaccinée et qui propose maintenant son aide en envoyant notamment des doses à des pays comme le Salvador.

De son côté, le Venezuela a redoublé ses opérations de vaccination pour tenter « d'aplatir » la courbe au moment de la reprise des cours en présentiel et avec moins de restrictions en termes de biosécurité.

D'autres pays, comme l'Équateur, la Colombie et le Pérou, ont immédiatement imposé des mesures plus restrictives, limitant l'accès et les horaires d'ouverture des espaces publics tels que les restaurants, les cinémas ou les salles de sport. La reprise des cours en présentiel est également reconsidérée par plusieurs gouvernements.

Au Mexique, le ministère de la Santé a indiqué que les chiffres dépassent actuellement ceux enregistrés à la fin août 2021, lorsque le pays a connu son plus haut pic d'infections. Avec plus de 300 000 morts, il se classe comme la cinquième nation au monde avec le plus de décès.

Cependant, les dirigeants latino-américains hésiteront à remettre en place des confinements très restrictifs, dans l'espoir que l'avancée de la vaccination et des doses de rappel, alliée à la plus faible létalité du nouveau variant, protège les faibles systèmes de santé de la saturation.

La raison en est que les économies de la région sortent déjà de deux années de léthargie prolongée dans un contexte défavorable du capitalisme au niveau mondial. Selon les dernières projections de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Amérique latine ne connaîtra qu'une croissance de 2,1 % en 2022, un chiffre qui baissera encore davantage si les appareils économiques sont à nouveau paralysés.

De la même façon, le chômage en Amérique latine baissera, mais il restera plus élevé qu'avant la pandémie : 9,3 % en 2022, contre 10 % en 2021, selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Les deux niveaux sont toujours inférieurs au taux de 7,9 % enregistré en 2019. Ce pourcentage se traduit par 28,8 millions de chômeurs.

Les enjeux politiques s'ajoutent également aux calculs économiques, avec plusieurs élections prévues cette année. Les deux pays clés sont le Brésil (en octobre) et la Colombie (en mai), deux grands alliés des États-Unis sur le continent.

Le Brésil a été de loin le pays le plus touché par la pandémie dans la région en raison de la gestion criminellement irresponsable de Jair Bolsonaro. Avec un gros désavantage dans les sondages face à Lula, quelle voie choisira le leader d'extrême droite ? Très probablement, il s'accrochera plus encore à ses positions négationnistes, misant tout sur un rebond économique minime qui changerait l'équation électorale.

En Colombie, différents scénarios peuvent être envisagés. Bien qu'un candidat de gauche (Gustavo Petro) soit le favori du moment, le gouvernement sortant d'Iván Duque pourra essayer de tableur sur un confinement plus restrictif si cela venait à avantager un autre candidat, par exemple en limitant la campagne dans les rues.

Brèves

Venezuela / Le référendum révocatoire est en marche



Le référendum révocatoire est en marche au Venezuela. (CNE)

Le Conseil national électoral (CNE) du Venezuela a approuvé trois demandes d'activation d'un référendum révocatoire contre le président Nicolás Maduro.

Toutefois, le processus n'est pas immédiat. Pour que la demande soit activée, celle-ci doit recueillir le soutien d'au moins 20 % des personnes inscrites au registre électoral, comme le prévoit la Constitution, soit environ 4,2 millions de signatures.

Si cette première phase est franchie, pour être reconnu, le référendum doit présenter un taux de participation minimum de 25% et rassembler plus de votes en faveur de la révocation du mandat que ce que Maduro a obtenu en 2018 (6,2 millions), un objectif que les analystes considèrent comme bien peu réaliste.

Colombie / Les élections présidentielles à l'horizon

À moins de cinq mois du premier tour des élections présidentielles en Colombie, et dans l'attente de la confirmation des candidats qui auront une photo sur le bulletin de vote, les campagnes s'agitent avec l'annonce de nouveaux aspirants et de démissions soudaines.

Même la politicienne Ingrid Betancourt a annoncé qu'elle briguerait à nouveau la présidence, comme elle l'avait déjà fait en 2002, lorsqu'elle avait été détenue par les défuntes Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC).

Cependant, jusqu'à présent, le leader de Colombia Humana, Gustavo Petro, est celui qui recueille le plus d'intentions de vote favorables dans les sondages avec 34%. Le deuxième est Juan Manuel Galán, qui sera le candidat du parti du Nouveau Libéralisme.

Chili / Une nouvelle « première dame »



Gabriel Boric et Irina Karamanos (La República)

L'anthropologue et politologue Irina Karamanos, compagne du président élu du Chili Gabriel Boric, a confirmé ce mardi qu'elle prendra ses fonctions de première dame du pays le 11 mars prochain.

« Après plusieurs semaines de réflexion, nous avons décidé d'assumer le rôle traditionnellement appelé de "Première Dame", a déclaré Mme Karamanos, 32 ans. Toutefois, celle qui est également une militante féministe a précisé qu'elle prévoyait "redéfinira" cette charge et lui "donner une tournure plus contemporaine" ».

« Cela signifie qu'il faut changer la relation avec le pouvoir et la relation entre le pouvoir et les femmes qui faisons de la politique », a-t-elle ajouté.

Brésil / Lula en tête contre le « psychopathe » Bolsonaro

L'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva continue de mener en tête la course électorale au Brésil. Selon un nouveau sondage, le leader de gauche remporterait les élections présidentielles d'octobre au premier tour avec 44 % des voix, contre 24 % pour le président Jair Bolsonaro.

Cette semaine, Lula a qualifié Bolsonaro de « psychopathe » pour avoir traité « la crise de la Covid avec mépris ».

Au milieu d'une vague poussée par le variant Omicron et les fêtes de fin d'année, le Brésil a enregistré de nouveaux records selon les données officielles depuis le début de la pandémie, avec plus de 23 millions de personnes infectées et près de 700 000 morts.

Pérou / Marée noire catastrophique



Marée noire catastrophique. (AP)

Le gouvernement péruvien s'efforce de contenir une marée noire de 6 000 barils de pétrole au large de ses côtes à la suite de l'éruption volcanique de Tonga.

Les autorités de Lima ont pointé du doigt Repsol, propriétaire de la raffinerie de La Pampilla où s'est produit le déversement, accusant la multinationale espagnole de ne pas avoir préparé de protocoles pour de tels événements naturels.

Selon le ministère péruvien de l'environnement, neuf plages et deux réserves naturelles protégées ont été touchées, ainsi que plusieurs communautés de pêcheurs. Il faudra des semaines pour nettoyer la marée noire, mais les experts préviennent que les conséquences pourraient se faire sentir pendant des décennies.

Interview

Haïti / Lautaro Rivara : « Les puissances internationales ont entériné la rupture politique »

Haïti connaît une crise économique prolongée qui s'est aggravée au milieu de l'année dernière à la suite de l'assassinat du président Jovenel Moïse. Dans cette interview, Lautaro Rivara, journaliste et écrivain qui suit de près la réalité haïtienne, nous aide à comprendre les différents éléments de la complexe réalité de ce pays des Caraïbes.

Il y a six mois, le président haïtien Jovenel Moïse a été assassiné. Où en est l'enquête ? Et quels sont les intérêts divers qui s'y entremêlent ?

L'enquête se trouve totalement au point mort et nous ne devrions pas nous faire trop d'illusions quant à son avancée. Tout d'abord, parce que les autorités judiciaires locales en charge de cette enquête font partie de cette même petite caste locale qui détient le pouvoir, cette bourgeoisie et oligarchie importatrice haïtienne

qui, en quelque sorte, ont précipité l'assassinat de Moïse. Et de fait, voici quelques heures, Gary Orelie, le juge chargé de l'enquête, a démissionné. Il dénonce un désordre manifeste dans l'enquête en cours.

L'autre aspect à prendre en compte, ce sont les liens avec un autre acteur qui pèse de plus en plus sur cette procédure judiciaire, je parle des États-Unis, lesquels, en quelque sorte, sont juge et partie dans cet assassinat. Car, rappelons-nous, deux des mercenaires impliqués sont de nationalité nord-américaine, ils sont membres des forces opérationnelles spéciales de la Marine, quant aux autres personnes impliquées, ce sont des citoyens colombiens, leur pays étant évidemment très engagé dans la politique de sécurité continentale des États-Unis. Il faut dire que, depuis l'assassinat de Moïse, deux pistes principales sont envisagées quant aux intérêts en jeu dans cette affaire : une piste qui relierait cet assassinat à une dette de Jovenel Moïse envers des secteurs du trafic de drogue, étant entendu qu'une bonne partie de la classe dirigeante haïtienne est totalement impliquée dans différentes affaires illicites; et, une autre piste qui, elle, serait davantage en lien avec un plan qui aurait été organisé pour capturer Moïse afin de le transférer ensuite aux États-Unis. Ce ne serait pas la première fois qu'un tel scénario se produit dans l'histoire des États-Unis. Bien que Moïse ait été extrêmement utile aux intérêts politiques nord-américains à Haïti, il était déjà en quelque sorte un pion qui avait atteint un degré d'usure très avancé si nous considérons la rupture visible de l'ordre démocratique depuis qu'il avait décidé de rester au pouvoir après la fin son mandat présidentiel.

Haïti est revenue à la une des journaux aux États-Unis du fait des politiques cruelles et inhumaines appliquées aux migrants, parmi lesquels on compte des milliers d'Haïtiens. Comment l'actuel gouvernement de Biden et d'autres intervenants internationaux cherchent-ils à infléchir les événements dans le pays ?

Ces derniers mois la crise migratoire n'a cessé de s'aggraver, et cela depuis qu'ont circulé ces images véritablement dantesques des patrouilles de police des frontières américaine en train d'arrêter et de déporter en masse des Haïtiens qui tentaient d'entrer aux États-Unis, entre le Texas et Coahuila.

Il faut distinguer, dans cette émigration, deux courants: d'une part, la migration qui part de la partie ouest de l'île d'Hispaniola, à l'intérieur même d'Haïti, et c'est une odyssée étroitement liée, bien sûr, à la crise économique incessante que traverse le pays et, d'autre part, un autre flux migratoire qui concerne les Haïtiens résidant au Brésil et au Chili, pays qui ont été des destinations privilégiées par cette communauté pour circuler ensuite en Amérique du Sud ; mais, cette communauté a vu, durant les dernières années, ses possibilités de se fixer et la limitation du flux migratoire se durcir réellement sous les gouvernements très conservateurs de la région. C'est pourquoi, ces migrants ont commencé à se déplacer à travers tout le continent pour tenter de rejoindre les États-Unis. Il existe un premier goulot d'étranglement qui est la Colombie, où l'on calcule que rien qu'à Necoclí, ville proche de la jungle du Darien, se trouveraient aujourd'hui quelques 30 000 Haïtiens cherchant à poursuivre leur chemin vers le Panama ; et il y a, bien sûr, l'autre goulot d'étranglement majeur, celui de la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Il faut souligner, qu'en la matière, la politique de l'administration Biden s'est révélée très peu différente de celle de son prédécesseur Donald Trump, en dépit d'une série de sommets et de pourparlers avec le président du Mexique. C'est pourquoi l'on entrevoit bien peu de signes d'une solution à cette crise migratoire. Celle-ci est plutôt prise en charge par une série d'organisations sociales et civiles qui cherchent à venir en aide, d'une façon ou d'une autre, à cette multitude de gens très démunis.

Avant l'assassinat de Moïse, Haïti était déjà plongé dans une crise politique : élections reportées, projets de réforme constitutionnelle, etc. Existe-t-il quelque perspective de « normalisation » de la vie politique ? Quels sont les acteurs qui cherchent à se positionner actuellement ?

Il faut dire qu'Haïti se trouvait déjà dans une situation de rupture totale de l'ordre démocratique depuis février 2021 lorsque Jovenel Moïse avait décidé de rester au pouvoir au-delà de l'expiration de son mandat présidentiel.

Pourtant, à cette époque-là, Moïse bénéficiait encore du soutien résolu des États-Unis et de différentes puissances européennes ainsi que de quelques organisations internationales qui ont entériné cette rupture qui s'est approfondie avec l'assassinat du président, mais aussi avec l'élection d'un président par intérim, Ariel Henry, cet homme politique qui avait été nommé Premier Ministre lorsque Jovenel Moïse aurait dû cesser d'exercer son mandat électoral.

Par conséquent, aujourd'hui, il n'y a aucun leader politique qui puisse assumer légitimement la présidence, du moins dans le cadre de la légalité en vigueur. C'est pourquoi, différents secteurs de l'opposition politique démocratique réclament, depuis un certain temps déjà, des élections présidentielles et législatives, lesquelles

sont totalement repoussées. Cette crise se déroule aussi dans un contexte de crise économique sans lequel nous ne pouvons pas comprendre cette situation de désastre généralisé. Il convient également de dire qu'il existe toute une série d'acteurs internationaux qui ont eu une grande incidence sur la politique haïtienne; ils n'ont justement pas permis la normalisation et ils ont favorisé tous les coups permettant le maintien au pouvoir de leurs protégés dans le paysage politique des Caraïbes.



Fresque de Farabundo Martí à San Salvador.

Veines ouvertes / Insurrection au Salvador

En 1932, des milliers de paysans ont déclenché une insurrection qui a marqué l'histoire du Salvador. Armés de machettes et de quelques fusils, les hommes menés par Farabundo Martí se sont soulevés contre la dépossession des terres, l'exploitation et les inégalités sociales imposées par l'oligarchie créole et les multinationales.

La réponse du dictateur Maximiliano Hernandez Martinez fut la répression. On estime que plus de 25 000 paysans furent tués en 10 jours seulement. Cependant, malgré la terreur imposée, la révolte provoqua une étincelle qui allait allumer d'autres luttes dans les décennies suivantes.

Jessica DOS SANTOS / Ricardo VAZ, 27 Jan 2022

Traduit par Ines Mahjoubi, Manuel Colinas Balbona et Sylvie Carrasco. Relecture par Sylvie Carrasco.

Source : Investig'Action

Amérique Latine en Résistance : les défis de Xiomara Castro



Éditorial / Arrivée au pouvoir tumultueuse au Honduras

Le 28 novembre dernier, Xiomara Castro de Zelaya est devenue la première femme présidente du Honduras après une victoire écrasante aux élections présidentielles de ce pays d'Amérique centrale.

Pourtant, avec un pays en difficulté économique, gangrené par le trafic de drogue et, qui plus est, stratégiquement important dans « l'arrière-cour » des États-Unis, sa mission de mettre la politique au service de la majorité ne semblait pas évidente.

Les réactions adverses ne se sont pas fait attendre. Xiomara Castro a assumé la présidence du Honduras dans un contexte caractérisé par un congrès bicéphale et la fracture du parti qui l'a portée au pouvoir lors des élections de novembre de l'année dernière : Liberté et Refondation (Libertad y Refundación ou Libre).

Cette crise est survenue après que les deux présidents du Congrès ont parallèlement prêté serment : Luis Redondo – soutenu par Castro – et Jorge Cálix, dissident du parti au pouvoir et soutenu par les députés de l'opposition. La nouvelle présidente a dénoncé la « trahison » de 20 députés qui n'avaient pas soutenu Redondo parce qu'il était issu du Parti pour le Sauvetage du Honduras (Partido Salvador de Honduras ou PSH), fruit d'un accord pré-électoral.

Ainsi, cette faction « dissidente » de Libre a opté pour la candidature de Jorge Cálix, député de ce parti pour le département de Francisco Morazán et détenteur du titre de « député le plus voté de l'histoire ».

Suite à l'expulsion des rebelles, avec des parlements fonctionnant en parallèle (dont un par Zoom), grâce à la médiation de la représentante des Nations unies (ONU), Alice H. Shackelford et aux pétitions devant la Cour Suprême, la première crise de la présidence a trouvé solution : Cálix a cédé la présidence à Redondo et a été à nouveau admis, ainsi que ses alliés, sur les bancs du groupe parlementaire Libre.

Autre constante : l'attention portée par les États-Unis. Au milieu de la crise parlementaire, Castro a reçu la visite controversée de la vice-présidente américaine, Kamala Harris. Vu les invités présents lors de la cérémonie d'investiture présidentielle (dont le Venezuela) et les déclarations publiques de la nouvelle présidente, Washington a des raisons de s'inquiéter de l'éventualité d'avoir un nouveau voisin gênant.

Pour le nouveau gouvernement, considérer l'hégémonie du voisin du Nord avec méfiance est naturel et même recommandé. Xiomara Castro n'est autre que l'épouse de Manuel Zelaya, ancien président renversé en 2009 par un coup d'État avec la bénédiction de la Maison Blanche. Le président de l'époque était Barack Obama, et son vice-président... Joe Biden. Parmi les « crimes » de Zelaya figurent sa proximité avec les gouvernements de gauche de la région, ses projets de transformer la base militaire américaine « Enrique Soto Cano » en aéroport commercial et ses projets de réforme de la constitution.

La visite de Harris n'a été suivie d'aucune déclaration publique. Cependant, les responsables américains ont promis la réalisation d'une mission commerciale de haut niveau et l'envoi d'une délégation d'entrepreneurs pour ouvrir « des opportunités commerciales au Honduras » en soutenant le secteur privé hondurien. Les

États-Unis devront également décider du sort de l'ancien président Juan Orlando Hernández, qui avait été un fidèle allié, mais qui a été identifié par la justice américaine comme un acteur clé du trafic de drogue. Malgré ces écueils, Castro a déjà dévoilé les noms de ceux qui composeront son équipe gouvernementale; elle a précisé que lors de la mise en oeuvre de son projet de « socialisme démocratique », elle concentrera ses plus grands efforts sur quatre secteurs : l'éducation, la santé, la sécurité et emploi. À souligner parmi ses principales annonces le fait que plus d'un million de familles qui vivent dans la pauvreté ne paieront plus de factures de consommation d'énergie : « l'électricité sera gratuite dans leur foyer ». En outre, un projet de loi sera envoyé au Congrès pour créer une subvention concernant le prix du carburant. De son côté, le ministère de l'Éducation garantira les cours en présentiel en assurant la gratuité des frais d'inscription, des collations scolaires, des vaccins et des masques. Castro a également juré qu'il n'y aurait plus de permis pour les mines à ciel ouvert ou l'exploitation minière, ni de concessions pour l'exploitation des rivières, des bassins hydrographiques, des parcs nationaux et des forêts humides. L'une de ses promesses de campagne était également de mettre fin aux Zones d'Emploi et de Développement Économique (Zonas de Empleo y Desarrollo Económico ou ZEDES), au motif qu'elles représentent des paradis pour les hommes d'affaires et les trafiquants de drogue. Seul le temps nous dira si Castro peut relever les défis qui l'attendent. La situation actuelle du pays, sévèrement touché par la Covid-19, représente un défi majeur. Avec des niveaux de pauvreté qui atteignaient déjà 74% avant la pandémie (et jusqu'à 82% en milieu rural), le Honduras est l'un des pays d'Amérique centrale qui compte le plus grand nombre de populations vulnérables.

Brèves

Colombia/ 15 leaders sociaux assassinés en janvier

Selon l'Institut d'Études pour le Développement et la Paix (Indexa) de Colombie, 15 dirigeants d'organisations sociales ont été assassinés depuis le début de l'année.

Durant le mois de janvier, on a enregistré 13 massacres, 3 ex-combattants tués, 214 homicides sélectifs, 98 menaces de mort, 58 tentatives d'homicide, 25 épisodes de harcèlement, 17 disparitions forcées et 16 déplacements internes de masse dans ce pays sud-américain.

Dans le même temps, un récent rapport de l'ONU alerte sur une possible aggravation de la famine, en Colombie, au cours des mois à venir, à cause de l'aggravation de la crise alimentaire dans le contexte de la pandémie.

Brésil / La déforestation atteint des niveaux record

Depuis que l'on tient un registre des surfaces concernées, c'est au cours de ce mois de janvier que le plus haut niveau de déforestation a été enregistré en Amazonie brésilienne.

Selon les données satellitaires de l'agence gouvernementale INPE, 430 kilomètres carrés ont été perdus en janvier, soit un chiffre cinq fois supérieur à celui de janvier 2021.

Le gouvernement de droite de Jair Bolsonaro a été sévèrement critiqué pour avoir encouragé la destruction de l'Amazonie au profit des intérêts privés des éleveurs de bétail ou des compagnies minières. Certains analystes prédisent une « course » à la déforestation, dans les mois à venir, avant que le prochain gouvernement ne durcisse à nouveau les réglementations environnementales.



Castillo n'a eu rien de stabilité pour gouverner (AFP)

Pérou / Quatre gouvernements en moins de six mois

Le Président du Pérou, Pedro Castillo, a dû « remanier » à nouveau son gouvernement, ce qui a entraîné le départ du nouveau Premier Ministre, Hector Valer Pinto, trois jours seulement après avoir prêté serment.

Valer Pinto a été mis sur la sellette après la publication, ce jeudi, par plusieurs médias d'informations de Lima selon lesquelles son épouse et sa fille, enseignante dans le supérieur, avaient porté plainte contre lui, en 2016, pour des violences familiales présumées.

Le nouveau cabinet ministériel nommé par Castillo sera dirigé par Anibal Torres, jusqu'à présent Ministre de la Justice. Il s'agit du quatrième gouvernement en six mois au pouvoir qui ont été caractérisés par ses propres trébuchements et les luttes internes au sein du gouvernement, ainsi que par les assauts de la droite radicale.

Venezuela / Arrestations de maires et de députés

Les autorités vénézuéliennes ont arrêté deux procureurs et un maire, élus sous l'étiquette du PSUV, accusés d'être impliqués dans une affaire de détournement et de vente illégale de carburant pour approvisionner des groupes irréguliers soupçonnés de pratiquer des activités minières illégales dans le sud du pays.

Dans le cadre de l'opération anti-corruption « Main de Fer », à laquelle participent des éléments de l'armée et de la police, ont également été arrêtés une député et une maire accusées de participer à un réseau de trafic de drogue avec un gang colombien.

Dans cette enquête diligentée par le Ministère Public, 27 mandats d'arrêt ont été émis et 17 arrestations ont déjà eu lieu jusqu'à ce jour.



Mexique / Des changements dans le secteur de l'électricité

Le gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador reste déterminé à faire avancer la réforme du secteur de l'électricité dans ce pays d'Amérique Centrale en dépit des contestations venant des États-Unis. L'exécutif mexicain cherche à renforcer le rôle de la Commission Fédérale de l'Electricité, une entreprise publique, au détriment des intérêts des opérateurs privés. AMLO soutient que la réforme est nécessaire pour inverser l'orientation néolibérale suivie jusqu'à présent dans le secteur de l'énergie.

En revanche, l'administration Biden a exprimé son opposition en arguant que cette réforme porte atteinte à la « concurrence », en particulier vis à vis des entreprises nord-américaines, et qu'elle est susceptible d'enfreindre l'accord Canada-États-Unis-Mexique (CUSMA) qui a remplacé l'ALENA en 2020 (accord de libre-échange nord-américain).

AMLO défend une réforme du secteur de l'électricité. (Youtube)

Interview. Argentine / Teruggi : « L'accord avec le FMI n'est pas terminé »

Le gouvernement argentin a récemment conclu un accord avec le Fonds Monétaire International (FMI) pour renégocier sa dette « impayable ». Cependant, l'accord a fait polémique même parmi les forces qui soutiennent le président Alberto Fernández. Dans cette interview, le journaliste et écrivain Marco Teruggi aide à comprendre certains des aspects essentiels du paysage politique argentin.

Le gouvernement argentin a annoncé un accord avec le Fonds Monétaire International. Globalement, quels en sont les termes, et pourquoi était-ce une affaire aussi prioritaire pour Alberto Fernández ?

Je pense qu'il est important de souligner que cet accord est encore en cours d'élaboration. M. Fernández a annoncé les grandes lignes d'un accord qui n'est pas encore finalisé ni signé.

Le jour de l'annonce a coïncidé avec le jour où l'Argentine devait payer sa dette au FMI. Dans une situation difficile en ce qui concerne les réserves internes et dans ce contexte, on a présenté ce qui pourrait être un accord ; même le FMI a reconnu une avancée mais pas l'existence d'un accord total.

Depuis lors, une série de débats publics ont éclaté, mais, d'une façon générale, avec des divergences qui entrent en jeu. Par exemple, le ministre de l'économie Martín Guzmán a déclaré qu'il n'y aurait aucun changement dans le système de subventions pour les services énergétiques (électricité et gaz), mais le FMI a ensuite affirmé le contraire dans un communiqué. Il s'agit donc d'un accord qui comporte encore de nombreux points d'interrogation.

Il existe une feuille de route sur les déficits d'ici à 2025. C'est important pour le gouvernement, car la non résolution de l'accord impliquerait une situation d'incertitude quant à la progression possible de l'économie argentine. Dans un premier temps, la dette a été restructurée avec des détenteurs d'obligations privés, et maintenant il manque ces 45 milliards de dollars de dette contractés par le gouvernement de Macri selon un schéma de paiement absolument irréaliste. Ainsi, une grande partie des possibilités de développement économique, des possibilités de croissance, d'accumulation de réserves, de politique monétaire et de taux d'intérêt, de tarifs douaniers, etc. sont liées à cet accord avec le FMI. De plus, celui-ci disposera d'un mécanisme de contrôle très fort. Comme toujours, le FMI utilise l'endettement comme moyen de conditionner et de surveiller le développement de n'importe quel pays, dans le cas présent, celui de l'Argentine, avec le prêt le plus important de l'histoire du Fonds.

Cependant, l'accord n'a pas fait l'unanimité au sein des forces péronistes. La démission de Máximo Kirchner, chef du banc parlementaire du parti au pouvoir, a fait l'effet d'une « bombe » inattendue. Comment expliquer la discorde ?

Il existe différentes analyses de cette démission. Ainsi, Cecilia Moros, qui le suit sur les bancs du Frente de Todos, a déclaré que Máximo avait déjà montré des signes de mécontentement concernant les négociations avec le FMI et les résultats de ce début d'accord. Il remet en question la manière dont le gouvernement explique les avancées et nous sommes de retour à la case départ : en réalité, les accords conclus ne sont pas aussi nombreux que ce qui a été présenté et une grande partie de ce qui a été réellement négocié n'a pas été clairement exposé.

Cela montre également l'hétérogénéité du Frente de Todos, qui comprend tous les courants du péronisme issus de l'expérience du kirchnerisme et de ce que l'on appelle le Frente Renovador, qui était le péronisme distancié du gouvernement de Cristina, plus d'autres partis de moindre importance. Les différences et les points de vue divergents sur les différents dossiers ont toujours été connus. Mais, ce qui se passe avec cet accord avec le FMI, c'est que cet accord avec le FMI conditionne les 10 prochaines années. Il s'agit d'un programme qui impactera une longue période de temps et il y aura sûrement plusieurs renégociations. La possibilité pour l'Argentine d'aller de l'avant avec un programme de développement social à moyen terme est donc liée à cela.

Nous sommes à moins de deux ans de nouvelles élections présidentielles, et le mandat d'Alberto Fernández a été marqué par l'instabilité économique et la pandémie. Quelles sont les principales questions qui se posent sur le terrain politique avant les prochaines élections ?

En effet, ce scénario électoral approche. Le Frente de Todos n'a pas obtenu de bons résultats lors des primaires de septembre ni lors des élections législatives de novembre, bien que l'écart avec l'opposition se soit réduit.

Cela implique plusieurs choses en même temps : d'une part, l'opposition est unifiée dans un instrument appelé Juntos por el Cambio ou Cambiemos, et d'autre part, le Frente de Todos est en train de plier et nous ne savons pas s'il va se diviser. Le point central sera le moment où l'accord avec le FMI sera voté au Congrès ; car, rappelons que le gouvernement argentin est parti du principe que, désormais, toute dette doit passer par le pouvoir législatif, ce qui s'applique à son propre accord. Il y a donc maintenant un doute : Máximo Kirchner votera-t-il contre ? Un des rangs péronistes votera-t-il contre ? Cela reste à voir.

Il reste également à voir si l'accord sera modifié en cours de route, ce qui est également lié à la dynamique géopolitique actuelle, car il n'y a pas que des différends internes. Les États-Unis font une lecture de l'évolution du pacte dans le cadre international: Alberto Fernández s'est rendu en Chine et en Russie, où il a déclaré que l'Argentine devait se débarrasser de sa dépendance vis-à-vis des États-Unis et être une porte d'entrée pour la Russie en Amérique latine. De plus, un accord a été signé avec la Chine pour la construction de la quatrième centrale nucléaire en Argentine. Tout est donc en cours de développement et nous verrons comment cela évoluera, même si nous sommes pressés par le temps. Dans un an, nous entrerons dans la logique électorale et certains affirment que le Frente de Todos organisera des élections internes/primaires pour régler les conflits et choisir un candidat d'union.

Veines ouvertes / L'étincelle révolutionnaire de 4F



Image dédiée au 30ème anniversaire du 4F. (Utopix)

Le 4 février 1992, un groupe de militaires rebelles dirigé par celui qui était alors le lieutenant-colonel Hugo Chávez a tenté de prendre le pouvoir au Venezuela.

Ce pays des Caraïbes présentait des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité qui n'ont été qu'exacerbés par les inévitables politiques néolibérales. Bien que l'insurrection du 4F ait échoué, elle a permis à Chávez d'apparaître sur la scène politique. Sa prise de position frontale face à la crise du pays, ainsi que sa proposition de refondation de la république, constitueront la base de son travail politique après sa sortie de prison. En 1998, il est élu président, donnant ainsi le coup d'envoi de la révolution bolivarienne.

Jessica DOS SANTOS / Ricardo VAZ, 17 février 2022 (Source : Investig'Action)

Traduit par Ines Mahjoubi, Manuel Colinas Balbona et Sylvie Carrasco. Relecture par Sylvie Carrasco.

Amérique Latine en Résistance : instabilité au Pérou



Éditorial / Le labyrinthe de Pedro Castillo

La victoire de Pedro Castillo lors des élections de l'année dernière au Pérou a été vécue comme un « tremblement de terre » politique en Amérique latine.

Cet enseignant en zone rurale du Pérou profond au passé syndicaliste très combatif a déjoué les pronostics et a mis en alerte les élites de Lima.

Cette victoire historique a été un mélange de surprise et d'enthousiasme. Aujourd'hui, moins d'un an plus tard, le climat est bien différent.

L'hostilité initiale des groupes de pouvoir, ainsi que l'énorme retard de la déclaration officielle de sa victoire présageaient un chemin difficile pour Castillo suite à son accession à la présidence.

Différents analystes (y compris nous) l'avions comparé, avec plus ou moins de prudence, au cas d'Hugo Chávez : en arguant que sa volonté de défendre réellement les intérêts de la majorité contre les élites déterminerait l'avenir de son projet politique.

Lors de la campagne du second tour, Castillo s'est montré beaucoup moins belliqueux, en offrant des garanties aux « marchés » et en s'associant à des personnalités « modérées ». La vision extrêmement pragmatique qui place la survie à court terme comme seul objectif a prévalu. Dans cette logique, il s'agit de faire des pactes et de chercher des alliances, etc. pour « gagner du temps ».

Cependant le ton conciliant de Castillo n'est pas parvenu à réduire les attaques de ses ennemis. Ces derniers l'ont de plus en plus isolé ; quant à son projet, ils l'ont de plus en plus affaibli.

Bien qu'il n'exerce le pouvoir que depuis à peine neuf mois, le président péruvien a fait face à un blocage constant de la part du parlement. Conséquence de cette situation : il en est à son quatrième gouvernement, chacun plus à droite que le précédent.

Cette instabilité constante tire son origine du « spectre » de la destitution ou de la vacance de pouvoir brandi par un Congrès ouvertement opposé et hostile et qui a constamment ouvert des « enquêtes » contre les ministres de Castillo.

Le premier gouvernement à tomber fut celui de Guido Bellido, une personnalité éminente du Pérou libre (Perú Libre), parti radical de gauche dont provient Castillo lui-même. Le « péché » de Bellido a consisté à tenter de respecter l'une des principales promesses de la campagne électorale : renégocier avec les multinationales voire nationaliser les intérêts stratégiques.

Son « supérieur » a publiquement exprimé son désaccord avec le Premier Ministre qui a démissionné peu de temps après sous prétexte d'« incapacité à gouverner » et ce, après moins de 3 mois de mandat.

Vient ensuite Mirtha Vásquez, politicienne expérimentée et membre du Congrès du Front Large (Frente Amplio), une gauche plus « modérée ». Sa nomination a immédiatement provoqué la rupture du Pérou Libre (Perú Libre) qui a accusé Castillo de « trahir » le mandat de ses électeurs.

Vásquez a duré un peu plus longtemps que Bellido, mais elle a été constamment traquée par le parlement. Plusieurs de ses ministres ont été interrogés et trois ont fini par démissionner. L'ancienne députée a d'ailleurs fini par renoncer à son poste fin janvier, expliquant qu'il y avait « une impossibilité de consensus ».

La nomination suivante fut celle d'Héctor Valer qui n'a duré que quatre jours. Outre le fait que ce soit clairement un choix de droite, Valer a dû quitter ses fonctions lorsqu'a été rendue publique une enquête contre lui pour violences conjugales. Sa place a alors été occupée par le ministre de la Justice, Aníbal Torres. On verra combien de temps il restera à son poste...

Tout au long de ce parcours, Castillo a dû faire face à l'hostilité incessante des médias, qui brossent de lui le portrait d'un personnage désorienté et incapable de gouverner. Les concessions constantes ont laissé l'ancien dirigeant syndical de plus en plus isolé, sans alliés et sans parti pour le soutenir.

L'autre menace qui se dessine à l'horizon est une absurde « enquête » pour trahison de la patrie en raison de déclarations faites pendant la campagne électorale dans lesquelles Castillo proposait un vote populaire sur la cession à la Bolivie d'une sortie à la mer à travers le territoire péruvien.

Quant à l'autre étendard de la candidature de Castillo, il a été bien oublié : il s'agissait d'une assemblée constituante pour refonder le pays et, en particulier, retirer à un Congrès corrompu jusqu'à la moëlle la possibilité de saboter complètement les mandats populaires.

Castillo n'a pas envisagé d'utiliser le mécanisme (ou la menace) de la « mort croisée » qui consiste à dissoudre le parlement si le vote de confiance ne lui est pas donné et à convoquer de nouvelles élections législatives et présidentielles. Tant qu'il jouissait du soutien et de la capacité à mobiliser qui l'ont conduit à la présidence, il aurait pu changer les choses en sa faveur.

Le mandat de Pedro Castillo va durer jusqu'en 2026, mais ses jours seront comptés s'il va de concession en concession. Pour construire véritablement un projet susceptible de transformer le pays, il faudra bien, qu'à un moment donné, il affronte ses ennemis.

Brèves

Venezuela / Le passage frontalier avec le Brésil à nouveau ouvert



Passage frontalier entre le Venezuela et Brésil. (AP)

Le Venezuela a ouvert le passage frontalier routier avec le Brésil, presque deux ans après sa fermeture à cause de la pandémie de la covid-19, fermeture qui a entraîné une chute de 90% de l'activité économique dans la zone située de part et d'autre de la frontière.

Les Vénézuéliens ont besoin des produits agricoles en provenance du Brésil, mais le Brésil dépend de l'électricité que lui fournit le Venezuela. L'État brésilien de Roraima n'est pas connecté au réseau électrique brésilien mais au réseau vénézuélien.

De même, les 10 000 habitants de cet État brésilien ne disposent d'aucune station-service. La plus proche se trouve à 220 kilomètres à l'intérieur du territoire brésilien. C'est pourquoi, ils préfèrent s'approvisionner au Venezuela, de l'autre côté de la frontière.

Colombie / La CIDH dénonce l'augmentation de la « violence structurelle »

La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) exprime une fois encore sa « profonde préoccupation face à l'augmentation de la violence structurelle » en Colombie. Elle a appelé l'État à mettre en œuvre d'urgence des « stratégies globales » pour mettre fin aux causes qui sont à l'origine de cette situation.

De plus, la CIDH a également insisté sur le fait que ces stratégies contre la violence doivent s'appuyer sur les mesures stipulées dans l'Accord de paix de 2016, lequel n'a jamais été appliqué dans les faits.

Cette organisation affirme qu'en 2021 le nombre des assassinats a augmenté de 14%. Sur les 13 708 homicides comptabilisés en 2021, 10 371 ont été commis par arme à feu et 8 095 ont été enregistrés dans la catégorie « meurtre commis sur ordre d'un commanditaire. »

Équateur / Des grâces accordées pour faire face à la crise carcérale



Prison à Guayaquil. (El Tiempo)

Le président de l'Équateur, Guillermo Lasso, a signé un décret pour gracier des personnes actuellement détenues pour vol, larcin, escroquerie et abus de confiance ; ceci, dans le but de réduire la surpopulation dans les prisons.

Pour bénéficier de cette mesure, les détenus doivent avoir déjà purgé 40 % de leur peine si celle-ci a été prononcée conformément à l'ancien Code Pénal et 60 % pour ceux qui ont été condamnés sur la base du Code Pénal en vigueur depuis 2014. De plus, ces détenus ne doivent pas être sous le coup d'autres sentences ni concernés par des instructions judiciaires en cours.

Selon les autorités de l'Équateur, 34 821 détenus se trouvent actuellement dans les prisons du pays alors que celles-ci disposent d'une capacité maximum de 30 169 places.

Mexique / AMLO connaît la date de son « retrait de la politique »

Le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, (AMLO) a déclaré qu'il « n'en peut plus » et qu'à la fin de son mandat, en 2024, il se retirera de la vie politique.

« Quand j'arriverai à la fin de mon mandat, je sors de l'arène politique, je prends ma retraite, et je ne participerai plus à rien qui ait un lien avec la vie publique. Pas de conférences, aucune visite dans aucun État, ni à l'intérieur du Mexique ni à l'étranger, aucune charge. Rien. » a-t-il déclaré.

López Obrador a révélé qu'en 2012, alors qu'il avait perdu les élections présidentielles pour la deuxième fois, il avait été « sur le point » d'annoncer que plus jamais il ne serait « candidat à quoi que ce soit ». Aujourd'hui, il veut définitivement se consacrer à « marcher, lire et écrire. »

Haïti / Répression des mobilisations populaires

Le peuple et la classe ouvrière haïtienne sont mobilisés de façon permanente depuis quelques semaines.

Les ouvriers de l'industrie ont organisé des grèves successives pour exiger de meilleures conditions salariales, ils ont rejeté l'augmentation proposée par le Premier Ministre la jugeant insuffisante. Le 23 février, la police a fait feu sur les manifestants, à Port-au-Prince, tuant un journaliste.

Ce pays des Caraïbes connaît également une longue crise politique marquée par l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021. Ariel Henry, président par intérim, a insisté pour rester au pouvoir jusqu'à la tenue de nouvelles élections lesquelles n'ont toujours pas été convoquées.

Interview

Féminisme / Alejandra Laprea : « L'Amérique latine est à l'avant-garde de la lutte féministe »

Les mouvements féministes latino-américains ont réalisé des avancées importantes ces dernières années. Dans cette interview, nous nous entretenons avec Alejandra Laprea, militante vénézuélienne et porte-parole d'Araña Feminista, une plateforme qui rassemble différents collectifs de défense des droits des femmes.

Le 8 mars, on célèbre la Journée Internationale des Femmes Travailleuses. Pouvez-vous nous dresser un tableau des luttes féministes actuelles en Amérique latine ? Quelles sont les revendications actuelles ?

Notre continent est l'un des territoires les plus actifs et les plus engagés au monde dans les luttes féministes, nous sommes à l'avant-garde du mouvement international, nous brandissons des mots d'ordre qui ne sont pas seulement des revendications mais aussi des propositions.

Par exemple : promouvoir les économies féministes comme stratégie de lutte contre le patriarcat. Nous luttons principalement : pour l'émancipation du corps des femmes face à la maternité forcée, pour que nous cessions d'être les reproductrices d'une main-d'œuvre bon marché nécessaire au capitalisme et les soutiens d'une vie précarisée par le système.

Nous luttons également pour le droit à une alimentation saine, avec des aliments qui ne soient pas génétiquement modifiés ou pleins de poison, et dont la production ne signifie pas l'asservissement d'autres territoires et des corps. En ce sens, les organisations féministes s'articulent pour avancer conjointement et simultanément avec d'autres organisations, comme les Amis de la Terre ou Via Campesina. Nous comprenons que nous ne vaincrons pas le patriarcat si le capitalisme et le racisme ne tombent pas, si nous ne construisons pas un autre monde possible.

Il y a quelques jours, la dépénalisation de l'avortement a été approuvée en Colombie, quelques mois après que la même chose se soit produite au Venezuela. À quoi ces triomphes sont-ils dus ?

Si la dépénalisation doit être approuvée au Venezuela, elle le sera. Quand ? C'est une autre affaire, nous ne savons pas. Il n'existe pas de recette inventée et brevetée en Uruguay, au Chili, au Mexique ou en Argentine que nous puissions suivre en ce qui concerne cette dépénalisation, mais il existe des voies plus ou moins claires et nous les avons suivies.

De plus, je crois que l'important, c'est la persévérance et la capacité à articuler des forces pour aborder la dépénalisation depuis différentes sphères. Cela ne se joue pas seulement dans la rue, les lobbys ou avec le soutien de personnes reconnues, mais au niveau d'un tout dans son ensemble. Cela dépendra de notre capacité à maintenir ce sujet à l'ordre du jour tout au long de l'année et durant autant d'années que nécessaire, et à continuer à ajouter des voix pour nous faire entendre. Parfois nous perdons courage, nous disons, si ce n'est pas maintenant, ce sera quand ? Nous ne comprenons pas que ces luttes sont longues parce qu'elles vont à l'encontre de ce qui est établi ou imposé comme le « sens commun » et que ce sens commun dit que, les femmes, nous ne devrions même pas nous plaindre ou remettre en question quoi que ce soit, pas même la maternité.

Si l'on parle maintenant du Venezuela, bien que la révolution bolivarienne ait généré quelques avancées en matière de droits des femmes, sur des questions telles que l'avortement, la situation est plus arriérée que dans d'autres pays du continent. Quels sont les obstacles et comment peut-on les surmonter ?

Paradoxalement, pour moi, l'un des obstacles en matière d'avortement, c'est la révolution elle-même. Si, d'un côté, elle a définitivement renforcé le féminisme et revitalisé nombre de nos revendications, elle a également constitué un obstacle car défendre la révolution, surmonter les conditions matérielles imposées par la guerre économique et multiforme nous a également détournées de notre objectif et ôté une part de notre vitalité. Tant que les gens devront se battre pour survivre, et que l'objectif qui s'imposera sera celui de la survie, il est très difficile de progresser dans l'obtention de droits. Aujourd'hui, il est très difficile de tenter de faire en sorte que les femmes et les mouvements sociaux proposent un objectif qui s'écarte de la protection du droit le plus fondamental (la nourriture). Comment pouvons-nous surmonter cela ? Fondamentalement en travaillant à la base et aussi en voyant comment des sujets qui semblent appartenir à d'autres classes sociales concernent également la classe ouvrière.

Par exemple, on nous a souvent dit que les droits sexuels et reproductifs ne concernaient que les femmes instruites qui ne veulent pas avoir d'enfants ou qui sont paresseuses. Mais nous devons faire prendre conscience que ces droits, leur exercice, leur jouissance, la maternité consciente, ont à voir avec le fait de garantir aux femmes des milieux populaires les conditions matérielles pour ne pas être des reproductrices de la pauvreté et de la violence. Nous devons également continuer à construire des alliances avec différents féminismes, même avec ceux qui ne s'identifient pas avec la révolution bolivarienne, avec des personnalités de la culture et du sport, afin de toucher le plus grand nombre de personnes possible. Nous voulons faire comprendre que le féminisme n'est pas seulement l'affaire d'un petit groupe.



Fresque dédiée à Berta Cáceres en Tegucigalpa.

Veines ouvertes / Assassinat de Berta Cáceres

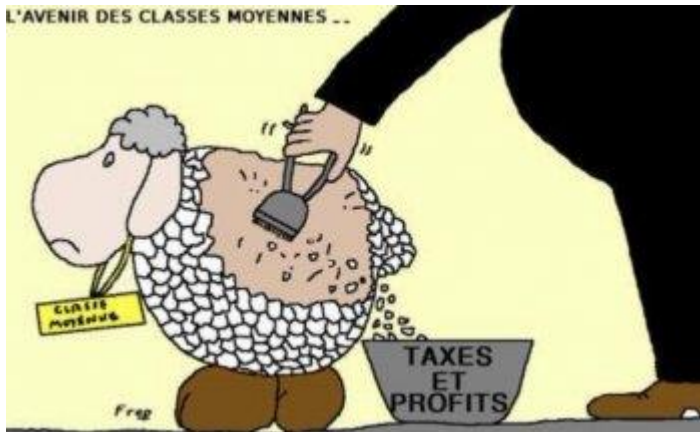
Le 2 mars 2016, la leader écologiste hondurienne Berta Cáceres a été abattue à son domicile, prétendument sur ordre de dirigeants de DESA, une entreprise qui voulait construire un nouveau barrage hydroélectrique sur le territoire indigène Lenca.

Même si au moment des faits, elle n'avait que 44 ans, cela faisait des décennies que Cáceres luttait pour la défense de l'environnement et des droits de l'homme au Honduras, principalement au sein du Conseil Civique d'Organisations Indigènes du Honduras (COPINH) qu'elle avait aidé à fonder.

Ce vil assassinat de Cáceres donna lieu à d'autres tentatives de criminaliser les revendications populaires, mais COPINH et d'autres organisations sont restées fermes dans leur lutte. En juin 2021, David Castillo, dirigeant de DESA, a été déclaré coupable d'être l'auteur intellectuel de l'assassinat de Berta Cáceres.

Jessica DOS SANTOS / Ricardo VAZ, 08 Mar 2022

Essor et ruine de la classe moyenne



Le développement d'une classe moyenne (1) nombreuse au Nord apparaît caractéristique de la période des Trente glorieuses et son émergence au Sud coïncide avec la phase développementaliste.

L'apparition et la densification de la classe moyenne sont des éléments majeurs de l'ajustement structurel fordiste. Le système dans sa version du capitalisme industriel va engendrer un façonnage sociétal permettant à la fois l'expansion géographique et l'intensification du capitalisme.

Pour paraphraser Max Weber (2), il s'agit de diffuser le plus largement et le plus rapidement possible « l'esprit du capitalisme » par le biais de la séduction et de la subornation. Pour ce faire, le niveau de consommation de biens et services (consommation de masse) doit être augmenté grâce à la redistribution des gains de productivité (production de masse) et à l'action d'un État « bienveillant ».

Le rôle de l'État apparaît déterminant si bien que certains qualifient cette période de « capitalisme régulé » inspiré par Keynes. Ainsi, l'État canaliserait le capitalisme pour en éviter les travers les plus importants. Au contraire, je pense que l'État est en permanence au service du système et les phases fordiste et développementaliste n'échappent pas à la règle. Ceci en contradiction avec la pensée dominante qui présente ces périodes comme des victoires des opprimés sur les nantis.

Dans ce contexte, l'État inscrirait son intervention dans le cadre de l'ajustement structurel fordiste (ou fordiste-périphérique au Sud) voulu par le système. L'État-providence au Nord et l'État développementaliste au Sud seraient les artisans façonnant les structures sociétales selon les plans déterminés par le système de domination, d'exploitation et de contrôle.

Au cours de cette phase, la classe moyenne apparaît comme un paramètre majeur du changement structurel et de l'évolution du capitalisme industriel. Son développement est soutenu par L'État-providence au Nord et l'État nationaliste-clientéliste au Sud.

La crise du fordisme et du développementalisme sera l'occasion d'un changement de version du système d'exploitation pour laquelle la classe moyenne devient inutile et même coûteuse car elle obère les possibilités de profit du capitalisme financiarisé. En conséquence, grâce à l'État devenu malveillant, l'euthanasie progressive de la classe moyenne s'imposera. Ainsi, le bâton succèdera-t-il à la carotte.

Le miroir aux alouettes de la classe moyenne en Afrique et au Sud en général

Après les indépendances, les dirigeants africains ont mis en œuvre des stratégies de développement nationalistes – clientélistes centrées sur l'élargissement du marché intérieur. Il s'agissait à la fois de renforcer la cohésion nationale, de stabiliser le climat politique et de répondre aux attentes des populations qui souhaitaient bénéficier d'un surcroît de bien-être par rapport à la période coloniale. La croissance des effectifs de la Fonction publique, le développement de l'industrie de substitution des importations, la mise en œuvre de politiques de « nationalisation » du capital et de l'emploi ont assuré l'apparition et l'essor progressif d'embryons de classe moyenne (3). La période développementaliste va donner un avant-goût ensorceleur du fordisme aux populations du Sud pour les convaincre d'adhérer au système. Cette adhésion poussée par l'État modifiera progressivement les structures de la société jusqu'à les rendre enclines à se soumettre à une nouvelle version du système d'exploitation.

L'évolution de la classe moyenne en Afrique : l'exemple de la Côte d'Ivoire

« À la date de l'indépendance, la Côte d'Ivoire offrait l'image d'un pays sous-développé : son produit intérieur brut s'élevait à 142,6 milliards de francs CFA soit 41 214 francs CFA par habitant (4) ». Sous l'égide de son Président, Félix Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire a mis en œuvre un modèle de développement nationaliste-clientéliste. Le modèle était « nationaliste » dans le sens où il visait l'auto-centrage du développement par le biais de l'expansion du marché intérieur et de la production nationale, par l'accroissement du bien-être des nationaux, en faisant provisoirement appel à des ressources externes tant financières qu'humaines. Le modèle était aussi « clientéliste - patrimonialiste » « (au sens de Max Weber) qui combine le clientélisme (caractérisé par des rapports de dépendance générant un échange entre individus ou groupes qui contrôlent des ressources inégales mais complémentaires) et un mode de gestion des ressources collectives ou publiques qui tend à rendre indistinctes les frontières entre bien public et bien privé, entre domaine de la fonction et domaine personnel (5) ».

Les propos suivants du Président, tenus en 1980, résument bien l'ambition ivoirienne : « Je voudrais affirmer que la Côte d'Ivoire reste fidèle au libéralisme économique qui n'exclut nullement l'harmonisation nécessaire à un développement équilibré. Elle respecte les clauses du Code des investissements. Si elle accepte le libre rapatriement des capitaux et des bénéficiaires, elle veillera, sans défaillance, à ce qu'une partie des bénéficiaires soit obligatoirement réinvestie dans le pays. Les investissements doivent tenir compte des besoins prioritaires de la nation. La Côte d'Ivoire ne procédera pas à des nationalisations. Mais l'État peut négocier le rachat de certaines entreprises quitte à les rétrocéder aux nationaux. La Côte d'Ivoire n'est pas un pays socialiste, mais ambitionne de réaliser le social le plus hardi – les faits le prouvent éloquemment – nous restons en cela fidèles à la déclaration qu'au nom du Parti et du pays j'ai faite il y a vingt ans et je le répète : nous n'avons pas de terres à redistribuer mais à mettre en valeur, des industries à nationaliser mais à créer, du commerce à étatiser mais à organiser (6) ».

« Le modèle de développement ivoirien, au caractère libéral et ouvert officiellement affirmé, devait présenter trois étapes successives : le capitalisme privé étranger, le capitalisme d'État, avant la relève par le capitalisme privé national, encouragé par un processus de rétrocession. La stratégie industrielle retenue était la substitution des importations. La politique industrielle s'est appuyée sur l'État et les intérêts français dont les profits étaient garantis par le code des investissements promulgué en 1959 et par la protection du marché interne (7). »

Il s'agissait, pour l'État, de susciter l'apparition d'une classe « motrice », moyenne et supérieure, qui puisse prendre en main le développement national. À cette fin, l'État a mis en œuvre une stratégie multiforme notamment fondée sur :

- l'éducation - formation : « en 1960, l'État consacrait 22% de son budget à la formation ; cette proportion passait à 33% en 1973, pour atteindre 54,9% en 1983 (8) ».

- l'ivoirisation du capital et de l'emploi (et particulièrement des cadres) par la relève des étrangers dans la fonction publique, dans le secteur de l'immobilier et des PME et dans les grandes entreprises (le plus souvent filiales de sociétés transnationales) ainsi que par l'extension de l'appareil d'État et du secteur public (9).

« L'appareil d'État sert de précurseur, de trait d'union et de tremplin à l'intégration des nationaux aux postes économiques. L'État joue le rôle d'agent moteur, créant les conditions de l'accès aux participations économiques, ne se substituant jamais à l'initiative privée là où elle existe, et toujours de manière à ce que ces initiatives soient compatibles avec les orientations du passé. La promotion des nouvelles initiatives tend à se faire dans des secteurs réservés (10) ».

Ainsi, grâce à l'action publique, les classes moyennes émergent. Par exemple, « avec un effectif de 78 000 emplois en janvier 1978, l'Administration est le premier employeur du pays. Comme le secteur parapublic représente pour sa part 61 000 emplois (y compris les sociétés d'économie mixte) c'est près de 40 % de l'emploi moderne qui est, directement ou indirectement, contrôlé par l'État (11) ». De même, dans son étude sur l'emploi en Côte d'Ivoire, Françoise Binet dénombre, en 1978, 4 832 patrons d'entreprises à Abidjan dont 41,2 % sont ivoiriens (12). Ces chiffres traduisent l'émergence et la densification progressive de classes moyennes salariées et entrepreneuriales au cours des Vingt Glorieuses (ou du « miracle ivoirien »), aussi marquées par un taux de croissance du PIB réel d'environ 7 % par an en moyenne, une performance qui a engendré l'entrée de la Côte d'Ivoire dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire selon la classification de la Banque mondiale. Dans les années 1970, la Côte d'Ivoire bénéficie du niveau de vie le plus élevé d'Afrique de l'Ouest.

Le tournant se situe au début des années 1980 avec la chute des cours internationaux du cacao et du café, principales exportations de la Côte d'Ivoire.

À partir de 1981, s'ouvre la période de l'ajustement. En raison de l'intangibilité revendiquée de la parité du franc CFA vis-à-vis du franc français, l'ajustement sera tout d'abord désinflationniste (en termes réels), puis, en 1994, il comportera la dévaluation de 50 % du CFA. Les mesures d'abaissement de la dépense publique, de réduction des effectifs de la Fonction publique, la privatisation, la disparition pure et simple d'entreprises publiques ou d'entreprises liées à l'industrialisation par substitution des importations vont se traduire par un appauvrissement de la majorité de la population avec un creusement des inégalités. En considérant l'indice du PIB réel par habitant égal à 100 en 1980, sa valeur n'était plus que de 79,7 en 1988 (13). La réduction des emplois publics grossit les rangs du secteur informel et inverse le flux de l'exode rural : « En ce début des années 1990, nombre d'autochtones, montés dans les villes car ayant bénéficié du programme gouvernemental de 1978, dit d'ivoirisation de la Fonction publique, sont forcés de revenir dans leurs villages d'origine suite à la suppression de nombreux emplois administratifs (14) ». Ces populations, appartenant à la classe moyenne « ajustée », « compressée », sont victimes d'un déclassement. On assiste à « l'extension de la pauvreté et à l'accroissement des inégalités (15) ». L'augmentation de la pauvreté, qui en « 2008 a atteint un seuil critique de 48,9 % contre seulement 10 % en 1985 (16) », traduit le fait que la classe moyenne se paupérise.

En Côte d'Ivoire, de l'Indépendance à la fin des années 1970, la classe moyenne s'est constituée dans le cadre du modèle nationaliste - clientéliste mis en œuvre par Félix Houphouët-Boigny. Cette classe a vu ses rangs s'éclaircir progressivement avec les programmes d'ajustement structurel néolibéraux. On observe cette même dynamique sous d'autres cieux.

Une évolution similaire dans d'autres pays du Sud

En Amérique Latine, l'exemple de l'Argentine révèle que la période des ajustements a délité la classe moyenne nombreuse qui s'était constituée auparavant. En effet, jusqu'à la fin des années 1970, « l'Argentine était une société relativement bien intégrée – tout au moins si on la compare aux autres pays d'Amérique Latine – caractérisée par une vaste classe moyenne, résultat d'un processus de mobilité sociale ascendante dont la continuité n'avait jamais été remise en cause (17) ». À partir des années 1980, la classe moyenne se délite. « On observe notamment l'entrée dans le monde de la pauvreté d'individus issus de la classe moyenne : il s'agit des "nouveaux pauvres" dont le nombre a cru de 338 % entre 1980 et 1990 (18) ». Cette tendance s'est poursuivie, si bien qu'en janvier 2002, le Président argentin nouvellement élu, Eduardo Duhalde, révélait « qu'en 2001, la classe moyenne [avait] perdu 730 000 argentins, venus grossir les rangs des 15 millions de pauvres, soit 40 % de la population du pays (19) ». À cette occasion, le Chef de l'État déclarait : « La classe moyenne est détruite (20) ».

En Asie du Sud-Est, de 1970 à 1995, les pays émergents ont enregistré une forte croissance économique, si bien que l'on a parlé de « miracle ». Au cours de cette période, une classe moyenne essentiellement urbaine a progressivement émergé. La grave dépression de 1997-1998 a fortement influé sur « la classe moyenne des pays du Sud-Est asiatique [qui] a payé le prix fort de cette crise : de nombreuses personnes ont perdu simultanément leur emploi et les économies de plusieurs années (21) ». Le phénomène tend à se poursuivre avec la crise actuelle. En Corée du Sud par exemple, la crise actuelle (2008) « évoque celle de 1998. Du coup, les jeunes se ruent vers les sociétés d'État, où les emplois sont plus stables. En une décennie, la classe moyenne coréenne a diminué de 10 %. Beaucoup forment aujourd'hui une nouvelle classe de pauvres (22) ». En Afrique, en Amérique Latine, en Asie, la phase développementaliste conduite par l'État s'est accompagnée de l'émergence et du développement d'une classe moyenne. La crise du développement ouvre la porte au néolibéralisme qui balaie ladite classe devenue inutile.

Au Nord, le fordisme, l'État-providence et la classe moyenne

Au Nord, le système fordiste de la production et de la consommation de masse allié à l'État-providence, dans le cadre de régimes « démocratiques », ont densifié les classes moyennes pendant la période des Trente Glorieuses (23).

Par exemple, en France, après la Deuxième Guerre mondiale, la forte croissance, l'augmentation des revenus, les politiques keynésiennes, l'action de l'État-providence, les prestations et la législation sociales renforcent la classe moyenne. Entre 1945 et 1975, le pouvoir d'achat progresse de 4,3 % en moyenne annuelle. Ainsi, la classe moyenne se densifie-t-elle, mais de façon différenciée. La classe moyenne salariée passe de 13 % de la population active en 1954, à 37 % en 1975, tandis que, parallèlement, la classe moyenne « indépendante (24) » régresse lentement à un peu plus de 15% de la population active. Au total, la classe moyenne représente plus de 52% de la population active en 1975.

C'est avec « le gaullisme que la classe moyenne salariée va trouver pour la première fois un régime politique qui la place au centre de sa conception de la société. En inscrivant la France dans le mouvement de la grande croissance qui entraîne les pays industriels en faisant de l'augmentation des revenus en particulier des salariés du privé un des objectifs de sa politique et par conséquent en favorisant l'augmentation de la consommation et en faisant du cadre archétype du modèle social la République gaullienne fonde sa stabilité sur la classe moyenne salariée et crée un modèle social nouveau adapté aux conditions économiques des années 1960 comme évolution de la société française (25) ».

Outre le développement de la fonction publique notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, l'État facilite l'accroissement de la classe moyenne grâce à sa politique économique et sociale.

Dans la majorité des pays, le capitalisme « régulé » a grossi la classe moyenne. La crise multidimensionnelle de la fin des années 1970 va changer la donne en ouvrant la voie au néolibéralisme destructeur de la classe moyenne.

Le tournant des années 1980

Au Nord, depuis le début des années 1980, on assiste à « l'euthanasie » de la classe moyenne constituée pendant les *Trente Glorieuses* (26). Aux États-Unis, « s'il existe un point sur lequel les années 1980 ont réussi à créer un accord (de toute façon a posteriori) entre des économistes de différentes tendances, c'est précisément sur la diminution quantitative de la classe moyenne : « The big squeeze » de l'économie intérieure située au niveau des revenus intermédiaires, la mobilité vers le bas des « cols blancs », les *dumpies* (*downwardly mobile professionals* selon la définition de *Business Week*) ont remplacé les yuppies plus connus du début des années 1980 (27) ».

La tendance au délitement a été masquée, jusqu'à la crise des « sous-primés », grâce à « un accès au crédit excessivement laxiste » qui « a permis à une grande partie des ménages moins nantis de maintenir un niveau de vie aisé » et qui « a généré ce qu'on pourrait appeler une "fausse classe moyenne" aux États-Unis (28) ». En Allemagne, selon une étude scientifique récente de l'institut DIW, au cours des dix dernières années, « les classes moyennes se sont "rétrécies (29)" car elles sont les perdantes des transformations qu'a subi la répartition des revenus au cours de la dernière décennie (30) ».

En France, la dynamique d'atrophie des classes moyennes est moins perceptible, en raison de l'existence initiale d'un État-providence renforcé et de sa plus lente destruction. Louis Chauvel montre que, pendant les *Trente Glorieuses*, l'ascenseur social a permis à un grand nombre de jeunes, issus du milieu agricole ou ouvrier, d'accéder à la classe moyenne qui s'est développée rapidement au cours de cette période (31). C'était l'âge d'or de la classe moyenne en France. Mais, à partir du début des années 1980, la situation se détériore progressivement. « Sans nier l'importance des difficultés des classes populaires et de ceux qui font face à la marginalisation sociale, c'est au tour des catégories centrales de la société d'expérimenter une forme de précarité civilisationnelle (32) ».

Au Sud comme au Nord, la dynamique des classes moyennes semble suivre une chronologie caractérisée par une période de croissance, prolongée par une phase de décroissement selon une courbe en U inversé.

Quels déterminants de la dynamique cyclique des classes moyennes ?

La courbe en U inversé montre que l'on assiste, dans le temps, à une montée des classes moyennes suivie de leur décline. Une explication de cette trajectoire pourrait se situer dans le rôle contradictoire des classes moyennes dans les étapes du processus de façonnage de la société par le système. En effet, à un moment donné, les classes moyennes apparaissent comme un facteur essentiel de l'ajustement puis elles deviennent un obstacle à sa poursuite.

Dans tous les cas, il apparaît que l'évolution de la classe moyenne est intimement liée à l'intervention de l'État au service du système. L'État intervient directement ou se désengage, décide de (dé)réglementer et de légiférer pour promouvoir ou enrayer le développement de la classe moyenne.

L'État est toujours instrumentalisé pour servir les intérêts du système qui peuvent coïncider avec ceux de la classe moyenne à un moment donné et en diverger à une autre période. En cas de convergence d'intérêts, l'action de l'État favorise la densification de la classe moyenne, en cas de divergence, il organise l'euthanasie de la classe moyenne jugée inutile, hostile et coûteuse pour le système.

La classe moyenne « alliée » dans la phase du capitalisme industriel

Dans certaines circonstances, la classe moyenne apparaît comme un facteur positif de par son impact sur l'offre et sur la demande. Par exemple, au cours de la période des *Trente Glorieuses*, la classe moyenne (intégrant une bonne partie de la classe ouvrière) a largement participé au bon fonctionnement du système

fordiste, caractérisé par la production de masse et la consommation de masse. Pour son développement, le capitalisme industriel avait besoin d'un grand marché ainsi que de capacités productives résidentes pour l'approvisionner.

La classe moyenne a tenu un rôle important dans la création et le soutien de la demande tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Grâce à un pouvoir d'achat en progression régulière, elle a consommé des quantités croissantes de biens et services standardisés, mais elle a aussi accepté de payer un prix plus élevé pour la « qualité », ce qui a stimulé l'investissement pour l'innovation, la différenciation et la commercialisation de nouveaux biens et services (33).

Du côté de l'offre, certains considèrent la classe moyenne comme un vecteur important de l'entrepreneuriat et de l'innovation des petites entreprises. La classe moyenne s'est aussi constituée à partir de la main-d'œuvre qualifiée dont les entreprises et l'État (l'État-providence) avaient besoin pour leur développement. Grâce à l'effort d'éducation - formation, ladite classe a fourni le capital humain nécessaire tout en permettant à une masse d'individus issus de milieux modestes de rejoindre ses rangs. Au total, « la classe moyenne apparaît comme la source de tous les intrants requis pour assurer la croissance en termes d'économie néoclassique – idées nouvelles, accumulation du capital physique et accumulation du capital humain (34) ».

Ainsi, les *Trente Glorieuses* ont-elles scellé un compromis temporaire entre la classe moyenne, essentiellement salariée, et le capital industriel. La superposition géographique des aires de production et de consommation était un élément décisif du compromis. Grosso modo, ce qui était essentiellement produit au Nord était consommé au Nord. Ce faisant, la fraction de la valeur ajoutée à laquelle les capitalistes renonçaient dans le processus productif, pour la verser sous forme de salaire direct et indirect, revenait dans leur escarcelle lors de l'achat des biens et services par les salariés. En d'autres termes, le salaire était à la fois un coût et un vecteur de profit pour l'entreprise. La coïncidence géographique de la production et de la consommation engendrait un cercle vertueux conduisant au développement autocentré.

Dans une certaine mesure, on a constaté la mise en place de compromis similaires dans les pays du Sud, au cours de la période du nationalisme - clientéliste, notamment caractérisé par l'industrialisation par substitution des importations. En Côte d'Ivoire, par exemple, le compromis initiateur de la classe moyenne était fondé sur la redistribution de la rente agricole issue des filières cacao-café, sur le développement du secteur industriel ainsi que sur les apports d'aide extérieure. Le capital international récupérait la rente par le biais des importations et de la production nationale qu'il assurait majoritairement.

Lorsque le système change de version, les rôles sont redistribués en fonction de l'impératif de maximisation de l'exploitation à long terme. Le passage du capitalisme industriel au capitalisme financiarisé provoque l'obsolescence de la classe moyenne dans sa configuration antérieure.

La classe moyenne « ennemie » du capitalisme financier

La survenance d'une série d'événements va graduellement modifier le contexte de l'économie mondiale : la fin du système de taux de change fixes en 1971, les chocs pétroliers de 1973 et de 1979, la *stagflation*, la crise de la dette des pays du Sud en 1982, la chute du mur de Berlin et l'implosion du bloc soviétique. L'évolution va permettre l'accélération et l'approfondissement de la mondialisation néolibérale, financière et économique. Le capitalisme se financiarise et la production industrielle est relocalisée principalement sur le continent asiatique qui dispose d'une main d'œuvre à très bas salaires. La désindustrialisation frappe les pays du Nord (36), mais également les pays du Sud (37) qui avaient, dans le cadre du nationalisme - clientéliste, adopté des stratégies d'industrialisation par substitution des importations.

Le libre-échange permet d'inonder les marchés de produits à bas prix qui concurrencent (de façon déloyale ?) les productions nationales, révélant leur défaut de « compétitivité ». (Re)devenir compétitif (38) implique l'abaissement des coûts de production directs et indirects. Cette démarche passe par la réduction des salaires réels, des avantages sociaux et, plus généralement, des dépenses « clientélistes » (assimilées à de la corruption) et des dépenses liées à l'État providence (présentées comme inéquitables, car essentiellement corporatistes).

Sous prétexte de concurrence, il s'agit de rehausser les profits. Pour ce faire, il convient d'ajuster les structures économiques et sociales nationales aux règles du « laisser-faire » - « laisser passer », étendu à l'ensemble de la planète. « Parmi la population, comme les pauvres le sont trop et que les riches sont exemptés (39), c'est sur la classe moyenne que reposera l'essentiel de la charge de l'ajustement (40) ».

Ainsi, la classe moyenne devient « l'ennemie » du capitalisme financiarisé car son existence injustifiée – puisque sous d'autres cieux, des populations assurent les mêmes tâches à moindre coût – réduit les profits. Le capitalisme dénonce le compromis conclu précédemment et fait procéder à l'euthanasie de la classe

moyenne parasite. Pour ce faire, l'intervention de l'État, guidée par les élites politiques complices, apparaît indispensable.

La classe moyenne produite ou détruite par l'État

L'intervention de l'État est impérative pour assurer le développement de la classe moyenne ou son euthanasie, car c'est lui qui légifère, réglemente, incite, réprime, contrôlant ainsi, plus ou moins directement, une large part de la production et de la redistribution des richesses. L'État prend et donne, fait et défait, tricote et détricote.

Par le biais de la loi, du secteur public, de la fiscalité - redistribution, l'État façonne, corrige et adapte la structure sociale nationale. Les élites politiques (issues du suffrage universel en démocratie) assurent la direction de l'État, proposent et votent les lois. Ce sont donc lesdites élites politiques nationales qui portent la responsabilité de la densification ou de l'éclaircissement de la classe moyenne.

Durant la phase ascendante du U inversé, le compromis entre le capital et la classe moyenne autorise les élites politiques à œuvrer en sa faveur. L'État intervient pour assurer un bien-être accru par la loi et la réglementation, pour créer des emplois, pour mettre en place des services publics de qualité, ce qui a pour effet de densifier la classe moyenne tout en permettant au capital de se valoriser pleinement. On assiste à la construction de l'État-providence et de l'État nationaliste – clientéliste.

Au cours de cette phase, dans les pays du Sud, une bonne partie du surplus dégagé sur le territoire national, principalement sous forme de rente (agricole, minière, énergétique), est mobilisé par l'État et distribué sur place. C'est la période des « Pères de la nation » (Houphouët-Boigny, N'Krumah, Nasser...).

Au Nord, le fordisme permet la croissance autocentrée, génératrice de surplus largement redistribué. Sur le plan politique, le climat est relativement serein. Les élites politiques fondent leur discours sur les concessions, obtenues ou à négocier avec les capitalistes (41) au profit de la classe moyenne essentiellement. De ce fait, la classe politique opérationnelle, bien que soumise au système, se trouve relativement en phase avec l'électorat.

Au cours de la phase descendante du cycle, qui coïncide avec la divergence des intérêts du capital et de la classe moyenne, l'État, instrument du système, devient malveillant. Au Nord comme au Sud, la phase de « séduction » ayant porté les fruits attendus, les États vont mettre en œuvre des politiques néolibérales afin de démanteler l'ensemble des acquis. L'échelonnement dans le temps sera différent : plus rapide au Sud qu'au Nord. Les élites politiques opérationnelles (42) instrumentalisées adapteront leur discours mettant en avant l'inéluctabilité de ce nouvel ajustement structurel, suivant en cela l'expression de Margaret Thatcher : « There is no alternative ». Dans le même temps, le système va forcer le jeu de la démocratie de connivence (44).

L'étude de la dynamique des classes moyennes révèle que les élites politiques, l'État et les institutions sont instrumentalisés par le système global d'exploitation de domination et de contrôle.

Les élites, l'État et les institutions au service du système

Dire que les élites, l'État et les institutions sont instrumentalisés par le système, ne signifie pas qu'ils soient tous composés d'agents inféodés audit système. En effet, il existe des personnes ou des groupes sincères souhaitant mener des actions favorables à la majorité de la population (au bien commun) et en apparence contraires aux intérêts du système. S'il laisse faire ou même encourage ce type d'actions, cela signifie qu'au moins à terme, lesdites actions le serviront. Dans le cas contraire, le système empêchera, par tous les moyens, ces activités.

Bernard CONTE

1. Les développements qui suivent s'inspirent largement de : Bernard Conte, « Les classes moyennes en Afrique et dans le monde : une dynamique cyclique ? », communication au Congrès des Etudes africaines en France, Recherches et débats : réinventer l'Afrique ?, Atelier : Les classes moyennes en Afrique : entre visibilité et invisibilité socio-économiques, CEAN - IEP de Bordeaux, Université de Bordeaux, 6-7-8 septembre 2010 ; et de Bernard Conte : « L'émergence des classes moyennes en Afrique. Un phénomène éphémère ? », *Afrique contemporaine*, 2012/4 (n° 244), p. 115-115. DOI : 10.3917/afco.244.0115. URL : <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2012-4-page-115.htm>

2. Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905.

3. Dans ce document, nous considérons que la classe moyenne est la partie de la population située entre la classe riche et la classe pauvre. Nous employons indifféremment le singulier ou le pluriel : la (ou les) classe moyenne, sans donner une définition précise des contours de ladite classe.

4. Bernard Conte, *La division internationale du travail et le développement interne : le cas de la Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat d'État, Université Toulouse I, 1984, p. 206.
5. Bernard Conte, *La Tiers-Mondialisation de la planète*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2009. p.71.
6. Félix Houphouët-Boigny, « Rapport de politique générale au VIIème congrès du PDCI-RDA », *Fraternité Matin*, 01/10/1980.
7. Bernard Conte, *Clientélisme, ajustement et conflit*, op. cit. p. 5.
- . Bernard Conte, *La division internationale du travail et le développement interne : le cas de la Côte d'Ivoire*, op. cit. p. 359.
9. Ibidem, p. 321-376.
10. Bonnie Campbell, « Quand l'ivoirisation secrète une couche dominante », *Le Monde diplomatique*, novembre 1981.
11. République de Côte d'Ivoire, Ministère du plan, Plan de développement économique social et culturel, 1981-1985, Abidjan, 1982, p. 744.
12. Bilan national de l'emploi en Côte d'Ivoire, Ministère des relations extérieures, *Etudes et documents*, n° 47, Paris, mai 1982, p. 132.
13. Jean-Paul Azam, *La faisabilité politique de l'ajustement en Côte d'Ivoire (1981 – 1990)*, (version révisée n°3) études du Centre de développement, OCDE, Paris, 1994, p. 71.
14. « Cote d'Ivoire, compétition capitaliste aigüe autour de la répartition de la rente issue de l'exploitation des ressources naturelles », La lettre de mouvement communiste, n° 15 ; janvier 2005, <http://www.mouvement-communiste.com/pdf/letter/LTMC0515.pdf> consulté le 19 août 2010.
15. Denis Cogneau et Sandrine Mesplé-Somps, *L'économie ivoirienne, la fin du mirage ?* Dial, Paris, Document de travail DT/2002/18, Décembre 2002, p. 88.
16. Afrik.com, « Côte d'Ivoire : la pauvreté atteint le seuil critique de 48,9 % », 6 janvier 2009, <http://www.afrik.com/breve15294.html> consulté le 19 août 2010.
17. Gabriel Kessler, « L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine », *Cultures & Conflits*, 35, 1999, <http://www.conflits.org/index173.html> Consulté le 17 juillet 2010.
18. Idem.
19. Latinreporters.com, « Argentine : le péroniste Eduardo Duhalde, 5e président en deux semaines », <http://www.latinreporters.com/argentinepol020102.html> , consulté le 1er août 2010.
20. Idem. Le délitement de la classe moyenne s'observe aussi au Brésil, cf. par exemple : Larissa Morais, « La classe moyenne brésilienne », *Jornal do Brasil*, 12 mai 2004, traduction Elizabeth Borghino pour Autres Brésils, <http://www.autresbresils.net/spip.php?article73> consulté le 8 août 2010.
21. Geneviève Brunet, « Crise des pays émergents. De bons élèves lourdement punis », *L'Hebdo*, http://www.hebdo.ch/crise_des_pays_emergents_de_bons_eleves_lourdement_38467_.html consulté le 1er août 2010. Voir aussi : John Evans, "Impact social de la crise asiatique." *Le Monde diplomatique*, mai 1998, pp. 3.
22. Alain Wang, « Asie : la crise frappe les classes moyennes », Courriercadres.com <http://www.courriercadres.com/content/asia-la-crise-frappe-les-classes-moyennes> 19 mars 2009, consulté le 2 août 2010.
23. Pour l'Europe, voir par exemple : Régis Bigot, Patricia Croutte, Jörg M, Guillaume Osier, “ Les classes moyennes en Europe ”, *Cahier de recherche du CREDOC*, Credoc, Décembre 2011, N°282.
24. La classe moyenne indépendante est constituée de « petits patrons d'industrie, du commerce ou d'agriculture, des travailleurs indépendants, artisans ou assimilés et les membres des professions libérales, avocats, médecins, vétérinaires etc. », Serge Berstein, « Les classes moyennes devant l'histoire ». In : *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°37, janvier-mars 1993. Les classes moyennes. pp. 3-12. <https://doi.org/10.3406/xxs.1993.2638> citation. p.8.
25. Serge Berstein, art.cit. p.12.
26. Cf. Bernard Conte, *La Tiers-Mondialisation de la planète*, op. cit.
27. Christian Marazzi, « Middle-class confusion de terme, confusion de concept », Collectif d'analyse politique, <http://cap.qc.ca.edu/a-la-redecouverte-du-concept-de-classe/les-classes-moyennes/middle-class-confusion-de-terme-confusion-de-concept/> Première publication en juillet 1994, Mise en ligne le lundi 7 juillet 2003, consulté le 2 août 2010.
28. Marc-André Gagnon, « La “ fausse classe moyenne ” piégée », *Le journal des alternatives*, <http://www.alternatives.ca/fra/journal-alternatives/publications/archives/2009/vol-15-no-8-mai-2009/article/la-fausse-classe-moyenne-piegee> 30 avril 2009, consulté le 2 août 2010.
9. « Elles constituent désormais moins des deux tiers de la société », Cf. note suivante.
30. Cidal, « L'érosion des classes moyennes se poursuit en Allemagne », Centre d'information et de documentation sur l'Allemagne, Paris, http://www.cidal.diplo.de/Vertretung/cidal/fr/_pr/actualites/nq/2010__06/2010__06__17__Mittelsch

- icht__pm,archiveCtx=2070292.html , publié le 17/06/2010, consulté le 4 août 2010. L'étude est disponible à cette adresse :http://www.diw-berlin.de/documents/publikationen/73/diw_01.c.357505.de/10-24-1.pdf
31. Louis Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil, 2006.
 32. Louis Chauvel, « Classes moyennes, le grand retournement », *Le Monde*, 3 mai 2006. p. 24.
 33. Kevin Murphy, Andrei Shleifer et Robert Vishny, "Income Distribution, Market Size and Industrialization," *Quarterly Journal of Economics*, (août 1989), p. 537-564.
 34. Homi Kharas, The emerging middle class in developing countries, *Working Paper n° 285*, Paris, OCDE, Development Centre, janvier 2010, p. 7. Traduction de l'auteur.
 35. Cf. Bernard Conte, « Côte d'Ivoire : du clientélisme 'éclairé' au clientélisme 'appauvri' », Strategic-Road.com, 19/04/2003, http://www.strategic-road.com/pays/pubs/cote_divoire_clientelisme_txt.htm consulté le 27 août 2010.
 36. « [En France], de 1997 à 2007, la part de l'industrie dans le PIB est passée de 18,4% à 12,1% et les emplois industriels ont diminué de 2 millions en trente ans », Pascal Salin, « Faut-il craindre la désindustrialisation ? », *La Tribune*, 10/03/2010.
 37. « L'ajustement structurel a contribué, contrairement à ce que laisse entendre le FMI, à la désindustrialisation de l'Afrique », Joseph Stiglitz, « L'Afrique doit compter davantage sur elle-même », Les Afriques, 08/02/2010, <http://www.lesafriques.com/actualite/joseph-stiglitz-l-afrique-doit-compter-davantage-sur-elle-5.html?Itemid=89?articleid=22104> consulté le 26/08/2010.
 38. La compétitivité devient obsessionnelle. Cf. par exemple : T. Biggs, M. Miller, M. Otto, C. et G. Tyler, "Africa Can Compete ! Export Opportunities and Challenges for Garments and Home Products in the European Market," World Bank - Discussion Papers 300, World Bank. 1996.
 39. Les riches sont les seuls censés produire de la croissance, il faut les protéger, par exemple grâce à un « bouclier » fiscal.
 40. Bernard Conte, « Le oui irlandais débloque l'Europe ordolibérale », Contre Info.info, 10/10/2009, http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2835 consulté le 27/08/2010.
 41. Le système est disposé à accorder la majorité des concessions, car elles vont dans le sens de la bonne marche du fordisme et du nationalisme – clientéliste.
 42. Par « opérationnelle » nous entendons la classe politique exerçant ou susceptible d'exercer le pouvoir.
 43. Il s'agit des fruits attendus par le système : destruction des valeurs traditionnelles (solidarités, famille...), individualisme exacerbé, consumérisme, libéralisme, endettement, etc. Plus généralement, le système estime que la société est mûre pour le passage à l'étape suivante.
 44. À propos de la démocratie de connivence (ou des copains), voir : Bernard Conte, « La démocratie de connivence et l'anéantissement de la France », 2016, <http://blog-conte.blogspot.com/2016/01/la-democratie-de-copinage-et.html>

le blog de Bernard Conte

3 février 2022

URL de cet article 37718 : <https://www.legrandsoir.info/essor-et-ruine-de-la-classe-moyenne.html>

Traduit par Ines Mahjoubi, Manuel Colinas Balbona et Sylvie Carrasco. Relecture par Sylvie Carrasco.

Source : Investig'Action